C.R.A. N° 19 (2015-2016)

3e session de la 10e législature

PARLEMENT WALLON

SESSION 2015-2016

COMPTE RENDU

AVANCÉ

Séance plénière*

Mercredi 8 juin 2016

*Application de l'art. 161 du règlement

Le compte rendu avancé ne peut être cité que s'il est précisé qu'il s'agit d'une version qui n'engage ni le Parlement ni les orateurs

SOMMAIRE

<i>Ouverture de la séance</i>	1
<i>Absences motivées</i>	1
<i>Ordre du jour</i>	1
<i>Approbation</i>	1
<i>Communication</i>	1
<i>Communications</i>	1
<i>Documents</i>	4
<i>Prises en considération</i>	4
<i>Documents</i>	4
<i>Dépôt</i>	4
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010 (Doc. 472 (2015-2016) N° 1 et 2)</i>	4
<i>Discussion générale</i>	4
<i>Examen de l'article unique</i>	5
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003 (Doc. 473 (2015-2016) N° 1 et 2)</i>	5
<i>Discussion générale</i>	5
<i>Examen de l'article unique</i>	5
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013 (Doc. 474 (2015-2016) N° 1 et 2)</i>	5
<i>Discussion générale</i>	6
<i>Examen de l'article unique</i>	6

<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrième, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrième, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011 (Doc. 475 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	6
<i>Discussion générale</i>	
Intervenants : M. le Président, Mme Ryckmans.....	6
<i>Examen des articles.....</i>	7
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013 (Doc. 476 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	8
<i>Discussion générale.....</i>	8
<i>Examen de l'article unique.....</i>	8
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014 (Doc. 477 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	8
<i>Discussion générale.....</i>	8
<i>Examen de l'article unique.....</i>	8
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013 (Doc. 478 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	9
<i>Discussion générale.....</i>	9
<i>Examen de l'article unique.....</i>	9
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (Doc. 479 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	9
<i>Discussion générale.....</i>	9
<i>Examen de l'article unique.....</i>	9
<i>Proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Mme De Bue, MM. Dister et Tzanetatos (Doc. 386 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	10

Discussion générale

Intervenants : M. le Président, MM. Hazée, Jeholet..... 10

Reprise de la séance..... 10

Rappel au règlement

Intervenants : M. le Président, MM. Onkelinx, Hazée..... 11

Proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Mme De Bue, MM. Dister et Tzanetatos (Doc. 386 (2015-2016) N° 1 et 2)..... 11

Discussion générale (Suite)

Intervenants : M. le Président, MM. Tzanetatos, Sampaoli, Hazée, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 11

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).....16

Discussion générale

Intervenants : M. le Président, M. Dodrimont, Mme Waroux, M. Hazée..... 16

Fait personnel

Intervenants : M. le Président, MM. Fourny, Crucke..... 17

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).....17

Discussion générale (Suite)

Intervenants : M. le Président, MM. Dodrimont, Jeholet, Collignon, Mmes Morreale, Zrihen, MM. Crucke, Hazée, Stoffels, Henry..... 17

Reprise de la séance..... 36

Déclarations d'intérêt régional.....36

Déclaration d'intérêt régional de M. Fourny sur « l'hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Saint-Georges-sur-Meuse »

Intervenants : M. le Président, M. Fourny..... 36

Déclaration d'intérêt régional de M. Crucke sur « l'indispensable présence de la Wallonie dans les grands événements sportifs »

Intervenants : M. le Président, M. Crucke..... 36

Déclaration d'intérêt régional de M. Jeholet, sur « Le soutien aux pompiers »

Intervenants : M. le Président, M. Jeholet..... 37

Déclaration d'intérêt régional de Mme Kapompole, sur « la lutte contre les discriminations »

Intervenants : M. le Président, Mme Kapompole..... 37

Déclaration d'intérêt régional de Mme Zrihen, sur « le premier marché à La Louvière de créateurs autour de l'image imprimée »

Intervenants : M. le Président, Mme Zrihen..... 37

Rappel au règlement

Intervenants : M. le Président, M. Jeholet..... 38

Questions urgentes..... 40

Question urgente de M. Fourny à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « les déclarations du secrétaire d'État concernant l'incitation des CPAS à dénoncer les fraudes sociales »

Intervenants : M. le Président, M. Fourny, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 40

Questions d'actualité..... 40

Question d'actualité de Mme Gonzalez Moyano à M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, sur « le plan du Gouvernement « Ensemble simplifions » »

Intervenants : M. le Président, Mme Gonzalez Moyano, M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative..... 40

Question d'actualité de M. Crucke à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la chasse aux euros sur le photovoltaïque »

Intervenants : M. le Président, M. Crucke, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 42

Question d'actualité de M. Evrard à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénurie de médecins en zones rurales et les possibles modifications du fonds Impulseo »

Intervenants : M. le Président, M. Evrard, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine..... 42

Question d'actualité de Mme Trotta à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la consommation abusive de Rilatine »

Intervenants : M. le Président, Mme Trotta, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine..... 44

Question d'actualité de M. Denis à M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, sur « les animaux de laboratoires »

Intervenants : M. le Président, M. Denis, M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal..... 45

Question d'actualité de M. Arens à M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « l'association de la Wallonie au Plan national de sécurité »

Intervenants : M. le Président, M. Arens, M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon..... 46

Question d'actualité de Mme Durenne à M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « la Wallonie des familles pauvres »

Intervenants : M. le Président, Mme Durenne, M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon..... 47

Question d'actualité de Mme Defrang-Firket à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'initiative de la Province du Brabant wallon en matière d'autisme »

Intervenants : M. le Président, Mme Defrang-Firket, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine..... 49

Question d'actualité de M. Collignon à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la mise en place d'une grille des loyers »

Intervenants : M. le Président, M. Collignon, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 50

Question d'actualité de Mme Gérardon à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la mise en place d'une plateforme d'échange pour lutter contre les marchands de sommeil »

Intervenants : M. le Président, Mme Gérardon, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 52

Question d'actualité de Mme Defraigne à M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique, sur « la mise sous cocon de l'entreprise Magotteaux »

Intervenants : M. le Président, Mme Defraigne, M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique..... 53

Question d'actualité de M. Gillot à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la baisse de la compensation aux communes de la taxe de la force motrice et du précompte immobilier »

Intervenants : M. le Président, M. Gillot, M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie..... 54

Débat d'actualité sur les inondations, en application de l'article 145.4 du règlement

Intervenants : M. le Président, MM. Jeholet, Courard, Mmes Ryckmans, Stommen, M. Puget, M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon..... 55

Débat sur le contrôle des émissions polluantes des voitures diesel, en application de l'article 70 du règlement

Intervenants : M. le Président, Mme De Bue, MM. Legasse, Henry, Mme Waroux, MM. Gillot, Puget, M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal..... 61

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).....73

Discussion générale (Suite)

Intervenants : M. le Président, MM. Fourny, Sampaoli, Mme Waroux, MM. Dermagne, Hazée, M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, MM. Henry, Jeholet, Collignon 73

Reprise de la séance..... 93

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).....93

Discussion générale (Suite)

Intervenants : M. le Président, MM. Dermagne, Hazée, Collignon, Henry, Fourny..... 93

Reprise de la séance..... 96

Projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).....96

Discussion générale (Suite)

Intervenants : M. le Président, M. Hazée..... 96

Reprise de la séance..... 97

Organisation des travaux

Intervenants : M. le Président, MM. Henry, Fourny, Dermagne, Jeholet..... 97

Fait personnel

Intervenants : M. le Président, MM. Fourny, Puget, Hazée, Dermagne, Collignon, Wahl.....	99
Éloge funèbre.....	100
<i>Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Dodrimont à M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, sur « la réforme du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie (CWATUP) », par MM. Dodrimont, Lecerf, Maroy et Mme Baltus-Möres (Doc. 499 (2015-2016) N° 1) et par MM. Denis et Fourny (Doc. 500 (2015-2016) N° 1).....</i>	101
Vote nominatif.....	101
<i>Proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Mme De Bue, MM. Dister et Tzanetatos (Doc. 386 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	101
Vote nominatif.....	101
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010 (Doc. 472 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	102
Vote nominatif.....	102
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioersity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003 (Doc. 473 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	102
Vote nominatif.....	102
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013 (Doc. 474 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	102
Vote nominatif.....	102
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011 (Doc. 475 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	103
Vote nominatif.....	103
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013 (Doc. 476 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	103
Vote nominatif.....	103

<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014 (Doc. 477 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	104
<i>Vote nominatif.....</i>	104
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013 (Doc. 478 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	104
<i>Vote nominatif.....</i>	104
<i>Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (Doc. 479 (2015-2016) N° 1 et 2).....</i>	105
<i>Vote nominatif.....</i>	105
<i>Liste des intervenants.....</i>	106
<i>Index des matières.....</i>	107
<i>Abréviations courantes.....</i>	109

SÉANCE PLÉNIÈRE

Présidence de M. Antoine, Président

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

- *La séance est ouverte à 9 heures 39 minutes.*

M. le Président. - La séance est ouverte.

Chers collègues, puis-je vous inviter à rejoindre votre place, à retrouver une discipline de travail pour me permettre, avec vous, de déclarer la séance ouverte ?

ABSENCES MOTIVÉES

M. le Président. - Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance :

- M. Lenzini, pour raison de santé ;
- M. Imane, retenu par d'autres devoirs ;
- M. le Ministre Collin, cet après-midi, en représentation pour le Gouvernement.

ORDRE DU JOUR

Approbation

M. le Président. - Mesdames, Messieurs, conformément à l'article 28.2 du règlement, la Conférence des présidents a procédé à l'élaboration de l'ordre du jour de la présente séance qui vous est soumis conformément à l'article 67.1.

Ce document vous a été adressé.

J'ai été saisi du dépôt des propositions suivantes :

- la proposition de résolution visant à renforcer la sensibilisation des pouvoirs locaux dans le cadre de la lutte contre les discriminations, par Mme Gonzalez Moyano, MM. Prévot, Dupont, Onkelinx, Mmes Pécriaux et Bonni (Doc. 508 (2015-2016) N° 1) ;
- la proposition de décret insérant un livre VIII dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé (partie décrétable) relatif à l'aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales, par Mmes Morreale, Kapompole, Pécriaux, MM. Onkelinx, Martin et Mme Lambelin (Doc. 511 (2015-2016) N° 1).

Je vous propose d'ajouter leur prise en considération à notre ordre du jour.

Quelqu'un demande-t-il la parole sur l'ordre du jour ainsi modifié ?

Personne ne demandant la parole, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté.

COMMUNICATION

M. le Président. - M. Fourny, Président du groupe cdH, m'a fait part d'une modification de leurs représentants au sein des commissions.

Pour ce qui concerne la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports et la Commission pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, M. Baurain devient membre effectif en remplacement de Mme Moucheron.

Pour ce qui concerne la Commission de l'emploi et de la formation et la Commission du budget et de la fonction publique, M. Baurain devient membre suppléant en remplacement de Mme Moucheron.

COMMUNICATIONS

M. le Président. - Les institutions européennes m'ont transmis une consultation.

Divers documents m'ont été adressés :

- l'avis n° 64 du Comité consultatif de Bioéthique relatif aux aspects éthiques de l'obligation de vacciner ;
- le rapport d'activités 2015-mars 2016 de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant ;
- le rapport d'information du Sénat concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions en vue d'instaurer une offre et un plan de transports publics mieux intégrés ;
- le rapport d'activités du Commissariat général au tourisme (C.G.T.) pour l'année 2015.

Ils ont été envoyés aux commissions concernées.

Le Gouvernement m'a transmis vingt-neuf arrêtés de reventilation des crédits budgétaires :

- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 02 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base des programmes 02, 11, 13 et 14 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base des programmes 03, 04 et 12 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 03 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 11 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 05 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 13 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 12 de la division organique 13 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 02 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 32 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base du programme 04 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant nouvelle ventilation des articles de base des programmes 11 et 12 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériels portant nouvelle ventilation des allocations de base des divisions organiques 02, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 03 et 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 03 et 12 des divisions organiques 13 et 16 l'arrêté du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 11 et 31 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 11, 12 et 13 de la

division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;

- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02, 05, 06, 22 et 32 des divisions organiques 18 et 33 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01, 06 et 33 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 03 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02 et 03 des divisions organiques 15 et 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 ;
- l'arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 04 et 06 des divisions organiques 09 et 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016.

Ces arrêtés seront transmis aux membres de la Commission du budget et de la fonction publique.

La Cour constitutionnelle m'a fait parvenir dix notifications d'arrêtés :

- la notification de l'arrêt n° 71 du rôle 6118 concernant le recours en annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, introduit par la Commission wallonne pour l'Énergie (Doc. 514 (2015-2016) N° 1) ;
- la notification de l'arrêt n° 72 du rôle 6145 concernant le recours en annulation des articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014 « tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination », introduit par le « Parti Libertarien » et autres ;
- la notification de l'arrêt n° 73 des rôles 6166 et 6167 concernant les questions préjudicielles relatives à l'article 7, § 1er, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles- Capitale du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine, posées par le Juge de paix du canton d'Ixelles ;
- la notification de l'arrêt n° 74 du rôle 6168 concernant la question préjudicielle concernant

les articles 1er, 3°, de l'article 3 (« Dispositions transitoires ») et 47 de l'article 4 (« Dispositions abrogatoires et modificatives ») de la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux, posée par le Tribunal de première instance du Hainaut, division Tournai ;

- la notification de l'arrêt n° 75 du rôle 6171 concernant le recours en annulation des articles 73 et 74 du décret flamand du 19 décembre 2014 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 2015 et des articles 162, 170, 172, 174 et 175 du décret flamand du 19 décembre 2014 portant modification du Code flamand de la fiscalité du 13 décembre 2013, introduit par Ivo Evers ;
- la notification de l'arrêt n° 76 du rôle 6177 concernant la question préjudicielle relative à l'article 577 du Code judiciaire, posée par le Tribunal d'arrondissement d'Anvers ;
- la notification de l'arrêt n° 77 du rôle 6209 concernant la question préjudicielle relative à l'article 330, § 1er, alinéa 4, du Code civil, posée par le Tribunal de première instance de Flandre orientale, division Termonde ;
- la notification de l'arrêt n° 78 des rôles 6214, 6236 et 6240 concernant les recours en annulation totale ou partielle de la section 6 (Dispositions relatives aux taxes sur les mâts, pylônes et antennes) du chapitre IX du décret-programme de la Région wallonne du 12 décembre 2014 « portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité », ainsi que, dans l'affaire n° 6214 du rôle, de l'article de base 36 01 90 de la division organique 17 du secteur I du titre I du tableau annexé au décret du 11 décembre 2014 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, introduits par la SA de droit public « Belgacom », par la SA « Mobistar » et par la SA « BASE Company » (Doc. 515 (2015-2016) N° 1) ;
- la notification de l'arrêt n° 79 du rôle 6225 concernant la question préjudicielle relative à l'article 30bis, §§ 3 et 5, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, posée par la Cour du travail de Gand ;
- la notification de l'arrêt n° 80 du rôle 6260 concernant la question préjudicielle relative aux articles 132bis et 136 du Code des impôts sur les revenus 1992, posée par le Tribunal de première instance de Liège, division Liège.

La notification de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 25 mai 2016 concernant le recours en annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, introduit par la Commission wallonne pour l'Énergie sera imprimée et distribuée sous le n° 514 (2015-2016) N° 1. Elle sera envoyée à la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie.

La notification de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 25 mai 2016 concernant les recours en annulation totale ou partielle de la section 6 (Dispositions relatives aux taxes sur les mâts, pylônes et antennes) du chapitre IX du décret-programme de la Région wallonne du 12 décembre 2014 « portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité », ainsi que, dans l'affaire n° 6214 du rôle, de l'article de base 36 01 90 de la division organique 17 du secteur I du titre I du tableau annexé au décret du 11 décembre 2014 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, introduits par la SA de droit public « Belgacom », par la SA « Mobistar » et par la SA « BASE Company » sera imprimée et distribuée sous le n° 515 (2015-2016) N° 1.

Elle sera envoyée à la Commission du budget et de la fonction publique.

La liste reprenant les documents, les arrêtés de reventilation des crédits budgétaires et les notifications d'arrêtés de la Cour constitutionnelle a été adressée aux membres.

Tous les documents cités sont à la disposition des parlementaires qui émettraient le souhait d'en prendre connaissance.

DOCUMENTS

Prises en considération

M. le Président. - L'ordre du jour, en application des articles 95 et 126 du règlement, appelle le Parlement à se prononcer sur la prise en considération des propositions suivantes :

- la proposition de résolution déposée par Mme Gonzalez Moyano, MM. Prévot, Dupont, Onkelinx, Mmes Pécriaux et Bonni (Doc. 508 (2015-2016) N° 1) ;

- la proposition de décret déposée par Mmes Morreale, Kapompole, Pécriaux, MM. Onkelinx, Martin et Mme Lambelin (Doc. 511 (2015-2016) N° 1).

Elles ont été imprimées et distribuées.

Quelqu'un demande-t-il la parole sur leur prise en considération ?

Personne ne demandant la parole, les propositions sont prises en considération. La proposition n° 508 sera envoyée à la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie et la proposition n° 511 à la Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé.

DOCUMENTS

Dépôt

M. le Président. - La liste des projets de décret adressés au Parlement par le Gouvernement et des rapports de commission a été adressée aux membres :

- le projet de décret relatif à l'octroi d'un avantage fiscal pour l'acquisition de l'habitation propre : le Chèque Habitat (Doc. 510 (2015-2016) N° 1) ; il a été envoyé à la Commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie et sera imprimé et distribué.

Son contenu sera reproduit in extenso dans le compte rendu.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD EURO-MÉDITERRANÉEN RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LE ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE, D'AUTRE PART, FAIT À BRUXELLES LE 15 DÉCEMBRE 2010 (DOC. 472 (2015-2016) N° 1 ET 2)

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010 (Doc. 472 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté

par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 472 (2015-2016) N° 2 qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Non.

Le ministre-président, au-delà du rapport, veut-il intervenir ? Non.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010 (Doc. 472 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET BIOVERSITY INTERNATIONAL, FAIT À BRUXELLES LE 3 DÉCEMBRE 2012, MODIFIANT L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'INTERNATIONAL PLANT GENETIC RESOURCES INSTITUTE, SIGNÉ À BRUXELLES LE 15 OCTOBRE 2003 (DOC. 473 (2015-2016) N° 1 ET 2)

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International

Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003 (Doc. 473 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 473 (2015-2016) N° 2 qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Quelqu'un souhaite-t-il la parole ?

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003 (Doc. 473 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'OFFICE INTERNATIONAL DES ÉPIZOOTIES, SIGNÉ À BRUXELLES LE 14 MARS 2013 (DOC. 474 (2015-2016) N° 1 ET 2)

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord de

siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013 (Doc. 474 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 474 (2015-2016) N° 2 qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Y a-t-il une demande de prise de parole ? Non.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013 (Doc. 474 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE TRANSPORT AÉRIEN ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PREMIÈREMENT, L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, DEUXIÈMEMENT, L'ISLANDE, TROISIÈMEMENT, ET LE ROYAUME DE NORVÈGE, QUATRIÈMEMENT, FAIT À LUXEMBOURG ET OSLO LES 16 ET 21 JUIN 2011, AINSI QU'À L'ACCORD ANNEXE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, PREMIÈREMENT, L'ISLANDE, DEUXIÈMEMENT, ET LE ROYAUME DE NORVÈGE, TROISIÈMEMENT, CONCERNANT L'APPLICATION DE L'ACCORD DE TRANSPORT AÉRIEN ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PREMIÈREMENT, L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, DEUXIÈMEMENT, L'ISLANDE, TROISIÈMEMENT, ET LE ROYAUME DE NORVÈGE, QUATRIÈMEMENT, FAIT À LUXEMBOURG ET OSLO LES 16 ET 21 JUIN 2011 (DOC. 475 (2015-2016) N° 1 ET 2)

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrième, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrième, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011 (Doc. 475 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 475 (2015-2016) N° 2 qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Il n'y a qu'une demande de prise de parole.

La parole est à Mme Ryckmans.

Mme Ryckmans (Ecolo). - Monsieur le Ministre, les dispositions de l'accord qui étendent le champ

d'application de l'accord de transposition aérien Union européenne-États-Unis s'étend donc mutatis mutandis en Norvège et en Islande ; ainsi donc rien ne change à l'accord de l'Union européenne du transport aérien entre l'Union européenne et les États-Unis qui a été conclu en 2007, et son protocole en 2010.

Or, cet accord de transport aérien Union européenne-États-Unis n'est pas équilibré. Il est lié à l'accès au marché et au ciel ouvert – l'*open sky* – détenu par les compagnies aériennes aux États-Unis et celui-ci accorde plus de droits aux compagnies aériennes américaines sans véritable réciprocité.

En outre, les impacts de cet accord sur le climat et sur le bruit dans les aéroports sont trop importants et leur limitation trop faible.

Pour Ecolo, il est tout simplement incompatible d'étendre encore cet encouragement à une forte augmentation du nombre de vols entre l'Europe et les États-Unis, quand, au même temps, nous tentons d'agir suffisamment pour prévenir les pires impacts du changement climatique et nous tentons de répondre aux objectifs de réduction des émissions convenues lors des sommets de Bruxelles et des divers sommets climatiques.

Cet accord représentait un sérieux échec de la politique européenne sur le climat, car il n'est pas parvenu à soumettre les compagnies aériennes américaines à la réglementation européenne sur la protection environnementale et il a préservé l'interdiction en vigueur, depuis plusieurs décennies, d'imposer des taxes sur le carburant pour les vols transatlantiques alors que l'on sait que ce serait la principale mesure pour réduire les émissions dans ce secteur.

Les défenseurs de l'environnement soulignent également qu'avec la concurrence accrue et la diminution du prix des billets, l'accord *open sky* laisse faire une augmentation annuelle du nombre de passagers aériens de 25 millions et de 3,5 millions de tonnes d'émission de CO₂ au cours des prochaines années, annulant ainsi toute réduction attendue des échanges d'émission.

L'étendre encore à d'autres pays n'est donc pas pertinent et nous voterons contre cet accord.

M. le Président. - Quelqu'un d'autre souhaite-t-il une prise de parole ? Non ? Y a-t-il une réaction du Gouvernement ? Celui-ci s'en tient-il à son rapport écrit et à son expression ?

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen des articles

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen des articles du projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011 (Doc. 475 (2015-2016) N° 1 et 2).

Nous commençons par l'examen de l'article premier.

« Article premier

L'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article premier est adopté.

Nous passons à présent à l'examen de l'article 2.

« Art. 2

L'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article 2 est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE
BELGIQUE ET L'INSTITUT EUROPÉEN DE LA
FORÊT SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DU BUREAU DE LIAISON DE L'INSTITUT
EUROPÉEN DE LA FORÊT, FAIT À BRUXELLES
LE 9 OCTOBRE 2013
(DOC. 476 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013 (Doc. 476 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 476 (2015-2016) N° 2, qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013 (Doc. 476 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD RELATIF À LA PARTICIPATION
DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE À L'ESPACE
ÉCONOMIQUE EUROPÉEN, À L'ACTE FINAL
ET AUX TROIS ACCORDS Y AFFÉRENTS, FAITS
À BRUXELLES LE 11 AVRIL 2014 ET LE
5 NOVEMBRE 2014
(DOC. 477 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014 (Doc. 477 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 477 (2015-2016) N° 2, qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014 (Doc. 477 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, l'Acte final et les trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014, sortiront leur plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD MODIFICATIF ET
COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD SIGNÉ À
BRUXELLES LE 12 MAI 1967 ENTRE LE
ROYAUME DE BELGIQUE ET LE QUARTIER
GÉNÉRAL SUPRÊME DES FORCES ALLIÉES
EN EUROPE CONCERNANT LES CONDITIONS
PARTICULIÈRES D'INSTALLATION ET DE
FONCTIONNEMENT DE CE QUARTIER
GÉNÉRAL SUR LE TERRITOIRE DU ROYAUME
DE BELGIQUE, FAIT À BRUXELLES LE
10 SEPTEMBRE 2013
(DOC. 478 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013 (Doc. 478 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 478 (2015-2016) N° 2, qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013 (Doc. 478 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de

Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME
DE BELGIQUE ET LE CENTRE
INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT
DES POLITIQUES MIGRATOIRES, SIGNÉ À
BRUXELLES LE 21 MAI 2008
(DOC. 479 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (Doc. 479 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission des affaires générales et des relations internationales.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mme Zrihen sous le n° 479 (2015-2016) N° 2, qui, sauf expression contraire, se réfère à son rapport écrit.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Examen de l'article unique

M. le Président. - Je vous propose de passer à l'examen de l'article unique du projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (Doc. 479 (2015-2016) N° 1 et 2).

« Article unique

L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008, sortira son plein et entier effet. »

- Pas d'objection ?

- L'article unique est adopté.

Nous voterons ultérieurement sur l'ensemble du projet de décret.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À PÉRENNISER LA CELLULE D'AUDIT DES ORGANISMES COMPÉTENTS EN MATIÈRE DE LOGEMENT, DÉPOSÉE PAR MM. DESTREBECQ, JEHOLET, KNAEPEN, MME DE BUE, MM. DISTER ET TZANETATOS (DOC. 386 (2015-2016) N° 1 ET 2)

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Mme De Bue, MM. Dister et Tzanetatos (Doc. 386 (2015-2016) N° 1 et 2).

Discussion générale

M. le Président. - Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par M. Dupont sous le n° 386 (2015-2016) N°. Sauf expression contraire, M. Dupont se réfère à son rapport écrit.

J'invite, dès lors, s'il le souhaite, l'un des auteurs de la proposition, à s'exprimer.

Ce sera donc M. Tzanetatos qui va défendre, devant vous, cette proposition de résolution.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - J'ai juste une question, Monsieur le Président. M. le Ministre n'est pas présent. Savez-vous s'il compte venir ? Parce qu'en commission, un certain nombre de questions lui étaient adressées, et une réunion devait intervenir avant cette séance plénière. Même si sa présence n'est pas obligatoire, elle est particulièrement utile, à mon sens.

M. le Président. - Monsieur Hazée, je vous remercie d'avoir posé la question et d'avoir livré la réponse, puisque le règlement, formellement, ne prévoit pas la présence du ministre. C'est une résolution à l'attention du Gouvernement.

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Avez-vous vérifié si le ministre comptait venir ou pas ? Peut-être comptait-il que cette proposition vienne un peu plus tard ?

M. le Président. - Ce que je vous propose, Monsieur Jeholet, pour accéder à votre demande – j'imagine que le ministre connaît au moins la démarche de votre groupe et de M. Tzanetatos – pendant qu'il intervient pour défendre sa résolution, les services vont immédiatement prévenir le ministre pour lui demander s'il souhaite nous rejoindre ou pas.

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Président, c'est tout de même un signal. Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois. Même si, comme M. Hazée l'a dit, ce n'est pas une obligation d'être présent pour le ministre, il s'agit d'un sujet important, qui a été débattu en commission. Il sera encore débattu – je l'espère – ici, en séance plénière. C'est un manque de respect du Gouvernement à l'égard du Parlement, à l'égard des parlementaires. Cela devient même, dans le chef de certains, du mépris à l'égard des parlementaires.

Je vous demande donc de vérifier si le ministre compte venir avant que nous puissions intervenir. On peut, le cas échéant, procéder à une interruption de séance.

M. le Président. - Monsieur Jeholet, vous ne m'en voudrez pas de ne pas partager la totalité de vos impressions quant aux absences des ministres, parce que cela est relativement exceptionnel.

(Réaction de M. Crucke)

Je reste neutre, Monsieur Crucke. Restez engagé, surtout.

Pour accéder à la demande de M. Jeholet, je vous propose de suspendre la séance pendant cinq minutes, le temps, pour nous, d'alerter le ministre et de vérifier sa disponibilité par rapport au débat que nous venons d'engager.

- La séance est suspendue à 10 heures.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 10 heures 11 minutes.

M. le Président. - La séance est reprise.

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. le Président. - Désolé, il est 10 heures... Nous ne sommes pas loin des 10 minutes. Je rouvre la séance et je constate avec joie que le ministre nous a rejoints, même si – et, en indiquant cela, je respecte mon devoir d'impartialité et je dirais même que je l'accrédite – je rappelle que le règlement – formellement – ne prévoit pas la présence d'un ministre dans le cas d'une résolution, qui plus est, lorsque cette résolution a été refusée et rejetée en commission.

La parole est à M. Onkelinx.

M. Onkelinx (PS). - Monsieur le Président, chers collègues, je constate de plus en plus cette curieuse habitude de s'asseoir sur le règlement et, à ce niveau-là, le groupe socialiste ne partage la position de MM. Jeholet et Hazée. Le règlement ne prévoit pas la présence d'un ministre – que ce soit du ministre fonctionnel, que ce soit d'un membre du Gouvernement – lors de l'examen d'une proposition de résolution.

Maintenant, qu'il y ait la bonne volonté du ministre d'être présent aujourd'hui, que cela crée un précédent en est une autre.

Monsieur le Président, notre groupe refusera que l'incident d'aujourd'hui devienne une habitude et un précédent.

C'est tout ce que je voulais vous dire.

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - M. Crucke, le règlement vous amène à demander la parole, ce qui n'a pas été le cas. Suivez l'exemple de M. Hazée qui, lui, demande la parole.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Il ne s'agit pas de donner l'exemple, mais effectivement – puisque j'ai été cité – je tiens à préciser mon propos. À aucun moment, je n'ai indiqué – puisque j'ai précisément et explicitement dit le contraire – que le règlement contraignant le ministre à être là.

J'ai précisément questionné le président quant à savoir si le ministre avait annoncé sa venue ou non et j'ai également évoqué la discussion qui s'est tenue en commission et lors de laquelle votre groupe, M. Onkelinx, a indiqué qu'il y avait sur ce dossier précis une réunion importante que le ministre avait convoquée le 26 mai, que dès lors, en séance plénière, nous aurions des réponses par rapport aux questions posées, et je voulais donc éviter que nous discussions chacun sans que personne, comme on l'a vu avec la résolution relative à la banque Belfius, par exemple, sans que personne, au bout du compte, au sein du Gouvernement et sur son banc ne puisse répondre à ces questions et alors même

que ces questions et ces réponses ont été annoncées lors du débat en commission.

Il ne s'agit donc pas ici de s'asseoir sur le règlement, certainement pas, puisque explicitement, j'ai indiqué que ce n'est pas règlement qui me conduisait à intervenir, mais plutôt la logique de la discussion lorsque l'on considère la commission et la séance plénière.

Il est vrai que dans ce Parlement, on a tendance à décloisonner les choses, à considérer que la séance plénière fait comme elle veut – on le verra tantôt pour un autre... un débat majeur – il me semble qu'un peu d'ordre n'est pas un minimum.

(Applaudissements)

M. le Président. - Enfin, pour vous rassurer, MM. Onkelinx et Hazée, croyez bien qu'à chaque fois, le greffe est votre serviteur. Ils veilleront à faire respecter le règlement, ce qui n'empêche pas qu'il y ait des souhaits qui s'expriment, mais s'ils ne sont pas rencontrés, ce n'est pas pour autant que l'on viole le règlement. C'est une question de *gentleman's agreement*. Je remercie le ministre qui s'est libéré alors même qu'il ne pensait pas être des nôtres.

Je trouve que, parfois, l'élégance est de saluer la présence de l'un ou l'autre pour retrouver de la sérénité et je veux lui exprimer ma gratitude.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À PÉRENNISER LA CELLULE D'AUDIT DES ORGANISMES COMPÉTENTS EN MATIÈRE DE LOGEMENT, DÉPOSÉE PAR MM. DESTREBECQ, JEHOLET, KNAEPEN, MME DE BUE, MM. DISTER ET TZANETATOS (DOC. 386 (2015-2016) N° 1 ET 2)

*Discussion générale
(Suite)*

M. le Président. - La parole est à M. Tzanetatos

M. Tzanetatos (MR). - Mes chers collègues, Monsieur le Ministre – enfin, MM. les ministres, mais M. le Ministre Furlan, puisqu'il s'agit de votre compétence en l'espèce – un petit préambule : il est évident que l'on ne tente pas de s'asseoir sur le règlement, Monsieur le Président, vous avez tout à fait raison de rappeler les règles du règlement qui ne nous sont pas inconnu. Ceci étant, on parle d'un sujet qui a été évoqué en commission et pour lequel vous nous aviez annoncé – comme l'a dit M. Hazée – une réunion de toute importance le 26 mai.

Parfois, la volonté de faire avancer les dossiers, la volonté d'y voir plus clair dans une matière qui n'est pas tellement technique, puisque – vous verrez mon propos – on est assez d'accord sur l'issue qu'il y a lieu de donner

à cette cellule d'audit, cela majorité comme opposition. Vous verrez qu'il eut été intéressant d'avoir votre son de cloche aujourd'hui. Je vous remercie d'être présente et j'espère que vous donnerez votre son de cloche concernant cette réunion du 26 mai.

Pour en revenir au sujet proprement dit de notre proposition de résolution, vous savez que dans la foulée du scandale de la société de logement social La Carolorégienne et des différentes affaires qui ont secoué le secteur du logement social depuis 2005, nous avons créé une cellule d'audit de la Société wallonne du logement qui avait été considérablement étoffée pour lui permettre de réaliser un audit de chacune des 64 sociétés de logement du service public, avec un rapport qui devait intervenir tous les trois ans.

Conscient de l'apport et de l'utilité de cette cellule d'audit – que ce soit en termes de détection de divers dysfonctionnements du secteur du logement social, mais également en termes d'assainissement des pratiques qui avaient cours dans ce secteur – l'ancienne majorité, l'ancien gouvernement, avait décidé d'étendre son périmètre. Non seulement elle audite les 64 sociétés de logement de service public, mais elle est également amenée à auditer les guichets de crédit social, les agences immobilières sociales, les associations de promotion de logement et les régies de quartier. Bref, on a étendu son champ d'action. Pour faire coller son champ d'action à la réalité, on a décidé de transférer cette cellule d'audit dans la DGO4.

Malheureusement, la théorie n'a pas suivi la pratique. Au lieu de renforcer – conformément à ses compétences – cette cellule d'audit, on a décidé petit à petit de la vider de sa substance, puisque certains agents ont préféré rester au sein de la Société wallonne du logement, d'autres agents ont été détachés tant dans les cabinets ministériels qu'après du SPW en plus de départs qui ne se sont pas renouvelés. On en arrive ainsi à une cellule qui se trouve à cinq personnes au lieu d'un effectif de onze initialement, avec – cerise sur le gâteau – un directeur d'une cellule d'audit qui a pris sa pension depuis le 1er janvier 2016 et qui n'a toujours pas été remplacé.

Il ne faut pas être grand sorcier ou avoir fait de grandes études pour comprendre la démotivation qui gagne assez logiquement les agents restants qui voient le peu de volonté politique affichée pour la sauvegarde de cette cellule d'audit et voient dans cette politique une disparition programmée de ce bel outil.

Notre proposition, je ne vais pas la dénigrer en disant qu'elle ne cassait pas trois pattes à un canard, mais politiquement, elle n'était pas dangereuse. Politiquement, elle visait simplement à mettre le doigt sur un tas de dysfonctionnements et essayer de trouver ensemble les remèdes utiles. Ainsi, on vous demandait cinq choses :

- accélérer les procédures de recrutement afin de compléter le cadre ;
- lancer la procédure permettant de pourvoir en urgence au remplacement du directeur actuel qui était parti – comme je vous l'ai dit – à la pension depuis le 1er janvier 2016 ;
- de faire un rapport tous les trois mois afin de voir l'évolution des recrutements mis en place ;
- de réévaluer les moyens matériels qui sont alloués à cette cellule d'audit ;
- et de produire un rapport annuel quant à l'adoption des différentes mesures et voir ainsi son avancement, son cheminement vers une cellule purement et 100 % opérationnelle.

Monsieur le Ministre, je m'adresse à vous parce que l'attitude que vous avez jouée en commission, permettez-moi de la qualifier d'incompréhensible.

Je la considère comme incompréhensible parce que, quand on relit les travaux parlementaires, à l'interpellation de mon collègue Olivier Destrebecq, vous avez cité – je vous reprends, parce que vous m'aviez invité en me disant que je n'avais vraisemblablement pas compris les termes qui étaient les vôtres – vous m'aviez invité à relire le compte rendu, ce que je fais et devant tout le monde. Vous nous aviez indiqué : « Pas plus tard que le 26 mai, soit dans quelques jours, je réunis l'ensemble des responsables des comités d'audit des trois organismes concernés, ainsi que la DGO4, aujourd'hui responsable des cellules d'audit, afin d'apporter une réponse aux problèmes que vous avez légitimement soulevés ».

Ce n'est pas moi qui le dis, « légitimement », c'est vous. Cela veut dire que notre avis sur l'ensemble des carences qui affectent notre cellule d'audit, vous les partagez.

Vous allez plus loin. Au cours de cette réunion, nous aborderons la question de la gestion des ressources humaines, car il y a visiblement, un manque de personnel. Vous allez donc encore plus loin ; vous confirmez et reconfirmez nos propos – et je ne peux pas vous donner tort. Nous apporterons les solutions nécessaires.

Bref, à mon sens, tout était dit. On vote pour cette proposition, car elle n'était pas dangereuse – et je reviens sur ce terme. Cette proposition visait simplement à envoyer un signal fort à ces cinq personnes qui, depuis un an et demi, sont dans l'impossibilité de travailler, car à cinq, on ne fait pas le travail qui est initialement prévu pour 11, d'autant plus que ce travail a été considérablement augmenté par l'élargissement de ces compétences.

J'ai donc presque envie de vous dire, Monsieur le Ministre, que vous avez joué le rôle du berger aveugle, du berger intellectuellement mal honnête, car vous avez invité à voter contre cette proposition sous prétexte

qu'une réunion se tenait le 26 mai. Dans la foulée de vos propos, l'ensemble des bancs de la majorité, comme de braves petits moutons – passez-moi l'expression – ont suivi le vote que vous avanciez, à savoir un vote contre cette proposition. On attaque souvent l'opposition de faire de l'opposition aveugle, de la flibuste. Je pense qu'ici, quand la majorité est mise dans un rôle d'opposition alors qu'un sujet ne présente aucun risque politiquement, mais, au contraire, sert à envoyer un signal assez fort, vous jouez là aussi un rôle d'opposition aveugle, malsain. Je suis au regret d'avoir pu constater que l'objectivité et le bon sens ne sont pas toujours de mise au sein de notre Parlement. C'est bien dommage.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Sampaoli.

M. Sampaoli (PS). - Merci, Monsieur le Président.

Je reviendrai directement au texte de ce jour qui a été développé en commission par M. Destrebecq qui, visiblement, était en contradiction avec son collègue, M. Knaepen, cosignataire du texte.

Il déclarait 15 jours plus tôt vouloir revenir dans le trimestre pour voir l'évolution du dossier.

Pour rappel, la présente proposition de résolution vise à renforcer les moyens humains et financiers attribués à la cellule d'audit en poursuivant l'objectif d'éviter sa disparition pure et simple à terme.

Contrairement aux dires de M. Destrebecq, la volonté politique du Gouvernement wallon est bien de maintenir et de renforcer un système efficace de contrôle interne, non seulement en matière de logement, mais également dans les autres départements. Je tiens notamment à souligner tout le travail effectué par M. le Ministre Lacroix en matière de bonne gouvernance et la mise en place d'une *task force*. Cela a déjà été longuement discuté en Commission du budget.

Pour ce qui du secteur du logement – et comme M. le Ministre l'a rappelé – il s'agit certainement du secteur le plus contrôlé, plus que les communes et intercommunales. De plus, il me semble stérile d'agiter les spectres du passé, car il y a eu des réformes et la justice a fait son travail en la matière.

S'il faut certainement retirer des leçons des erreurs du passé, il faut aussi pouvoir se tourner vers l'avenir et avancer et permettre une tutelle qui puisse faire avancer dans des délais corrects, pour la construction de nouveaux logements.

Aussi, il n'a jamais été question, dans ce dossier, ni d'occulter des difficultés ni de les minimiser, mais il faut également avoir l'honnêteté de reconnaître que M. le Ministre travaille déjà depuis plusieurs mois sur

ce dossier afin de trouver des solutions en concertation avec l'administration et les acteurs concernés pour définir la programmation des audits et une méthodologie commune adaptée aux singularités des divers organismes audités.

M. le Ministre a exclusivement déclaré en commission qu'il souhaitait rendre l'audit opérationnel au sein de la DGO4 en partenariat avec les trois structures. Dès lors, le secteur n'est certainement pas à l'abandon comme certains voudraient le faire croire.

Il y a une réelle volonté d'avancer et M. le Ministre pourra certainement nous donner un suivi des démarches qu'il a effectué depuis lors.

Cependant, qu'il me soit permis de me réjouir que le groupe MR wallon s'inquiète de l'engagement de fonctionnaires supplémentaires.

Cela est plutôt inhabituel pour un parti qui impose des coupes drastiques dans les budgets de la fonction publique et qui ne cesse de répéter qu'il y a trop de fonctionnaires.

Lorsque l'on constate ce qu'il se passe au niveau fédéral, il faut être aveugle pour ne pas voir que les fonctionnaires sont la cible privilégiée. Il ne s'agit pas, ici, d'une considération idéologique, mais bien d'un constat. Vous avez des pans entiers de la fonction publique : la magistrature, les gardiens de prison, la police fédérale, les pompiers, le personnel du SPF Finances, les cheminots qui réclament, non pas une augmentation de salaire, mais des moyens humains et matériels supplémentaires.

Quand vous entendez le plus haut magistrat du pays s'inquiéter de l'avenir de la justice, il est tout à fait légitime de s'alarmer de la situation actuelle des pouvoirs publics.

Alors que nous assistons à un véritable démantèlement de nos services publics fédéraux, le MR wallon voudrait donner des leçons à la Wallonie. Face à cette attitude incohérente, vous comprendrez que nous ne soutiendrons pas un tel texte.

(Applaudissements)

M. le Président. - Voilà les applaudissements par lesquels se soldent l'intervention de M. Sampaoli et, peut-être, l'arrivée du ministre. Qui sait ?

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Chers collègues, bonjour à ceux que je n'ai pas encore eu l'occasion de saluer. Je salue aussi le ministre, qui nous a rejoints pour pouvoir répondre aux questions posées à l'égard de ce débat.

Cette résolution pose un enjeu important : l'audit.

On a vu, notamment avec l'affaire de l'Office wallon des déchets, combien le contrôle interne et l'audit interne étaient des notions importantes, des enjeux importants, à ne pas oublier, même lorsque les crises s'éloignent. Dans le secteur du logement, il a toute sa place, toute son importance.

Nous partageons le constat posé par cette résolution de désinvestissement, en tout cas d'un manque d'intérêt, s'il fallait prendre un euphémisme, de la part du cabinet du ministre, du Secrétariat général et de la Direction générale, par rapport à cette cellule d'audit. Le personnel est en nette diminution, il y a également une perte d'expérience et un déficit du management depuis le transfert. Cela semble assez évident.

Le ministre, en commission, a parlé d'une initiative qu'il avait prise. On ne sait pas si c'est la résolution qui l'a conduit à la prendre, ou s'il avait eu l'idée lui-même – quelque part, peu importe – mais il avait annoncé une réunion importante à ce sujet le 26 mai.

Dès lors, Monsieur le Ministre, quel est l'état du dossier à partir de cette réunion ? Quelles sont les conclusions opérationnelles qui peuvent être tirées ? Quels sont les engagements qu'éventuellement, vous pouvez prendre, avec cette résolution ou en dehors, pour faire avancer le schmilblick, si j'ose dire, pour pouvoir ressourcer, refonder et réinvestir cette cellule d'audit ?

Rappelons-le, si elle a été transférée depuis la Société wallonne du logement à la direction générale DGO4, c'est bien pour lui permettre, au-delà du seul secteur des sociétés de logement public, de contribuer à la qualité des *process*, de la gouvernance et de l'ensemble du secteur du logement.

Quelle est, dès lors, si des engagements sont pris, la planification des audits qui en résultent ? On a vu ici, suite à ce désinvestissement, que la résolution constate – constat que nous partageons – un étalement des perspectives d'audit dans le secteur. Avez-vous, à cet égard, des éléments à apporter ?

Au-delà de ces réponses, il y a cette résolution. On ne voit pas en quoi elle pourrait être négative pour le Gouvernement, puisqu'elle appelle le Parlement à soutenir un investissement par rapport à cette cellule d'audit.

M. Sampaoli a raison d'indiquer que d'autres secteurs de la fonction publique, notamment au niveau fédéral, doivent être réinvestis. La situation en justice, dans les prisons et dans toute une série de secteurs pose de graves problèmes. Vous avez raison à ce propos, mais saisissez cette occasion, que ce que vous appelez le MR wallon vous donne, en montrant qu'il y a possibilité d'avancer. Dites-leur : « Chiche ! »

Votons cette résolution et, à partir de celle-ci, portons le combat, notamment au niveau fédéral, par

rapport à tous ces secteurs que vous avez raison d'indexer comme devant être réinvestis.

Voici les quelques éléments que je voulais partager avec vous sur ce dossier. Nous écouterons, tout en le saluant encore s'il le fallait, les réponses du ministre à cet égard.

M. le Président. - Y a-t-il d'autres demandes d'intervention en sus de celles de MM. Sampaoli et Hazée ? Non.

Monsieur le Ministre, souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Très brièvement et de mon banc, si vous me le permettez.

Sur l'incident de procédure, je pense affirmer, même sur les bancs de l'opposition, que j'ai toujours été à disposition du Parlement. Comme l'a indiqué, le président, la résolution n'impliquait pas automatiquement ma présence. Je suis venu à la demande du président qui, pour calmer les esprits, a sollicité que je sois présent ; je le fais avec la plus grande bonne volonté.

Les propos, outre cet incident de procédure, n'ont pas été polémiques. Je relève juste le terme « dysfonctionnement » employé par notre collègue du MR ; ce terme est un peu fort, relativement à ce dossier, car il implique que le secteur du logement pourrait, à un moment, connaître des choses qu'il a, par ailleurs, connues dans le passé.

Je vous en prie, ne confondons pas audit et contrôle. Le contrôle, c'est la tutelle. La tutelle est exercée sur tous les actes aujourd'hui, elle ne souffre pas d'un manque de personnel ni d'un manque de contrôle, elle est exercée sur tous les actes de sociétés de logement, que ce soit les actes de marché public, les actes d'urbanisme, les actes de gestion, d'entrée, d'attribution de logement, de mutation de logement. Il y a, en plus de la tutelle, un commissaire de gouvernement présent dans chacune des 64 sociétés et qui assiste, non seulement au conseil d'administration, mais également au comité d'attribution.

La tutelle est le contrôle, ce n'est donc pas l'audit. Je paraphraserai les propos de M. Sampaoli et je l'en remercie : dans le périmètre des pouvoirs locaux, on peut considérer aujourd'hui que les sociétés de logement sont les institutions les plus et les mieux contrôlées, à ce point tel qu'un certain nombre d'élus locaux, de toutes formations politiques confondues, me demande, me prie, me supplie parfois, d'assouplir ces règles de contrôle qui entraînent un certain nombre de conséquences, d'effets pervers, ralentissement dans les investissements, la responsabilité d'un certain nombre

de logements vides. C'est un chantier que j'ai entrepris à la demande de ce Parlement et pour lequel je me suis engagé à passer la réforme le 7 juillet au Gouvernement. Nous y travaillons.

L'audit n'est pas le contrôle, l'audit c'est autre chose ; c'est mettre à disposition un certain nombre de personnels spécialisés en vue, à l'interne, d'améliorer, de fluidifier les processus de gestion. Loin de moi, l'idée de dire que ce n'est pas nécessaire. Je me suis engagé à travailler sur l'amélioration de ces procédures d'audit. Je ne vais pas revenir sur les propos que j'ai tenus en commission ; M. Tzanetatos a eu l'amabilité de les rappeler. Je n'ai pas négligé non pas le dysfonctionnement, mais les problèmes qui se posaient dans cette cellule d'audit. Je vous ai indiqué que je m'employais à les résoudre.

Il devait y avoir – c'est ce que je vous ai indiqué en commission – une réunion le 26 mai avec les trois directeurs généraux des institutions que sont la SWL, la Société wallonne du crédit social et le Fonds du logement, qui rentrent dans le périmètre d'audit ; ce à quoi il fallait ajouter la DGO4, la direction générale qui s'occupe du logement, et mon cabinet. Cette réunion a été reportée à la demande d'un des DG, car il était indisponible ; cette réunion se tient cet après-midi.

Monsieur Hazée, n'y voyez pas une occurrence d'agenda, ni pour le précédent travail, parce que c'est un travail que j'ai entamé depuis que je suis entré en fonction, ni parce que la résolution passait aujourd'hui au Parlement, mais simplement parce que les agendas sont ce qu'ils sont ; mon cabinet a toujours été disponible pour participer à toutes ces réunions.

Sur quoi portera cette réunion avec les directeurs généraux ? Sur l'uniformisation des procédures d'audit parce qu'il faut convenir que ces trois sociétés étaient auditées de manière différente et qu'il faut pouvoir organiser le processus d'audit lui-même, et sur la programmation de ces audits qui aura pour conséquence de solutionner la problématique du personnel. Ce n'est évidemment qu'en travaillant en amont sur ce que l'on va auditer, comment on va le faire et avec quelle programmation que la DGO4 pourra me dire : « Il nous faut, Monsieur le Ministre, compléter notre cadre d'autant de personnes, avec tel ou tel profil ».

Voilà les éléments que je voulais vous donner aujourd'hui. Je rappelle ma détermination à réactualiser cette cellule d'audit. Mais j'insiste : ne laissons pas transparaître le fait que parce que la cellule d'audit, je l'avoue, est en panne pour l'instant, que les sociétés de logement, les AIS et les institutions qui tournent autour du logement ne sont pas contrôlées. Ce sont, aujourd'hui, les organismes et les institutions les plus contrôlés en Région wallonne.

M. le Président. - La parole est à M. Tzanetatos.

M. Tzanetatos (MR). - Monsieur le Ministre, j'entends bien votre réponse. J'en reviens exactement à ce que je vous disais en commission et ce que je disais encore il y a quelques minutes. Aucun contre-argument contre l'objet de la proposition de résolution qui est déposée par mon groupe. Aucun contre-argument.

Tout ce que nous vous demandions, c'était un signal. D'accord, la réunion est reportée, peu importe. Mais à cette réunion, vous parlez tout de même d'uniformisation de la programmation des audits. Vous nous faites un petit cours sur la différence entre le contrôle et l'audit, mais ce petit cours, c'est moi qui vous l'ai donné en commission puisque vous nous parliez exclusivement de contrôle. D'ailleurs, même M. Fourny a indiqué...

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Merci, Monsieur le professeur, j'ai bien retenu la leçon.

M. Tzanetatos (MR). - Je le vois bien. Vous relirez votre déclaration d'aujourd'hui, c'est exactement les propos que j'ai tenus en commission. Vous parlez de contrôle et que ce n'est pas parce que la cellule d'audit est en panne actuellement qu'il n'y a pas de contrôle des sociétés de logement. On ne vous parle pas de contrôle, on vous dit effectivement que la cellule d'audit sert à mettre en place des processus pour pouvoir améliorer, pour pouvoir donner des conseils de l'extérieur et améliorer le fonctionnement d'un tas de structures publiques, pas seulement dans le logement.

Venir nous dire que c'est quand même contrôlé et donc que cette cellule d'audit peut attendre, c'est un faux argument. Cette cellule d'audit a un sens. D'ailleurs ce n'est pas moi, je n'étais même pas encore en politique quand vous avez décidé de la renforcer et d'étendre son périmètre. C'est vous, c'est l'ancien Gouvernement et le Gouvernement actuel qui décident d'étendre son périmètre et d'affecter la DGO4. Pourquoi ? Parce qu'elle prouve qu'elle fait un travail essentiel. Aujourd'hui, elle est en panne, ce sont vos termes, elle n'a pas suffisamment de personnel pour agir, et au lieu de cela, on prend le temps – les réunions sont reportées – mais si l'on n'avait pas déposé cette proposition – et c'est la stricte réalité – on serait encore avec une cellule d'audit en panne pour bien longtemps.

Cela fait un an et demi qu'elle ne fonctionne pas.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Cela fait un an et demi que je travaille, vous croyez qu'il suffit que vous apparaissiez et que vous claquiez des doigts. Soyez un peu sérieux, quand même !

(Réaction de M. Crucke)

M. Tzanetatos (MR). - Cela fait un an et demi qu'elle ne fonctionne pas et je reste persuadé que si l'on n'avait pas déposé de proposition, on serait encore avec

une cellule d'audit à l'arrêt, avec des personnes complètement démoralisées et peut-être plus aucune personne au sein de cette cellule d'audit.

(Applaudissements)

M. le Président. - Je me tourne vers M. Sampaoli. Pas d'autre complément ? M. Hazée ?

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Trois réflexions. Dès lors qu'audit et contrôle sont différents, Monsieur le Ministre, on ne voit pas alors pourquoi l'importance – par ailleurs légitime – des contrôles qui existent dans le secteur du logement social constitue un élément qui tendrait à relativiser les constats qui sont faits à l'égard de la cellule d'audit.

Deuxièmement, vous évoquez que la réunion a été reportée et, très honnêtement, je ne ferai aucune interprétation par rapport à ce qui est certainement un élément fortuit, mais je veux simplement informer le Gouvernement, comme d'ailleurs les collègues de la coalition, qu'il est toujours possible de demander l'ajournement d'un débat. Donc si vous souhaitez, sur base de cet élément, demander l'ajournement du débat et du vote à quinzaine, c'est une possibilité que vous avez dans votre main.

Si tel n'était pas le cas, on a donc un constat qui est partagé : la cellule est en panne aujourd'hui. Il y a un collègue qui a déposé une résolution constructive et on ne voit pas bien les éléments qui justifieraient le rejet de cette résolution.

En tout cas, pour notre part, nous la soutiendrons.

M. le Président. - Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et vous propose de voter ultérieurement sur l'ensemble de la proposition de résolution.

**PROJET DE DÉCRET ABROGEANT LE DÉCRET
DU 24 AVRIL 2014 ABROGEANT LES
ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184 DU
CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU
PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE, ABROGEANT
LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184
DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'URBANISME, ET DU
PATRIMOINE, ET FORMANT LE CODE DU
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
(DOC. 307 (2015-2016) N° 1, 1BIS À 1QUATER, 2 À
338SEXIES)**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle l'examen du projet de décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du

Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1er à 128 et 129quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et du patrimoine, et formant le Code du développement territorial (Doc. 307 (2015-2016) N° 1, 1bis à 1quater, 2 à 338sexies).

Discussion générale

M. le Président. - Je vous propose de prendre comme base de la discussion générale le texte adopté par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Je déclare la discussion générale ouverte.

Un rapport a été déposé par Mmes De Bue, Moucheron et Gérardon sous le n° 307 (2015-2016) N° 338, 338bis à 338sexies, qui sauf expression contraire, se réfèrent à leur rapport écrit.

Sont inscrits dans la discussion générale – et je le vérifie auprès de vous – MM. Stoffels, Sampaoli et Dermagne.

Y a-t-il d'autres inscrits ?

M. Dodrimont (MR). - Oui, Monsieur le Président....

M. le Président. - Pour bien comprendre, vous voulez vous inscrire dans le débat ?

M. Dodrimont (MR). - Oui, je veux avant tout formuler une demande. Je souhaite non seulement m'inscrire dans le débat, mais vous demander la faveur de passer le premier dans la liste des intervenants, Monsieur le Président.

M. le Président. - Monsieur Dodrimont, je vais, comme le règlement nous y invite, établir l'ordre de passage. Comme il n'y a pas de communication sur le rapport, j'imagine que vous allez vous exprimer au nom du groupe MR, vous serez donc le premier orateur.

Ensuite, j'ai M. Stoffels qui est inscrit. Je me tourne vers le groupe cdH.

Mme Waroux (cdH). - M. Fourny et moi-même.

M. le Président. - Après M. Stoffels, nous aurons M. Fourny.

Pour le groupe Ecolo ?

M. Hazée (Ecolo). - Vous pouvez inscrire M. Henry dans la discussion de fond, Monsieur le Président et j'interviendrai pour ma part quant à la procédure et je le ferai après Philippe Dodrimont, parce que je pense qu'il évoquera également la procédure.

M. le Président. - Je ne peux pas préjuger du débat.

M. Hazée (Ecolo). - Inscrivez-vous M. Henry dans le débat de fond, mais je vous annonçais de façon simplement réglementaire, une autre intervention que j'allais pouvoir faire.

M. le Président. - J'essaie à chaque fois de respecter l'alternance en fonction de l'importance des groupes.

Je me répète, c'est en cela que je demande à M. Dodrimont de me comprendre. Je suis dans l'inscription, après nous commencerons le débat.

J'ai donc MM. Dodrimont, Stoffels, Henry, Fourny, Sampaoli, Mme Waroux, MM. Dermagne et Hazée.

Je communique donc, à ce stade, chers collègues, pour que chacun puisse s'y préparer selon les agendas, l'ordre de passage. Nous commençons par M. Dodrimont. Nous aurons ensuite M. Stoffels, puis M. Henry, M. Fourny, M. Sampaoli, Mme Waroux, MM. Dermagne et Hazée.

Monsieur Dodrimont, si vous voulez vous avancer au lutrin de telle manière que nous puissions entendre....

FAIT PERSONNEL

M. le Président. - La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Pour un fait personnel, Monsieur le Président, puisque M. Crucke m'interpellait sur mon absence. Je voulais simplement rappeler à l'assemblée que nous avons convenu de recevoir une délégation de syndicats de pompiers qui manifestent à Namur et que nous avons eu, avec les différents chefs de groupe, la courtoisie de les recevoir, ce qui explique mon absence au moment où M. Crucke a pris la parole. Je voulais simplement le préciser.

M. le Président. - Voilà qui est noté. Je ne l'avais pas perçu. D'ici, ce n'est pas toujours très simple.

Monsieur Crucke, sur quoi voulez-vous intervenir ? Pour bien comprendre.

(Réaction de M. Crucke)

Je vous propose de nous en tenir... Parce que M. Dodrimont est prêt.

M. Crucke (MR). - Je veux juste vous rassurer, Monsieur le Président, vous n'êtes pas Jeanne d'Arc. Vous n'avez pas entendu ce que vous ne pouviez pas entendre, sinon je vous aurais demandé la parole.

M. le Président. - Je ne veux pas être Jeanne d'Arc, vous risqueriez de me brûler.

M. Crucke (MR). - Ceci dit, je vois que la communication fonctionne bien : M. Fourny revient dès que je le lui demande. C'est parfait, j'en prends bonne note.

M. le Président. - Ne croyez pas que tout le monde va vous obéir comme cela, Monsieur Crucke. On peut toujours rêver, mais la vie parfois réserve des...

(Réaction de M. Crucke)

Monsieur Crucke, je n'ai qu'une seule suggestion : on va écouter M. Dodrimont.

PROJET DE DÉCRET ABROGEANT LE DÉCRET DU 24 AVRIL 2014 ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129 QUATER À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE, ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129 QUATER À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, ET DU PATRIMOINE, ET FORMANT LE CODE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (DOC. 307 (2015-2016) N° 1, 1BIS À 1 QUATER, 2 À 338SEXIES)

*Discussion générale
(Suite)*

M. le Président. - La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, c'est avec calme et détermination que le Mouvement réformateur va vous livrer, Mesdames et Messieurs, ce qu'il a sur le cœur au moment où nous entamons en plénière la discussion sur le CoDT *bis*.

Je peux encore faire plus lentement, si vous me provoquez.

(Réaction d'un intervenant)

Vous pouvez sans problème aller dans cette direction, il n'y a pas de souci.

M. le Président. - Monsieur Dodrimont, le règlement ne prévoit rien sur le débit de parole donc vous êtes maître.

(Rires)

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Président, votre rôle est aussi de faire taire les parlementaires et d'écouter celui qui est à la tribune !

(Applaudissements)

M. le Président. - C'est ce que je fais. C'est d'ailleurs pour cela très sereinement que j'avais...

M. Jeholet (MR). - On se demande le président de qui vous êtes ! C'est inacceptable !

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - C'est d'ailleurs pour cela que tout à l'heure, j'invitais chacun et chacune à écouter M. Dodrिमont, qui seul est maître de son propos.

Je vous invite à vous exprimer, Monsieur le Député.

M. Dodrिमont (MR). - Je vais le faire, Monsieur le Président.

Je voulais expliquer à l'Assemblée qu'il était question, pour le Mouvement réformateur, de vous donner son sentiment sur la discussion à laquelle nous sommes conviés en ce moment. À ce propos, Monsieur le Président, nous commençons une discussion sur quoi ? Nous commençons une discussion sur un texte qui a été voté à l'unanimité en commission. Nous commençons une discussion sur un texte qui, jusqu'à présent, n'a pas fait l'objet du moindre dépôt d'amendement.

Dès lors, je vous pose une question : puisqu'il y a unanimité parmi ceux qui se sont prononcés sur ce texte en commission, parce qu'il n'y a pas depuis ce matin – je viens de vérifier sur notre plateforme – le moindre mouvement quant à un éventuel changement du texte, le dépôt d'un amendement, ne devrions-nous pas, Monsieur le Président – et je vous interroge – directement clore toute discussion ?

Vous avez tant ergoté sur le fait que l'opposition se prononçait en long et en large, longuement, sur ce texte. Ne devrions-nous pas dès lors le voter immédiatement puisqu'il vous convient si bien ? Vous l'avez voté comme un seul homme en commission. Vous n'avez pas daigné, jusqu'à présent, déposer le moindre amendement, ce qui aurait quand même pu être une pratique tout à fait courtoise à l'égard de l'ensemble des parlementaires, et non pas uniquement ceux des groupes socialiste et humaniste.

Monsieur le Président, je vous invite à répondre à notre question : ce texte ne devrait-il pas, tel qu'il a été – encore une fois – sanctionné unanimement par les membres de la Commission de l'aménagement du territoire, être simplement soumis dès à présent au vote des parlementaires ?

M. le Président. - Si vous m'interrogez, Monsieur le Député, dois-je vous rappeler que j'ai demandé à chacun et chacune qui voulait s'inscrire dans la discussion générale ? Vous ne m'en voudrez pas, mais je sortirais de mon rôle sans donner la parole à chacun de celles et ceux qui ont demandé à pouvoir s'exprimer. Vous êtes le premier, j'ai respecté l'alternance, mais bien évidemment

si au terme de la discussion générale, vous souhaitez un vote, il est accessible à votre groupe comme à d'autres de le souhaiter.

M. Dodrिमont (MR). - Je ne suis pas en état de pouvoir proposer – vous le savez, vous l'avez souvent rappelé, il y a évidemment le rapport de force entre les uns et les autres.

Je ne vais évidemment rien proposer dans la procédure ou dans l'organisation des votes. Je voulais simplement essayer de saisir quelque peu dans quel film nous jouons.

M. le Président. - Simplement, Monsieur Dodrिमont, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque entre vous et moi – il n'y en a jamais eu du reste, de grande nature – au terme de la discussion générale, si c'est votre vœu, c'est-à-dire le vôtre ou celui de votre groupe, et que vous souhaitiez un vote – la Conférence des présidents n'a pas arrêté, vous le savez, d'heure de vote – il vous est loisible, conformément au règlement, parce que cela je tiens à être tout à fait précis, chaque député, s'il dispose de prérogatives incontournables, les groupes les plus importants disposent même de prérogatives particulières, j'imagine que vous les connaissez aussi bien que moi – et c'est ce que je vous propose, si vous l'acceptez bien sûr – d'exprimer votre point de vue, celui de votre groupe, dans la discussion générale, et puis, une fois que celle-ci sera terminée, je reviendrai vers vous.

M. Dodrिमont (MR). - Je vous remercie pour ces précisions, même si elles ne vont évidemment pas donner les explications que l'opposition attend, c'est à dire des explications, Monsieur le Président – et c'est vous que je prends à partie – qui se doivent d'être données à un moment donné sur le fond de ce dossier, pas uniquement sur sa forme, ce quand on en connaît l'enjeu.

Le texte a donc, je viens de le dire, fait l'objet d'une position unanime à une heure tardive ou à une heure matinale, c'est selon. En commission, une sanction lapidaire est tombée et je me suis permis de relire avec attention les comptes rendus de ces travaux.

Vous ne vous en étonnez pas, je n'ai pas pu m'empêcher de sursauter à plusieurs reprises à la lecture des propos tenus à l'égard de l'opposition par certains membres de la majorité, surtout lorsque nous avons le dos tourné.

J'ai sursauté aussi à la lecture de propos publiés dans la presse. Ensuite, je me suis posé une question : qui sont-ils pour nous qualifier de flibustiers ? Qui sont-ils pour parler d'une opposition qui ne serait pas à la hauteur des ambitions de la Wallonie ? Oui, Monsieur Collignon, qui sont-ils ?

Ce sont ces élus qui ont voté comme un seul homme, le 24 avril 2014, un texte qu'ils vont remettre en

cause deux mois plus tard dans leur Déclaration de politique régionale.

(Applaudissements)

Ce sont encore les mêmes qui vont annoncer l'entrée en vigueur de ce texte remanié – tenez-vous bien – au 1er janvier – suspens – 2015. Ou encore ce sont les mêmes qui vont convoquer, sûrs et certains de leurs faits, les conseillers en aménagement du territoire des communes, les CATU, pour une formation et ensuite l'annuler le jour même. C'était, il y a plus d'un an, vraiment du grand n'importe quoi.

Ces donneurs de leçons sont aussi ceux qui annonçaient par la voie de leur ministre, en janvier de cette année, que l'on a le temps de réaliser, je cite : « un travail parlementaire sans pression ». Ce sont in extenso les paroles de M. le Ministre Di Antonio.

Chers amis, nous regrettons de le dire, mais, Mesdames, Messieurs, chers collègues, il y a dans votre majorité des personnes sincères – nous les respecterons toujours – mais il y a aussi de savants manipulateurs.

Oui, Monsieur Collignon, mouiller l'opposition libérale dans un groupe de travail échappant aux règles habituelles de fonctionnement du Parlement, en promettant, ainsi, de mener une œuvre consensuelle.

Vous l'avez fait, nous l'avons accepté – aujourd'hui, nous pouvons le dire – avec une certaine crédulité.

Vous avez annoncé, au départ de cette législature que, en s'attelant à la rédaction de quelques arrêtés d'exécution, le nouveau CoDT serait en vigueur six mois plus tard, alors que finalement, vous allez remanier 345 articles sur 458. Oui, cela aussi, vous l'avez fait.

Vous avez déposé une proposition de décret touchant au DAR, ou permis parlementaire, remettant en cause votre propre texte, pourtant sur la table depuis plus de neuf mois. Cela aussi, vous avez été en capacité de le faire.

Toujours après ces neuf mois de travaux, ces centaines d'heures d'échanges sur cette matière fondamentale, vous avez encore été capable de sortir dans la presse pour déclarer que, finalement, le CWATUPE ne fonctionnait pas si mal.

(Applaudissements)

Après cela, Monsieur Collignon, vous vous permettez de juger la valeur de l'opposition.

M. Collignon (PS). - Petite information : je ne suis pas le ministre de l'Aménagement du territoire.

M. Dodrimont (MR). - Stop, Monsieur Collignon, c'est vous qui avez eu cette appréciation de l'opposition, et vous n'en aviez pas le droit.

M. le Président. - Monsieur Dodrimont.

M. Collignon (PS). - Vous m'interpellez sans cesse. Je dois vous avouer que je ne suis pas le ministre de l'Aménagement du territoire. J'ai, en outre, encore la liberté d'expression.

M. Dodrimont (MR). - Compte tenu du travail fourni, vous n'en aviez pas le droit, Monsieur Collignon.

(Réaction de M. Collignon)

M. Dodrimont (MR). - Vous avez la liberté d'expression qui est la vôtre.

(Réaction de M. Collignon)

M. Dodrimont (MR). - J'ai aussi la liberté de vous dire que je ne suis pas d'accord avec vos propos, Monsieur Collignon.

M. Collignon (PS). - Vous cherchez sans cesse l'incident.

(Applaudissements)

M. Dodrimont (MR). - Vous ne me ferez pas taire, c'est moi qui ai la parole, et je la tiendrai jusqu'à ce que je puis le faire.

M. Collignon (PS). - Bien. Vous cherchez sans cesse l'incident.

M. le Président. - Monsieur Collignon, Monsieur Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Je ne cherche pas l'incident.

M. Collignon (PS). - Je serais triste de mener un travail parlementaire tel que vous le menez, à savoir uniquement chercher l'incident.

M. Dodrimont (MR). - Monsieur Collignon, vous êtes le premier à avoir dénigré l'opposition. C'est son droit de vous répondre.

M. Collignon (PS). - C'est pitoyable, vraiment.

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - Si quelqu'un souhaite intervenir ou se sent visé, je l'invite à solliciter la parole. À ce stade, c'est M. Dodrimont qui a la parole.

La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Madame Morreale, vous avez envie de vous exprimer pendant que je parle.

(Réactions dans l'assemblée)

Moi, il n'y a pas de soucis, vous savez.

Mme Morreale (PS). - Si, s'il vous plaît. Monsieur le Président.

M. Dodrimont (MR). - Quand on organise des travaux, il doit y avoir, à un moment donné, des possibilités de s'exprimer sans être interrompu tout le temps.

M. le Président. - Je viens de rappeler la règle, Monsieur Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Rappelez-la pour tout le monde, Monsieur le Président.

M. le Président. - Vous avez la parole, c'est un fait indiscutable. Mais, vous me permettrez de vous rappeler que vous ne pouvez pas en plus distribuer la parole à qui vous le souhaitez.

(Rires)

C'est juste cela que je voulais vous rappeler. Autrement, on ne va plus s'y retrouver.

Vous avez la parole, on vous écoute.

Si quelqu'un veut intervenir ou que vous pressentez qu'il veut intervenir, gardez votre sentiment pour vous, ils lèveront la main, et je leur donnerai la parole, au besoin.

M. Dodrimont (MR). - Je vais quand même faire comme je l'entends, Monsieur le Président. Merci pour vos conseils.

M. le Président. - Ce n'est pas un conseil, c'est un règlement, une discipline de travail.

M. Dodrimont (MR). - Oui, d'accord, mais parfois avec des interprétations à géométrie variable.

Ce que je tiens à dire à celles et ceux qui ont mené cette œuvre de dénigrement, c'est que, finalement, vous ne méritez même pas le mépris que nous nous garderons bien de vous témoigner.

Nous allons vous laisser jouer avec, peut-être, quelques amendements de façade par rapport à ce texte.

Nous allons vous laisser échanger, dans cette partie de Monopoly permanente qu'impose le cdH à son partenaire, quatre maisons contre un hôtel, un terrain orange à Bastogne ou à Namur contre deux terrains rouges à Mons ou à Charleroi.

(Applaudissements)

Surtout, n'oubliez pas de passer autant de fois que vous le souhaitez par la case départ dans ce jeu où vous faites fi de toutes règles déontologiques élémentaires. Cette partie, vous la jouerez sans nous.

Vous pourrez ainsi révéler, au grand jour, l'étendue de vos divergences, comme celles apparues il y a un peu moins de deux semaines. C'est un exemple parmi d'autres, mais il est récent, il est frappant dans nos esprits. Lorsque vous vous exprimiez au sein de la majorité, on vous laissait entre vous sur ce sujet, avec autant d'avis qu'il existe de solutions pour améliorer l'article dont nous discutons, à savoir celui du comblement.

Là, j'ai tout entendu. J'ai entendu, même au sein de la même formation politique, des choses diamétralement opposées, comprenez qui pourra. Franchement, l'image que vous nous avez donnée à ce moment précis, la photo que l'on a pu faire à ce moment de la discussion, c'est tout simplement lamentable.

Pour ce seul article, quatre commissaires de la majorité ont, tour à tour, démonté l'argumentation de leurs collègues en plaidant dans des directions résolument contraires. C'était réellement pathétique.

Nous n'allons pas nous en amuser, car nous ne jouerons pas dans cette partie, comme je l'ai dit. Nous ne pouvons pas avaler ce qui se passe au sein de cette institution, que sur toutes les matières, dans toutes les situations, le Mouvement réformateur a servi honnêtement et fidèlement.

Lorsque d'autres viendront à cette tribune, je suis convaincu qu'ils n'auront de cesse de parler de flibuste.

Quelle est la définition de ce mot qui vous brûle les lèvres si souvent ? Est-ce cette flibuste, ce qui caractérise les membres d'une commission lorsqu'ils sont présents à chaque minute de celle-ci ? Avez-vous été gêné de nous retrouver, Monsieur le Ministre, assidus aux sept séances de travail que vous avez organisées en dehors des pratiques parlementaires habituelles ? Ne pouvez-vous supporter que, lors des travaux, nous incarnions véritablement une force de proposition ?

Vraisemblablement, cela vous insupporte ; nous ne pouvons pas l'accepter.

Monsieur le Président, le cdH et le PS ont conduit, tantôt avec Ecolo, tantôt affranchis de celui-ci, des réflexions sans fin sur l'aménagement du territoire pendant de très nombreuses années. C'est une vraie procession d'Echternach : deux pas en avant, trois pas en arrière. Pendant ce temps, le peuple attend. Pendant ce temps, 1,5 législature, les acteurs du secteur sont dubitatifs devant la manière dont on entend régler les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien.

Aujourd'hui, vous voudriez faire croire autre chose. Vous voudriez faire endosser au Mouvement réformateur la responsabilité de vos attermoissements. Cela frise l'indécence. Cela ne convainc personne. Les observateurs avisés ont perçu la réelle volonté qui nous animait lorsque nous nous sommes battus pour défendre

nos propositions. Nous n'en avons aucune gêne, aucun complexe, nos amendements, notre philosophie par rapport à l'aménagement du territoire, nos ambitions pour la Wallonie. Les particrates qui sévissent à la tête de vos groupes ont transformé nos débats en commission en une caricature. Ils l'ont fait en quelques instants. On ne les avait vus guère au sein de cette commission, mais ils sont venus pour dicter leurs lois. Ils sont venus pour briser la logique d'un travail parlementaire consciencieux, un travail parlementaire dont, Monsieur le Président, je tiens à vous le dire, nous sommes fiers, avec mes collègues du groupe MR, et nous tenons encore une fois à réaffirmer notre volonté pour que l'aménagement du territoire reste une priorité wallonne et que cet aménagement du territoire puisse servir les intérêts de toutes les Wallonnes et de tous les Wallons.

(Applaudissements)

Après avoir transformé nos débats en commission en une véritable caricature, c'est maintenant, Monsieur le Président, le travail en séance plénière qui va se muer en véritable cirque. Là, laissez-nous vous le dire : trop peu pour nous, trop peu pour le MR. Nous ne cautionnerons pas la pantalonnade qui s'annonce au sein de cet hémicycle.

Mesdames et Messieurs les membres des groupes PS et cdH, nous allons vous laisser à vos contradictions, à vos revirements de dernière minute, à vos promesses non tenues.

(Réaction d'un intervenant)

C'est très amusant. Cela a vraiment avoir avec le sujet. On parle d'aménagement du territoire. Sans problème, je sais que vous êtes heureux de citer chaque fois notre rôle au Fédéral. C'est évidemment le leitmotiv de votre politique. Au lieu de vous occuper du sort des Wallons et des Wallonnes, vous ergotez sur un autre niveau de pouvoir où le travail se mesurera et où les résultats se mesureront le moment venu. On va vous laisser, Madame Zrihen, à vos revirements, à vos promesses non tenues !

(Réaction de Mme Zrihen)

Oui ! Attendez, prenez la peine de relire ce qui a été dit et ce qui a été fait depuis des années.

Je ne pense pas que vous avez, Madame Zrihen, le droit de ne pas, ici, cautionner ce qui a été réellement fait dans le chef de vos partis politiques.

Mme Zrihen (PS). - C'est faux ! C'est faux !

M. Dodrimont (MR). - Ce n'est pas la question. Sur le dossier de l'aménagement du territoire...

(Réactions dans l'assemblée)

Monsieur le Président, sur le dossier de l'aménagement du territoire, il y a eu une cohérence sans faille. Il y a eu un discours qui était le discours du Mouvement réformateur. Il a fait l'objet de discussions au sein de notre groupe pour arriver, à un moment donné, à faire des propositions cohérentes, des propositions qui étaient celles de notre groupe, mais jamais nous ne sommes venus en commission avec des discours différents, avec des revirements de dernière minute – j'insiste – et avec des promesses non tenues. Cela a pourtant été votre cas.

Nous allons vous laisser avec cela. On va vous laisser avec vos cabanes dans les arbres. J'ai lu aujourd'hui dans la presse... C'est d'ailleurs la seule information quant à vos intentions sur ce texte qui a percolé. J'ai vu que vous alliez, au sein de cette majorité, faire des propositions pour que l'on puisse réglementer les cabanes dans les arbres. C'est évidemment quelque chose d'important que l'on peut accueillir dans l'ensemble d'un texte. Il faut une législation pour tout, mais peut-on, aujourd'hui, se satisfaire d'entendre que la principale formation politique de cette majorité nous annonce, ce matin, à l'aube du travail qui nous attend sur ce texte, qu'il va y avoir des dispositions qui vont permettre de construire des cabanes dans les arbres ?

Je pense que le citoyen, les acteurs de l'aménagement du territoire, les fonctionnaires locaux, les fonctionnaires régionaux vont, chers collègues, souffrir littéralement, pendant de très nombreuses années, d'un texte inachevé. C'est le choix que vous posez. C'est une stratégie dangereuse. C'est la résultante d'un manque de respect du travail parlementaire. Notre groupe ne participera donc pas à votre mauvaise farce qui, nous en sommes convaincus, et nous ne nous en réjouissons pas, croyez-le bien, va faire perdre cinq à six années à notre Wallonie en termes de développement économique, de logements et bien d'autres matières connexes à l'aménagement du territoire quand on l'évoque dans son ensemble.

Nous ne pouvons donc accepter vos conditions imposées dans un déni de démocratie flagrante. Nous n'irons pas avec vous sur le chemin de l'insécurité juridique qui résultera inmanquablement de la méthode inacceptable que vous imposez à cette assemblée.

Si je vous dis : délai, zone inondable, plan Habitat permanent, règles du comblement, plan de secteur, règlement, guide, écart, dérogation, travaux d'intérêt général, éolien, numérisation. Pouvez-vous me répondre : certitude, amélioration, facilitation, simplification ? Certainement pas, avec le texte que vous nous présentez aujourd'hui.

(Applaudissements)

Les plus sincères de cette assemblée, il y en a parmi la majorité aussi, ne répondront pas à cette question. Ils

préféreront se voiler la face, feront confiance aux esprits forts de leurs groupes. Ils ont bien tort et je les engage à s'exprimer et à faire preuve de personnalité. On a entendu certains s'exprimer, malheureusement, plus souvent à la cafétéria de notre Parlement que dans notre commission à proprement parler. On a vu des gens rouler des mécaniques, dire : « Je ne voterai pas ce texte, je n'accepterai jamais, par exemple, que le RGBSR n'ait plus un caractère réglementaire, qu'est-ce que ce caractère indicatif que vous allez donner à un texte important ? »

J'ai entendu des gens s'accrocher à la règle du comblement, en disant : « Il faut autre chose, il faut permettre que l'on puisse construire dans ces zones qui sont équipées aujourd'hui et qui sont une réserve d'une logique implacable pour améliorer le logement qui fait défaut en Wallonie et qui fera défaut encore plus demain lorsque l'on évoque les prévisions du Bureau du Plan en termes démographiques ». Tout cela, vous le dites lorsque vous êtes à quelques mètres de cette salle de commission où l'on doit s'exprimer. Qu'en sera-t-il par la suite ? Qu'allez-vous faire au sein de cet hémicycle ? La question est posée, malheureusement, nous avons une petite idée de la réponse et celle-ci n'ira pas dans le sens de renforcer notre démocratie.

Chers collègues, le MR a été au bout de ce qu'il pouvait accepter dans ce très mauvais feuilleton. Les épisodes ne seront cependant pas tous tournés lorsque votre sanction tombera, ce soir, demain ou après, car nous reviendrons dès la rentrée, avec autant de modifications, de propositions que nous jugerons utiles pour améliorer ce texte. Rien que pour l'habitat permanent – et vous savez que j'y suis sensible – je vous promets déjà un texte modificatif en septembre prochain. J'espère que je ne serai pas seul pour le déposer et que le travail consensuel que j'ai mené avec M. Dermagne et Mme Moucheron portera ses fruits.

Le MR, Monsieur Collignon, vous êtes quelqu'un que j'apprécie au demeurant, mais vos propos sont parfois d'une grande faiblesse, je tiens à vous le dire. Vous êtes au niveau des pâquerettes à certains égards. Si vous voulez me provoquer sur l'habitat permanent et faire un parallèle avec des cabanes dans les bois, c'est ce que vous venez de faire, je trouve que c'est une injure pour 12 000 Wallons qui vivent dans des conditions difficiles.

(Applaudissements)

Vous avez le don de m'énerver. Ne jouez pas à ce jeu.

M. Collignon (PS). - Monsieur le Président, si ce n'est pas un fait personnel, je ne sais plus ce qu'est un fait personnel. Je voudrais au moins avoir, dans le calme, l'opportunité d'expliquer...

M. Dodrimont (MR). - Stop, je viens, Monsieur Collignon, de m'exprimer avec calme.

M. le Président. - Monsieur Dodrimont, autant je vous écoute avec infiniment de respect et d'attention...

M. Dodrimont (MR). - Vous le faites, Monsieur le Président, et je salue votre respect et votre attention à mon égard, mais ce n'est pas le cas de l'ensemble des parlementaires de cette assemblée.

M. le Président. - Puis-je simplement vous rappeler que, lorsque vous interpellez d'une manière ou d'une autre un parlementaire – ce qui est parfaitement votre droit – celui-ci peut légitimement réagir.

(Réaction de M. Maroy)

J'allais le dire, Monsieur Maroy. De la même manière où l'orateur...

(Réactions dans l'assemblée)

J'allais exactement vous le dire, mais je prends cela avec beaucoup de sérénité.

M. Dodrimont (MR). - Puis-je continuer à m'exprimer, Monsieur le Président ?

M. le Président. - Je me permettrai simplement, Monsieur Dodrimont, parce que je suis très attentif à la bonne ambiance de travail de ce Parlement et je veux qu'à l'avenir nous évitions certains propos qui ne siéent pas dans un rapport parlementaire, ce qui me conduit à corriger votre appréciation relative à un degré de faiblesse..

M. Dodrimont (MR). - C'est bien plus grave d'avoir fait un parallèle entre les personnes qui vivent en situation d'habitat permanent et des cabanes dans les bois.

(Applaudissements)

M. Collignon (PS). - Monsieur le Président, je n'ai pas fait de parallèle.

M. Dodrimont (MR). - C'est exactement ce que vous avez fait. Je vous le dis calmement, c'est exactement ce que vous avez fait. Ce n'est pas de bon aloi et je souhaite que M. Collignon s'exprime avec plus...

M. Collignon (PS). - Je suis scandalisé par ces propos.

M. le Président. - Monsieur Collignon, souhaitez-vous prendre la parole ? Alors vous l'avez.

La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - Premier élément, ce que j'ai dit, c'est que j'entends votre discours et vous dites :

« Avec M. Dermagne, on a fait un bon travail et je souhaite que l'on poursuive sur l'habitat permanent ». D'un autre côté, quelques minutes avant, vous avez fait ce que peu se permettent ici – ce que je remarque parfois dans votre groupe – vous dénigrez les propositions des autres. M. Dermagne est aussi l'auteur de la proposition et, il y a quelques minutes, vous venez de caricaturer...

M. Dodrimont (MR). - Vous faites fausse route.

M. Collignon (PS). - C'est ce que j'ai dit, je n'ai rien voulu dire d'autre.

M. Dodrimont (MR). - Je n'ai pas dénigré. Absolument pas. On va en rester là.

M. Collignon (PS). - Non, on ne va pas en rester là.

M. le Président. - Monsieur Dodrimont, ce n'est pas vous qui présidez la séance.

M. Collignon (PS). - Je peux terminer quand même ? Ce n'est pas vous qui décidez quand vous avez envie de parler.

M. Dodrimont (MR). - C'est à moi que vous avez donné la parole, Monsieur le Président.

M. le Président. - Monsieur Collignon.

M. Dodrimont (MR). - Voilà, à géométrie variable...

M. Collignon (PS). - J'ai la parole. Deuxièmement, vous avez la liberté du ton de votre intervention, vous faites votre travail, mais à force de dénigrer sans cesse et de chercher chaque fois le détail et de chercher chaque fois où cela ne va pas en Wallonie, vous dénigrez la Wallonie.

(Réactions dans l'assemblée)

Je serais triste, à votre place, de faire mon travail comme cela.

M. le Président. - Monsieur Crucke, vous n'avez pas demandé la parole.

M. Crucke (MR). - Je la prends quand même.

M. le Président. - Non, vous ne pouvez pas. Je suis très sérieux. Je ne peux pas accepter que M. Maroy – à juste titre – fasse le rappel au règlement et que vous-même ne le respectiez pas. Seul M. Dodrimont a maintenant la parole.

(Réaction de M. Crucke)

Monsieur Crucke, vous ne vous appelez pas Dodrimont.

La parole est à M. Dodrimont.

M. Dodrimont (MR). - Il le pourrait que cela ne me dérangerait pas encore trop.

Chers amis, l'incident est clos, mais ce qui a été dit par rapport à votre projet, Monsieur Dermagne – qui est quelqu'un, je peux le dire, avec lequel j'entretiens de bonnes relations, avec lequel un travail productif peut être réellement proposé – je n'ai pas du tout dénigré votre proposition, j'ai simplement dit que c'était la seule proposition – pour un texte qui comprend plus de 450 articles – dont j'avais eu connaissance via la presse. Le reproche qui était fait – il n'est pas fait à l'adresse de M. Dermagne, il est fait à l'adresse de M. Collignon – c'est aujourd'hui d'arriver en séance et de n'avoir aucune proposition d'amendement, aucun sujet isolé par la principale formation politique de ce Parlement sur un texte pourtant d'une importance maximum – ai-je dit sur ce point et je n'y reviens plus.

Je voudrais ajouter, dans le cadre de nos réflexions – qui ne manqueront pas d'intervenir à la prochaine rentrée – le fait que le Mouvement réformateur poursuivra son combat pour l'équité de traitement que réclament les citoyens germanophones de notre Région, en remettant sur la table du Parlement la proposition de Mme Baltus-Möres pour un transfert de la matière à la Communauté germanophone. Ce point aurait d'ailleurs pu être lié à nos discussions. Il était inscrit à l'ordre du jour de nos commissions ; pour ce qui est de notre séance plénière, il n'en est rien. Nous nous en étonnons aussi, mais sachez que nous serons aussi attentifs à ce point important pour 70 000 personnes qui vivent dans notre Wallonie.

Et d'ici 2019, nous pouvons vous promettre du pain sur la planche. Vous le savez, on travaillait sur tous les articles du CoDT, nous avons rédigé, déposé peut-être la moitié de ce que nous avons rédigé, donc cela vous donne une petite idée de ce que nous avons comme propositions, comme modifications à suggérer.

Nous aurons à cœur, de manière régulière, Monsieur le Ministre, d'y revenir, car nous restons dans cette perplexité que nous avons déjà témoignée à de nombreuses reprises. Nous vous l'avons dit, nous n'avons pas eu le sentiment que l'on menait une réforme avec un objectif précis. Nous avons le sentiment, Monsieur le Ministre, que beaucoup de bricolage a prévalu dans l'action qui a été la vôtre par rapport à cette réforme d'un texte, pourtant voté, je l'ai dit, en fin de législature précédente.

Mesdames, Messieurs, je voudrais ici remercier mes collègues du groupe et nos collaborateurs, le président de la commission, M. Stoffels et les services du Parlement pour le travail accompli.

Je ne vous cache pas que j'aurais aimé pouvoir remercier le ministre, mais entre ce que vous avez semblé vouloir retenir positivement de notre travail tout au long des neuf mois où nous nous sommes côtoyés

semaine après semaine, et, finalement, ce que vous avez consenti, Monsieur le Ministre, à accepter, il y a un écart, un fossé tel que nous ne pouvons légitimement que nous sentir trompés par rapport à ces promesses.

Quand j'évoquais tout à l'heure des promesses non tenues, nous avons le sentiment légitime de pouvoir nous exprimer en ces termes lorsque une fois encore – et j'invite chacun à le faire – nous relisons l'ensemble des comptes rendus de nos travaux, lorsque nous avons – cela n'apparaît peut-être pas sur un texte – un ministre qui opine du bonnet sans cesse lorsque nous nous exprimons sur un point et puis, lorsque nous le lui soumettons de façon officieuse, mais quand même avec, je pense, la volonté de bien faire, un texte qui résume nos principales propositions, que ce texte fait l'objet d'une fin de non-recevoir pour la quasi-totalité des propositions qu'il comprend, nous ne pouvons que nous montrer déçus et nous ne pouvons confirmer, Monsieur le Ministre, que des promesses auxquelles nous avons pourtant cru ne seront jamais honorées.

M. le Ministre a dit aussi dans le débat que nous avons, en conscience, quitté – je l'ai lu aussi dans ce compte rendu – qu'il assumait un choix politique par rapport à ces réponses aux demandes effectuées par l'opposition.

Assurément, ce choix du ministre, ou encore ceux posés par les cadors de la majorité, en provoquant l'accouchement aux forceps, celui du président de notre assemblée lui-même – il est derrière moi, j'aimerais pouvoir le regarder en parlant de lui, je ne puis le faire – le choix que vous avez posé, Monsieur le Président, en voulant, avec une proposition de décret venue de nulle part, remettre une bonne couche d'huile sur le feu, démontre pour vous tous le peu de cas que vous faites d'une opposition participative et constructive, mais aussi le peu de cas que vous témoignez à l'égard du citoyen.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, ce que nous allons faire en séance plénière, en séance publique, en séance du Parlement, toute une assemblée réunie, convenons-en, c'est du jamais vu, c'est quelque chose qui doit à mon avis trouver peu de traces dans les annales du Parlement, surtout lorsque l'on considère l'importance de la matière, l'importance du texte, qui se doit de trouver, un jour, une sanction.

Nous sommes donc, chers collègues, très loin des leçons données par votre ministre-président, lors, notamment, de ses discours sur l'état de la Wallonie, mais aussi quant à ses ambitions en matière d'aménagement du territoire.

Vous faudra-t-il un CoDT ter, ou même quater, pour le comprendre ? Va-t-on énumérer les textes à l'infini lorsque l'on se plongera dans le travail réalisé en ce début de millénaire sur l'aménagement du territoire en

Wallonie ? Nous ne l'espérons pas, bien évidemment, mais, Monsieur le Ministre, nous le redoutons.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, l'attente est forte. Chaque audition organisée par notre commission l'a rappelé. Les réactions reçues, ces jours mêmes, sur nos boîtes à messages le confirment assurément, mais en aucun cas, chers collègues, on ne peut concevoir que le nouveau texte puisse constituer une entrave supplémentaire aux défis économiques ou liés au logement en Wallonie.

Personne ne peut se permettre un scénario tel que celui du permis d'urbanisation, pour prendre encore une fois un exemple, remplaçant, vous le savez, le permis de lotir : quand la complexité vient rebuter littéralement les plus entreprenants.

Et pourtant, votre texte, chers collègues, à plus d'un égard, en prend la pleine direction. Relisez les multiples avis juridiques, qu'ils émanent, d'ailleurs, du Conseil d'État ou d'ailleurs.

La solution était peut-être, Monsieur le Ministre, votre fameux lexique. À ce propos, où est-il, celui-là ? Est-il aussi aux abonnés absents ? Y a-t-il aussi quelque chose qui peut, aujourd'hui, rassurer l'assemblée quant à ce lexique dont vous nous avez parlé à quasi chacune des séances de commission ?

Les questions sont nombreuses.

Le jeudi 26 mai 2016, nous en avons appelé à la raison de chacun pour que notre commission continue son travail dans une suite logique. C'était le sens de notre appel. Il n'y avait rien d'autre dans les demandes que nous avons effectuées. Nous avons demandé que notre commission continue son travail à un rythme humain, sans interférences incohérentes, telle, je l'ai citée, cette inappropriée proposition de dernière minute signée André Antoine et Dimitry Fourny.

Nous nous sommes engagés pour que cette commission puisse, ainsi, chers collègues du Parlement, vous livrer une copie complète, c'est-à-dire ni un texte partiel qui a été, pour une partie, lu et relu, ni un texte partiel qui a fait l'objet de débats animés pour deux, trois, quatre livres, et puis plus rien. C'est, évidemment, quelque chose d'inacceptable.

Nous avons même ajouté qu'en plus, cette copie complète, nous la livrerions avec vous, chers collègues de la majorité, pour le délai qui était, à un moment donné, apparu comme étant un délai au-delà duquel vous ne vouliez pas aller : le 21 juillet a souvent été évoqué.

Lors de cette commission du 26 mai, je me suis engagé, au nom de notre groupe, à ce que la copie soit complète et qu'elle soit rendue pour que le vote puisse s'organiser avant les congés parlementaires, avant la fin de cette session 2015-2016.

Cependant, toujours sous la pression des mêmes, toujours face à un rapport de force que nous avons de plus en plus de mal à accepter. Vous avez refusé cette demande, vous avez refusé à l'opposition de faire son travail démocratique dans des conditions acceptables. Vous vous êtes assis sur un pan important de la démocratie. Vous avez fait en sorte que notre institution puisse aujourd'hui être saisie d'un texte bancal, un texte qui aura des conséquences désastreuses pour l'avenir de notre Région. La vérité est celle-là, chers collègues.

Nous avons été meurtris plus que surpris par vos méthodes. Les victimes sont le citoyen, mais aussi notre institution, notre Parlement de Wallonie auquel nous sommes attachés.

Nous avons, Mesdames et Messieurs, chers collègues, la conviction qu'il n'était pas inutile aujourd'hui, à l'entame de ces travaux, de vous dire que ce débat s'annonce bien particulier pour chacun d'entre vous. Ce débat ne sera pas le nôtre, vous l'avez compris. Ce débat ne sera pas celui du Mouvement réformateur. Nous pensons que la manière où nous en sommes arrivés aujourd'hui est tout simplement inacceptable. Nous tenions à vous le dire avec force, avec conviction.

Ce débat sera le débat d'une majorité sourde et aveugle, une majorité qui n'a pas voulu entendre la principale formation de l'opposition. Une formation qui compte, ne vous en déplaise, 25 membres sur 75 et qui se devait d'être entendue pour un enjeu, Monsieur Collignon, aussi important pour la Wallonie que celui-là.

Nous avons fait offre de services, nous ne sommes pas gênés de ce que nous avons mené comme travail, nous en sommes même fiers. Vous n'avez pas voulu l'entendre, votre débat sera sans le Mouvement réformateur.

Merci pour votre attention.

(Applaudissement)

M. le Président. - J'invite M. Stoffels à venir rejoindre le lutrin.

M. Hazée (Ecolo). - Monsieur le Président, je souhaiterais intervenir sur la procédure.

M. Stoffels (PS). - Merci, chers collègues ! Merci des applaudissements.

(Rires)

M. le Président. - Monsieur Hazée, sur quelle base voulez-vous intervenir ?

M. Hazée (Ecolo). - Je souhaite intervenir sur la procédure en raison de la situation inédite, mais c'est vous qui jugez.

M. le Président. - La situation n'est pas inédite. M. Dodrion a exprimé le point de vue du groupe MR, il est parfaitement respectable. M. Stoffels communiquera celui du groupe socialiste, et ainsi de suite. Je ne vois pas de demande particulière, il n'y a pas eu de demande ni de vote, ni de clore les débats. Pour moi, nous sommes strictement dans la discussion générale.

M. Hazée (Ecolo). - Croyez bien que je le regrette.

M. le Président. - La parole est à M. Stoffels.

M. Stoffels (PS). - Monsieur le Président, Messieurs les ministres, chers collègues, premièrement, j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de le dire lorsque je présidais la commission – on vient de vivre un exemple aujourd'hui – j'ai ressenti un profond malaise et une certaine gêne de présider, notamment dès que les séances tournent au psychodrame. Ceci étant dit, je ne vais pas mettre de l'huile sur le feu. Je n'ai jamais voulu être le censeur des travaux, chacun a le droit de s'exprimer, comme chacun a le droit de choisir le ton qu'il choisit pour s'exprimer. Il s'agit là de la liberté d'expression que je défends même si, sur le fond, je peux avoir des avis qui ne sont pas les mêmes que ceux qui s'expriment.

Un groupe politique peut toujours quitter une séance lorsque le déroulement ne lui convient pas ou ne lui convient plus. Là aussi, cela fait partie de la liberté d'expression. J'ai eu moi aussi, au cours des travaux du CoDT, je vous l'avoue, parfois cette tentation.

À titre personnel, je ne tiens rigueur à personne et il ne m'appartient pas non plus de juger les comportements des uns et des autres. J'espère tout simplement que nous pourrions revenir à un échange constructif sur le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, sur les textes, en y apportant de réelles valeurs ajoutées.

Les praticiens, qu'ils soient dans les administrations, chez le notaire, les architectes, à la Confédération de la construction, ils nous regardent et surtout attendent que ce texte soit voté. Je viens encore de recevoir des courriels hier soir et encore ce matin.

J'espère assister à un sursaut de clairvoyance de la part de chacun d'entre nous afin que nos échanges sur le texte aient la qualité que celui-ci mérite.

Pour en venir au CoDT *bis*, je partagerai bien sûr mon temps de parole avec M. Dermagne et M. Sampaoli. Il y a quelques semaines, participant à une réception organisée à Liège entre praticiens et journaliers compétents de notre vieux CWATUPE, je mesurais à quel point ce texte, si décrié au cours de l'histoire politique récente, avait fait ses maladies de jeunesse et était aujourd'hui appréhendé de façon efficace par ceux qui devaient l'appliquer.

M. Lebrun, M. Foret, M. Antoine ont-ils été des visionnaires incompris ? Je ne sais pas, mais force est de

constater qu'aujourd'hui on sait, avec le CWATUPE, faire de bonnes choses et gérer les dossiers d'urbanisme. C'est possible.

Pourquoi fallait-il alors changer le CoDT premier ? Le texte de 2014 était, comme toujours dans une coalition, le fruit d'un compromis et force est de constater que l'accord intervenu pouvait être amélioré.

Si je ne devais donner qu'un exemple pour étayer cette thèse, je prendrais le dispositif qui était mis en place en 2014 pour les fonctionnaires délégués : un découpage territorial discutable, un système de mobilité particulier. Bref, comme je le disais, le premier CoDT pouvait être amélioré. Dès son entrée en fonction, le Gouvernement a donc décidé de revoir le texte afin, si je puis dire, de préparer la réforme de la réforme. Je ne puis que saluer ce travail exemplaire, mené à ce sujet par le ministre Di Antonio, évidemment par les collaboratrices et collaborateurs de son cabinet, que je salue et que je remercie particulièrement, tout comme les collaborateurs des groupes, les membres du Parlement wallon, ainsi que les collègues parlementaires qui ont assisté aux nombreuses heures de travail.

En effet, dès septembre 2014, une série de consultations ont été menées avec des administrations, le représentant des communes, les acteurs privés, et cetera, afin que chacun puisse remettre à plat toutes les remarques et corrections sur le CoDT. Mieux encore, innovation parlementaire, nous avons, avec quelques collègues, M. le Ministre et ses collaborateurs, participé à un groupe de travail qui a tout de même permis d'améliorer le texte adopté en première lecture.

Tout au long des travaux, j'ai vu un ministre qui, bien sûr, et je ne lui en voudrai pas, défend son texte, le fruit d'un compromis au Gouvernement, mais qui était aussi à l'écoute, qui analysait, qui tentait de comprendre les positions des uns et des autres et qui était prêt, à de nombreux instants, à faire évoluer les textes. Forcé de constater que cette attitude n'est pas toujours la norme et qu'elle a permis, dans le cas qui nous occupe, de faire évoluer le texte de façon positive. Faisons œuvre d'humilité. Celui ou celle qui prétendra, maintenant, demain ou un autre jour, que ce texte est la merveille du monde, qu'il est juridiquement parfait, risque de se tromper.

Nous avons fait de notre mieux pour analyser le texte et prévenir les écueils qui viendront jaloner son application. Ce n'est qu'avec la mise en œuvre, avec le développement de la jurisprudence que l'on verra comment il va être appliqué.

Nos successeurs devront sans doute adopter des décrets interprétatifs voire des modifications plus profondes pour atteindre certains objectifs, car les enjeux en sont là.

Nous devons mieux mobiliser notre territoire qui représente environ 1 690 000 hectares dont 10 % - à savoir, 160 000 hectares - « artificialisés » - je parle des zones d'habitat, je parle des routes, des équipements, des zonings et j'en passe - et l'actualité récente nous montre à quel point nous devons être attentifs à cette évolution. D'après les chiffres de l'IWEPS, notre population va croître de 9,5 % entre 2011 et 2025 - ou 26. Compte tenu de la diminution de la taille des ménages, ceux-ci augmenteront de 13,5 % et le besoin en logements nouveaux sera de 115 000 d'ici 2020. Pour cela, nous avons besoin du nouveau Code.

Comme je l'indiquais en 2014, la capacité de la Wallonie à rattraper le retard socioéconomique qu'elle a sur d'autres régions européennes ne dépend que d'elle-même.

Cette réalité est accentuée par la sixième réforme de l'État et la diminution progressive des transferts budgétaires entre les différentes entités du pays. Si, au cours des dix dernières années, nous sommes parvenus à enrayer notre déclin économique ; aujourd'hui, nous nous devons de relancer la mécanique pour redonner des perspectives de croissance à notre Région. Le temps nous est compté, nous avons dix ans pour mettre en place une stratégie, mais surtout pour engranger des résultats significatifs et la politique en matière d'aménagement du territoire y contribue sensiblement. En effet, l'aménagement du territoire est un levier pour y arriver.

C'est pourquoi - comme viennent de le rappeler certains collègues - nous devons analyser prioritairement le CoDT à travers le prisme socioéconomique. Cette nécessité de réformer est partagée par de nombreux acteurs et observateurs, notamment les personnes et organisations que nous avons auditionnées. À nos yeux, l'aménagement du territoire n'est pas une fin en soi, mais une politique transversale qui doit s'adapter aux politiques sectorielles et avoir un but : développer le bien-être des Wallonnes et des Wallons et le redéploiement socioéconomique de notre Région.

Ce dont nous avons le plus besoin dans les dix ans à venir, c'est de créer un maximum d'emplois. C'est à travers ce prisme que je lis le CoDT tel que nous venons de le réformer en commission.

Les règles doivent évoluer en fonction de l'évolution de la société elle-même. On n'imagine plus le développement des entreprises ou de bâti comme on le faisait dans les années 70 ou 80, alors, pourquoi toujours s'appuyer sur un corpus législatif de cette époque ?

L'aménagement du territoire se trouve au croisement de nombreuses compétences et elles s'imposent à tous, mais faut-il pour cela sacraliser le thème ? Le Code, chers collègues, est une boîte à outils. Il ne doit pas être

un outil politique en tant que tel, mais plutôt un instrument de travail qui nous permet de construire tantôt une cathédrale, tantôt un hangar.

Il ne doit certainement pas être un outil idéologique, mais politiquement neutre, se limitant à esquisser des procédures, à encadrer des décisions, tant au niveau régional qu'au niveau local.

Je voudrais, dès lors, décliner notre nouvelle boîte à outils en dix clés.

La généralisation des délais de rigueur : cette innovation était déjà présente en 2014, mais ici, nous poussons la logique plus loin pour la rendre plus efficace et praticable. Trois postulats ont guidé la logique de notre réflexion. Pour un demandeur, il vaut mieux un délai certain – même s'il est un peu plus long – qu'un délai court qui n'offre pas de garantie de réponse.

Un demandeur, quel qu'il soit, doit toujours avoir une réponse lorsqu'il entame une procédure. Une absence de réponse ne peut pas aboutir à une décision automatiquement négative. A contrario, nous ne pouvions pas aller vers l'approbation tacite d'un projet.

Le texte tel qu'il est proposé aujourd'hui est le fruit de cette réflexion qui, entre autres, a été initiée par le groupe de travail parlementaire et qui est très apprécié, à croire les mails que je viens de recevoir par toute une série d'acteurs du secteur de la construction.

Deuxièmement, quatre schémas pour encadrer une vision territoriale : on ne le dira jamais assez, le CoDT est une boîte à outils. Ce dont nous avons également besoin, c'est une vision de notre territoire. Celle-ci doit se concrétiser à travers le schéma de développement territorial, amené à remplacer le SDER. Un nouvel outil va permettre d'accroître la coopération entre les communes avec le schéma de développement pluricommunal et un schéma de développement communal pour traduire en objectifs locaux les orientations régionales, et enfin les permis d'urbanisation pour les zones plus petites à l'intérieur d'une commune, ou encore les SOL – ces fameux schémas d'orientation locale. Ces schémas et permis s'imbriquant comme des poupées russes.

Troisièmement, l'inscription de nouvelles zones au plan de secteur. Contrairement à ce qui avait été fait avec les périmètres U, nous ne sommes pas ici dans une démarche *top-down*. Concerner la zone d'enjeu régional, son objectif est de concrétiser une action prioritaire du Gouvernement. Les affectations proposées pour la zone d'enjeu régional sont celles qui étaient envisagées pour le périmètre d'enjeu régional, à savoir, de manière indifférenciée : les activités économiques, les constructions et les aménagements de service public et d'équipement communautaire, ainsi que les équipements touristiques et récréatifs. L'habitat y est toutefois

autorisé à titre complémentaire, pour autant qu'il s'inscrive dans un projet d'ensemble mixte afin – dans certains cas – d'organiser une transition optimale avec les quartiers jouxtant une zone d'enjeu régional.

Que la Région veuille prendre la main sur son territoire est une bonne chose. Cela participe également de sa possibilité de s'émanciper et de se prendre elle-même en main. La question qui se pose est celle des relations avec la ou les communes concernées. En effet, si l'on veut activer une zone de ce type, la concertation avec les autorités locales est indispensable. Il semble évident, de prime abord, que c'est l'élément positif pour une commune qui verra inmanquablement les retombées positives pour elle et pour ses habitants.

Concernant la zone d'enjeu communal, son objectif est de lutter contre l'étalement urbain en y permettant de densifier raisonnablement les centralités urbaines et rurales. Les affectations proposées pour la zone d'enjeu communal correspondent à ce qui avait été envisagé pour le périmètre U, au sens du décret du 24 avril 2014, dans le but de reconstruire la ville sur la ville. La grande différence entre la zone d'enjeu communal et le périmètre U, c'est le niveau de pouvoir qui donne l'impulsion. Dans ce cas-ci, ce n'est pas une injonction de la Région, mais bien une mise en œuvre d'une partie de son territoire de la commune. Néanmoins, il convient d'insister sur la nécessité de penser le développement de ces zones, avec à l'esprit, la cohésion sociale. En effet, il ne faudrait pas que les investissements publics concentrés dans ces zones ne participent à une sorte d'élitisme de ces zones. À ce sujet, la gestion des charges d'urbanisme prendra évidemment une importance fondamentale, notamment dans l'imposition de logements publics.

Quatrièmement, l'accélération des révisions au plan de secteur, c'est l'arlésienne de l'aménagement du territoire en Wallonie. Il existe depuis plus de 40 ans et régit l'aménagement du territoire et d'urbanisme. Certains ont essayé d'en revenir un par un et d'autres n'ont pas voulu y toucher. Quoi qu'il en soit, il faut se délivrer au corset que représentent les plans de secteur. Permettre une révision accélérée de ceux-ci ne peut être que de nature à faciliter la mobilisation de notre territoire.

Cela étant, seule la pratique pourra nous dire si le nouveau dispositif sera efficace. Je tiens à rappeler que la révision du plan de secteur peut-être dorénavant d'initiative régionale, bien sûr, mais aussi d'initiative communale ou encore, d'initiative privée.

Concernant les friches industrielles et les chancres, globalement, que ce soit à travers les SAR et les autres mécanismes de ce type, on simplifie globalement les procédures pour les rendre plus opérationnelles. Il me semble que les acteurs de terrain qui sont directement confrontés à ce genre de situation salueront

effectivement l'opérationnalité du dispositif inscrit dans le CoDT.

Sixièmement, la suppression de la déclaration urbanistique. On supprime un outil qui encombrait inutilement les services d'urbanisme, les déclarations urbanistiques préalables, que ce soient pour les abris, les piscines non couvertes de 75 mètres carrés, les abris pour animaux et j'en passe. Les demandeurs n'auront plus besoin de passer par une déclaration préalable.

Septièmement, la différenciation claire de la notion d'écart et de dérogation. J'ai souvent eu l'occasion de l'exprimer lors des travaux, mais si pour prendre l'exemple en français, nous avons eu un large débat sur les notions d'écart et de dérogation, sachez, chers collègues qu'en allemand, ces deux mots se traduisent par le même terme. Comment alors faire la différence entre l'un et l'autre ?

Aujourd'hui, nous sommes à des définitions qui gagnent en clarté. La dérogation, le fait de ne pas respecter une norme, l'octroi du permis moyennant une dérogation, nécessite l'avis conforme du fonctionnaire délégué ; et, concernant l'écart, le fait de ne pas respecter une indication, l'octroi du permis moyennant un écart nécessite un avis préalable, mais simple du fonctionnaire délégué. Voilà une grande différence, importante qui mérite d'être soulignée.

Huitièmement, la généralisation de la valeur indicative et la durée de vie limitée des schémas. Tous les schémas auront une valeur indicative et une durée de vie limitée à 18 ans prolongeable de six ans. Cela va permettre plus de souplesse dans l'application de certaines indications sans pour autant que ce soit l'anarchie. Nous avons eu un débat sur le maintien du caractère réglementaire du RGBSR. M. le Ministre a bien défini l'ensemble en rappelant que, si un écart était plus souple qu'une dérogation, ce n'était pas pour autant la porte ouverte à n'importe quoi et cela responsabilisait aussi les autorités locales.

Neuvièmement, le parallélisme entre les procédures d'urbanisme et le permis d'environnement. Le renvoi des mesures particulières de publicité et d'évaluation environnementale des outils de planification dans le Code de l'environnement a soulevé une série de questions de praticabilité et d'interprétation qui a abouti à proposer de réintégrer de manière transitoire de ces dispositions sous la forme d'un Livre VIII, tout en simplifiant certaines formalités ou allégeant certains contenus. Un système plus léger de mesures de publicité remplace ainsi la consultation de voisinage prévue par le décret du 24 avril 2014, à savoir l'annonce de projets.

Dernièrement, la gestion des infractions. Monsieur le Président, Messieurs les ministres, chers collègues, je ne trahirai personne en disant que c'est sur ce point que le texte doit et devra être amélioré. Le système actuellement en place est totalement inefficace et celui

que propose le nouveau CoDT est certes une avancée par rapport au système en place, mais me laisse, sur certains aspects, sur ma faim, car je suis intimement persuadé que l'on ne va pas assez loin. Monsieur le Ministre, je souhaite vous entendre à ce propos dans quelques instants.

Je ne pense pas que c'est à travers un travail parlementaire classique que nous aurions pu améliorer le dispositif ; on n'improvise pas dans un tel domaine.

Sachez d'ores et déjà que j'aurais préféré l'automne pour rencontrer une série d'acteurs et que je ne m'interdis pas de prendre, avec ceux d'entre vous qui le désirent, une initiative afin de proposer, à l'instar de ce que nous avons fait avec M. Fourmy, un nouveau régime pour la gestion des infractions urbanistiques.

Chers collègues, je n'irais pas plus loin, pour ne pas provoquer un nouveau psychodrame, vu que la situation est déjà suffisamment difficile à gérer et tendue. Je n'irais donc pas plus loin dans ce premier tour de discussion, je laisserais le soin à mes collègues, MM. Dermagne et Sampaoli, de compléter mes propos et les propos du groupe PS, mais je suis à votre entière disposition pour toutes explications complémentaires sur les amendements que nous déposerons.

Je vous remercie pour votre écoute.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Monsieur le Président, Messieurs les ministres, chers collègues, quel gâchis, quel incroyable gâchis !

À la constitution de ce Gouvernement, vous nous avez annoncé – cela a été rappelé en référence à plusieurs éléments par notre collègue, M. Dodrिमont – des ajustements mineurs sur un texte voté par une majorité en avril 2014.

Vous nous avez annoncé ces amendements, parce qu'il fallait assurer la sécurité juridique absolue et tout à fait aboutie, comme vous l'avez présentée à de très nombreuses reprises.

Pour ce faire, vous avez entamé un travail de consultation des acteurs, parce que vous estimiez que ceux-ci n'avaient pas été entendus, qu'ils avaient des éléments à mettre en exergue et qu'il fallait intégrer ceux-ci, qu'il fallait parvenir à ce que tout le monde puisse soutenir le texte.

De même, au Parlement, vous avez innové en créant une procédure de groupe de travail parlementaire. Ainsi, on allait pouvoir arriver à une certaine unanimité ou, à tout le moins, un consensus plus large autour de vos propositions.

Vous aviez annoncé des simplifications complémentaires dans les procédures et une entrée en vigueur au 1er juillet 2015.

Sur tous ces éléments, c'est l'échec complet.

Je ne vois, aujourd'hui, aucun corps d'acteurs – j'ai entendu que M. Stoffels qui a reçu des courriels, tant mieux, nous recevons tous beaucoup de courriels – s'étant exprimé, ces derniers jours, pour dire : « Votez au plus vite le CoDT tel qu'il est ! » Je n'en ai pas vu un seul.

Par contre, j'ai vu des inquiétudes par rapport à l'incertitude sur l'entrée en vigueur, sur la procédure, sur le marasme dans lequel ce débat se trouve aujourd'hui. J'ai vu des inquiétudes sur des demandes d'amendements importants – et j'en ai reçu aussi par courriels, Monsieur Stoffels, depuis déjà un certain temps – introduites par différents secteurs, dont certains interlocuteurs ont été auditionnés par notre commission, sur base de différentes demandes, ont fait des propositions, à l'égard desquelles M. le Ministre et différents parlementaires ont dit qu'ils allaient procéder à un examen, qu'il y avait des choses intéressantes, que l'on allait introduire des amendements.

Tous ces éléments n'ont pas trouvé réponse. Je n'ai pas vu d'acteur soutenir une demande d'urgence de vote sur un texte dans l'état où il est aujourd'hui, c'est-à-dire un texte que vous avez modifié sur énormément de points, mais qui n'est pas abouti du point de vue de la cohérence interne et du point de vue de la sécurité juridique.

Pour l'entrée en vigueur, n'en parlons pas, on est un an plus tard, on ne sait pas encore, à ce stade, ce qu'il en sera.

Pour la sécurité juridique, c'est le pire de tout, puisqu'il y a des éléments essentiels qui ont été pointés en commission, sur lesquels, d'ailleurs, vous avez vous-même, à de très nombreuses reprises – M. Dodrimont le disait – opiné du chef. On pourra relire le rapport – il est très long, on n'a pas le temps aujourd'hui, vu les circonstances – on peut relire tout ce qui a pu être dit dans la commission, et en plus tous les non-dits, on se rappellera le nombre de fois où vous avez dit : « On va déposer un amendement. On va examiner. On va voir de quelle façon on peut l'écrire. Je suis d'accord avec vous, mais il faut voir comment on peut l'intégrer dans le texte. »

Tout cela n'a pas abouti. Chacun pourra le lire. Tout cela ne figure pas dans le texte final, sauf si vous déposez des amendements aujourd'hui, mais à ce stade, on ne sait pas ce que vous allez déposer.

Nous verrons ce qu'il y a dedans. J'ai des doutes que cela porte sur l'ensemble de ces éléments.

Monsieur le Président, ce qui se passe aujourd'hui est assez dramatique pour notre Parlement, pour la démocratie wallonne, pour la politique d'une manière générale. On n'a pas besoin d'épisodes comme ceux-ci pour redonner confiance dans le politique, dans la réforme politique, dans des options politiques qui doivent avoir lieu pour faire des choix et mettre en œuvre des politiques ; au-delà de cela, au-delà de la question strictement démocratique de notre débat, pour la sécurité juridique du texte et pour l'absence notamment de travaux parlementaires équilibrés et aboutis. La manière dont les choses se sont passées a fait que, après avoir discuté pendant huit mois sur plus ou moins la moitié du texte, en quelques heures, la majorité est passée en force, sans discussion. J'ai lu vos travaux, il y a quelques petites remarques de temps en temps, mais il n'y a pas eu de réelle discussion approfondie sur le reste des articles. Cela n'aurait pas pu être possible autrement, vu la manière dont vous l'avez fait.

Cela veut dire que l'on retrouve, au-delà du déficit démocratique en soi et de l'aspect extrêmement dommageable pour notre Parlement, avec des travaux parlementaires totalement incomplets et déséquilibrés ; ce qui est grave dans une matière comme celle-ci. Tous les praticiens, et certainement tous les parlementaires, sont bien au courant que, dans une matière comme celle-ci, qui est très complexe, par laquelle passe le texte que vous voterez aujourd'hui, c'est l'ensemble des outils et la codification par laquelle passe quasiment toute activité, tout projet en Wallonie. Il doit, d'une manière ou d'une autre, s'inscrire sur le territoire, que ce soit par des constructions, par des voiries, par des activités, et cetera.

Ce texte est absolument essentiel pour toutes les activités qui ont lieu en Wallonie. C'est un problème en soi, mais en plus, c'est une matière particulièrement juridique. C'est une matière complexe et très juridique pour laquelle les juristes et les praticiens se replongeront très régulièrement dans les travaux parlementaires pour comprendre le sens exact des formulations, l'interprétation, ce que la majorité a souhaité faire exactement. Nous n'aurons pas ces travaux parlementaires pour ce deuxième CoDT.

D'une certaine façon, on a la chance d'avoir les premiers qui seront particulièrement utiles pour un certain nombre de points : lorsqu'il n'y a pas eu changement ou lorsqu'il y a des liens possibles à faire, puisque ces travaux parlementaires du premier CoDT, eux, ont été menés jusqu'au bout et restent disponibles dans les archives parlementaires, dans les documents accessibles. Cela n'empêche que c'est extrêmement problématique en soi, au-delà du dommage grave de la manière dont la procédure se déroule.

Pour en venir au fond, le problème le plus important, me concernant, c'est le recul absolu, en tout cas très général, de la vision de l'aménagement du territoire que

vous menez au travers de cette réforme. Par contre, cela vous avez bien réussi le détricotage de l'ambition de la première réforme, il est tout à fait confirmé. C'est vrai que la première réforme, ce n'était pas seulement une réforme de simplification – je l'ai répété à chaque étape – cette réforme avait un double objectif : simplification des procédures et lisibilité du texte. Ce n'est pas avec des outils compliqués, avec des textes juridiques compliqués que l'on mène des bonnes politiques. J'ai toujours été parfaitement convaincu de cette nécessité de lisibilité et de simplification, mais lisibilité et simplification au service d'un projet de gestion du territoire. Le territoire est une des ressources les plus importantes qu'une région, comme la Wallonie, a, qu'elle doit utiliser au mieux avec parcimonie, en organisant bien l'espace, en faisant face aux défis qui sont les nôtres aujourd'hui. Beaucoup d'entre nous ont probablement eu, ce matin, des bouchons considérables pour arriver ici ; il y a beaucoup de problèmes de mobilité qui sont directement liés aux problèmes de territoire et de gestion du territoire. C'est un débat fondamental pour le développement wallon.

La réforme du CoDT était une ambition très élevée, c'est vrai, qui était assumée, de structuration du territoire et de limitation de l'étalement urbain. Cet étalement urbain est le résultat des règles telles qu'elles existent jusqu'aujourd'hui et de plusieurs dizaines d'années de développement sur le territoire wallon où l'utilisation de la voiture individuelle a augmenté très fortement et s'est, en même temps, combinée avec une augmentation des déplacements des personnes, de sorte que l'on arrive à une situation où il y a une impasse d'organisation de notre territoire, dans un contexte où les défis sont nombreux, qu'ils soient énergétiques, ou bien entendu climatiques.

On en parlait pas plus tard qu'hier à la Commission de l'énergie.

Il y a donc une ambition importante de limiter cet étalement urbain, avec des propositions créatives qui ont été mises sur la table, innovantes. Je pense par exemple à la valeur indicative, je pense par exemple à l'outil des périmètres U, je pense par exemple au fait d'avoir une bonne définition, niveau par niveau, des outils avec chaque fois le niveau de décision correspondant plutôt que d'avoir des outils extrêmement mélangés entre eux, comme on peut le connaître aujourd'hui.

Une réforme qui s'était basée sur une évaluation très approfondie parce que, certes, elle est arrivée tard dans la législature, mais pourquoi ? Parce que l'on a d'abord fait un travail extrêmement approfondi d'évaluation avec les acteurs, qui a abouti à un certain nombre de conclusions. On peut aller les relire aujourd'hui, ces conclusions, et regarder – ce serait un exercice très utile – comment justifier le texte qui est déposé aujourd'hui par rapport au premier texte, par rapport à ces conclusions de l'évaluation. Par exemple, quand on avait dans l'évaluation une conclusion qui disait qu'en

Wallonie il y a énormément de règlements, mais il y a très peu d'orientation, c'est-à-dire qu'en fait on oriente pas bien la gestion du territoire, mais on fait des règlements très pointilleux, en quoi est-ce amélioré dans ce texte ?

On avait, par exemple, dans l'évaluation, une conclusion importante qui était de dire qu'il faut bien définir les outils aux bons niveaux, avec chaque fois le niveau de précision et de cadrage correspondant. Et bien entendu la définition de l'autorité de décision correspondante.

En quoi ce texte améliore-t-il cela, par rapport à cette conclusion de l'évaluation qui avait fondé la construction de la première réforme ? Que l'on pouvait partager ou non. Mais en tout cas elle avait une ambition et en tout cas elle a été partagée, à un moment donné, par trois partis, elle avait en tout cas une ambition importante et cohérente. Ce texte était, de ce point de vue là, tout à fait abouti.

L'autre ambition extrêmement importante qui ne se retrouve pas dans ce texte-ci, c'est la nécessité d'avoir un minimum d'orientations sur l'organisation du territoire. Alors c'est vrai que l'on est dans une logique de poupées russes, c'est-à-dire de niveaux de plus en plus précis, en fonction des outils.

Dans le texte que vous proposez aujourd'hui, parce que le débat s'était fait en même temps sur l'élaboration du projet de développement régional, et aujourd'hui on ne sait pas où en est le schéma de développement régional, on ne sait pas ce qu'il y aura dedans. En tout cas les débats ont été séparés, c'est sûr, mais surtout il n'a quasi plus de force dans ce texte-ci puisque vous avez séparé les liens entre les outils d'orientation, à commencer par le SDER, et les outils concrets.

Donc on se retrouve dans une situation où sur une grande partie du territoire, il n'y a pas d'outils d'encadrement. Vous avez, sur une très grande partie du territoire, le SDER qui ne s'applique pas. Par ailleurs, sur des terrains de moins de 15 hectares – alors là j'ai fait la demande à M. le Ministre, mais il n'a pas pu me répondre et je le comprends bien parce que je pense que la réponse n'est pas disponible – j'ai demandé de savoir combien de fois on octroyait des permis pour des terrains de plus de 15 hectares, en Wallonie, même sur une législature entière.

Eh bien, on aura compris que dès lors, cela ne s'appliquera pas très souvent, cette mesure. Et si l'on combine cela avec l'absence de schéma dans les SAR... Les SAR sont des zones très importantes pour le territoire wallon puisque ce sont d'anciens territoires pollués auxquels on veut redonner une nouvelle vie, en général très bien situés, parfois très importants en taille, il n'y a pas de schéma. Ce sont des zones très importantes, mais on peut y faire plus ou moins ce que l'on veut.

De nouveau, cette cohérence entre les différents schémas se retrouve à toute une série d'endroits. Je pense que c'est un point, un recul considérable, par rapport à l'ambition qui était dans le premier texte d'avoir une cohérence des schémas et une orientation de plus en plus précise. Il n'est pas question d'aller, au départ de la Région, définir les choix extrêmement précis de tel ou tel bâtiment de la commune, mais il est question d'avoir un emboîtement de l'organisation du territoire qui soit d'abord large, et puis de plus en plus précis au fur et à mesure du niveau des autorités et du niveau des schémas.

Vous ne faites rien non plus en termes de centralité. Vous citez, certes, la centralité à différents endroits, mais on ne dit pas comment on la définit. Comme il n'y a pas de SDER et comme il n'y a pas de mesure précise dans le décret, l'objectif de centralité, c'est-à-dire vraiment de structuration du territoire, de lutte contre l'étalement, donc d'avoir un minimum de regroupement des constructions, des services pour rapport aux habitations et par rapport aux moyens de transport.

Tout cela, on ne sait rien du tout puisque la centralité n'est définie nulle part.

Puis, il y a une série de problèmes précis, concrets ; je ne vais pas tous les évoquer ici parce que l'on ne va pas refaire tout le débat de commission, je vais être relativement synthétique dans mon intervention, mais il y a clairement des problèmes qui sont posés.

Le dossier éolien, bien entendu, on sait combien il a pu être polémique. Vous faites un choix qui ne correspond pas à vos propres chiffres, comme cela a pu être démontré notamment dans la dernière commission, celle juste avant que les travaux ne s'accélèrent. Vous avez toujours dit : « L'éolien, on n'est pas contre, mais il faut le mettre le long des autoroutes et faire des petites éoliennes ». On voit où l'on en est aujourd'hui, à la fois en termes de petites éoliennes, mais aussi le long des autoroutes puisque les chiffres que vous nous donnez aujourd'hui, c'est que l'objectif actuel du Gouvernement wallon pour 2030 ne permet que de mettre à peu près un quart des éoliennes le long des autoroutes. Ce sont vos propres chiffres et c'est à mon avis un maximum dans la réalité.

Vous avez fait des reculs sur le permis d'urbanisation, Monsieur le Président, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de lire les derniers travaux à ce sujet, j'étais très surpris, je ne m'étais pas permis d'ouvrir ce débat qui était un outil construit sous la législature précédente et qui avait un intérêt, bien sûr, puisqu'il prônait une logique d'ensemble pour les projets importants.

Bien sûr, il souffrait certaines contestations, il y a d'ailleurs eu des étapes de concrétisation plus précises, de vade-mecum, et cetera, pour aider les acteurs, mais ici, l'on est dans une logique d'apprenti sorcier puisque

l'on a réduit très fortement le nombre de situations où l'on a besoin d'un permis, notamment en passant de deux à trois lots – c'est quand même une différence majeure. D'ailleurs, M. le Ministre a été assez honnête puisqu'il a dit lui-même que, dans sa commune, il ne visait pas le permis d'urbanisation et que si cela ne tenait qu'à lui, l'on aurait pu le supprimer, mais que c'était nécessaire pour les notaires. C'est réponse qui m'a laissé pantois. On a donc en tout cas sur ce point, un recul très important.

Vous avez choisi aussi – et je ne le comprends toujours pas – en termes de simplification, de ramener dans le Livre VIII la participation, ces mécanismes de participation que l'on avait justement souhaité laisser regroupé dans le décret environnement pour qu'il soit commun et comme, par exemple, d'autres décrets l'ont fait également. On peut prendre, par exemple, le décret implantations commerciales de votre Gouvernement, Monsieur le Ministre, que vous avez personnellement approuvé. Il renvoie, pour les procédures de participation, au Code de l'environnement. Cherchez la cohérence.

Il y a une série de problèmes légistiques sur lesquels je ne vais pas m'attarder maintenant, je ne citerai que les multiples références extrêmement complexes à la législation du patrimoine totalement inutile et déséquilibrée par rapport aux autres législations puisque ce type de renvois ne sont pas faits justement vers le décret implantations commerciales ou vers le Code de l'environnement et vers d'autres.

Il y a bien entendu encore d'autres problèmes concernant la suppression pure et simple – je ne sais pas si l'on mesure ce que l'on fait de ce point de vue là – du caractère exceptionnel des dérogations, le mélange entre les outils au niveau communal, je ne m'y attarde pas. Trois outils de même niveau, le communal, le pluricommunal, le schéma d'orientation locale. Qui fait quoi ? Comment les choses s'articulent-elles ? Cela est extrêmement compliqué.

J'en terminerai là pour ces constats et pour ces critiques, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues parce que je voudrais en tout cas poser une série de questions. C'est la seule chose qui reste à faire aujourd'hui.

Nous sommes dans un débat d'une pauvreté dramatique en fin de travail de commission et de séance plénière d'aujourd'hui, je rejoins totalement M. Dodrimont sur ce point, qui n'est pas sans conséquence, ni pour notre travail entre nous et la représentation de ce que peut être le Parlement, mais non plus sur l'aménagement du territoire dans les prochaines années et les implications juridiques que cela pourra avoir.

J'ai listé – ce n'est pas exhaustif – une dizaine de questions sur lesquelles – là, Monsieur le Président,

j'insiste beaucoup – je souhaite des réponses du Gouvernement. Malgré tout, nous sommes dans un débat parlementaire même s'il est dans les formes que l'on connaît. Il va y avoir des réponses, des répliques et le texte n'est pas encore voté.

J'ai identifié une dizaine de questions qui me paraissent parmi les plus graves dans la situation actuelle du texte. Je n'ai donc pas repris les points sur lesquels je ne suis pas d'accord, c'est bien au-delà de cela et ce n'est plus l'objet du débat. Cela fait aussi partie de la démocratie d'avoir des projets différents, chacun assumera après la conséquence de ses actes, mais il y a en tout cas des soucis par rapport au travail non abouti en commission, par rapport à ce qui a été dit par le ministre ou par rapport à des constats problématiques du point de vue juridique.

Ce n'est donc évidemment pas exhaustif.

Première question. Vous avez annoncé – et c'est votre propre initiative – depuis le début des travaux sur le décret, un lexique à l'article 1. Nous n'avons pas ce lexique. Dans l'ensemble des travaux parlementaires, je pense que l'on pourra retrouver certainement au moins une dizaine de fois où vous dites : « Vous verrez dans le lexique, il y aura tel mot » ; ou bien : « Dites-nous quel terme vous souhaitez voir dans le lexique ».

Peut-être allez-vous le déposer tout à l'heure parce que je vois de temps en temps des sourires dans la majorité. Je ne sais pas quels amendements vous allez déposer, vous vous le savez. Cela a l'air fort amusant, on verra cela tout à l'heure, mais ce n'est pas très sérieux.

Le lexique de l'article 1, c'est ce que vous avez présenté comme essentiel à la compréhension du texte. Vous l'avez évoqué en permanence dans les travaux, donc ceux qui iront lire les travaux parlementaires verront : « On va aller voir le lexique », mais il n'y a pas de lexique. Il n'y a jamais eu de dépôt d'amendement sur un lexique, sauf si vous le déposez aujourd'hui. Si vous le déposez aujourd'hui, excusez-moi, mais il va quand même falloir qu'on le lise attentivement et que l'on comprenne ses implications. Il s'agit de l'article 1 du décret et il s'agit de définir des termes qui sont au cœur du texte et des outils. C'est donc tout à fait fondamental.

Qu'en est-il de ce lexique ?

Deuxième point. Vous avez quand même fait des changements énormes en termes d'organisation des délais dans les procédures d'octroi de permis. Cela a été l'une des avancées que vous avez considérées comme majeure de votre travail. Vous avez voulu – M. Stoffels l'a évoqué tout à l'heure – confirmer une procédure tout à fait systématisée dans toutes les situations de délai de rigueur, mais combinée au fait que le demandeur ne pouvait pas se voir opposer un refus tacite. Vous vous êtes donc embarqué dans un travail de modification de toute une série de procédures pour garantir cette

situation de délai de rigueur et de réponse dans un délai donné.

Le principe du délai de rigueur était déjà dans le premier texte, mais nous avions fait effectivement plus simple. Je ne crois pas que l'on soit dans la simplification. On est dans une véritable usine à gaz si l'on prend l'ensemble des procédures d'octroi de permis, mais je ne reviens pas là-dessus.

Mon propos est le suivant : dans ce système de délai de rigueur, vous donnez un rôle – très important – supplémentaire au fonctionnaire délégué. Cela a d'ailleurs été relevé dans les auditions que nous avons eues dans la commission. Très important puisque l'on ne peut pas avoir un refus tacite par défaut, il faut que l'on puisse avoir un document sur lequel s'appuyer puisque, bien entendu, on ne peut pas non plus donner un permis par défaut.

Par conséquent, vous avez fait en sorte que l'avis du fonctionnaire délégué devienne très important et puisse servir de permis. Sauf que l'avis du fonctionnaire délégué, dans un très grand nombre de cas, ce n'est pas du tout un permis. C'est un simple avis qui n'a pas du tout été motivé comme un permis.

C'est évidemment possible de faire cela, mais c'est un surcroît de travail absolument considérable pour les directions extérieures – qui est sans doute assez difficile à chiffrer aujourd'hui, mais en tous les cas très important. Puisque cela ne va pas être lié au fait que les communes respecteront ou non les délais, ce sont les fonctionnaires délégués qui dans tous les cas devront remettre des avis qui pourraient servir de permis, parce qu'ils ne peuvent pas préjuger du fait que la commune prendra elle-même un permis dans les délais ou non.

Par conséquent, les fonctionnaires délégués ont l'obligation, désormais, de faire un travail beaucoup plus approfondi sur un grand nombre de points.

Je voudrais donc savoir où en est la mise en œuvre, de cela, notamment du point de vue du système informatique. Vous nous l'avez annoncé, il était prévu que l'on ait de nouvelles auditions sur ce point. Elles n'auront pas lieu puisque le débat a été avorté. Qu'en est-il de la mise en œuvre du système informatique, dont on sait aussi bien – pour qu'il y ait vraiment une prise en compte du délai – qu'il faut que cela commence au niveau de la réception du document, de l'encodage du document directement dans les communes ? On en est encore très loin, donc il faudra quand même que vous expliquiez que de ce point de vue la première étape n'est pas garantie pour le demandeur. Il faudra que lui-même s'en soucie, puisque vous n'êtes pas en état de garantir l'encodage du dossier dès le départ au niveau de la commune.

Au-delà de cela, quels sont les moyens supplémentaires que vous avez prévus, et dans quel

délai, chez les fonctionnaires délégués pour faire en sorte qu'ils puissent respecter les délais pour ce surcroît de travail absolument considérable qui se trouve devant eux ?

Troisième question, le schéma pluricommunal. Cela, c'était l'autre point. Les délais et le schéma pluricommunal, c'était – mais je vais attendre que le ministre soit disponible parce que ce sont des questions...

C'est à vous que je m'adresse, Monsieur le Ministre. Je pense qu'il faut quand même une correction du débat parlementaire.

Le schéma pluricommunal, c'est l'autre avancée qui a été présentée comme majeure. C'étaient les délais et le schéma pluricommunal. Le schéma pluricommunal, grosso modo, c'était prévu dans le premier CoDT, sauf que cela s'appelait différemment et surtout ce n'était pas présenté comme l'équivalent d'une réforme institutionnelle, puisque, bien entendu, les décisions de matière communale restent communales jusqu'à ce que ce Parlement adopte éventuellement un jour un autre statut de pluricommunalité.

Aujourd'hui, on ne sait pas faire autre chose que du bricolage. Donc, vous faites aussi du bricolage. C'était déjà du bricolage dans le premier CoDt, du bricolage au sens où cela restait une adoption sur base communale, parce que, là, on a une limite institutionnelle.

Vous avez voulu faire semblant que l'on sortait de cette limite, mais non, la compétence communale est toujours communale, on ne sait pas faire autrement. Vous avez construit quelque chose d'extrêmement compliqué, puisque, maintenant, il est possible d'avoir à la fois, dans une même commune, un schéma communal ou un schéma pluricommunal – total, partiel, on ne sait pas lequel est plus grand que l'autre, on ne sait pas les objets, et cetera, on peut avoir des regroupements thématiques sur plusieurs communes – toutes les situations sont possibles.

Vous avez reconnu, lors du débat parlementaire, que c'était compliqué, qu'il y avait sans doute des choses à identifier. Vous n'êtes pas revenu avec des propositions, sauf si vous me déposez un amendement aujourd'hui.

Là, je pense qu'on a un point majeur pour les communes de praticabilité ou alors, en fait, on fait semblant que ce schéma pluricommunal n'existe pas, on ne l'utilise pas – on peut faire cela aussi, mais alors quelle est l'avancée ? Je pense qu'il y a là un point majeur de difficulté pour les communes. Comment peuvent-elles l'appliquer ? Avez-vous examiné cette applicabilité, les différentes situations ? Avez-vous, dès lors, amendé le texte en conséquence ?

Quatrième point, très important, la biodiversité. Le territoire, ce n'est pas que la mobilité, comme je l'évoquais par exemple tout à l'heure, c'est aussi,

notamment, la gestion de la nature, la biodiversité. On sait qu'elle est en grave difficulté. Une pétition a été déposée par Natagora ; une série d'amendements ont été demandés. Il y a eu une audition en commission, et puis il y a eu, de votre part, une annonce selon laquelle les différents points étaient pris en compte et qu'il y aurait des modifications du texte. Quelles sont ces modifications de texte ? De quelle façon – c'est le point particulier sur lequel je vous interroge : la trame verte et bleue – allez-vous faire en sorte que le développement de notre territoire intègre cette préoccupation de structuration aussi du point écologique et aussi du point de vue de la protection de la biodiversité, qui, je le répète, va très mal. Je n'ai rien vu non plus de ce point de vue. J'attends donc de savoir quelle est votre réponse.

Le cinquième point fera plaisir à M. Dodrिमont – il l'a évoqué tout à l'heure – qu'en est-il de l'habitat permanent. Là aussi, c'est assez amusant de relire dans les travaux parlementaires le fait que, je pense, mi-juin, c'est la semaine prochaine, il y aura une présentation en commission du rapport parlementaire sur lequel travaille depuis une année maintenant trois parlementaires de la majorité et de l'opposition à la demande de M. le Ministre Prévot et qui, bien entendu, ont des liens avec l'aménagement du territoire. C'est vrai, l'habitat permanent, cela concerne plusieurs matières, cela concerne aussi l'aménagement du territoire – pas que, mais cela concerne aussi l'aménagement du territoire.

Vous aviez vous-même demandé, Monsieur le Ministre, que soit différé – parce que M. Dodrिमont l'avait demandé plus tôt – l'examen des conclusions de ce rapport – dont je ne dispose pas, je n'en ai même pas une préversion, donc je ne sais pas ce qu'il y a dedans – l'examen de ce rapport en commission et de voir, ensuite, de quelle façon on allait l'intégrer dans le décret CoDT.

Que faites-vous alors ? Cela veut-il dire que c'est oublié ? Cela veut-il dire que c'est reporté ? Cela veut-il dire qu'il y aura un nouveau décret déjà annoncé à l'automne ou je ne sais quand ? C'est une question importante.

Sixième question, concernant les équipements communautaires, je pense que l'on a vraiment un point problématique de la dernière version du CoDT, puisque l'on est ici après l'avis du Conseil d'État, d'ailleurs sur base de l'avis remis par le Conseil d'État, disant qu'il faut qu'il y ait des balises au Gouvernement. Il n'y avait pas de listes pour les équipements communautaires dans la version précédente. C'est vrai que c'était un souci, c'était un point qui devait, un jour, être réglé. Il n'y a pas de liste dans le CWATUPE. Il n'y avait pas de liste dans le premier CoDT. Sur base de cette argumentation du Conseil d'État, vous avez produit une liste. Oui, mais d'abord vous avez fait une liste, vous n'avez pas fait des balises pour le Gouvernement, pour répondre à la demande du Gouvernement, avoir un cadrage d'une liste précise qui serait faite par le Gouvernement. Non, vous

avez mis la liste dans le décret. C'est une liste, par définition, exhaustive, cela veut dire que ce qui ne s'y trouve pas va poser problème. Comme je vous l'ai dit en commission, j'ai soulevé une série de points, une série d'équipements publics et communautaires qui ne sont pas repris dans cette liste, mais qui, jusqu'ici, étaient considérés comme tels dans la jurisprudence.

Que fait-on par rapport à ces situations ? J'avais cité, par exemple, les maisons médicales. Vous évoquez les hôpitaux, mais pas les maisons médicales. Qu'en est-il des centres pour réfugiés, des salles de spectacles, des équipements sportifs, des prisons.

Ce sont des débats d'actualité. Ces différents éléments – et il y en a d'autres encore – ne sont pas repris dans votre liste. Cela pose un problème important, notamment en matière de dérogation, contrairement à ce qui a été affirmé en commission. Je vous invite à aller relire les renvois d'articles les uns par rapport aux autres.

Je voudrais donc savoir, sur ce point, quelle a été l'analyse du Gouvernement, postérieurement à notre sortie de la commission, puisque c'était ce jour-là ; quelques heures après notre départ, comment avez-vous intégré ces éléments ? Vous avez pris note qu'il y avait des soucis.

Septième question : concernant les PRU et les SAR, il y a, sur ce point aussi, une insécurité juridique importante, puisque vous avez encore supprimé des cadrages importants, notamment en ne prévoyant pas, par exemple, de schémas dans les SAR, comme je le disais tout à l'heure.

Quelles sont vos garanties juridiques aujourd'hui, tenant compte des différents avis du Conseil d'État, tenant compte d'un certain nombre, notamment, de questions préjudicielles, par exemple à la Cour constitutionnelle, qui ont été posées concernant le mécanisme actuel de dérogations ?

Qu'en est-il également, dans les PRU, où vous ne prévoyez plus d'évaluation d'incidence ?

Autrement dit, on est dans une situation qui est déjà juridiquement périlleuse – et on le sait depuis un certain temps – par rapport aux avis du Conseil d'État, par rapport aux questions préjudicielles qui sont posées à la Cour constitutionnelle, et vous supprimez certains encadrements qui existaient, vous ne les renforcez par rien.

Comment nous donnez-vous un minimum de garanties concernant les PRU et les SAR ?

Le huitième point, la huitième question n'est pas des moindres, Monsieur le Président, puisqu'il s'agit des permis parlementaires.

À cet égard, il y a deux questions importantes.

La première question est : y a-t-il une remise en question ou non ?

J'ai vu que la majorité comme un seul homme, dans la nuit, sans amendements. J'imagine donc qu'il y a une communication large autour de la proposition du cdH d'élargir l'objet. Visiblement, cela n'est pas partagé, ou alors, ce n'était pas abouti, ou alors on va avoir un amendement aujourd'hui. Je ne sais pas. En tout cas, il n'y a pas d'amendements.

Cela, c'est une chose : l'élargissement de la compétence, l'élargissement du champ prévu par les permis parlementaires ; mais en amont de cela, il y a une question beaucoup plus fondamentale. Cette question n'avait pas été intégrée dans le premier CoDT, en raison du timing, puisqu'il y a eu, le lendemain du vote, dans cette Assemblée, du premier CoDT – raison pour laquelle il était impossible de l'intégrer – une directive européenne qui nous impose de transposer certains éléments d'ici 2017. Cette directive, je pense que l'on peut dire qu'elle ne permet plus la procédure du permis parlementaire telle qu'elle a été construite.

Le permis parlementaire, je voudrais rappeler que c'était une manière de répondre aux arrêts précédents concernant le décret DAR – qui avait été annulé – et une manière de répondre tenant compte de l'analyse juridique, disant : « Il peut, certes, y avoir des objets pour lesquels les permis sont octroyés par le Parlement, mais cela ne peut pas être un parlement presse-bouton, cela ne peut pas être une simple ratification, cela doit être une vraie potentielle instruction par le Parlement, un vrai octroi des possibilités de plan modificatif, et donc, un octroi du permis véritablement par le Parlement lui-même. C'est ce qui a été traduit dans le premier CoDT.

Le problème, c'est que vous ne le modifiez pas du tout, sauf que – je vais attendre que Monsieur le Ministre soit disponible – c'est un point très important, puisque l'on parle, ici, des objets qui, selon vos propres dires, sont les plus importants pour le développement wallon. C'est ainsi qu'ils sont présentés dans le permis parlementaire.

Ces différents objets sont donc en grande insécurité juridique, lorsque l'on tient compte de cette directive. Pourquoi ? Parce que si on lit juridiquement cette directive, qui n'a pas encore été transposée du côté wallon, mais qui s'applique – nous devons la transposer pour l'année prochaine – ne permet plus le mécanisme tel qu'il est prévu dans le permis parlementaire, en termes de recours. Ou alors, il faudrait éventuellement modifier les attributions de la Cour constitutionnelle. Cela peut être un autre chantier, mais cela paraît, en tout cas, hors de portée pour le seul CoDT.

On a donc un vrai problème – je ne parle pas ici de positionnement politique, ou de petite question ou d'embêtement politicien ou que sais-je : aujourd'hui,

vous n'avez plus de mécanisme de DAR, puisque le décret a été annulé, vous n'avez pas encore de mécanisme de permis parlementaire, puisque le premier CoDT n'est pas entré en vigueur, mais vous proposez au vote un nouveau mécanisme de permis parlementaire qui n'est pas compatible avec cette directive.

C'est-à-dire que, au moment où le décret entrera en vigueur – je ne sais pas quand, je suppose que vous nous le direz – on sera plus ou moins simultanément, en tout cas à quelques mois près, avec une incompatibilité avec la directive européenne. Par ailleurs, le Conseil d'État ne s'est pas prononcé sur ce point, probablement parce que la directive européenne était récente ; elle a été publiée plus tardivement. Il n'y a pas d'avis du tout du Conseil d'État, mais sur un point qui est tout à fait problématique.

C'est une question très importante. Vous connaissez cette question, puisque je l'évoquais en commission. Vous nous avez dit que vous alliez nous présenter une analyse juridique, en tout cas votre point de vue juridique sur cette question. L'évolution des choses a fait que vous n'avez pas pu nous la présenter. J'attends que vous le fassiez aujourd'hui.

Neuvième point, c'est vrai que ce n'est pas pour tout de suite, mais vous introduisez un mécanisme intéressant d'obsolescence programmée, c'est-à-dire de disparition par eux-mêmes d'outils, notamment communaux, après un certain temps, partant du fait que l'on a trop eu ces dernières dizaines d'années, dans la pratique habituelle de l'aménagement du territoire, l'habitude d'ajouter des outils aux outils et de ne pas en abroger, de ne pas les intégrer. C'est tout à fait juste. Cela a fondé, en grande partie, certaines évolutions du premier CoDT. Le problème, c'est que vous prévoyez cette obsolescence programmée, cette disparition automatique des outils sans prévoir la situation réelle. Que se passera-t-il si vous abrogez un outil sans évaluation d'incidences ? Que se passera-t-il si une commune se retrouve en l'absence d'outil en incapacité de décision sur certains octrois de permis ?

Ce n'est pas pour tout de suite, puisque CoDT ne prévoit pas que c'est dans les toutes prochaines années que cela se passe. Néanmoins, cela reste un problème juridique important qui ne peut pas être négligé.

Enfin, dixième point, Monsieur le Président, cela clôturera bientôt mon intervention de la sorte, mais pas des moindres, la question de l'entrée en vigueur.

Je souhaiterais, Monsieur le Ministre, que vous nous disiez clairement ce qu'il en est. Il en s'agit pas ici de nouveau d'une question politique. Là, je vous garantis aussi, Monsieur Stoffels, que je reçois aussi beaucoup de demandes d'acteurs sur ce point précis. Il ne faut pas croire que, pour les acteurs, pour les praticiens du quotidien des pratiques de l'aménagement du territoire, des procédures de l'aménagement du territoire, cela n'a

pas d'importance l'entrée en vigueur. Oui, si on leur dit que l'entrée en vigueur sera dans deux ou trois ans, ils disent qu'ils attendront de voir et en attendant ils continuent à travailler. Si c'est dans trois mois, ou six mois, ou neuf mois, ou un an, c'est très différent pour eux, car ils sont obligés, pour les projets qu'ils sont en train de mettre en œuvre aujourd'hui – je parle notamment des promoteurs, des personnes qui portent des projets et des acteurs des communes qui peuvent les conseiller et d'autres acteurs encore, les notaires, et cetera – ils doivent choisir une procédure. Lorsqu'ils porteront un projet, par exemple, d'habitat groupé ou de développement d'un quartier, de voirie ou d'autres, devront-ils s'inscrire dans le CWATUPE ou bien basculent-ils dans les procédures du CoDT ?

Vous savez très bien que l'on est dans des procédures longues qui, parfois, prennent plusieurs années, en tout cas des mois. Si on leur dit aujourd'hui que le CoDT entrera en vigueur peut-être au 1er janvier, par exemple, mais ils doivent le savoir aujourd'hui pour les travaux qui sont en cours chez eux aujourd'hui parce que, sinon, ils sont obligés soit de reporter leur projet, soit de travailler sur deux procédures en même temps et d'attendre d'y voir clair sur l'entrée en vigueur. Ce sujet est présent aujourd'hui à peu près chez tous les acteurs qui ont vu le report incessant de l'entrée en vigueur.

Je ne sais pas ce que vous allez nous dire. Je voudrais savoir quelle est votre réponse par rapport à cette question du délai. Quel est votre calendrier ? Vous avez plusieurs fois répondu, puis vous n'avez plus répondu. Pour l'instant, on ne sait plus. Vous avez dit à que ce sera le 1er janvier à condition que ce soit voté au 21 juillet. OK, si c'est voté avant le 21 juin, je suppose que cela sera aussi le 1er janvier. Est-ce cela que l'on doit comprendre de votre réponse ? Cela a-t-il changé ?

C'est très important, car il est préférable d'avoir une date certaine, en tout cas une réponse claire à cette question, plutôt que de rester dans le flou le plus complet.

En lien aussi avec cette question du calendrier, je voudrais aussi savoir quelles sont les projets du Gouvernement maintenant concernant le projet de SDER. Vous avez toujours dit que c'était lié au CoDT, qu'il fallait faire une chose après l'autre. Aujourd'hui, s'il y a le vote du CoDT, qu'en est-il du projet de SDER ? Quel est votre calendrier ? Avez-vous toujours une intention de réaliser un projet de SDER sous cette législature, de le soumettre à enquête publique ? Différents éléments de calendrier interviennent dans les trois ans qui restent pour cette législature. Quelle est votre option de ce point de vue ?

Voilà, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je ne serai pas plus long. J'ai pris un peu de temps, mais j'ai été fort synthétique.

Évidemment, c'est un texte extrêmement complexe et pour lequel il y aurait un très grand nombre de questions sur lesquelles on pourrait s'étendre très longuement. Je n'ai pas du tout pris cette option. Notre groupe a toujours voulu être constructif dans les travaux, malgré une situation particulièrement compliquée et le choix d'options nouvelles fait par ce Gouvernement que nous rejetons fondamentalement.

Au-delà de ces options politiques que nous ne partageons pas, on se trouve aujourd'hui à un jour triste de notre Parlement, de la démocratie wallonne. On est en train de discuter, à peu près, de la plus grosse législation possible en Wallonie. C'est de la démocratie wallonne tout court dont on parle, ce n'est pas un petit objet, ce n'est pas une petite proposition de résolution. C'est un texte par lequel va passer à peu près tout ce qui se fait en Wallonie d'une manière plus ou moins importante et qui sera très important pour tous les acteurs wallons dans les prochaines années.

Ce jour est vraiment triste parce que ce n'est pas comme cela que l'on fait des réformes politiques. Surtout, cela va laisser beaucoup de dégâts. Malheureusement, nous devons encore aborder beaucoup de questions dans les trois années qui resteront au long de cette législature, parce qu'il reste beaucoup d'étapes au Gouvernement pour la mise en œuvre de ce texte, avec les arrêtés et ensuite avec l'accompagnement des acteurs. Un certain nombre de problèmes dénoncés aujourd'hui apparaîtront très clairement au fil du temps et montreront leurs limites importantes.

Pour conclure, Monsieur le Ministre, j'attends des réponses sur les 10 questions que j'ai soulevées, parce que c'est le minimum que l'on peut attendre du débat parlementaire d'aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. le Président. - Il est 12 heures 37 minutes. Comme nous l'avons décidé à la Conférence des présidents, je suspends nos travaux. Nous nous retrouverons à 14 heures. Je vous souhaite d'excellentes réunions de groupe, sinon un bon repas pour reprendre des forces pour la suite de notre longue journée.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 12 heures 37 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 14 heures 2 minutes.

M. le Président. - La séance est reprise.

DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL

M. le Président. - Conformément à l'article 69 du règlement, les déclarations d'intérêt régional ont lieu en ce début de séance.

DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL DE M. FOURNY SUR « L'HOMMAGE AUX VICTIMES DE LA CATASTROPHE FERROVIAIRE DE SAINT-GEORGES-SUR- MEUSE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration d'intérêt régional de M. Fourny sur « l'hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Saint-Georges-sur-Meuse ».

La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - La déclaration du groupe cdH porte et vise à rendre hommage aux victimes de l'accident ferroviaire qui est intervenu voici maintenant 48 heures à Saint-Georges-sur-Meuse. Nos pensées vont à l'endroit des victimes et de leur famille confrontées à ce drame que l'on ne pourra jamais réparer.

Notre attention également va à l'endroit des blessés toujours en souffrance dans les hôpitaux.

Nos remerciements vont à l'endroit des pompiers et forces de police intervenues pour secourir l'ensemble des personnes victimes de ce tragique accident.

Notre groupe souhaitait, au travers de cette intervention, leur rendre un vibrant hommage.

(Applaudissements)

DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL DE M. CRUCKE SUR « L'INDISPENSABLE PRÉSENCE DE LA WALLONIE DANS LES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration d'intérêt régional de M. Crucke sur « l'indispensable présence de la Wallonie dans les grands événements sportifs ».

La parole est à M. Crucke.

M. Crucke (MR). - Tout en m'associant à ce qui vient d'être dit par M. Fourny, je voulais parler d'une actualité également, mais un peu différente, celle de l'équipe de Belgique de Football qui se retrouve, comme tout le monde le sait aujourd'hui, à l'Euro. Parmi cette équipe, il y aura de nombreux Wallons, de nombreuses entreprises qui ont gagné des marchés sur le terrain français et qui sont présentes par leur technologie, leurs ambitions, la prise de risques. Malheureusement, nous

constatons que ni l'AWEx, ni d'autres structures wallonnes n'ont épaulé, ceux qui, aujourd'hui, sont la représentation de la Wallonie à l'étranger.

C'est ainsi, c'est un fait, mais il ne faut plus qu'à l'avenir, lorsque l'on a de grands événements internationaux sportifs qui sont proches de nous, nous ne nous organisons pas pour être présents avec eux. Nous déposerons, très rapidement, une résolution de manière à structurer notre représentation à l'extérieur et à soutenir les entreprises dans les grands événements sportifs comme l'Euro.

(Applaudissements)

DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL DE M. JEHOLET, SUR « LE SOUTIEN AUX POMPIERS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration d'intérêt régional de M. Jeholet, sur « le soutien aux pompiers ».

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Nous avons rencontré une délégation des pompiers, ce matin, dans le cadre de la réforme et des zones de secours et l'on peut évidemment comprendre certaines inquiétudes, un certain malaise, auprès de certains pompiers, qu'ils soient professionnels ou qu'ils soient volontaires.

Je souhaiterais – dans le cadre des catastrophes naturelles que nous connaissons aujourd'hui, des inondations que nous connaissons partout en Wallonie, des calamités que nous connaissons en Wallonie, mais aussi par rapport à l'accident évoqué par M. Fourny – souligner le travail exemplaire des pompiers en Wallonie, mais aussi partout en Belgique et aussi, à travers les pompiers, toutes les forces, tous les bénévoles, tous les services de police, tous les ouvriers communaux, toutes celles et tous ceux qui se sont vraiment montrés solidaires par rapport aux personnes en souffrance dans le cadre, notamment, des inondations et de tout ce que l'on a connu en Wallonie ces dernières heures, je vous remercie.

(Applaudissements)

DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL DE MME KAPOMPOLE, SUR « LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration d'intérêt régional de Mme Kapompole, sur « la lutte contre les discriminations ».

La parole est à Mme Kapompole.

Mme Kapompole (PS). - Vous le savez toutes et tous, notre Wallonie se doit d'être un modèle en matière de « mieux vivre ensemble ».

Et c'est pourquoi notre groupe dépose trois textes pour encore améliorer la situation en ce sens.

Tout d'abord, malgré l'arsenal législatif qui existe pour lutter contre les discriminations, on constate encore sur le terrain des situations incompréhensibles, notamment en matière de logement.

Donc l'objectif du premier texte est vraiment de mettre en place des tests de situation pour à la fois détecter, dénoncer et surtout trouver des solutions pour améliorer les choses.

Ensuite, on le sait, la commune est un niveau de pouvoir essentiel par rapport à la promotion de la diversité et donc l'idée c'est d'avoir des formations à l'attention des élus, des agents, pour les outiller correctement, pour répondre aux besoins du public et encore une fois, promouvoir ce « mieux vivre ensemble ».

Enfin, on le sait, face à la progression des discours haineux envers des hommes et des femmes qui ont juste comme caractéristique d'être peut-être d'origine différente, d'avoir des convictions philosophiques différentes ou encore d'avoir un handicap, il est important d'avoir un plan de promotion de la diversité et de l'égalité des chances.

(Applaudissements)

DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL DE MME ZRIHEN, SUR « LE PREMIER MARCHÉ À LA LOUVIÈRE DE CRÉATEURS AUTOUR DE L'IMAGE IMPRIMÉE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration d'intérêt régional de Mme Zrihen, sur « le premier marché à La Louvière de créateurs autour de l'image imprimée ».

Mme Zrihen (PS). - Si l'on dit que l'innovation est au cœur même de ce que la Wallonie se donne comme prospective, si l'on dit que la créativité est vraiment le meilleur atout que nous puissions avoir de faire avancer aussi cette Wallonie qui nous est chère, je voudrais lancer un appel pour le premier centre de créateurs et surtout la première activité qu'il y aura à Boch Keramis au mois de novembre.

Pourquoi vous en parler si tôt, tout simplement parce que c'est le 27 juin que se clôturent les inscriptions qui permettent d'allier à la fois culture, innovation, création et cela dans tous les domaines possibles – que ce soit le Web design, que ce soient les modes plus traditionnels – un appel qui va montrer enfin que nous sommes en

pleine liaison avec nos déclarations de politique régionale, mais aussi que dans une zone où parfois l'on a tendance à jeter un discrédit. Il y a un véritable renouveau qui se fait et cela via la culture et l'économie.

Merci pour votre attention à tous.

(Applaudissements)

M. le Président. - Voilà qui clôture la première série de déclarations d'intérêt régional.

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. le Président. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Merci, Monsieur le Président. Nous avons souhaité, ensemble, mettre au règlement, la possibilité de poser des questions urgentes outre les questions d'actualité et je suis surpris que deux questions du groupe MR aient été refusées – manifestement par vous, Monsieur le Président – une en ce qui concerne les déclarations du ministre-président hier qui n'étaient pas anodines. On pourra peut-être l'interroger dans 15 jours, mais je ne trouve pas cela normal par rapport à l'importance des déclarations et l'émotion qu'elles suscitent, y compris au sein de son parti politique et au sein du partenaire de la majorité.

Quand on me dit que la première dépêche est tombée hier à 16 heures 28, c'est vrai, avant 17 heures, excusez-moi, je ne suis pas connecté *online* à ma tablette et donc, désolé de ne pas avoir vu 32 minutes avant les déclarations du ministre-président. Cela, c'est d'une part.

D'autre part, une grève et aujourd'hui, il y a encore eu des annonces par rapport à une grève dans la collecte et le traitement des déchets, des grèves de parcs à conteneurs, des grèves dans la collecte de déchets. Quand on sait que la Wallonie, que les Wallonnes et les Wallons sont frappés par les inondations, qu'il y a des tas de personnes qui ont besoin et qui ont recours aux parcs à conteneurs pour vider leur cave, pour vider leur maison, si ce n'est pas une question urgente, je ne comprends plus rien.

Manifestement, Monsieur le Président, vous avez pris la responsabilité de refuser ces deux questions urgentes. Aujourd'hui, vous n'êtes plus le président de ce Parlement pour le groupe MR, vous êtes le président d'une majorité et croyez bien – je le dis calmement et très sereinement – que je le regrette, parce que ce n'est pas bon pour notre institution, ce n'est pas bon pour les parlementaires que nous sommes, ce n'est pas bon pour la Wallonie.

(Applaudissements)

M. le Président. - Vous ne m'en voudrez pas, très cher collègue, de vous répondre.

D'abord, je remercie celles et ceux qui ont participé à mon choix en temps utile et, d'autre part, l'adoption du règlement – et vous l'avez vous-même rappelé – vous y avez joué un rôle très important et vous avez tenu la plume comme d'autres. Et vous ne m'en voudrez pas, parce qu'il s'agirait d'un tel ou d'un tel, de ne pas appliquer le règlement tel qu'il est rédigé aujourd'hui.

À ce propos, du reste, pour votre information, vous me reprochez d'avoir refusé deux questions du MR. Je porte à votre connaissance que j'en ai refusé une au groupe socialiste. Preuve, s'il en est, que j'ai fait observer le règlement tel qu'il est rédigé.

L'article 139.5 du règlement – et pardonnez-moi, vous l'avez voté avec moi – prévoit qu'une information, si elle est disponible avant 17 heures, ne peut pas faire l'objet d'une question urgente, elle doit être traitée sous forme de question d'actualité.

Rien ne vous empêchait dès lors – pardonnez-moi – d'introduire une question d'actualité hier et ensuite, de la développer aujourd'hui.

Enfin, il ne s'agit pas d'une information qui circulait, comme vous le dites, sur les réseaux sociaux. C'est une information qui a été diffusée par la RTBF. Cela a quand même un impact beaucoup plus grand – du moins je l'imagine – pour la TV concernée que des réseaux sociaux et elle fut mise en ligne – je l'ai devant moi ici, je le montre à chacun – à 16 heures 25. Nous en avons pris connaissance.

Je ne ferai pas le reproche, bien sûr, de ne pas suivre en permanence, mais j'imagine que des collaborateurs et des conseillers sont particulièrement attentifs à l'actualité la veille de la séance plénière où des questions de cette nature peuvent être traitées.

Je ne porte absolument pas de jugement ni sur le fond, ni sur l'émoi, ni sur la pertinence ou non du propos, je m'en tiens à la lettre du règlement.

Il en va de même pour vous comme pour un autre membre de votre groupe et pour un dernier membre du groupe socialiste.

Enfin, je ne suis pas suspect, Monsieur Jeholet. Je vous ai interrogé, vous comme tous les autres, à deux reprises, sur les améliorations que nous pouvions apporter au règlement et au fonctionnement de celui-ci. Si vous considérez que l'heure des 17 heures n'est plus la bonne, mais qu'il faut par exemple anticiper à 13 heures, on clôtura les questions d'actualité à 13 heures et nous pourrions faire les questions urgentes.

Je suis ouvert à toutes les possibilités, mais ne m'en veuillez pas – et c'est cela qui me gêne dans votre propos, puisque vous avez la franchise de me renvoyer

dans la majorité – si, à certains moments, vous me faites des reproches d'appliquer le règlement, que cela vous convienne ou pas et qu'à d'autres moments, parce que cela vous convient moins, je l'applique aussi. Je ne peux pas faire autrement.

Je regrette l'incident, mais je suis là, quels que soient les sentiments que vous me portez, pour faire appliquer le règlement.

Si le règlement ne vous convient pas, changez-le, ouvrez-vous au président de groupe, et je l'appliquerai, croyez bien, avec le même discernement. Du reste, je ne vous ai pas attendu – je le regrette – me qualifier de président de l'opposition quand je donne tort à la majorité, ce qui est déjà arrivé et vous le savez, j'en tiens des éléments à votre disposition.

Je considère l'incident comme clos, à moins que vous ne vouliez ajouter quelque chose, Monsieur Jeholet ?

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Président, par rapport au règlement, que les choses soient claires : vous avez, en effet, envoyé un courrier aux présidents de groupe. Je ne sais pas si les autres présidents de groupe vous ont répondu. Pour ma part, je vous ai répondu. J'ai dit que j'étais demandeur d'une réunion pour évaluer le règlement, réunion que vous m'aviez annoncée au mois de janvier. La vérité a ses droits.

Je ne sais pas si les autres présidents de groupe vous ont répondu comme moi je vous ai répondu, de façon très précise, à ce que nous souhaitions amender au règlement. À un moment donné, qu'on le fasse, que l'on fasse cette réunion pour réévaluer toute une série de dispositifs, de mécanismes que l'on a mis en place et que l'on a soutenus. Moi, je suis favorable aux questions d'urgence outre les questions d'actualité. Je suis favorable aux déclarations. Il n'y a pas de problèmes par rapport à cela.

Je vous encourage à solliciter à nouveau les présidents de groupe, peut-être de la majorité, qui ne vous ont pas répondu, en vue d'organiser cette réunion pour réévaluer le règlement et de faire en sorte que l'on puisse aussi – parce que dans un règlement, il y a aussi l'esprit du règlement.

Vous me parlez des réseaux sociaux ou d'une dépêche à la RTBF, moi je vous ai dit 16 heures 25 ou 16 heures 28, c'est une question de minutes.

On doit valoriser notre institution, valoriser notre Parlement. Valoriser notre Parlement, c'est aussi répondre aux préoccupations des citoyens.

Aujourd'hui, quand on parle d'une grève dans la collecte des déchets, alors qu'il y a des inondations, quand le ministre-président, qui parle très peu des

projets qu'il a pour la Wallonie, vient avec des déclarations fracassantes, j'estime que l'on n'a pas intérêt d'attendre 15 jours pour poser les questions, mais que les questions méritent réponse, aujourd'hui, de la part du ministre-président, qui n'est, à nouveau, pas là.

(Applaudissements)

M. le Président. - J'émettrais deux considérations, Monsieur Jeholet, m'en tiendrais à celles-ci.

Premièrement, non seulement j'ai écrit aux présidents de groupe, mais aussi à tous les membres de l'Assemblée. Du reste, je remercie d'ores et déjà M. Daele et Mme Vienne, qui ont apporté des réponses, comme d'autres également, bien évidemment. Chacun a été reconsulté individuellement.

Nous avons, d'ailleurs, convenu, pour la précision de nos échanges, qu'effectivement, une évaluation aurait lieu après la nouvelle année : nous l'avions fixée à l'échéance de Pâques. Nous sommes en retard, mais je partage votre préoccupation. Je prendrai donc des initiatives pour réunir, durant ce mois, les présidents de groupe autour de cette question.

Deuxièmement, tout à l'heure, vous disiez : « La déclaration du ministre-président est à ce point importante qu'elle mérite débat ». Il m'est interdit de porter un jugement de fond. Ce n'est pas à moi qu'il revient de dire ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Le règlement ne m'y autorise pas. Le règlement me fixe une heure et je l'applique, que ce soit – pardonnez-moi – pour un problème de grève dans la collecte des déchets que pour une déclaration d'un ministre-président. C'est l'heure. Je vous invite, dès lors, à faire une proposition de modification.

Enfin, et je vous en remercie, vous m'avez bel et bien écrit concernant le règlement, mais pour la correction de nos échanges, votre courrier ne portait pas sur les questions urgentes. Je voulais juste que, au moins, on s'entende là-dessus. Vous évoquiez d'autres changements – et j'en ai pris bonne note – notamment sur les déclarations d'intérêt régionales, dont vous souhaitez la suppression, mais pas sur les questions urgentes.

Je vous propose, dès lors, Monsieur Jeholet, et je tenterais, une fois de plus, pour autant que vous vouliez bien m'entendre, de démontrer que, dans ma fonction de président, en cette séance, j'ai l'équidistance nécessaire à l'égard de chacun.

Pour ce qui concerne le règlement, je convoquerai une réunion, courant de ce mois, et nous discuterons tous ensemble, à charge pour vous de convaincre les autres ou les autres de vous convaincre.

QUESTIONS URGENTES

M. le Président. - Conformément à l'article 68 du règlement, les questions urgentes ont lieu en ce début de séance de l'après-midi.

QUESTION URGENTE DE M. FOURNY À M. FURLAN, MINISTRE DES POUVOIRS LOCAUX, DE LA VILLE, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE, SUR « LES DÉCLARATIONS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CONCERNANT L'INCITATION DES CPAS À DÉNONCER LES FRAUDES SOCIALES »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question urgente de M. Fourny à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie sur « les déclarations du secrétaire d'État concernant l'incitation des CPAS à dénoncer les fraudes sociales ».

La parole est à M. Fourny pour poser sa question.

M. Fourny (cdH). - Après cet intermède procédural, Monsieur le Ministre, je souhaiterais vous poser une question, ayant été interpellé par la déclaration de M. Lambert, ce matin, sur les ondes radios, au nom du Gouvernement MR/N-VA, qui fait état de ce qu'il souhaiterait qu'à l'avenir, le personnel dans les CPAS – les assistants sociaux, les travailleurs sociaux – qui ont à s'occuper des plus faibles et des moins nantis, lorsqu'ils auraient connaissance de faits de fraude ou de travail au noir, ait obligation de les dénoncer.

On est dans un régime purement et simplement de délation. Je ne pense pas que dans un État de droit, on puisse accepter ce type de propos. J'aimerais véritablement entendre votre position sur la question en tant que ministre de l'Intérieur et responsable aussi de la tutelle des CPAS.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Monsieur le Député, comme vous, j'ai entendu les déclarations de mon collègue ce matin sur une chaîne bien connue.

En préambule à la réponse, soyons clairs, la fraude, qu'elle soit sociale ou fiscale, doit être poursuivie. Les masses budgétaires sont sans commune mesure, mais il s'agit d'un problème d'éthique et de fonctionnement correct d'un État.

Ceci dit, demander aux travailleurs sociaux qui ont la charge de créer le lien de confiance, de discuter, de parfois faire mettre des problèmes délicats, parfois

cachés, sur la table et en faire, demain, des indicateurs de la police et de la justice ne me paraît pas être la solution à suivre.

L'État fédéral a la responsabilité de pourchasser les fraudes, qu'elles soient fiscales ou sociales. Il doit dès lors mettre en place les mécanismes avec du personnel adéquat pour remplir sa mission.

Confondre celui qui doit aider, comprendre, avec celui qui doit pourchasser et sanctionner, n'est sans doute pas le meilleur des messages.

Je profiterai de cette tribune pour vous dire que l'exemple inutilement stigmatisant et erroné, pris ce matin par mon collègue, du bénéficiaire du revenu d'insertion sociale devant la maison duquel il y aurait deux Mercedes, je lui demande instamment de me dire – moi qui les connais bien et vous qui le connaissez bien comme élu local – si cela arrive réellement très souvent.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Je remercie le ministre pour sa position. Je partage également le point de vue selon lequel on ne peut pas accepter la fraude et la cautionner. On ne peut pas non plus demander aux assistants sociaux, aux travailleurs sociaux qu'ils deviennent des lanceurs d'alerte à l'endroit des plus faibles et des plus démunis. Cela, on ne peut pas l'accepter. On ne peut pas accepter non plus que l'on sombre dans un État dans lequel la délation deviendrait la règle par rapport à la puissance que l'État, lui-même, doit se doter des moyens utiles pour contrer ceux qui, de manière conséquente, éhontée, aux yeux de tous et de toutes, fraudent, ne s'en cachent pas et le font valoir à différents endroits.

Par rapport à cela, je vous remercie pour votre déclaration et le positionnement que vous avez pris.

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

M. le Président. - Conformément à l'article 68 du règlement, les questions d'actualité ont lieu en ce début de séance.

QUESTION D'ACTUALITÉ DE MME GONZALEZ MOYANO À M. LACROIX, MINISTRE DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE, SUR « LE PLAN DU GOUVERNEMENT « ENSEMBLE SIMPLIFIONS » »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Gonzalez Moyano à

M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, sur « le plan du Gouvernement « Ensemble simplifions » ».

La parole est à Mme Gonzalez Moyano pour poser sa question.

Mme Gonzalez Moyano (PS). - Monsieur le Ministre, le Gouvernement wallon vient d'adopter un plan dont l'objectif est de moderniser l'administration, transformer et construire une administration tournée vers les citoyens et ancrée résolument vers l'ère numérique.

Ce plan intitulé « Ensemble simplifions » vise à optimiser l'administration, et ce, pour 2020. C'est-à-dire améliorer au maximum les services rendus aux citoyens, et ce, en renforçant l'orientation des usagers et en modernisant au maximum l'administration.

Le but du Gouvernement en adoptant ce plan est d'en finir avec ce monde kafkaïen dans lequel les citoyens sont perdus, ne sachant plus à qui s'adresser pour obtenir des informations.

Ma première question est la suivante : 2020 est-il un échéancier qui pourra être tenu ?

D'autre part, l'administration wallonne veut en finir avec cette culture administrative. Elle veut se tourner vers une culture de services adaptés aux différents publics cibles que sont les usagers, mais également les fonctionnaires eux-mêmes, les pouvoirs locaux, le non-marchand et également les entreprises et les PME. À cet effet, il semblerait que les procédures de marchés publics se voient simplifiées, ainsi que les demandes d'aide à l'emploi en ligne.

Monsieur le Ministre, c'est une excellente nouvelle. J'aurais voulu savoir, puisque vous avez évoqué également la création de guichets électroniques en ligne, ce qu'il en sera concrètement sur le terrain. Pratiquement, comment le citoyen lambda verra-t-il sa vie simplifiée par ce vaste chantier qui est « Ensemble simplifions ».

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses.

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Lacroix.

M. Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative. - Madame la députée, effectivement, le plan « Ensemble simplifions » fait partie d'une des priorités du Gouvernement wallon tant dans la DPR que dans le plan Marshall, le Contrat du numérique, les déclarations de mon collègue en charge de l'économie concernant la simplification en faveur des PME, et cetera. C'est vraiment un axe 2016-2020 auquel nous allons accorder une priorité. Cette priorité, vous l'avez dit vous-même, elle est d'abord orientée vers les usagers, à la fois les

usagers externes de l'administration que sont les citoyens, mais également les fonctionnaires eux-mêmes qui sont les usagers internes de l'administration.

Il y a un processus qui est de fixer 150 projets de simplification. Si l'on compte ceux de la Fédération Wallonie-Bruxelles, puisque c'est un dossier que nous menons en cohérence avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous sommes à 368 projets. Chaque direction générale, avec l'appui d'eWBS, doit permettre d'intégrer, année après année, la priorisation des différentes actions qui visent à renforcer la qualité du service, la disponibilité de notre administration et son accessibilité. Vous l'avez bien dit également, le numérique, c'est très bien, mais il existe aussi, à travers les recours aux maisons Espace Wallonie, l'avantage de pouvoir bénéficier d'un service de première ligne que nous devons améliorer.

Je planche également pour lutter contre la fracture numérique pour faire en sorte que la couverture géographique des services publics locaux, régionaux, voire même fédéraux, puisse être installée au cœur des Espaces Wallonie avec un renforcement de l'accueil de première ligne, et donc de la qualité de celui-ci, et voir comment, avec les communes et les provinces, nous pouvons mutualiser les ressources de manière à couvrir l'ensemble du territoire, puisque, pour l'instant, une dizaine de bassins de vie ne sont pas couverts pas les Espaces Wallonie. Il conviendrait donc, plutôt que d'en créer là où il n'en existe pas, de mutualiser les ressources et de voir comment on peut s'appuyer sur l'expertise des provinces, sur l'expertise des communes, pour mutualiser les ressources existantes au bénéfice de nos concitoyens.

M. le Président. - La parole est à Mme Gonzalez Moyano.

Mme Gonzalez Moyano (PS). - Je remercie M. le Ministre pour l'ensemble de ses réponses. Effectivement, c'est un chantier qui se veut ambitieux et vaste.

Quelques réflexions, Monsieur le Ministre, sur le sujet. Je pense que cette simplification sera clairement synonyme d'une administration plus performante pour l'ensemble de nos citoyens wallons. J'ai pris également connaissance du bilan du dernier plan de simplification. Sur l'ensemble des 44 projets initiés, la plupart ont été réalisés. J'espère que cette fois, l'ensemble de ce plan verra l'ensemble des travaux concrétisés.

Enfin, Monsieur le Ministre, une réflexion puisque je m'attache particulièrement à la thématique de l'emploi, je pense que cette modernisation administrative combinée à l'ensemble de la réforme des aides à l'emploi qui va bientôt arriver constituera vraiment une plus-value incontestable pour le marché de l'emploi de la Wallonie.

M. le Président. - Pas d'autres réactions, Monsieur le Ministre ? Nous pouvons donc nous en tenir à cet échange.

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. CRUCKE À
M. FURLAN, MINISTRE DES POUVOIRS
LOCAUX, DE LA VILLE, DU LOGEMENT ET DE
L'ÉNERGIE, SUR « LA CHASSE AUX EUROS
SUR LE PHOTOVOLTAÏQUE »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Crucke à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la chasse aux euros sur le photovoltaïque ».

La parole est à M. Crucke pour poser sa question.

M. Crucke (MR). - Monsieur le Ministre, que vous considérez, à tord ou à raison, que le Gouvernement précédent dont vous étiez a peut-être été – ce que je ne pense pas – trop généreux avec une filière, c'est votre droit. Que vous reveniez sur ce que l'on appelle la parole donnée, l'engagement à l'égard de personnes qui ont investi dans une filière qui est le photovoltaïque et qui pour un certain nombre, d'ailleurs, ont fait un calcul économique.

Que vous reveniez sur la parole donnée, cela, je le trouve dramatique. Dramatique, pour la confiance que l'on peut avoir en l'autorité. Vous revenez avec une annonce : 200 euros, au minimum, seront imposés à ceux qui utilisent le réseau par le biais du photovoltaïque. C'est à l'époque – Monsieur le Ministre – qu'il fallait le dire si c'est ce que vous pensiez. C'est à l'époque, vous, qui étiez membre de Gouvernement, qu'il fallait non seulement le penser, l'affirmer, et le contredire. Le faire aujourd'hui, c'est faire en sorte vous prenez en otages tous ceux qui non seulement ne s'y retrouveront plus sur le plan économique, mais tous ceux aussi qui veulent croire au développement du photovoltaïque, dans tout ce que l'on appelle l'énergie durable ; dans l'alternative de demain. Dans cette alternative – que vous défendez, et cela, c'est votre droit – sur le biomasse – et moi, plus sur le photovoltaïque et l'éolienne. Cela, c'est encore un choix des uns et des autres.

Je vous demande – puisque ce n'est pas encore totalement fait – non seulement de faire marche arrière, mais de ne pas rentrer dans ce système où il n'y aurait plus aucune crédibilité par rapport à ce qu'un Gouvernement et un homme politique disent.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Monsieur le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Monsieur le Député, sans vouloir polémique, je ne partage pas du tout votre analyse sur l'immutabilité des choses. Au moment où des installations sont amorties et que l'on bénéficie, que l'on paie finalement ce que les autres citoyens sont amenés à payer ne me paraît pas quelque chose qui soit absolument révolutionnaire. Je peux vous dire que cela n'affecte en rien le budget wallon, ni en recettes, ni en dépenses.

Plein d'autres éléments du tarif – je vais vous en citer un, il ne vous fera pas plaisir – ont bougé d'un gouvernement à un autre. Le gouvernement précédent, sur l'électricité, avait instauré une TVA à 6 %. Je ne pense pas que la parole donnée à l'époque était bien continuée en la relevant à 21 %. Un certain nombre d'éléments sont appelés à changer.

(Applaudissements)

En tout cas, cela paraît...

(Applaudissements)

M. le Président. - On revient chez M. Crucke.

M. Crucke (MR). - Monsieur le Ministre, vous tentez – peut-être habilement – de faire penser qu'une modification du tarif serait différente ou pourrait être assimilée à une modification d'une parole donnée sur un investissement. Si j'avais été à votre place – moi qui crois à la filière photovoltaïque – je vais vous dire ce que j'en pense. Je ne serais jamais revenu sur la parole donnée.

Autre chose est, si vous pensez que l'on est trop généreux avec une filière, de le changer pour les futurs investisseurs, mais pas pour ceux qui ont déjà investi, qui ont fait un calcul d'investissement et qui aujourd'hui vont simplement faire le constat que leur investissement est réduit à néant par une décision que vous prenez avec des effets rétroactifs. Cela, c'est purement inacceptable. Vous avez viré votre engagement, vous avez trompé les Wallons qui ont tenté – ils s'en souviendront – de vous faire confiance.

(Applaudissements)

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. EVRARD À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
PÉNURIE DE MÉDECINS EN ZONES RURALES
ET LES POSSIBLES MODIFICATIONS DU
FONDS IMPULSEO »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Evrard à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et

du Patrimoine, sur « la pénurie de médecins en zones rurales et les possibles modifications du fonds Impulseo ».

La parole est à M. Evrard pour poser sa question.

M. Evrard (MR). - Monsieur le Ministre, pas plus tard que ce lundi en Commission de la ruralité, on débattait d'un texte pour défendre, justement, les intérêts de la ruralité ; un texte par la voie de votre chef de groupe, de votre formation politique.

On y a abordé notamment toutes les lacunes qui existaient en matière de numérique dans les régions les plus rurales. On y a aussi abordé la problématique de la mobilité, avec les effets négatifs de la taxe kilométrique. On aurait pu très bien y débattre également de la problématique des soins de première ligne en zone rurale. Il n'est pas trop tard puisque l'on a décidé de se revoir sur ce texte pour justement mettre en évidence les problématiques en ce qui concerne notamment les médecins généralistes qui se font de plus en plus rares dans nos communes, dans certaines communes. Vous n'ignorez pas qu'il y a des communes où il n'y a même plus de médecin généraliste.

On a pu voir à travers le fonds Impulseo qu'il y avait des effets qui étaient relativement mitigés. Je ne vais pas m'étendre sur les trois volets du fonds Impulseo, mais en matière de prime, 20 000 euros, c'est relativement léger et ce n'est pas un incitant suffisant. En matière de prêts, on sait qu'aujourd'hui, les taux bancaires sont également très bas et ce n'est pas non plus là un incitant important. Donc, au-delà du deuxième volet qui regroupe, qui vise à regrouper les médecins, vous avez annoncé, Monsieur le Ministre, vouloir modifier quelque peu ce programme, notamment à travers un plan Assisteo qui viserait à intégrer notamment les infirmiers dans la démarche. Je voulais faire le point avec vous, Monsieur le Ministre, sur cette question, connaître un petit peu vos intentions, parce qu'un jour on supprime, le lendemain, vous dites « Non, on va maintenir le mécanisme ».

J'aurais également souhaité vous entendre, finalement, sur la question des infrastructures parce qu'il y a une pénurie de médecins, il y a peut-être là une réflexion à avoir, notamment dans le cadre du PWDR.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, merci d'avoir démarré votre intervention en rendant hommage à la pertinence des propos de M. Fourny en commission.

Je voudrais, sur le fond du dossier, souligner évidemment l'importance de pouvoir actionner les

différents leviers qui sont à la disposition de la Région pour favoriser l'implantation de médecins généralistes. On sait – hélas ! – que cela ne vise pas que les professions de médecin. Les questions sur la pénurie de professions du secteur médical, comme les dentistes par exemple, peut se poser avec la même acuité. Nous avons aujourd'hui une série de communes où il y a d'une manière manifeste une pénurie de médecins – 123 communes. C'est quasiment la moitié des communes de Wallonie qui font face à une pénurie.

Il y a des mécanismes qui existent aujourd'hui, hérités du Fédéral, que l'on appelle dans le jargon les fonds Impulseo 1, 2 et 3, qui – pour faire bref – sont des mécanismes d'aide financière ou de soutien administratif pour inciter notamment les jeunes médecins diplômés à aller s'installer dans ces zones en pénurie.

Les fonds suffisent-ils à permettre effectivement l'installation de ces médecins ? Non, puisque l'incitant financier – même s'il est fixé à une hauteur d'une vingtaine de milliers d'euros, même s'il y a aussi des aides administratives – souvent ne pèse pas très lourd face à la crainte d'une série de jeunes médecins de devoir assumer seuls toutes les gardes dans une zone où il n'y aurait pas d'autres collègues à proximité pour partager cette charge et cette difficulté.

Dans le processus de consultation que j'ai pu mener avec toute une série d'acteurs – représentants des médecins, des infirmiers, des soins palliatifs, des soins à domicile, et j'en passe, tous les acteurs de la première ligne ont été consultés – il avait été envisagé dans un premier temps, c'est vrai, de supprimer le premier des volets d'Impulseo.

Les réactions ont été entendues des différents acteurs. Une nouvelle note est actuellement en rédaction. Elle va être soumise d'ailleurs très prochainement à la toute nouvelle plateforme de première ligne de soins qui a été mise sur pied en Wallonie pour recueillir son opinion et le Gouvernement va être saisi d'ici la mi-juillet d'une note de restructuration de l'ensemble de la première ligne pour essayer de favoriser cette implantation, notamment de médecins dans les zones en pénurie.

N'ayant plus beaucoup de temps pour vous en faire l'exposé par le détail, je vous dirai que le fonds Impulseo 1, en tout cas, sera maintenu pour ce qui concerne l'aide des 20 000 euros. Par contre, il sera probablement proposé de supprimer le deuxième volet de ce fonds Impulseo 1, à savoir le prêt à taux zéro. Sur l'année 2015, cela n'a pas rencontré un grand succès, seulement une trentaine de sollicitations de dossiers ouverts. Il est vrai que les banques pratiquent aujourd'hui des taux qui rendent à la limite peu attractif le processus Impulseo 1 sur son deuxième volet.

Nous allons par contre travailler à d'autres enjeux, puisque les fonds Impulseo ne peuvent pas être seuls.

Assistéo va être proposé aussi pour permettre de travailler sur le binôme entre infirmier et médecin, et soulager, accompagner le travail notamment de prévention, des premiers actes qui peuvent être posés, de vaccination, de prise de sang, et cetera, pour soulager la charge de travail des médecins.

Je terminerai en disant – et c'est peut-être un lien à faire avec le PWDR – qu'il y aura aussi une réflexion qui va être posée et des actes également, avec des financements qui sont disponibles – notamment via le FEADER, ne l'oublions pas – pour encourager davantage les maisons médicales, ou en tout cas les lieux partagés dans lesquelles plusieurs professions peuvent se retrouver pour qu'en zone rurale aussi – voire dans certains quartiers urbains où il y a aussi une pénurie constatée – il y ait toujours à proximité des intervenants médicaux de qualité.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Evrard.

M. Evrard (MR). - Merci, Monsieur le Ministre pour cette réponse.

D'abord, je vous dirai qu'il n'y a vraiment aucun problème à rendre hommage à un texte venant de qui que ce soit, lorsque, dans le même texte, on parvient à écrire noir sur blanc que la taxe kilométrique va pénaliser les zones rurales et que, dans le même temps, on dit qu'en termes de développement numérique, c'est vraiment la catastrophe pour les zones rurales. Le groupe MR ne disait pas autre chose il y a quelque temps, quand vous avez voté ce texte.

Ceci étant dit, je pense effectivement que l'on ne doit pas attendre. Je me réjouis avec impatience de voir vos nouvelles propositions qui ne doivent pas se limiter, évidemment, à l'impact financier, à des incitants financiers, parce que je suis convaincu que cela ne suffira pas. On a intérêt, en tout cas, à privilégier les pistes de mutualisation, notamment le regroupement des médecins.

Vous l'avez dit, il existe des dispositifs à travers les fonds européens. Il serait vraiment utile d'avoir une réflexion conjointe – vous l'avez souligné – vraiment pour inciter en tout cas les pouvoirs publics à travailler à la mise en place d'infrastructures, parce que la pénurie était là. C'est une réalité. Il faut plutôt – me semble-t-il – s'attacher à la question des infrastructures.

Vous savez comme moi, Monsieur le Ministre, dès 2018, on devrait avoir une vague, un double flux de médecins qui arriveront sur le terrain et ce serait l'occasion de se préparer d'ores et déjà justement à faire en sorte, dès 2018, il y ait un environnement qui soit attractif pour ces nouveaux médecins.

(Applaudissements)

QUESTION D'ACTUALITÉ DE MME TROTTA À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA CONSOMMATION ABUSIVE DE RILATINE »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Trotta à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la consommation abusive de Rilatine ».

La parole est à Mme Trotta pour poser sa question.

Mme Trotta (PS). - Monsieur le Ministre, on a déjà tous entendu parler de Rilatine, ce médicament qui aide à se concentrer, à se calmer et qui est largement prescrit aux enfants qui souffrent de troubles de l'attention.

Il est en train d'intégrer d'autres sphères, le travail, l'université. Selon certaines associations et des professionnels de la santé, de plus en plus d'étudiants en consommeraient pour gagner en concentration. Le problème est qu'aucune étude ne met en avant un effet positif sur les résultats aux examens.

Il y a un autre problème, ce sont les potentiels effets indésirables qui peuvent être graves ; on parle d'altération de la fréquence cardiaque, envie de suicide, étapes de psychose, mouvements corporels incontrôlables comme le syndrome de la Tourette. Au total, ce sont plus de deux pages d'effets indésirables qui sont retenus dans la notice de ce médicament. Vous avouerez que quand on cherche en concentration, avoir ce type d'effets indésirables est un peu paradoxal.

Quoi qu'il en soit, des associations sur le terrain font tout un travail d'information et de prévention, mais le phénomène semble prendre de l'ampleur.

Comment serait-il possible de mieux lutter contre l'utilisation abusive de ce médicament, surtout auprès des étudiants du supérieur ?

Y a-t-il une concertation avec votre collègue en charge de l'Enseignement supérieur ? Prévoyez-vous peut-être des moyens nouveaux ?

Comment la prévention à l'égard des étudiants, mais également de leurs parents, s'effectue-t-elle ?

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, je dois avouer que votre question n'a pas manqué de faire largement cogiter mes collaborateurs ce matin, notamment sur un aspect institutionnel relatif aux compétences.

Vous savez que suite à cette formidable réforme de l'État, les questions relatives à la promotion et à la prévention de la santé ont été transférées vers la Région wallonne, sauf pour ce qui concerne la période scolaire. À l'analyse, il a été remarqué que cette période scolaire s'entend jusque y compris la fin des études et donc, aussi au-delà de 18 ans. En théorie, c'est du ressort de la Fédération Wallonie-Bruxelles et pas de la Région wallonne.

Je crains qu'à part l'ONE et la médecine scolaire, il n'y ait plus guère d'opérateurs qui, au niveau de la Fédération, soient amenés à traiter les politiques de prévention sur cette tranche 18-25 ans, dirons-nous, en ce y compris dans le milieu scolaire académique.

Toujours est-il qu'indépendamment de cette réflexion qui mérite d'être davantage poursuivie, un élément clair doit être dit et redit. La Rilatine est un médicament qui, comme tout médicament – je vois les yeux attentifs de certains pharmaciens de formation dans l'assemblée – doit faire l'objet d'un encadrement médical, d'une prescription et, donc, d'un usage qui soit médicalement cadré.

C'est – et vous l'avez rappelé, Madame Trotta – un médicalement destiné aux enfants de six ans et plus, qui souffrent de troubles du déficit de l'attention avec hyperactivité. Il est vrai qu'en cette période, on découvre qu'une série d'étudiants – une propension de plus en plus inquiétante, visiblement – face au baccalauréat, pour pouvoir être mieux armés, se concentrer plus longuement, mieux étudier – j'imagine que c'est ce qu'ils pensent – prennent de la Rilatine, alors même qu'il y a une série d'effets indésirables et problématiques que vous avez mis en évidence. Ils le font hors de toute prescription médicale, hors de tout contrôle en négligeant probablement, parce que l'immédiateté de la concentration pour réussir l'examen prévaut par rapport à ce que peut être l'effet indésirable, une mise en danger potentielle, mise en danger presque inconsciente de soi-même par rapport à une série d'effets.

Le message de prévention et de promotion qui doit être diffusé dans ces milieux et partout où on le peut, c'est celui de ne pas faire usage de ce médicament hors d'une balise médicale, d'une prescription et d'un accompagnement clair et net. Les acteurs de terrain – dont vous avez rappelé l'importance du travail – sont les mieux armés, tous ces acteurs de première ligne, pour pouvoir réaliser ce travail, notamment aussi celles et ceux qui traitent des problématiques d'assuétude.

Nous allons veiller à leur rediffuser un message, puisque ce sont eux, opérateurs de terrain, qui seront les visages, les voix qui pourront certainement atteindre plus rapidement que nous ne savons le faire ici, dans une enceinte parlementaire, les différents étudiants et les jeunes qui sont aujourd'hui dans une démarche de consommation de la Rilatine hors de l'usage global pour lequel il est thérapeutiquement prévu.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Trotta.

Mme Trotta (PS). - Je remercie M. le Ministre pour ses réponses. J'entends bien ce que vous dites.

(Absence d'enregistrement)

Vous l'avez dit, vous parlez de médicaments. C'est vraiment devenu le dopage favori des étudiants pour se concentrer. *Le Vif* avait même titré : « Rilatine, la cocaïne légale ».

Les acteurs disent que le phénomène est sous-estimé.

Vous le rappelez, Monsieur le Ministre, à quel point la prévention est importante. Le témoignage s'impose pour que ce travail de prévention, qui est déjà effectué, continue à prendre de l'ampleur. J'insiste parce que – vous l'avez rappelé – c'est un outil thérapeutique.

Parfois, ce sont plus les parents qui demandent à ce que le médicament soit prescrit à leurs enfants. Il y a là aussi un travail de prévention à faire.

Depuis quelques années, une banalisation est faite au niveau de la Rilatine. Cela m'interpelle au vu des effets indésirables – j'en ai cité les plus fréquents.

(Absence d'enregistrement)

Merci, Monsieur le Ministre.

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. DENIS À
M. DI ANTONIO, MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE, DE LA MOBILITÉ ET DES
TRANSPORTS ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, SUR
« LES ANIMAUX DE LABORATOIRES »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Denis à M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, sur « les animaux de laboratoires ».

La parole est à M. Denis pour poser sa question.

M. Denis (PS). - Monsieur le Ministre, recourir à des animaux dans le but d'expérimentation scientifique est quelque chose qui interpelle et qui, personnellement, me heurte. Régulièrement, ce sujet défraye la chronique et heurte la sensibilité des personnes respectueuses du bien-être animal.

Tout récemment, une enquête a été rendue publique, signifiant qu'en Belgique, en 2015, 1 678 chiens et chats avaient été utilisés à des fins d'expérimentation. La loi est pourtant claire à ce sujet par rapport à un chiffre

aussi astronomique : le strict minimum doit être respecté.

Pouvez-vous nous donner un chiffre du nombre d'animaux utilisés en expérimentation scientifique en Wallonie ? L'observance stricte minimum est-elle respectée dans la plupart des entreprises et laboratoires ? Y a-t-il un contrôle susceptible de dénoncer les abus en la matière ?

L'étude à laquelle je me réfère faisait également référence à une sous-estimation de la souffrance animale lors d'expérimentations.

Les laboratoires et entreprises sont tenus de mettre sur pied des commissions d'éthique. Ces commissions d'éthique sont-elles là aussi pour pouvoir présenter des alternatives à l'expérimentation animale voire à diminuer leur mal-être, sinon la souffrance, de ces animaux ?

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Di Antonio.

M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal. - Monsieur le Député, la Wallonie est relativement peu concernée par ce débat, parce que, sur les 1 698 chiens et chats qui sont utilisés en expérimentation en Belgique sur l'année 2015, seulement 31 l'ont été sur le territoire wallon.

Les 31 animaux concernés ont été impliqués dans des recherches sur la mise au point de techniques médicales ou d'expérimentation sur les molécules pour soigner les animaux.

Ce sont donc des animaux qui n'ont pas fait l'objet de recherches très contraignantes puisque, lorsque l'on doit mettre sur le marché un traitement pour les chiens, par exemple, on doit préalablement le tester sur un individu sain ; on le fait aussi pour les humains, c'est la même logique qui vaut pour l'expérimentation animale.

Sur cette question spécifique, il y a des chiffres qui ont été révélés. En ce qui concerne la Wallonie, je pense que l'on est tout à fait en ordre et dans un respect des animaux tel que vous l'avez évoqué. Les comités d'éthique sont évidemment en place et vérifient toutes les expérimentations animales.

Il y a aussi d'autres recherches qui ne touchent pas chiens et chats et celles-là sont évidemment beaucoup plus nombreuses dans l'industrie pharmaceutique, avec là aussi un encadrement très strict. Vous vous imaginez bien que c'est très contraignant pour des entreprises d'avoir de la recherche qui se fait en utilisant des animaux. Les contraintes éthiques, les contrôles qui sont mis en place par les administrations sont assez

conséquents et ils essaient au maximum d'avoir des techniques de remplacement, des techniques alternatives. Ce que nous essayons aussi de développer.

Nous aurons, si le sujet vous intéresse, un congrès assez important fin de cette année avec l'ensemble des universités en Wallonie sur la mise au point, le développement, la dissémination aussi, à travers la Wallonie, de nouvelles techniques qui sont parfois encore peu utilisées chez nous, mais qui peuvent avantageusement remplacer l'usage des animaux pour la recherche.

M. le Président. - La parole est à M. Denis.

M. Denis (PS). - Merci, Monsieur le Ministre, pour ces réponses. Par la force des choses, la Wallonie semble peu concernée par le problème. Au-delà de cela, je pense qu'il est important aussi de conscientiser l'industrie pharmaceutique, et leur comité d'éthique en particulier, afin de pouvoir évaluer les projets et véritablement améliorer, réduire, sinon supprimer purement et simplement l'emploi d'animaux qui, eux, n'ont rien demandé et on leur impose presque ces mauvais traitements.

Je pense que cette suppression, cette diminution, est une demande forte d'une partie de notre population qui est sensible au bien-être animal, et au-delà de la suppression, il y a évidemment la réduction et l'hébergement de ces animaux qui posent aussi parfois question.

J'ai eu contact avec des associations qui justement dénoncent le fait que ces animaux sont mis dans des conditions qui ne sont pas conformes à la dignité, et à travers ces questions, je tenais simplement à dénoncer le fait que trop de nos concitoyens considèrent encore que la souffrance animale est quelque chose qui importe peu, tout au moins moins que la souffrance humaine et que, personnellement, j'estime, Monsieur le Ministre, que tout être vivant mérite le respect. Ma réplique vise donc avant tout à insister sur cette notion parce que je trouve que celui qui ne respecte pas les animaux ne peut pas respecter son prochain.

(Applaudissements)

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. ARENS À
M. MAGNETTE, MINISTRE-PRÉSIDENT DU
GOUVERNEMENT WALLON, SUR
« L'ASSOCIATION DE LA WALLONIE AU PLAN
NATIONAL DE SÉCURITÉ »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Arens à M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « l'association de la Wallonie au Plan national de sécurité ».

La parole est à M. Arens pour poser sa question.

M. Arens (cdH). - Monsieur le Ministre-Président, nous avons pu constater hier que toutes les entités étaient réunies à Bruxelles pour la présentation du Plan national de sécurité, ce qui est une très bonne chose.

Je pose régulièrement mes questions sur l'association de la Région, avant bien sûr l'avènement de l'État wallon, aux différentes politiques fédérales. Avez-vous pu influencer l'élaboration de ce dossier, de ce plan national de sécurité en faisant respecter les spécificités wallonnes ?

Deuxièmement, quel a été le rôle de l'officier de liaison puisque M. Koekelberg est l'officier de liaison pour la Wallonie ? A-t-il eu l'occasion de jouer un rôle important pour le respect de nos spécificités ?

Troisièmement, dans ce Plan national de sécurité, y a-t-il des risques pour les finances communales ?

Voilà en gros ce que je voulais vous poser comme questions aujourd'hui, Monsieur le Ministre-Président.

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre-Président Magnette.

M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon. - Monsieur le Député, en effet, j'ai eu le plaisir, hier, de me rendre en compagnie de mes collègues ministres-présidents des autres entités fédérées du pays et en compagnie des ministres fédéraux de la Justice et de l'Intérieur, à cette réunion au cours de laquelle nous avons adopté ces deux documents importants qui fixent, en quelque sorte, les grandes priorités du pays pour la sécurité, pour les prochaines années, et qui le font au terme d'une intense concertation.

Nous avons eu de très nombreuses réunions de concertation. Elles se sont tenues largement entre techniciens, entre représentants de nos administrations, entre représentants également des cabinets des différents niveaux de pouvoir. M. Koekelberg a effectivement joué un rôle d'agent de liaison extrêmement utile de ce point de vue puisqu'il connaît très bien le fonctionnement de la police et l'articulation entre police locale et police fédérale. Nous avons eu aussi plusieurs réunions au siège du cabinet du ministre de la Justice en présence de l'ensemble des procureurs généraux. Nous avons ainsi pu cheminer collectivement vers un plan largement partagé. Je m'en réjouis puisque les compétences de la Région wallonne ont été mises en avant – ce n'est pas encore l'État wallon, Monsieur Arens – mais en attendant les compétences de la Région wallonne ont été mises en avant et nos priorités ont été largement prises en considération.

La lutte contre la fraude sociale et contre la fraude fiscale est un élément très important qui réjouira notamment M. le Ministre Lacroix. La sécurité routière à laquelle M. le Ministre Prévot est très attaché. La

protection de l'environnement et le bien-être animal dont on vient de parler pour le plus grand plaisir, là aussi, de notre collègue, M. le Ministre Di Antonio, notamment. Toutes les priorités que nous avons mises sur la table ont bien été prises en considération dans ce plan. Je m'en réjouis. C'est la preuve qu'il est encore possible quand on le veut, quand il y a une volonté politique et quand un vrai processus de coopération est mis en place, il est encore possible de faire des accords entre les différents niveaux de pouvoir dans ce pays. Cela devrait être assez réjouissant.

Évidemment, ce que nous attendons maintenant, c'est de s'assurer que sur le plan de la mise en œuvre, la musique suive. C'est très bien de fixer des priorités, mais tout cela restera lettre morte si le Gouvernement fédéral ne met pas tout les moyens financiers et humains nécessaires pour soutenir la justice dont on a vu qu'elle en a bien besoin pour soutenir la police fédérale qui, elle aussi, en a bien besoin. Il faut donc maintenant que les actes suivent les mots et que ce beau moment de concorde nationale soit suivi des engagements concrets.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Arens.

M. Arens (cdH). - Je remercie M. le Ministre-Président pour sa réponse et je suis très heureux de voir que toutes les entités ont pu se retrouver pour cet important Plan national de sécurité. Bien sûr que nous allons suivre l'évolution de ce dossier notamment comme vous l'avez dit au niveau de sa concrétisation. Je vous remercie.

QUESTION D'ACTUALITÉ DE MME DURENNE À M. MAGNETTE, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT WALLON, SUR « LA WALLONIE DES FAMILLES PAUVRES »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Durenne à M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « la Wallonie des familles pauvres ».

La parole est à Mme Durenne pour poser sa question.

Mme Durenne (MR). - Monsieur le Ministre-Président, selon un article du *Vif* publié hier, en Wallonie, 18,5 % des enfants grandissent dans une famille où personne ne travaille. Ce pourcentage en Flandre est de 6,6 % et il est dit également dans l'article qu'aucun pays européen – même pas la Grèce fortement touchée par la crise – n'atteint de tels niveaux.

Depuis le début de la crise économique, le nombre de chômeurs dans les familles, des familles avec les deux parents chômeurs, est en hausse. Depuis 2008, plus ou moins 11,3 % des enfants subissaient cette

situation contre 12,8 % actuellement selon les statistiques. Les données indiquaient également dans l'article qu'une partie de la population est marginalisée et complètement déconnectée du marché de l'emploi.

Pourtant, Monsieur le Ministre-Président, en commission, à plusieurs reprises, j'ai signalé l'absence de thématiques importantes que sont l'emploi, la formation dans le Plan de lutte contre la pauvreté. Nous sommes maintenant plus ou moins à mi-législature, Monsieur le Ministre-Président, il faut vraiment agir, il faut démontrer les politiques, les résultats de votre politique. Je vous demande de demander à la ministre de l'Emploi ce qu'elle fait parce que je la sens complètement absente dans ce Plan de lutte contre la pauvreté.

Mes questions sont claires, Monsieur le Ministre-Président, quels sont les objectifs et le cadre budgétaire en matière de Plan de lutte contre la pauvreté ? Des chiffres sont là et nous démontrent que de gros travaux sont importants et à mener en Wallonie.

Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Ministre-Président.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre-Président Maignette.

M. Maignette, Ministre-Président du Gouvernement wallon. - Madame la Députée, j'ai lu comme vous cette étude et ces chiffres et même si on les connaît – hélas ! – chaque fois qu'on les relit, c'est un choc terrible. Même si la situation est moins grave qu'à Bruxelles, néanmoins, cela n'est jamais une raison de se réjouir et c'est effectivement toujours un choc terrible pour nous.

On a déjà eu l'occasion d'en parler souvent en commission. Il est vrai que le choix a été fait, dans le cadre du Plan wallon de lutte contre la pauvreté, de ne pas parler de la politique de l'Emploi et de la Formation, non pas parce que ce n'est pas important, mais parce que l'on en parle ailleurs.

Vous savez que Mme la Ministre Tillieux finalise – et l'on devrait aboutir dans les prochains mois – le Pacte pour l'emploi qui est l'ensemble des dispositifs mis en place pour accélérer la remise à l'emploi en Wallonie. Nous avons déjà arrêté la réforme des aides à l'emploi, nous allons passer demain aux objectifs pour l'alternance. Il est évident que c'est là que nous avons le levier le plus important pour permettre aux citoyennes et citoyens de Wallonie qui aujourd'hui n'ont pas d'emploi d'entrer dans le monde du travail. C'est notre première priorité.

Mais à côté de cela, nous avons voulu aussi agir contre la pauvreté, en partie pour les personnes qui n'ont pas d'emploi, mais parce qu'il n'y a pas que les

personnes sans emploi qui aujourd'hui sont parfois en situation de précarité. On constate que, hélas, des personnes qui ont un emploi, qui ont une rémunération, ont des rémunérations si basses, si modestes dans certains secteurs qu'elles sont à la limite du seuil de pauvreté et vivent des situations extrêmement difficiles. C'est pour ces enfants – même si leurs parents travaillent – une situation extrêmement difficile.

C'est pourquoi j'ai voulu me charger moi-même de la coordination du Plan wallon de lutte contre la pauvreté. J'en ai présenté récemment au Gouvernement la première évaluation après six mois. Je répondrai volontiers à toutes les questions qui me seront posées en commission ou ici pour vous dire où nous en sommes dans la mise en œuvre de ce plan qui avance très bien, non seulement sur des mesures qualitatives – M. le Ministre Furlan vient de faire passer pas plus tard que la semaine dernière le Fonds de garantie locative, la grille indicative des loyers – qui sont des mesures qui étaient attendues depuis des décennies par le secteur et qui auront un effet profond sur le marché locatif wallon.

À côté de cela, nous mettons des budgets. Je l'ai dit au départ, c'est vrai, il n'y avait pas un budget a priori pour le Plan wallon de lutte contre la pauvreté. Mais à partir du moment où il est là, il nous sert de référence et nous l'alimentons au fur et à mesure.

Nous avons décidé le parcours d'intégration obligatoire, ce sont 11 millions d'euros qui ont été alignés là. Nous venons de décider la suppression des surloyers dans le logement social, ce sont 10 millions d'euros. Nous avons décidé de réaugmenter le tarif social pour l'énergie de 5 millions d'euros. Nous avons doublé le tarif social de l'eau de 4 millions d'euros. Nous avons trouvé un demi-million d'euros pour poursuivre l'opération Housing First que le Fédéral arrête et aider les personnes sans domicile fixe à s'intégrer. Nous avons augmenté le budget des plans de cohésion sociale de 3,5 millions d'euros. Nous avons encore trouvé 300 000 euros – c'est modeste, mais c'est important – pour aider les personnes en précarité à passer leur permis de conduire.

Voilà, en moins de six mois, ce sont près de 40 millions d'euros qui ont été dégagés sur les budgets wallons pour lutter très concrètement contre la pauvreté en Wallonie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Durenne.

Mme Durenne (MR). - Merci, Monsieur le Ministre-Président. J'entends bien votre réponse et je vais vous croire quand vous me parlez de l'implication de Mme la Ministre Tillieux, mais je vais quand même insister et enfoncer le clou parce que j'ai quand même l'impression, de temps en temps, que dans l'accompagnement des plus précarisés, elle est absente.

Mon ressenti concernant ce Plan wallon de lutte contre la pauvreté est qu'il a été conçu à l'envers : on a tout annoncé en grande pompe, puis il y a eu la faisabilité, puis les études et puis les objectifs.

Je terminerai tout simplement, Monsieur le Ministre-Président, en disant que le patriotisme wallon si cher à votre cœur, il faut savoir se le payer.

(Applaudissements)

QUESTION D'ACTUALITÉ DE MME DEFRANG-FIRKET À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « L'INITIATIVE DE LA PROVINCE DU BRABANT WALLON EN MATIÈRE D'AUTISME »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Defrang-Firket à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'initiative de la Province du Brabant wallon en matière d'autisme ».

La parole est à Mme Defrang-Firket pour poser sa question.

Mme Defrang-Firket (MR). - Monsieur le Ministre, vous connaissez mon intérêt pour l'autisme et à ce sujet, j'ai appris que la Province du Brabant wallon avait mis au point une banque de données informative à l'attention des parents pour donner une information plus accessible et plus disponible relativement à l'autisme.

Cette banque de données comporte différentes rubriques, notamment l'offre d'établissements scolaires disponibles, les associations de soutien qui existent, les centres de référence, les centres d'hébergement, les activités de loisirs. Tout cela à l'attention des personnes atteintes d'autisme.

C'est le travail de deux ans d'un groupe de travail qui a été mis en place à l'initiative de la Commission subrégionale de l'AViQ et de la Province du Brabant wallon.

J'ai plusieurs questions à ce sujet.

Qu'en est-il des autres provinces ? Y a-t-il d'autres initiatives similaires prises à partir des commissions subrégionales des autres provinces ?

Je crois savoir qu'il y en a 13. Où en sont les travaux des 12 autres commissions subrégionales ? Sont-elles en cours de réalisation ou le travail est-il à venir ? Avec quel résultat ?

Une centralisation de toutes ces données ne serait-elle pas opportune au niveau régional pour éviter la dispersion des énergies ?

Je me demandais comment allait s'articuler cette banque de données informatives à l'attention des parents par rapport à la banque de données que vous annoncez en premier lieu dans votre plan Autisme et qui vise, celle-là, plus à une programmation des nouvelles offres de service à l'attention des personnes atteintes d'autisme. Je me demandais comment allaient s'articuler ces deux banques de données parallèles ?

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, merci pour votre intérêt constant sur cette thématique. On a eu l'occasion d'en parler encore – plus largement et en profondeur – hier, lors de nos travaux en commission.

Il est vrai que l'initiative que vous mettez en lumière est une initiative de la commission subrégionale de l'AViQ pour la Province du Brabant wallon et qui a le mérite, effectivement, de permettre une consolidation de l'information sur tous les services, qu'elle qu'en soit la nature, qui peuvent procurer à celles et ceux qui sont victimes d'un trouble du spectre autistique, en la circonstance, et surtout, une aide bien appréciée, notamment pour les parents ou pour celles et ceux qui s'occupent des personnes et singulièrement des enfants qui souffrent d'autisme.

C'est aussi la preuve – et le fait que vous le soulignez en est un élément complémentaire – que, contrairement à ce que l'on peut penser, il n'existe pas, aussi facilement qu'on le pense et de manière aussi accessible qu'on le souhaiterait, d'informations consolidées permettant à un parent, parfois un peu démuni face à l'autisme, de trouver, en un seul lieu, une information plurielle sur la diversité des aides qui peuvent être procurées.

On a pu fustiger, au départ quand j'ai présenté avec d'autres collègues le Plan transversal en matière d'autisme, le fait que l'une des premières mesures était de réaliser ce cadastre en disant : « Rien de neuf sous le soleil, cela existe sûrement déjà ». Puis, on se rend compte, au fur et à mesure, qu'il y a une série d'initiatives qui sont, certes, louables, mais qui restent encore fort éparses et qui ne permettent pas encore à tout Wallon, qu'il soit de Virton ou de Tournai, de pouvoir connaître rapidement, à travers des démarches simplifiées, quelles sont les palettes d'aide dont il peut bénéficier ou faire bénéficier son enfant autiste.

Nous allons maintenant voir comment vont interagir et réagir les opérateurs de terrain, les familles concernées, notamment en Province du Brabant wallon,

pour mesurer l'intérêt du cadastre qui a été fait. L'intérêt, à mon avis, il est déjà connu, c'est surtout de voir sa fonctionnalité, son ergonomie. Répond-il réellement aux questions ? N'y a-t-il pas des fonctionnalités nouvelles qui doivent être développées ? Le cas échéant, tirer ces enseignements pour les dupliquer à l'échelle des commissions subrégionales pour aller trouver une information qui soit au plus près. Il est évident que si le Wallon de Virton ou de Tournai doit avoir l'info, il est intéressé d'avoir une information de proximité. S'il habite Virton, peu lui chaud de savoir quels sont les services offerts à Tournai.

C'est aussi par une consolidation à l'échelle du territoire wallon, mais d'informations qui existent à des échelles plus locales, plus territoriales, que nous pourrions franchir une étape supplémentaire dans la mise en œuvre de cette première mesure du plan Autisme, à savoir, ce cadastre efficace et dynamique – puisqu'il doit être tenu à jour en temps réel – et, surtout, qui permettra de mettre aussi en exergue les carences de services qui existent sur certains territoires, d'un côté, et qui n'existent pas de l'autre et sur lesquels nous devons aussi mobiliser nos moyens pour, avec le secteur associatif, venir en soutien adéquat à celles et ceux qui souffrent d'autisme dans leur famille.

M. le Président. - La parole est à Mme Defrang-Firket.

Mme Defrang-Firket (MR). - Si je comprends bien, l'initiative de la Province du Brabant wallon est une expérience pilote, quelque part. Cela veut dire que les autres commissions subrégionales n'ont peut-être pas encore pris ce même genre d'initiatives. Je vous rappelle quand même que votre état des lieux annoncé dans le plan Autisme, c'est pour l'automne 2016 – c'est dans quelques mois. Il est peut-être temps d'accélérer le pas.

Je me dis aussi qu'une banque de données à l'attention des familles ne doit pas être présentée de la même façon qu'une banque de données à l'attention d'une programmation de nouvelle offre de service. Il y a une approche différente dans les deux cas.

Néanmoins, il importe d'éviter les doubles emplois. Faire deux fois le travail est aussi tout à fait inopportun et inefficace. Il faut donc éviter la dispersion et le gaspillage des énergies et profiter de la collecte qui est faite, de part et d'autre, pour en faire quelque chose d'opérationnel rapidement, et ce, à l'attention des parents qui, vous le savez, attendent des mesures concrètes pour se sentir enfin reconnus et soutenus dans leurs difficultés. Je vous rappelle que ce sont quand même 45 000 familles du côté francophone. Ce n'est donc par rien.

(Applaudissements)

M. le Président. - Plus d'autres réactions ?

QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. COLLIGNON À M. FURLAN, MINISTRE DES POUVOIRS LOCAUX, DE LA VILLE, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE, SUR « LA MISE EN PLACE D'UNE GRILLE DES LOYERS »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Collignon à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la mise en place d'une grille des loyers ».

La parole est à M. Collignon pour poser sa question.

M. Collignon (PS). - Monsieur le Ministre, je vous interroge relativement à la mise en place de cette fameuse grille indicative des loyers.

La sixième réforme de l'État a permis la régionalisation de la loi sur les baux et, singulièrement, des baux sur les résidences principales.

J'ai été de ceux qui plaidaient pour dire que la Wallonie devait s'approprier ces compétences, parce que je pense que bon nombre d'entre nous dans l'assemblée reçoivent souvent des concitoyens qui sont dans la difficulté. À mon sens, dans nos compétences, c'est l'une des facultés que nous avons pour essayer de réduire la facture du citoyen. Bon nombre de nos concitoyens ont des revenus limités : il n'est pas rare qu'avec des revenus de 1 000-1 200 euros, on ait un loyer qui flirte entre 600 et 800 euros. Cela est évidemment très difficilement compatible.

Vous avez donc pris vos responsabilités.

Il y a, d'une part, ce Fonds des garanties locatives. Je suis persuadé que cette centralisation pourra être un outil financier intéressant.

D'autre part, au travers de cette grille indicative, qui détermine, zone par zone, le loyer moyen, on sera en mesure de voir là où il est excédentaire, de lutter aussi contre les marchands de sommeil, qui sont de véritables plaies dans les villes et dans les cœurs de ville, parce que le bâti wallon, malheureusement, est en mauvais état.

Je pense que cette réforme sera de nature à responsabiliser tout un chacun. L'intérêt primaire du propriétaire bailleur, c'est d'avoir son loyer, mais il faut aussi que l'on ait des loyers qui soient des loyers abordables, pour des cellules, pour des pièces, pour des logements qui sont dans le meilleur état possible, et donc salubres.

Les questions sont les suivantes.

D'une part, quel est le calendrier de la mise en place de cette grille indicative ?

J'ai aussi lu qu'elle serait incitative – à titre personnel, j'aurais même préféré qu'elle soit coercitive, mais ce n'est pas la formule retenue – pour qu'un maximum de propriétaires bailleurs rentre dans le système.

D'autre part, comment voyez-vous les choses pour que les pouvoirs locaux puissent aussi, et singulièrement les bourgmestres, puisqu'ils ont dans leurs attributions les notions de salubrité du logement, s'approprier cette grille pour rendre des logements disponibles pour nos concitoyens qui sont dans les difficultés ?

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Monsieur le Député, comme vous l'aurez noté, il n'existait, en Wallonie, aucun outil qui permette de fixer, de manière raisonnable, la contrepartie financière, d'un contrat de bail : bref, d'établir un prix raisonnable entre un locataire et un propriétaire.

Nous avons donc voulu travailler avec l'ensemble des membres du Gouvernement sur cette grille. Cette grille est relativement simple. Il y a quatre critères principaux : selon qu'il s'agisse d'un appartement ou une maison ; le nombre de chambres ; l'année de construction. Vous m'en excuserez, mais il y en a un qui m'échappe. Bref, vous répondez par oui ou par non, et il y a une formule mathématique qui amène à un loyer de référence.

Ce loyer de référence peut être dégradé en fonction de six critères qui sont liés à la performance énergétique ou au confort : eau chaude, isolation, présence du chauffage central, et cetera, ce qui nous donne un loyer qui devient le loyer de référence.

Vous conviendrez, toutefois, avec moi que la pression foncière n'est pas la même partout dans la Région wallonne. Ce loyer est donc corrigé par un premier élément, qui est un élément de pression foncière, parce que l'on peut admettre qu'un immeuble construit à Lasne n'a pas forcément la même valeur locative qu'un immeuble construit à Charleroi. La grille en tient donc compte.

Enfin, même dans une même ville – puisque ce coefficient de pression foncière est établi par commune – il peut y avoir – et vous le voyez dans votre commune de Huy – des quartiers où, parce qu'il y a une vue, parce qu'il est plus calme, et cetera, le même bâtiment ou le même appartement ont une valeur locative différente.

Cette valeur est une valeur médiane. Il y a une capacité de négociation entre le propriétaire et le locataire de l'ordre de 20 %.

La grille est donc simple. Elle sera disponible. Elle va maintenant subir une période de test.

Il faut que, scientifiquement, nous puissions valider cette grille. Cela sera mené par le Centre d'étude d'habitat durable et la DGO4 sur un panel de consommateurs, jusqu'au 1er janvier 2016. Vous bourgmestres, vous élus locaux, vous locataires, vous propriétaires, à partir de la semaine prochaine, vous pourrez la remplir sur le site de la DGO4, ce qui vous donnera un outil supplémentaire pour la discussion avec nos concitoyens. Elle ne sera pas impérative, mais sera fortement incitative puisque, passé cette période de tests, l'ensemble des primes à la rénovation ou à l'énergie sera lié pour les propriétaires au respect ou non de cette grille. C'était attendu par le secteur depuis longtemps, le ministre-président l'a rappelé.

C'est une belle avancée pour la Wallonie dans une relation qui se veut équitable entre un propriétaire qui peut estimer recevoir un loyer légitime de son investissement et un locataire qui ne doit pas payer un loyer abusif.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - Je remercie M. le Ministre pour ses précisions. J'ai également pris note que notre Commission des pouvoirs locaux et du logement aura une version plus amplifiée de la réforme. Je crois réellement que c'est une avancée, mais c'est surtout un outil dont les municipalistes pourront se saisir. Vous avez indiqué que l'on pourrait apporter notre pierre à l'édifice.

Par ailleurs, relativement au caractère incitatif, il est également important que le plus de propriétaires rentrent dans le système ; souvent, j'entends des critiques relativement à l'autonomie contractuelle. Je crois que les bons propriétaires, qui sont la majorité, n'ont rien à craindre, car ce n'est pas le but de leur nuire, mais c'est d'essayer que le bien loué corresponde à une valeur qui soit celle réellement de l'état du bien.

J'ai une petite dernière sous-question, puisque l'on parle d'inciter de lier les primes notamment énergétiques. Est-il aussi envisageable, en fonction de l'autonomie communale – on pourrait retrouver cela dans la circulaire – de lier les primes octroyées par les communes ? De temps en temps, il y a une prime à la rénovation, une prime à l'embellissement, qui sont des primes communales. Si l'on pouvait également lier à cela, je rentrerais immédiatement dans le système.

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Puisqu'il y a une question complémentaire de notre collègue, la remarque

est tout à fait pertinente, nous sommes confrontés à l'autonomie constitutionnelle des communes. Je m'engage à réfléchir à la question et pourquoi pas, via la circulaire budgétaire, inciter à l'application de cette grille aussi par les pouvoirs locaux. Je pensais toujours que c'est par le territoire, par les communes que l'on arrive à ce qu'une réforme soit réellement implantée dans la société.

Je prends bonne note de votre remarque et votre proposition, que je trouve pertinentes.

M. le Président. - La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - Je vais terminer sur ce bon mot.

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE MME GÉRADON
À M. FURLAN, MINISTRE DES POUVOIRS
LOCAUX, DE LA VILLE, DU LOGEMENT ET DE
L'ÉNERGIE, SUR « LA MISE EN PLACE D'UNE
PLATEFORME D'ÉCHANGE POUR LUTTER
CONTRE LES MARCHANDS DE SOMMEIL »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Gérardon à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la mise en place d'une plateforme d'échange pour lutter contre les marchands de sommeil ».

La parole est à Mme Gérardon pour poser sa question.

Mme Gérardon (PS). - Monsieur le Ministre, nous apprenions il y a quelques jours que la Ville de Verviers avait décidé de faire preuve d'initiative en matière de lutte contre les marchands de sommeil. La ville a décidé de mettre en place une plateforme en vue d'améliorer la communication entre les différents acteurs concernés que sont les services communaux, le CPAS, la zone de police et le parquet. L'objectif est d'accélérer, de faciliter les dossiers répressifs contre les propriétaires peu scrupuleux qui mettent sur le marché locatif des logements indécents et profitent à l'extrême de la détresse d'un public précarisé qui a besoin à l'extrême d'un logement et qui est prêt à accepter tout et n'importe quoi parce qu'ils sont dans une détresse que l'on peut forcément comprendre.

Mes questions sont simples, mais importantes. Que pensez-vous de cette démarche de la Ville de Verviers ? Que comptez-vous faire, en tant que ministre des Pouvoirs locaux et du Logement, pour aider l'ensemble des acteurs communaux qui voudraient éventuellement, comme la Ville de Verviers, mettre en place ce genre d'initiative ?

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Madame la Députée, je salue l'initiative prise par la Ville de Verviers. Elle a été prise dans d'autres villes et donne d'excellents résultats. Il semblerait qu'elle soit appliquée à Charleroi. Je n'ai pas la prétention de connaître exhaustivement toutes les villes de Wallonie où ce type de démarche est employé.

La lutte contre les marchands de sommeil nous préoccupe tous, de quelque bord politique que l'on soit, en tout cas lorsque l'on assume des compétences municipales, on se rend compte de l'importance de cette problématique.

Or, il est compliqué de lutter contre les marchands de sommeil parce que cela fait appel à des niveaux de pouvoir différents, des ministères différents dans les mêmes niveaux de pouvoir. On peut penser à la législation spéciale, à la législation sur l'urbanisme. Le chevauchement de toutes ces règles fait qu'à un moment cela permet aux marchands de sommeil de passer entre les mailles du filet, au grand dam d'un certain nombre de situations qui nous sont pourtant connues, pour ceux qui assument des responsabilités locales et qui y sont sensibles.

Je salue l'initiative de la Ville de Verviers. On me dit que des initiatives du même type ont eu lieu sur d'autres villes et notamment la Ville de Charleroi. Je m'engage, à travers vous, dans un temps raisonnable parce que reconnaissez que le temps de mes réformes du logement est venu et que j'ai pas mal de pain sur la planche à ce sujet, mais d'ici la fin de l'année de réunir peut-être une plateforme avec l'ensemble des pouvoirs locaux qui ont essayé de mettre en place ce type de plateforme d'échanges pour, si elle donne satisfaction, pouvoir proposer un outil nouveau aux villes et communes.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Gérardon.

Mme Gérardon (PS). - Je tiens à remercier le ministre qui n'a pas peur de prendre à bras le corps cette thématique importante et qui, pour autant, ne soulève pas, c'est vrai, l'émoi de certains collègues. On n'en parle pas assez souvent. Pour venir d'une ville touchée par ce fléau, je peux dire que c'est particulièrement important.

Je tenais, juste pour appuyer mon propos, à vous lire quelques lignes. C'est un article qui date de février 2016, pour nous rappeler à quel point cette thématique est importante : « Sept locataires ont porté plainte mardi contre un propriétaire peu scrupuleux. Ces personnes vivent dans des conditions misérables au sein d'une ancienne écurie dans laquelle il loue des chambres pour la somme modique de 365 euros par mois. L'eau s'infiltre à l'intérieur des appartements, les murs sont noirs de moisissure et le chauffage ne fonctionne plus

depuis mars 2015. Il y a deux jours, un locataire a été retrouvé mort dans sa voiture, garée devant l'ancienne écurie. Il s'y était peut-être réfugié pour tenter de se réchauffer ».

Le marchand de sommeil, ce n'est pas juste un mot, une expression, c'est un fléau. Je tiens vraiment à souligner votre initiative en la matière. Soyez convaincu de tout mon soutien et du soutien de notre groupe dans cette matière. Merci, Monsieur le Ministre.

(Applaudissements)

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE
MME DEFRAIGNE À M. MARCOURT,
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE,
DE L'INNOVATION ET DU NUMÉRIQUE, SUR
« LA MISE SOUS COCON DE L'ENTREPRISE
MAGOTTEAUX »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de Mme Defraigne à M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique, sur « la mise sous cocon de l'entreprise Magotteaux ».

La parole est à Mme Defraigne pour poser sa question.

Mme Defraigne (MR). - Monsieur le Ministre, on nous annonçait, il y a quelques jours, la mise sous cocon de l'usine 1 de l'entreprise Magotteaux qui est leader mondial dans la confection de pièces de remplacement et de haute performance pour tout ce qui est concassage notamment. Cette usine 1 concerne 90 travailleurs. Apparemment, cette mise sous cocon durerait jusque septembre, ce qui implique que ces 90 personnes seraient en chômage technique.

Pouvez-vous nous en dire plus ? Y a-t-il un espoir de réouverture à partir de septembre ? On sait que Magotteaux est placé sous contrôle d'un actionnariat chilien et fait face à une concurrence mondiale assez importante, notamment thaïlandaise. Pouvez-vous aussi nous donner des précisions sur l'usine 2 – je crois que ce sont des plaques de blindage – et l'usine 3 qui concerne plus particulièrement la robinetterie ? Il s'agit d'un fleuron de la région liégeoise qui paraît en danger et menacé. Je voudrais savoir quelle initiative vous avez concrètement prise dans ce dossier. Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Marcourt.

M. Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique. - Madame la Députée, la situation de Magotteaux n'est pas très bonne pour l'instant. Vous l'avez indiqué, l'usine 1 est à

l'arrêt jusque septembre. La direction a été chargée par les actionnaires chiliens, entreprise Sigdo, de faire une évaluation et les perspectives pour voir comment faire évoluer cette usine.

Les deux autres unités ne sont chargées qu'à 40 % et, là aussi, il y a une réflexion. Pour la première, ce sont des boulets de broyages et malheureusement, même si cela a fait le grand succès de Magotteaux, ces boulets, globalement de meilleure qualité que ceux des concurrents, n'en demeurent pas moins attaqués par une concurrence extrêmement forte, notamment de Chine, d'Inde, vous avez cité la Thaïlande, d'autres territoires, dans un secteur minier particulièrement déprimé pour l'instant puisque, vous le savez, un certain nombre de mines ont été mises à l'arrêt en raison du ralentissement de la croissance mondiale.

Pour les deux autres usines, ce sont des produits à plus haute valeur ajoutée qui sont déployés. Néanmoins, ces deux structures ne sont chargées qu'à 40 %, donc la direction a été également chargée par l'actionnaire de voir comment améliorer ce taux de production, tout cela devant être fait pour le mois de septembre.

Les organisations représentatives des travailleurs ont tenté d'avoir un contact direct avec les actionnaires. Malheureusement, à ce jour, cela n'a pas encore été possible. La distance est là, ils sont au Chili, ils ne sont pas à Vaux-sous-Chèvremont.

Mes collaborateurs rencontreront les organisations représentatives des travailleurs ce lundi 13 juin et je prendrai des contacts utiles avec tant la direction, ce qui a déjà été fait, mais à la suite de la réunion, qu'avec les actionnaires après cette réunion du 13 juin.

M. le Président. - La parole est à Mme Defraigne.

Mme Defraigne (MR). - Je vous remercie pour ces précisions. Ce n'est pas uniquement l'usine de boulets à la liégeoise qui est menacée, mais aussi l'usine 2 et l'usine 3 qui semblent être en danger également.

Je reviendrai suite à la réunion du 13 juin, parce que ce serait désastreux de laisser s'échapper ou s'écrouler une entreprise de haute performance comme Magotteaux qui a fait les beaux jours de notre Région.

Il est clair qu'avec un actionnariat à longue distance comme celui-là, les discussions sont parfois plus difficiles, nonobstant la mondialisation.

**QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. GILLOT À
M. FURLAN, MINISTRE DES POUVOIRS
LOCAUX, DE LA VILLE, DU LOGEMENT ET DE
L'ÉNERGIE, SUR « LA BAISSÉ DE LA
COMPENSATION AUX COMMUNES DE LA
TAXE DE LA FORCE MOTRICE ET DU
PRÉCOMPTE IMMOBILIER »**

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Gillot à M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie, sur « la baisse de la compensation aux communes de la taxe de la force motrice et du précompte immobilier ».

La parole est à M. Gillot pour poser sa question.

M. Gillot (PTB-GO !). - Monsieur le Ministre, jusqu'il n'y a pas très longtemps, les communes voyaient leurs recettes alimentées entre autres par les entreprises situées sur leur territoire, elles voyaient leurs recettes alimentées par différentes taxes : taxe industrielle compensatoire, taxe sur la force motrice et le précompte immobilier.

Je sais que ces différentes taxes ont fait couler beaucoup d'encre et ont suscité beaucoup de débats.

Les différentes décisions des gouvernements ont fait en sorte que les entreprises maintenant soient exonérées de payer ces différentes taxes, avec promesse des différents gouvernements de compenser le manque à gagner auprès des communes.

Dernièrement, ma camarade Mme Merckx, camarade conseillère communale à Charleroi, interpellait le bourgmestre de la ville au sujet d'une diminution de la compensation versée par la Région wallonne, diminution de 1,1 million d'euros, diminution versée par la Région wallonne, et elle s'en étonnait.

Ma question est assez simple : cette diminution de la compensation concerne-t-elle toutes les communes wallonnes ? Éventuellement, pouvez-vous avoir un montant concernant cette diminution ?

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Furlan.

M. Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie. - Monsieur le Député, d'abord, parfois la mémoire est courte, il faut souligner que la Région wallonne, à l'époque à l'initiative du ministre Marcourt, a supprimé toutes les taxes économiques payées par les entreprises dans le but de relancer l'emploi sur le territoire.

Il est vrai qu'une partie de ces taxes était prélevée par les communes et un mécanisme de compensation, pour que sur le territoire il n'y ait pas de diminution des services rendus à la population, a été mis en œuvre. On souhaiterait d'ailleurs qu'il en soit de même chaque fois

qu'une décision est prise par tous les niveaux de pouvoirs.

Le mécanisme, Monsieur Gillot – vous pourrez le dire à votre camarade de Charleroi – il est le suivant : préalablement à l'année budgétaire – et je vais prendre l'exemple de la compensation sur la force motrice, mais cela vaut mutatis mutandis pour le précompte immobilier, mais le temps de parole étant court, je fais avec ce que j'ai – je reçois du SPF Finances fédéral une projection du montant de la compensation à accorder, commune par commune.

Il se fait – puisque c'est une compensation sur la base de la perte réelle de recettes – que nous recevons à la Région wallonne, quelques mois plus tard – six ou sept mois plus tard – la réelle perte effectuée par la commune. Donc j'indique à la commune, à chaque fois, quelle est la prévision du ministère des Finances – attention, ce n'est qu'une prévision – les chiffres réels interviendront plus tard. Et lorsque je reçois le chiffre réel, je retransmets cette information aux communes qui viennent alors, par la voie de la modification budgétaire ou de comptes adaptés, les montants. Il n'y a pas d'autre méthode qui permette de le faire en l'état.

Cela a une influence sur les communes, j'en conviens, mais – et j'ai repris les chiffres de la compensation plan Marshall, celle qui touche le matériel et l'outillage principalement, la taxe sur la force motrice – les volumes sont en augmentation. En 2014, nous compensions grosso modo 60 millions d'euros. En 2015, 65 millions d'euros et en 2016 il est prévu un peu plus de 70 millions d'euros.

Les chiffres sont en augmentation, mais la compensation réelle par commune dépend évidemment de la perte qu'a subie ladite commune.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Gillot.

M. Gillot (PTB-GO !). - Merci, Monsieur le Ministre, pour ces explications. Je dois dire que peut-être que le volume a globalement augmenté, mais il faut dire que des villes et des communes ont été lourdement impactées – à titre individuel – par les fermetures d'entreprises et qui ont vu ainsi la compensation diminuer pour elles.

On peut parler de communes comme Herstal, comme Oupeye, et d'autres, qui ont licencié suite à la fermeture, notamment, de la sidérurgie.

Je pense qu'il aurait peut-être été opportun, à un moment donné, de penser – puisque nous sommes en période de crise, et on en a parlé tantôt, la précarité va grandissante – les communes doivent assumer de plus en plus de paiements auprès de la population et doivent vraiment subvenir aux besoins, via les CPAS, d'un nombre croissant de demandeurs d'aide. Je crois qu'il

aurait peut-être été opportun, à un moment donné, de geler en tout cas la diminution des communes, geler la diminution, pas vers l'augmentation évidemment, vers l'augmentation on laisse aller. S'il y a de nouvelles entreprises qui viennent s'installer, la compensation, d'accord, mais pour la diminution en tout cas, je crois que cela aurait fait du bien au budget des communes qui sont – pour certaines – en grande difficulté.

M. le Président. - Monsieur le Ministre Furlan, vous n'avez plus d'autre réaction ? Très bien.

Voilà qui clôture la série des échanges singuliers.

DÉBAT D'ACTUALITÉ SUR LES INONDATIONS, EN APPLICATION DE L'ARTICLE 145.4 DU RÈGLEMENT

M. le Président. - L'ordre du jour appelle le débat d'actualité sur les inondations, en application de l'article 145.4 du règlement.

J'ai reçu – et je le vérifie auprès de vous – des demandes de parole consécutives à des dépôts de questions, de M. Jeholet, de M. Courard, de Mme Ryckmans, de Mme Stommen et de M. Puget.

Ai-je bien circonscrit toutes les demandes de parole ? Fort bien.

C'est bien sûr M. le Ministre-Président qui répondra.

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Ministre-Président, nous avons dû constater ces derniers jours, ces dernières heures, un véritable drame pour certaines personnes qui sont victimes des inondations, des tempêtes, de la grêle, tout ce que l'on a connu, et ce partout en Belgique, mais la Wallonie n'a pas été épargnée. Je dirais qu'aucune région de la Wallonie n'a été épargnée depuis ce week-end, puisque toutes les provinces ont été touchées, toute une série de communes a été fortement frappée.

On pense tout d'abord évidemment aux victimes que ces inondations, ces tempêtes ont entraînées et l'on pense à leurs familles aujourd'hui, puisque des personnes ont perdu la vie dans ces dramatiques inondations.

On pense aussi aux victimes, à toutes les victimes de ces inondations, parce que, quand on voit les dégâts provoqués tant sur le plan matériel que, il faut bien le reconnaître, sur le côté émotionnel, le côté affectif dans tout ce qu'une série de personnes ont perdu aujourd'hui, je pense que l'on est de tout cœur et solidaire avec ces personnes.

Deuxième élément, je voudrais rendre hommage aujourd'hui à toutes les personnes qui sont intervenues

sur le terrain, que ce soit les pompiers, que ce soit – peu importe – les services de secours, la protection civile, que ce soit très souvent les services techniques, les ouvriers communaux dans les communes ; je pense que personne n'a ménagé ses peines pour venir en aide à ces personnes et faire preuve d'une grande solidarité.

Aujourd'hui, se pose maintenant, Monsieur le Ministre-Président, toute une série de questions. Aujourd'hui, manifestement, des experts indiquent que le changement climatique n'est pas la cause des inondations, des tempêtes, des calamités que nous avons connues ces derniers jours. Se pose donc une question : quelles leçons le Gouvernement wallon va-t-il tirer de ces inondations, de ces calamités – parce qu'il y a toute une série de réflexions ? On pourrait parler de l'aménagement du territoire, on pourrait parler des zonings industriels, on pourrait parler d'urbanisme, on pourrait parler d'agriculture. Bref, il y a toute une série de politiques dont la Région est en charge. À un moment donné, va-t-il y avoir une réflexion par rapport à cela ?

Je ne vais pas être populiste ici, ou démagogue, en jetant la pierre au Gouvernement. Je me dis simplement que, dans une série de communes, pour toute une série de personnes, ce n'est pas la première fois qu'elles sont victimes de ces inondations, il y a évidemment des inondations exceptionnelles, mais il y a aussi des inondations récurrentes dont souffre une série de personnes.

Quelle est la réflexion générale que le Gouvernement wallon va apporter ? Je sais que le Gouvernement wallon fait beaucoup de plans. Donc, un plan ou une réflexion générale transversale qui va-t-il être mené ?

Deuxièmement, par rapport aux victimes, par rapport aux calamités, on sait que dans un premier stade, une première phase, ce sont évidemment les assurances qui peuvent intervenir, mais il y a aussi, évidemment, toute la problématique des calamités.

Concernant la question plus précise par rapport aux faits que l'on connaît ces derniers jours, qu'en est-il, Monsieur le Ministre-Président, du Fonds des calamités qui est prévu ? Toute une série de communes va-t-elle pouvoir bénéficier de ce Fonds des calamités ou l'ensemble de la Wallonie va-t-il pouvoir bénéficier du Fonds des calamités ?

Ce n'est pas pour dire, mais c'est super dérangeant, mais je fais la parenthèse...

(Réaction de M. le Président)

Je sais, mais ce n'est pas évident de parler ici.

M. le Président. - Je vous comprends.

M. Jeholet (MR). - Merci Monsieur le Président, au moins, on se comprend sur certains points.

Monsieur le Ministre-Président, voilà deux questions essentielles. D'une part, par rapport au drame pour certaines personnes, certaines communes qui sont sur le pont depuis plusieurs jours, qu'en est-il par rapport aux calamités que l'on connaît aujourd'hui ? Quelles démarches vont-elles être effectuées ? Pouvez-vous déjà rassurer la population, rassurer certaines communes ?

Deuxièmement – je pense que c'est un débat que nous pouvons avoir aussi ensemble, et je l'ai dit, je ne jette pas la pierre – à un moment donné, ne peut-on pas avoir, eu égard à l'aspect récurrent de ce type de drame, une réflexion par rapport aux inondations, à la problématique que nous rencontrons, que nous venons encore de rencontrer ces derniers jours, ces dernières heures ?

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - Je vous remercie de votre gentillesse. Vous connaissez les contraintes parfois de certaines fonctions.

Cela m'amène à me tourner vers un collègue, le président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Courard.

La parole est à M. Courard.

M. Courard (PS). - Monsieur le Ministre-Président, je vais devoir reprendre quelques propos que je partage avec M. Jeholet par rapport à l'analyse qui a été faite de cette problématique.

Je voudrais, tout d'abord, parler des victimes. On est de tout cœur avec elles. Je crois que cela a été dit par la plupart des parlementaires ici. On espère, bien entendu, que cela se concrétise, par rapport aux indemnisations, par un suivi rapide du dossier, avec, rapidement, une présence des experts sur le terrain pour pouvoir dédommager.

Je peux déjà mesurer, par rapport à un autre problème climatique qui s'est posé dans ma région, que la Région a pris les choses en main assez rapidement. On ne peut donc que s'en féliciter.

Je voudrais évidemment, pour toutes ces catastrophes qui se sont produites un peu partout, qu'il en soit de même, puisque ces catastrophes ont évidemment touché toutes les régions de la Wallonie. J'espère que nous en avons terminé avec ces journées d'inondation et d'orage.

Je voudrais, comme l'a fait M. Jeholet, avoir une pensée pour celles et ceux qui ont perdu la vie, parce que, évidemment, là, c'est encore bien autre chose

qu'une catastrophe matérielle et que les difficultés telles qu'ont les a matériellement connues.

Je voudrais aussi, comme M. Jeholet l'a fait, faire une analyse de ce qu'il s'est passé.

Ne nous faisons pas d'illusions. Il est, effectivement, tombé une quantité d'eau incroyable sur parfois de petits territoires, et il n'est pas possible d'adapter nos infrastructures que pour accueillir une telle quantité d'eau. Ce serait impensable de dimensionner l'égouttage, je dirais les tuyauteries publiques pour recevoir une telle quantité d'eau.

Ne nous leurrions pas, il n'y a pas de solution qui mettrait un point final à ce type d'intempéries et de catastrophe, mais effectivement, çà et là, les citoyens se posent des questions par rapport à des aménagements agricoles, à des déforestations, avec les conséquences que cela peut avoir, à l'urbanisation, qui peut amplifier le phénomène et causer quelques difficultés.

Je pense qu'il y aurait tout de même lieu de tirer quelques enseignements, quelques leçons, et essayer de voir si l'on ne peut pas amoindrir les catastrophes en ayant une action de terrain, communale, par rapport à nos règlements, par rapport à notre agriculture, à nos forêts, au type d'empierrement que l'on met, au type de pavé que l'on installe dans les localités, dans les villes, pour essayer de diminuer ce type de problème.

Je voulais aussi vous demander, par rapport à l'indemnisation, comment les choses allaient se passer. Tout est-il reconnu en calamité, puisque l'on a eu des événements un peu différents un peu partout en Wallonie ? Je sais que c'est un peu tôt pour poser la question, mais avez-vous déjà un peu de recul par rapport à cela ?

Par rapport au fonds qui a été mis à disposition pour l'ensemble des citoyens, serait-il suffisant que pour faire face à la multiplication de ces catastrophes, sachant que nous ne sommes encore qu'au mois de juin ? J'espère que non, je ne voudrais pas être un oiseau de mauvais augure, mais on peut imaginer que d'ici la fin de l'année, d'autres problèmes se posent à différents endroits en termes climatiques. Croisons les doigts pour que cela ne soit pas le cas.

D'un point de vue financier, pouvons-nous faire face à ce qu'il s'est produit et ce qu'il pourrait se produire demain, dans le cadre des crédits qui sont alloués ou qui sont prévus pour ce type d'événements ?

Voilà l'ensemble des questions que je souhaitais vous adresser aujourd'hui, Monsieur le Ministre-Président.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Ryckmans.

Mme Ryckmans (Ecolo). - Monsieur le Ministre-Président, chers collègues, tout d'abord, nos pensées vont aux familles des personnes qui ont perdu la vie, aux personnes sinistrées. Nous pensons aussi aux collectivités, aux agriculteurs qui ont connu les dégâts que nous avons vus. Nous voulons nous associer aux remerciements adressés aux différents corps d'intervention – les pompiers, la protection civile – qui parfois travaillent dans des conditions difficiles et toujours avec le meilleur pour leurs concitoyens.

Cette question des inondations inquiète, la force de ces précipitations interpelle, la récurrence de ces inondations nous inquiète fortement.

Mes questions iront chaque fois sur les différents termes auxquels nous pouvons agir. Le premier terme, c'est l'urgence. L'urgence, c'est venir en aide aux sinistrés, assurer la protection, le déblaiement, le nettoyage, tous ces éléments de l'ordre de la survie directe.

Monsieur le Ministre-Président, pouvez-vous nous dire comment cela s'est passé ? Comment pouvons-nous éventuellement assurer ce que l'on appelé peut-être dans l'unité d'action, dans la gestion des cours d'eau et dans la gestion des voiries ? C'est un élément qui est intervenu sur la difficulté d'agir, avec des cours d'eau de classes 3, 2, 1, en amont le plus vite possible pour éviter des débordements et des ruissellements en aval.

Après l'urgence, il y a le court terme ; c'est s'assurer de la protection, de la mise en œuvre des moyens pour empêcher les conséquences les plus dramatiques, mettre en place les bassins d'orage, s'assurer de mesures agroenvironnementales qui aient du sens pour retenir ces ruissellements et empêcher ces débordements.

Qu'en est-il du plan PLUIES et de la mise en œuvre du Plan d'actions de gestion des aléas d'inondation ? Comment cela fonctionne-t-il ? Le plan PLUIES donne-t-il ses effets ?

Troisième temps, c'est le moyen terme ; c'est le moment où l'on doit travailler ou réfléchir aux mesures agricoles, aux mesures d'aménagement du territoire dont nous avons besoin pour éviter – certains en ont déjà parlé – et pour empêcher une urbanisation qui imperméabilise les sols, pour mettre en place des mesures agricoles qui empêcheront ces coulées de boue, tous ces mécanismes d'agriculture et d'aménagement du territoire nécessaires.

Enfin, sur le long terme, nous devons réfléchir à toutes les mesures mises en place pour lutter contre le réchauffement climatique, car un certain nombre de ces précipitations, leur fréquence et leur intensité, viennent notamment de ces éléments et il pouvoir s'y attaquer.

Quelle est l'action du Gouvernement à ces quatre niveaux de temporalité ?

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Stommen.

Mme Stommen (cdH). - Monsieur le Ministre, chers collègues, je souhaitais également intervenir sur cette problématique des inondations qui ont envahi la Wallonie ces derniers jours ; étant moi-même issue de l'est de la Belgique qui a particulièrement été touché. Depuis lors, un peu tous les endroits de Wallonie ont été touchés de la même manière.

Les dégâts matériels sont immenses. À ce jour, on a constaté le décès de trois personnes ; nous nous associons à la peine des familles et des proches. À ce stade, c'est un carnage dans toute la région de la Wallonie.

Monsieur le Ministre, je crois que vous avez eu l'occasion de vous en rendre compte lors d'une visite à Nassogne avec votre collègue, M. le Ministre Collin.

Après le temps de la solidarité, après le déblaiement dans l'urgence, et cetera, les citoyens sinistrés se posent maintenant la question de savoir quel sera le soutien qu'ils recevront de la Wallonie, notamment par rapport à l'activation du Fonds des calamités.

À ce niveau, je voulais vous adresser quatre questions.

Confirmez-vous ce qui a pu être dit par le directeur du Centre régional de crise qui a déjà laissé entendre que l'on pouvait se trouver dans une situation de circonstance climatique exceptionnelle ? Pour confirmer ou pas ce diagnostic, avez-vous des informations de l'IRM qui peuvent déjà vous indiquer vers où l'on s'oriente ?

Le cas échéant, y a-t-il moyen d'avoir une idée des délais dans lesquels les citoyens pourront avoir, éventuellement, l'aide de l'activation du Fonds des calamités ?

Enfin, par rapport à l'activité de ce Parlement, le Fonds des calamités agricoles relève toujours de la loi de 1976. Le Fonds des calamités public a fait l'objet de discussions, de débats, de votes ici au Parlement, mais les arrêtés d'exécution ne sont toujours pas passés. Confirmez-vous ou pas que les citoyens sinistrés vont toujours être concernés par la procédure de l'ancienne législation ? Ou n'est-ce pas le cas ?

M. le Président. - Nous la félicitons, d'autant plus que c'est sa première intervention en séance plénière, ce qui mérite vos applaudissements et toute notre

considération même si le sujet était particulièrement grave.

La parole est à M. Puget.

M. Puget (Indépendant). - Je me joins à mes collègues et j'ai une pensée des plus profondes pour les personnes qui sont décédées lors de cette catastrophe. J'ai aussi un message de soutien à toutes les personnes qui travaillent sur le terrain, qui ont travaillé 24 heures sur 24. Je pense, notamment, et ce qui est important aussi, c'est le personnel des communes qui était sur le front. En tout cas, pour ma part, à Rochefort, j'ai pu constater qu'à 2 heures et demie du matin ils étaient encore sur le front. Ils évacuaient encore des personnes. La police et les pompiers travaillent d'arrache-pied.

Bien sûr, Monsieur le Ministre, c'est un peu trop tôt, je pense que vous n'allez pas prendre la décision aujourd'hui de reconnaître cet événement comme calamité ou comme catastrophe naturelle. Justement, lundi, nous étions en discussion puisque le Fonds des calamités est régionalisé. Je sais que certaines choses vont être changées et, en tout cas c'est ce que je pense, jamais dans le bon sens pour les citoyens puisque l'on va relever les plafonds ou en tout cas relever les millimètres d'eau par heure et sur 24 heures de 0,30 à 0,35 et de 0,60 à 0,70, alors qu'en Flandre cela ne bouge pas.

À Rochefort, je viens de regarder sur le site des voies hydrauliques, sur six heures, il est tombé 25,3 millimètres, donc on n'est pas aux 30 millimètres par heure. À mon avis, il en est tombé 25,2 sur 10 minutes et le reste sur les quatre heures cinquante. Quand on prend cela sur 24 heures, on n'est même pas à 30 millimètres.

Pouvez-vous nous expliquer comment a été déterminée cette prise de mesure ? Est-ce une mesure instantanée ou considère-t-on qu'il y a une heure sur une heure ? À Rochefort, on ne serait alors même pas au 0,30.

Confirmez-vous que vous aussi vous avez l'intention de relever les plafonds d'indemnisation ? Ce serait une très bonne nouvelle, et cela je vais vous écouter avec grand cœur. En tout cas, les limites minimales pour que le Fonds des calamités intervienne lors de pluies diluviennes, pour les citoyens, mais aussi pour les agriculteurs puisque je suis certain qu'à Rochefort, aussi, sur le sud de Rochefort, il y a des dégâts considérables dans les cultures.

M. le Président. - Voilà, chers collègues, qui clôture la liste des interventions dans ce débat d'actualité.

La parole est à M. le Ministre-Président Magnette.

M. Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon. - Comme vous toutes et tous, mes pensées vont d'abord aux victimes de ces catastrophes naturelles. Des

Wallons et Wallonnes comme vous et nous qui ont été pris par surprise par ces événements et ce déchaînement des événements et qui n'ont pas pu résister. M'étant rendu sur place, à Nassogne, vous l'avez rappelé, j'ai rencontré ce qu'ils ont vécu. Nous les avons rencontrés, M. Courard. Ils étaient profondément marqués encore quelques heures après par ces événements, notamment un homme qui se disait lui-même miraculé, emporté par un flot extrêmement violent et qui, par miracle, a pu s'accrocher à un piquet de barrière et s'extraire, à la force de ses bras, de ces torrents d'une puissance insensée.

Ce sont des événements dont on ne mesure pas toujours la violence et dont on ne mesure pas toujours à quel point ils révèlent notre vulnérabilité.

Mes pensées vont aussi – et mes remerciements, comme vous tous – à toutes celles et tous ceux qui se sont battus dans les heures qui ont suivi, pour aider les victimes de ces catastrophes naturelles.

Les services de secours, bien entendu, le personnel communal – et il faut saluer vraiment le travail admirable du personnel communal qui, la nuit, en dehors de toutes heures, en dehors de toutes conditions de normales de fonctionnement, a apporté tout le soutien qu'il pouvait apporter aux victimes.

Je voudrais saluer aussi – cela n'a pas encore été fait – la formidable solidarité entre citoyens que l'on a pu voir à cette occasion. On dit parfois que l'on vit une époque de repli sur soi, d'individualisme, d'égoïsme... Il faut hélas parfois des moments comme ceux-là, mais il faut voir combien les voisins s'entraident, combien ceux des villages d'à côté, qui n'ont pas été touchés, arrivent avec leurs seaux, leurs brouettes, leurs pelles, pour aider ceux qui ont été victimes.

Il y a là un sens inné, un sens profond de la solidarité dans notre Wallonie qui se révèle dans ces heures graves et qui, malgré les circonstances dramatiques, nous réchauffe en quelque sorte le cœur.

Maintenant, comment répondre et comment réagir ? Il y a trois temporalités. La première temporalité, c'est court terme, c'est apporter une réponse aux victimes et aux sinistrés.

Je ne peux pas vous dire aujourd'hui, parmi les 12 communes entrées en phase communale d'urgence, parmi les autres touchées et qui n'ont pas activé cette procédure, lesquelles pourront être reconnues comme ayant souffert d'une calamité naturelle.

Il y a une analyse, l'IRM remettra un certain nombre de données ; le centre de crise, sur base de ces données, proposera au Gouvernement de reconnaître telle et telle partie du territoire wallon en calamité naturelle. Je ne vais pas vous le dire aujourd'hui, la seule chose que je peux vous confirmer, effectivement, c'est que l'ancienne législation est en vigueur puisque nous venons de voter

le décret. Le décret améliore la législation historique, mais le cycle législatif complet n'étant pas abouti, il est logique que ce soit encore l'ancienne législation qui soit en vigueur. Ceci étant, elle a permis – et elle permet toujours – de bien indemniser les différentes victimes.

C'est d'aider sur le terrain les communes et les particuliers à monter leur dossier. C'est ce que nous avons fait dans les heures qui suivent – le centre de crise est sur le terrain. Ici, je dois vous avouer que cela a été compliqué, puisque les cinq provinces ont été touchées. C'est un phénomène tel que l'on n'a pratiquement jamais connu. Les cinq provinces ont été touchées, cela n'était pas localisé dans tel ou tel endroit du territoire ; et pour une fois, cela venait de l'ouest – cela venait de l'est, pardon – en général ce sont des rafales qui viennent d'ouest en est ; ici, elles venaient de l'est, elles venaient de masses orageuses allemandes qui ont traversé avec une grande brutalité notre territoire et qui venaient s'ajouter à des pluies qui avaient déjà été immenses au préalable.

Aujourd'hui, il y a donc de fortes raisons de penser qu'une grande partie des communes touchées seront reconnues en calamité naturelle, tant la qualité de précipitations et la violence des événements ont été fortes, mais je ne peux vous donner plus de précisions, j'attendrai les propositions du centre de crise. Je peux vous dire que le Gouvernement prendra sa décision dans les meilleurs délais et que nous aiderons les communes à aider elles-mêmes leurs particuliers. Les communes doivent simplement faire une déclaration et ensuite, nous aiderons les particuliers. Chaque fois que c'est nécessaire, nous formons les fonctionnaires pour aider les particuliers à monter leur dossier dans les trois mois.

Aujourd'hui, les assurances sont déjà sur le terrain et vous savez que nous intervenons à titre supplétif par rapport à ces assurances, au titre donc de la législation historique, je le rappelle.

Les moyens sont suffisants, en tout cas, ils seront suffisants. Cela, c'est un message important qu'il faut clairement passer, oui, nous avons prévu un fonds de 5,5 millions d'euros parce que c'était les fonds consacrés à la réparation de ces calamités dans les années précédentes, c'était une moyenne estimée sur plusieurs années précédentes – sur cinq années précédentes – et ils doivent être suffisants.

En 2015, le fonds a été très sous-utilisé, on n'a pas du tout utilisé les 5 millions et demi ; 2015 plus 2016, nous avons des réserves. Puis, bien entendu, nous avons prévu d'abord que l'on peut, dans un premier temps, s'il y a un surplus dans le Fonds des calamités agricoles, aller puiser là – et vice-versa, bien entendu, dans le cas inverse. Par ailleurs, puiser dans n'importe quelle autre source budgétaire wallonne pour venir en aide aux citoyens, il n'y a pas de limites, il faut venir en aide là où les dégâts ont été reconnus et là où les calamités naturelles ont été reconnues.

Deuxième temps, quand la réparation est en cours et quand les citoyens ont pu retrouver le calme, ont pu réparer, ont pu reprendre le cours normal de leur existence, c'est évidemment de continuer à travailler à la prévention d'événements comme ceux-là. On n'a pas attendu cette catastrophe pour le faire. Le plan PLUIES que j'ai fait adopter par le Gouvernement au mois de mars dernier prévoit 400 mesures. C'est la déclinaison, vous le savez, d'une directive européenne qui nous demande de prendre les mesures dans tous les domaines d'action, mesures qui s'imposent autant à des opérateurs publics qu'à des opérateurs privés, autant à la Région qu'aux provinces et communes. Quatre cents mesures, c'est un plan qui a fait l'objet d'un très long travail préparatoire et qui nous permet véritablement de faire des aménagements qui ont une forte fonction préventive. Beaucoup ont déjà été faits : des haies ont été replantées, des bandes herbeuses, des bassins d'orage, et cetera.

Maintenant, il faut le dire – vous l'avez dit, M. Courard – en la circonstance, aucun aménagement n'aurait été suffisant. Nous aurons connu pendant trois semaines une quantité de pluie telle qu'aucun aménagement n'aurait été suffisant. Nous sommes à la période où en principe la nature, les sols et la végétation peuvent absorber la plus grande quantité d'eau, mais les sols sont totalement saturés. Il n'y a plus d'eau qui rentre dans le sol. Elle glisse sur les sols saturés. J'ai pu le voir dans les environs de Nassogne.

La question n'est même pas celle de l'urbanisation, Madame Ryckmans, elle n'est même pas celle de la perméabilisation des sols. Ici, c'est dans les forêts, dans les champs, c'est sur les prairies même que l'eau coulait, se déversait en des rivières spontanées qui se créaient parce que les sols étaient complètement saturés et qu'ils venaient s'engouffrer directement dans les habitations.

J'ai visité une habitation où la rivière a traversé l'habitation. Elle est entrée par l'arrière, elle est ressortie par l'avant pour se déverser ensuite sur la route. Dans ce genre de situation malheureusement, aucun aménagement n'est suffisant. Les bassins d'orage sont pleins, les réseaux d'égouttage sont pleins. Comme les réseaux d'égouttage et les bassins d'orage sont pleins, les rivières débordent et aucune barrière, aucune digue n'est suffisante pour canaliser une telle quantité d'eau quand on a des précipitations telles que celles-là.

Beaucoup d'autres peuvent être prévenues et dans beaucoup d'autres cas on peut limiter les dégâts avec des aménagements. C'est ce que nous faisons de manière systématique. Suite aux événements identiques, similaires, connus dans le Brabant wallon – notamment à l'été 2014 – une analyse fouillée, attentive, a été faite. On regarde exactement quelle rivière a débordé à quel endroit, à cause de quel affluent, à cause de quel élément qui est venu augmenter son cours et comment on peut – par des aménagements souvent simples, une petite digue par-ci, un mur par-là, un mur

d'endigement, ou ce genre de chose – faire en sorte qu'à quantité de précipitation équivalente, il n'y ait pas le même type de dégâts.

Cela, ce sont évidemment des analyses qui sont faites et ce sont des travaux de réparation et de prévention qui sont faits pour qu'à quantité de précipitation équivalente, on évite des dégâts du même type.

Je le répète, dans un cas comme celui-ci véritablement exceptionnel, cela n'aurait pas suffi.

Finalement, il faut travailler effectivement sur le long terme. Je suis un petit peu moins sûr que vous, Monsieur Jeholet, que cela n'a rien à voir avec le dérèglement climatique. Je ne dis pas réchauffement climatique, je préfère le terme dérèglement climatique. Enfin, de mémoire d'Homme, on a rarement de tels dérèglements, de tels printemps qui sont si peu printaniers, de tels hivers qui sont si peu hivernaux. Le dérèglement est manifeste.

Nous devons effectivement continuer à lutter de manière déterminée contre le réchauffement climatique. Cela ne changera pas ici et maintenant la situation sur le terrain, néanmoins si nous ne tirons pas les leçons des conséquences de nos activités humaines, pour éviter que ces phénomènes s'aggravent, nous n'aurons qu'à pleurer sur notre propre sort dans une ou deux générations, quand l'Homme ne sera plus en mesure d'endiguer de tels phénomènes.

C'est pour cela qu'avec le ministre Furlan, nous avons mis en place un très ambitieux plan Climat qui a été présenté très récemment, qui a été débattu dans cette enceinte et que – pas plus tard que cet automne – nous allons mener un sommet pour le climat. Il faut que les très nombreuses mesures qui ont été arrêtées par le Gouvernement, qui ont été portées par le ministre Furlan, elles puissent être appropriées par la population.

Nous avons dans notre population déjà des milliers d'acteurs qui ne demandent qu'à s'approprier ces politiques. Dans les écoles, dans les mouvements de jeunesse, dans l'agriculture, dans les circuits courts, dans les épiceries sociales, dans tout ce qui fait la vie, la très intense vie sociale et associative de notre Région, il y a des citoyens d'ores et déjà engagés, parfois en avance sur leurs dirigeants, en avance sur nous – il faut avoir l'humilité de le reconnaître – qui ne demande qu'à s'impliquer encore davantage dans la lutte contre le réchauffement climatique, non pas pour éviter demain une inondation ou des dégâts comme ceux-là – hélas ! – mais pour éviter que l'on puisse dire, dans une ou deux générations, que les Wallons de ce moment-là, du XXI^e siècle, n'ont pas tiré les leçons de leurs actions.

Oui, nous agissons à court terme pour aider les victimes. Oui, nous travaillons à moyen terme pour prévenir de telles catastrophes. Nous travaillons aussi à

long terme pour que les leçons de ces catastrophes soient tirées et que la Wallonie reprenne un cours d'action qui évite que de telles catastrophes se multiplient à l'avenir.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Vous avez parlé de la solidarité – et je l'ai fait avant vous – de tous les services. Comme malheureusement Mme Galant n'a pas pu poser une question urgente tout à l'heure, je vous demanderai – en tant que ministre-président – d'intervenir auprès des intercommunales de collecte et de traitement des déchets d'arrêter la grève, puisqu'il y a toute une série d'intercommunales qui sont en grève aujourd'hui, toute une série de personnes qui doivent aller aux parcs à conteneurs. À un moment donné, on leur dit « Les parcs sont fermés parce que la CGSP fait grève ». Cela, c'est une mesure que je vous demande.

Je vous demande d'intervenir en tant que ministre-président par rapport à des gens qui souffrent aujourd'hui. Il y a des mesures très concrètes qui peuvent être prises.

Vous annoncez à nouveau beaucoup de choses, un plan PLUIES, le plan Climat, on est habitué par rapport à ce plan Climat. Par rapport aux calamités, il y a toute une série de critères de reconnaissance. On sait que cela va être plus sévère demain. Il y a un budget, vous dites, de 5,5 millions d'euros qui est prévu, mais j'aurais souhaité vous entendre par rapport aux communes qui sont victimes de dégâts importants dans leur bâtiment, leur rue, leur voirie, leur trottoir. Des budgets complémentaires seront-ils prévus demain ? C'est pour le court terme.

Pour le moyen et le long terme, je prends note des plans de réparation, de prévention que vous annoncez. Que ce soient les Wallonnes et les Wallons, en particulier celles et ceux qui sont victimes des inondations et des calamités aujourd'hui, ils attendent des actions, des mesures concrètes sur le terrain pour éviter ce que l'on a connu ces derniers jours. Sans faire de reproches au Gouvernement – ce n'est pas le Gouvernement qui est responsable – il peut demain, outre envisager – je vous entends bien, on aura l'occasion d'en rediscuter – une série de plans, de mesures, organiser du concret, des actions sur le terrain que les Wallonnes et Wallons attendent.

M. le Président. - La parole est à M. Courard.

M. Courard (PS). - Je voudrais revenir sur quelques propos et notamment sur la problématique des dégâts agricoles. Il est particulièrement important d'être attentif à cela. On connaît la situation des agriculteurs, à cette tribune, on en débat régulièrement. Cela s'ajoute aux difficultés qui sont déjà rencontrées, il y a donc un fond particulier. J'attire l'attention du Gouvernement sur le

dynamisme dont il faut faire preuve par rapport à cela pour aider nos agriculteurs.

Je voudrais aussi souligner les propos du ministre-président qui sont importants. C'est cette solidarité qui s'est exercée entre toutes les personnes concernées ou non. Comme l'a dit le ministre-président, les gens des villages voisins sont venus donner un coup de main ; il y a vraiment une démonstration de solidarité importante. Comme l'ont dit tous les intervenants, tout le monde s'est félicité de l'action des communes, des pompiers, des policiers, de tous les services publics qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient, en passant parfois des nuits pour essayer d'adoucir les difficultés.

Dans ce cadre, puisqu'il y a un bon consensus – ce sont des propos relayés par tout le monde – notre Parlement, associé avec le Gouvernement, ne devrait-il pas adresser un courrier qui pourrait être diffusé dans les bulletins communaux des communes concernées ? Ce serait simplement un remerciement, un témoignage de gratitude à l'égard de toutes celles et ceux, citoyens lambda, hommes du feu, ouvriers communaux qui ont participé à une partie des résolutions des difficultés rencontrées lors de ces problèmes climatiques. C'est une proposition.

Je vous remercie.

M. le Président. - La parole est à Mme Ryckmans.

Mme Ryckmans (Ecolo). - Si nous devons nous réjouir de la solidarité qui s'exprime, il faut aussi pouvoir entendre l'amertume d'un certain nombre de personnes qui sont victimes pour la dixième fois de catastrophe et qui se demandent quelles sont les interventions menées, tant au niveau communal qu'au niveau régional. Là, il faut pouvoir leur répondre et mettre en place des mesures de protection, déployer tous les mécanismes que, par exemple, la cellule GISER a identifiés, les renforcer, les mettre en œuvre concrètement sur le terrain pour éviter à l'avenir de telles catastrophes.

Il faut aussi nous interroger sur les mesures d'aménagement du territoire. Il me semble que nous sommes en train d'examiner le CoDT et, par exemple, dans la mesure de protection des haies, on dit : « Il faut planter des haies » ; et dans le même temps, on facilite les possibilités de les arracher dans le nouveau CoDT. C'est un problème que nous ne pouvons pas supporter.

Nous pensons important de renforcer, plutôt que de fragiliser, les mesures qui sont prises et de renforcer aussi, de manière à décourager, les constructions en zone inondable, le plan Inondation doit être actualisé et des mesures de ce type doivent être mises en place au plus vite pour éviter d'autres catastrophes dans le futur.

M. le Président. - La parole est à Mme Stommen.

Mme Stommen (cdH). - Ma question était assez court-termiste. Je m'attache à cet aspect. Les communes vont devoir faire face à des dépenses inattendues, supplémentaires, par rapport à la réfection des infrastructures publiques.

Nous espérons, effectivement, qu'elles pourront compter avec la solidarité de la Région wallonne, au-delà des remerciements.

M. le Président. - La parole est à M. Puget.

M. Puget (Indépendant). - Merci, Monsieur le Ministre-Président, pour vos réponses.

Cet élan de solidarité entre les citoyens est très prononcé lors de tels événements, et l'on s'en réjouit.

Je suis aussi extrêmement satisfait d'avoir entendu que c'est toujours l'ancienne législation. Je m'en doutais, mais vous l'avez confirmé, donc cela me rassure que nous soyons encore sous l'ancienne législation sur le Fonds des calamités.

Pour le reste, je soutiens l'idée de M. Courard. Je trouve que ce serait une bonne initiative d'encourager nos citoyens, de les soutenir et de montrer que le Parlement de Wallonie est le Parlement de tous les Wallons et que nous sommes conscients des efforts et des événements que nos concitoyens vivent en ce moment.

Une dernière petite chose : les pluies diluviennes, on peut faire tous les travaux que l'on veut, on ne saura pas, à moins de mettre une bâche au-dessus de la Wallonie pour être tranquille, mais je sais aussi qu'il y a des possibilités. Je vois, à Han-sur-Lesse, qui était inondé très régulièrement, que des travaux ont été effectués il y a une dizaine d'années et il n'y a plus de problèmes là-bas. Il y a donc des solutions techniques à mettre en place. Il faut le vouloir. Évidemment, il faut des moyens ; je pense qu'il existe des moyens techniques pour protéger nos populations de ce type d'événement.

M. le Président. - Voilà qui clôture le minidébat d'actualité sur les inondations. Nous allons entamer le dernier débat avant le retour sur l'examen du CoDT.

DÉBAT SUR LE CONTRÔLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES DES VOITURES DIESEL, EN APPLICATION DE L'ARTICLE 70 DU RÈGLEMENT

M. le Président. - L'ordre du jour appelle le débat sur le contrôle des émissions polluantes des voitures diesel, en application de l'article 70 du règlement.

J'ai comme demandes de prise de parole, je le vérifie avec vous : Mme De Bue, M. Legasse, M. Henry, Mme Waroux, M. Gillot et M. Puget. Ai-je été complet

dans ma prise de parole ? Oui. Après que vous vous soyez exprimés, le ministre Di Antonio répondra.

La parole est à Mme De Bue.

Mme De Bue (MR). - Monsieur le Ministre, pour rappel, c'est au mois de septembre 2015 que l'agence américaine de protection de l'environnement avait révélé l'existence d'un logiciel utilisé au sein des véhicules du groupe VW pour désactiver le dispositif de dépollution d'oxyde d'azote et avait fait apparaître un scandale de fraude organisée à grande échelle avec des conséquences dramatiques, tant sur les plans environnementaux que financiers.

Diverses études concluent que seul VW a réellement triché, mais constatent qu'un certain nombre de véhicules d'autres marques dépassent largement, aux conditions réelles, les plafonds d'émissions d'oxydes d'azote autorisés par l'Europe. Elles montrent aussi que les constructeurs utilisaient un peu trop les *defeat devices*, ces logiciels d'invalidation destinés à bloquer la réduction d'émissions de NOx des moteurs.

Nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de débattre de ce scandale et de ses conséquences. Le Gouvernement a déposé une déclaration de personnes lésées auprès du procureur du Roi et, dans l'attente d'un éventuel dépôt de plainte, le Gouvernement a privilégié la voie de la négociation avec le constructeur allemand en vue de trouver un accord pour obtenir une réparation du dommage causé.

Le Gouvernement a rappelé à plusieurs reprises, à l'occasion d'une résolution que nous avons débattue ici en plénière, qu'il ne se retournerait pas contre les propriétaires de véhicules VW, estimant qu'ils étaient tout autant victimes que les pouvoirs publics.

En ce début d'année 2016, Monsieur le Ministre, vous avez initié des tests d'émission sur une centaine de véhicules légers, d'une part pour vérifier si les autres constructeurs respectent les normes environnementales en vigueur et d'autre part pour obtenir une cartographie du parc automobile diesel qui circule en Wallonie.

En commission, avons discuté de votre projet et de la méthode, à savoir le recours aux centres de technologies avancées à Mons, associés à l'ISSeP, pour la validation des mesures, ainsi qu'à l'Université de Mons pour la constitution d'un échantillon représentatif.

Si vous vous souvenez, avec d'autres collègues, MM. Stoffels et Henry, nous étions plusieurs à nous interroger sur la validité de l'échantillon puisque vous avez parlé d'une centaine de voitures sur base volontaire ; un centième de pour cent du parc automobile wallon est concerné.

Nous nous interrogeons aussi sur la valeur des résultats, sur leur signification, tant sur leur intérêt statistique que sur leur valeur juridique. Nous avons

appris il y a quelques jours que les résultats de ces tests étaient tombés.

La conclusion de ces résultats, c'est que l'affaire VW éclabousse l'ensemble des constructeurs automobiles.

Vous parlez de 28 véhicules ; il faudrait savoir si c'est 28 véhicules ou 28 marques de véhicule ; la précision est importante. Ces 28 véhicules testés ont des émissions d'oxyde d'azote largement supérieures aux émissions déclarées dans le catalogue de vente des constructeurs. La valeur moyenne mesurée est de 617 milligrammes par kilomètre. Il s'agit d'un dépassement moyen de 3,4 fois supérieur, en référence à la moyenne des émissions annoncées par le certificat de conformité, de 141 milligrammes par kilomètre.

Quant aux véhicules VW, par exemple la Sharan, elle respecte les normes Euro 5 ; néanmoins, elle dépasse de 0,96 fois la valeur catalogue, mais sans savoir si elle est équipée d'un logiciel truqué.

Les résultats concernant les émissions du CO₂ sont tout aussi interpellants, avec une moyenne d'émission supérieure à 36 %.

Monsieur le Ministre, dans la foulée du débat que nous avons eu en commission il y a quelques mois, nous avons constaté que nous avons peu d'informations concernant la méthodologie ; il y a des interrogations légitimes sur la fiabilité de votre test. Ces tests sont-ils validés, reconnus, homologués, par une instance ? Sur base de ceux-ci, envisagez-vous d'autres évaluations, d'autres tests ?

Nous avons également pu prendre connaissance de certains avis des acteurs du secteur par rapport à ces résultats. Ils ne font pas l'unanimité sur leur méthode. N'avez-vous pas peur de jeter le trouble auprès des citoyens, de les inquiéter et de ne pas leur donner des critères de choix clairs pour leur acquisition de véhicules ?

Vous épinglez la Commission européenne. Rien ne prouve, de la part des constructeurs, qu'il s'agit d'une vaste fraude, mais se soulève une question : « Y a-t-il eu collusion entre les constructeurs et l'Europe ».

On peut se demander si les tests européens n'ont pas été volontairement adaptés pour arriver à des émissions faibles.

Cette affirmation est très grave. Pouvez-vous être plus précis ?

Vous dites aussi que ces résultats prouvent que le test européen officiel est inutile et que l'Europe doit modifier ces tests et les réaliser en conditions réelles. Or, il apparaît que c'est la voie choisie, que ce constat fait l'unanimité et que des tests seront progressivement développés et tiennent compte de l'utilisation réelle des véhicules sur la route.

J'aurais aimé savoir si vous avez connaissance des résultats précis d'analyses faites dans d'autres pays, si vous avez comparé les méthodes de travail.

Dans ce contexte, vous affirmez également que le Gouvernement wallon doit revoir sa politique environnementale. Vous avez cité des restrictions plus sévères pour les alertes smog, l'interdiction de voitures diesel dans les centres-villes, l'instauration d'une taxation verte encourageant les véhicules moins polluants.

Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre ? Comment reverrez-vous votre stratégie en termes de modes de transport ? Quelles sont les mesures entrant notamment dans le cadre du nouveau plan Air-Climat-Énergie ?

Celui-ci a été présenté dans les grandes lignes hier en commission, mais il apparaît qu'il ne contient pas d'objectifs chiffrés, pas de mesures concrètes et pas d'indicateurs de suivi. Dès lors, celui-ci sera-t-il suivi d'un autre plan ?

Quelles sont les conséquences concrètes de toutes ces situations pour le citoyen ? Imaginez le désarroi de ces nombreuses personnes qui, en toute bonne foi, ont acheté un véhicule dont il apparaît maintenant que les résultats des tests démontrent qu'ils ne respectent pas les normes en vigueur et qu'ils polluent l'environnement de manière beaucoup plus significative ?

Que va-t-il se passer pour ces citoyens si la législation change et qu'ils se retrouvent donc avec une taxe à payer alors qu'ils s'attendaient à un autre niveau de taxation vu les normes de pollution auxquelles ils doivent réellement faire face ?

Monsieur le Ministre, ce débat est aussi l'occasion de revenir sur le litige, sur le préjudice auquel la Wallonie doit faire face. Vous avez eu une réunion importante avec les responsables de VW ce mardi 7 juin. Celle-ci visait à convenir d'un accord à l'amiable et la Région wallonne estimait le préjudice entre 20 et 30 millions d'euros pour la Wallonie.

Sur quelle base celui-ci a-t-il été évalué ? Celui-ci a-t-il été déterminé à partir de ces tests effectués par le CTA ?

Quels sont les préjudices en termes environnementaux et quels sont ceux qui existent sur le plan fiscal ? Avez-vous des données plus précises puisque nous attendions également les données du groupe VW ? Celui-ci a-t-il fait des propositions financières ? Quelles étaient-elles ? Êtes-vous parvenu à un consensus ?

La décision prise par VW de ne pas dédommager les propriétaires européens des véhicules truqués a-t-elle eu un impact sur la procédure de conciliation ?

Peut-on savoir si, à ce stade, la Région wallonne entamera, le cas échéant, une procédure judiciaire ?

Où en est-on dans la remise à jour des véhicules wallons concernés effectués par D'Ieteren ?

Le Gouvernement peut-il nous faire état de plaintes portées contre le constructeur à ce stade ?

Pour terminer, il y a encore eu une réunion hier sur le plan européen réunissant les 28 pays. Êtes-vous en mesure, Monsieur le Ministre, de nous faire état des décisions prises ? Celles-ci ont-elles répondu aux attentes de la Région wallonne ?

Mon temps de parole étant écoulé, je vous remercie pour vos réponses et, surtout, j'attends avec impatience vos réponses aux nombreuses questions que mon groupe se pose à ce sujet.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Legasse.

M. Legasse (PS). - Monsieur le Ministre, chers collègues, depuis plusieurs mois, nous sommes confrontés à une fraude sans précédent, les normes d'émissions déclarées par un des plus gros constructeurs automobiles du monde ne correspondent pas aux émissions effectives des véhicules.

Cette situation a appelé plusieurs réactions de la part des autorités. La Chambre des représentants a mis sur pied une commission spéciale. En Wallonie, vous avez proposé de tester les véhicules au hasard et une conciliation avec VW est en cours.

La presse a rendu publics les premiers résultats des tests wallons et ils sont sans appel. Tous les véhicules testés, de toutes les marques, dépassent les normes d'émissions initialement annoncées.

Au niveau méthodologique, ces tests sont-ils fiables ? On peut se poser la question, je vous pose la question.

Le cas échéant, quelle va être la réaction de la Wallonie ? Qu'en est-il d'une communication officielle envers la Commission européenne ?

Le cas échéant, est-il possible que le secteur automobile ait pu berner à ce point de la sorte les autorités européennes ? Des tests de mise sur le marché des véhicules ne doivent-ils pas être revus au niveau européen ?

Ce qui est paradoxal, c'est que c'est cette même commission qui contrôle à juste titre les émissions globales des gaz à effets de serre des États membres. Des sanctions sont prévues en cas de dépassement. Or, on a l'impression qu'un autre service de cette même

commission a couvert en quelque sorte, selon ce qui est lu, les dépassements du secteur automobile.

N'y a-t-il pas lieu, aujourd'hui, d'évaluer ensemble le préjudice environnemental subi par les États membres et surtout de remettre un peu de transparence dans tout ce dossier ?

De plus, une importante réunion s'est tenue ce mardi 7 juin entre la Wallonie, ses représentants et ses avocats, d'une part, et le groupe VW, d'autre part. Allons-nous toujours vers une conciliation ?

Vous annonciez précédemment un préjudice estimé entre 20 et 30 millions d'euros. Comment ce préjudice a-t-il été estimé ? Sur quelle base ?

Enfin, au-delà des constats et du préjudice, il y a la réaction politique, surtout, et les mesures qu'il faudra prendre. En effet, aujourd'hui, on peut estimer à 4 600 tonnes le surplus de NOx émis dans l'atmosphère dû au dépassement des 430 000 véhicules de la gamme Euro 5 immatriculés en Wallonie. Comment, dans ce cadre, respecter nos engagements environnementaux ?

Il semble que l'on se dirige vers un durcissement de notre politique en matière de qualité de l'air avec des interdictions de circuler pour certains véhicules au moment des pics de pollution. La Région bruxelloise, par exemple, se penche, aujourd'hui, sur la matière et envisage l'interdiction des centres-villes à certains véhicules. Ce dispositif est-il transposable dans les centres-villes wallons à certains véhicules ? Le cas échéant, avec quels garde-fous sociaux, car, les vieilles voitures ou les véhicules d'un certain âge appartiennent souvent à des concitoyens moins aisés ? L'initiative environnementale ne devrait pas devenir l'objet d'une fracture sociale. En Allemagne, certaines villes ont déjà pris des initiatives de ce type. Pensez-vous donc que ce soit possible chez nous ?

Pour terminer, je rappellerai que l'on est en face d'une fraude d'une ampleur jamais vue et que les dégâts environnementaux et sanitaires sont énormes. L'Europe doit absolument revoir la façon dont elle homologue et contrôle les véhicules, c'est un préalable indispensable. Les États devront, dans un second temps, voir comment obtenir une juste réparation des préjudices environnementaux et sanitaires subis. Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Monsieur le Ministre, chers collègues, effectivement c'est un débat qui a fait scandale et qui a rebondi à plusieurs occasions. Il y avait une certaine notoriété, peut-être pas grand public, du fait qu'il y avait un souci quant au respect par un certain nombre de constructeurs ou en tout cas à la vérification des modèles mis sur le marché des véhicules, le respect des différentes normes d'émission.

Il est apparu que le problème était bien au-delà de ce qui pouvait être craint, à la fois dans les chiffres de dépassement et dans la quantité de modèles. En effet, comme certains collègues l'ont dit, on ne voit pas très bien quels sont les modèles qui respectent les normes, en tout cas, à ce stade, on est plutôt dans un constat assez général de dépassements très importants sur plusieurs points.

C'est évidemment un problème extrêmement grave par lui-même parce qu'il représente, par les émissions de polluant que cela représente, tout simplement un non-respect de disposition législative, non pas une option. Ce n'est pas juste un problème commercial, c'est un problème de respect de normes qui ont été définies légalement. C'est un problème qui dépasse bien entendu la Wallonie, ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons rien à faire, mais qui est un problème qui se pose à une échelle bien plus importante. C'est aussi extrêmement grave pour les consommateurs, les personnes qui ont acheté des véhicules et qui ont été trompées. C'est surtout très grave pour l'environnement et la santé publique puisque ces émissions, en particulier dans les villes où il y a une concentration très importante de véhicules, ont un impact considérable sur la qualité de l'air et sur la santé en termes d'allergie, de maladie, de développement de cancer et j'en passe, comme vous le savez le nombre de maladies qui sont liées à la situation environnementale.

On est sur un vaste débat extrêmement grave et la question aujourd'hui est de parvenir à réussir à renverser cette tendance.

Il y a plusieurs niveaux d'intervention, mais le niveau principal où il faut obtenir des résultats est évidemment le niveau européen. C'est seulement au niveau européen que l'on pourra avoir une force réelle par rapport aux constructeurs et par rapport au respect de la législation et à l'ampleur des acteurs économiques que l'on a face à nous. Le niveau européen n'est pas une île, ce n'est pas un quartier de Bruxelles. Le niveau européen, ce sont les parlementaires européens de tous les pays européens et ce sont les ministres, notamment de l'Environnement, de tous les pays européens et ce sont, bien entendu, la Commission européenne et son administration.

Par conséquent, Monsieur le Ministre, je voudrais vraiment, dans ce débat, que vous nous fassiez le point sur les points, justement qui sont à l'agenda de la discussion européenne. Quels sont les points prévus dans les prochains mois ? Quelles sont les échéances annoncées ? Quel est, surtout, le rôle que la Wallonie a pu y avoir ? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas encore, aujourd'hui, une décision européenne, après tous les discours que l'on a pu entendre, après les discours parfois très engagés sur la situation ? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas encore une décision européenne, par exemple, d'une agence centralisée irréprochable en matière de vérification et d'homologation des

véhicules ? Qu'est-ce qui bloque ? Où est le problème ? J'imagine que ce n'est pas au sein du Conseil de l'environnement ou alors si c'est le cas, dites-le-nous. Où sont les difficultés ? Quelles sont les initiatives que, de votre côté, vous avez pu prendre à ce sujet ?

Deuxièmement, du côté wallon, vous avez annoncé une série de tests – quelques dizaines de tests de véhicule. Vous savez ce que j'en pense. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises. Je pense que c'est peut-être une illustration amusante, mais je ne vois pas très bien ce que l'on va pouvoir en faire, donc j'aimerais vous entendre sur ce point. Quelles sont les conclusions autres que par l'illustration que vous tirez des tests que vous avez souhaité organiser ? Qu'en résultera-t-il comme action réelle ? Quelles sont les politiques wallonnes qui seront mises en œuvre sur cette base ?

Dernier élément concernant les procédures judiciaires. Où en sommes-nous ? D'autres pays, comme vous le savez, ont négocié avec certains constructeurs pour avoir réparation des usagers, des consommateurs. Où en est la Wallonie dans les différentes procédures qui ont été envisagées et parfois annoncées de manière forte concernant les réparations vis-à-vis des citoyens européens et en particulier wallons ?

M. le Président. - La parole est à Mme Waroux.

Mme Waroux (cdH). - Monsieur le Ministre, chers collègues, effectivement, le 18 septembre dernier, après des tests pour ainsi dire fortuits menés par des étudiants, l'Agence américaine de protection de l'environnement révélait l'existence d'un logiciel truqué utilisé au sein des véhicules diesel du groupe Volkswagen ayant pour but de désactiver les dispositifs de dépollution de NOx en conditions normales de circulation et de modifier les effluents lors des contrôles techniques.

Suite à ces révélations, l'Union européenne et ses États membres – et singulièrement les différentes entités de notre pays – ont pris les dispositions nécessaires afin de réaliser un état des lieux de l'ampleur de cette fraude. Je tiens à saluer toutes les initiatives entreprises par le Gouvernement wallon depuis la fin de l'année 2015.

Parmi ces initiatives, vous avez aussi souhaité, Monsieur le Ministre, obtenir une estimation réelle des taux d'émission des véhicules légers en Wallonie afin d'évaluer le différentiel avec les valeurs renseignées par les constructeurs, et vous avez du flair.

La Wallonie a réalisé ces tests au Centre de technologie avancée de Mons en partenariat avec l'AWAC et sous la houlette de l'université montoise et de l'Institut scientifique de service public. Un échantillon de 38 véhicules de particuliers a donc été testé en conditions réelles de circulation à partir du 30 janvier 2016.

Une série de tests de ce type a été réalisée également dans d'autres États membres comme en Allemagne, en France ou en Grande-Bretagne.

Serait-il possible d'avoir davantage d'informations sur la méthodologie et le protocole utilisés pour effectuer ces tests ?

Dans le rapport sur les résultats de l'évaluation, on retrouve dans le top 10 des écarts entre performance annoncée et mesure effectuée les marques de véhicules suivantes. Pour les rejets de NOx : Nissan, Skoda, Renault, Citroën, Peugeot, Opel et VW. Pour le rejet de CO2 : Renault, Volvo, Dacia, VW, Citroën, Peugeot, Chevrolet et Skoda.

Pourquoi certaines marques n'apparaissent-elles pas dans cette liste ? Je pense notamment aux Audi, Mercedes ou BMW qui sont quand même régulièrement présentes sur nos routes. De quelle manière s'est fait le choix des marques de véhicules à tester ?

Aujourd'hui, les conclusions ont été livrées et sont sans appel : aucun véhicule ne respecte les normes d'émission de gaz polluants fixées par l'Union européenne. En effet, à une exception près, une VW – et ce n'est pas parce que ce sont mes initiales – toutes les voitures de l'échantillon testé dépassent les normes d'émission d'oxyde d'azote et de dioxyde de carbone autorisées. Quelques chiffres révélés en ce qui concerne les rejets de NOx, tous les véhicules dépassent les normes d'émission dans un rapport de 1 à 6,5 fois supérieur. Constat semblable pour le CO2, les émissions observées sont en moyenne supérieures de 36 % aux valeurs annoncées, avec des écarts de 8 à près de 80 %.

Apparaissent ainsi deux scandales : celui identifié du logiciel de trucage des performances chez VW et celui de l'écart inadmissible entre les performances annoncées des constructeurs automobiles et les résultats aux tests.

Il est évident que le dépassement généralisé est significatif des valeurs indiquées sur le passeport du véhicule. Des normes européennes nous mènent à affirmer que nous pouvons définitivement parler là aussi d'une tromperie.

Le constat est maintenant posé, tous ces tests doivent mettre les constructeurs devant leurs responsabilités. Il est plus qu'urgent de réagir.

Monsieur le Ministre, pouvez-vous nous faire une estimation du nombre de véhicules en Région wallonne et aussi plus globalement en Belgique qui seraient concernés par cette fraude ?

Dès les prémices du scandale, les entités compétentes, qu'elles soient européennes, fédérales et régionales, ont aussitôt interpellé l'office allemand de motorisation KBA, l'autorité allemande qui a délivré le certificat d'homologation. Ces résultats démontrent également toute l'inutilité des tests d'homologation qui

ne sont pas fiables, imposés jusqu'ici par l'Europe. La nouvelle procédure de test en laboratoire, qui entrera en vigueur dès 2017, le sera-t-elle davantage ?

Pour rappel la législation en vigueur de mise sur le marché des voitures neuves est dictée par l'Europe. Les émissions des polluants atmosphériques des moteurs sont en effet réglementées par des normes européennes régulièrement revues. On pourrait s'interroger, comme d'autres collègues l'ont fait, dans ce cadre, sur un éventuel lobby des constructeurs sur l'Union européenne, voire, éventuellement, une collusion entre le secteur et l'Europe.

Le respect des normes est basé sur une homologation de véhicules par l'État membre avant sa mise sur son marché intérieur et le marché extérieur. L'État qui octroie le certificat de conformité est responsable pour la conformité au niveau de la réception et de la production. Au vu des résultats des tests, cela veut dire que certains États membres ont réalisé des tests d'homologation et délivré le certificat de conformité. Quelle suite allez-vous donner à ces États membres ? Allez-vous leur imposer de prendre des mesures correctrices ?

Ces informations révélées étaient, quoi qu'il en soit, indispensables pour effectuer une estimation des préjudices environnementaux et sanitaires – j'y reviendrai ensuite – mais aussi pour avoir une idée des préjudices encourus par les consommateurs du fait de la perte de valeur des véhicules.

Monsieur le Ministre, je voudrais donc spécialement faire un lien avec l'affaire VW en tant que telle, sans parler des autres constructeurs.

Pour ce qui est de se poser la question de l'indemnisation pour les consommateurs ayant subi un préjudice, nous savons que la protection du consommateur reste une responsabilité de l'État fédéral. La Région wallonne ne peut imposer directement au groupe VW de dédommager les particuliers.

La commission spéciale Diesel Gate de la Chambre n'est, sur ce sujet, pas parvenu à un accord.

Le cdH avait alors proposé de faire apparaître dans leur rapport des compensations pour les consommateurs lésés à l'instar des consommateurs américains. Cela a été, très étonnamment, refusé par la majorité.

Êtes-vous en contact, Monsieur le Ministre, avec vos homologues au niveau fédéral sur cette question de l'indemnisation ? Quelle sera la suite apportée à ce sujet ?

Plus grave encore dans ce dossier, ce sont les conséquences pour la qualité de l'air et la santé qui vont au-delà de ce que l'on avait pu imaginer.

Pour rappel, l'agence européenne de l'environnement a estimé à 75 000 le nombre de décès liés au NOx dans les zones urbaines. L'Europe souhaite, pour 2030, réduire de 50 % le taux de mortalité dû à la pollution atmosphérique. Les mesures d'amélioration continues de la qualité de l'air et de la santé doivent être urgemment finalisées.

Aussi, les effets néfastes des polluants sur la santé, l'environnement et la biodiversité ont-ils un coût pour la société.

Êtes-vous en contact avec votre collègue, ministre de la Santé, pour prendre toutes les mesures nécessaires ?

Quelle est la part de responsabilité du transport dans les émissions de NOx et de CO₂ ?

De quelle manière allez-vous réorienter la politique en matière de qualité de l'air, plus particulièrement envers les véhicules ?

La Région bruxelloise, on l'a dit aussi, a déjà émis l'idée d'une zone « basses émissions », comme cela est le cas dans des centaines d'autres villes européennes.

Le plan Air-Climat, qui vient d'être adopté par le Gouvernement wallon et auquel nous nous intéressons beaucoup, va-t-il être réadapté ? Si oui, en quel sens ?

Vous avez déjà fait différentes annonces comme le fait de revoir la fiscalité automobile afin de favoriser les véhicules plus propres. De quelle manière cela pourrait-il se faire ?

Si l'on envisage des voitures électriques, il y a, en Wallonie, un manque de bornes électriques – je peux notamment citer le Parlement de Wallonie.

Avez-vous l'intention d'activer plus souvent les limitations de vitesse lors de périodes de smog ? En un mot, quel suivi comptez-vous faire sur le plan environnemental et de la santé ?

Enfin, Monsieur le Ministre, je terminerais pour savoir si vous pouvez faire le point, d'une part, sur la négociation du Gouvernement wallon avec le groupe VW en vue de l'obtention d'une réparation du dommage causé et, d'autre part, sur la déclaration de personne lésée, afin de préserver les droits de la Wallonie dans la procédure et d'être informés des avancées de l'instruction pénale.

La prochaine étape, avez-vous l'intention de porter plainte avec constitution de partie civile ?

Où en est-on dans les négociations ? Une réunion avait lieu effectivement hier, le 7 juin, avec le groupe VW. Le préjudice s'élèverait entre 20 et 30 millions pour la Wallonie. Les propositions financières ont-elles

été faites ? Êtes-vous parvenu avec un accord avec le groupe, sans quoi vous avez annoncé aller en justice ?

En conclusion, en termes d'impact sur la santé de tous, tant en termes d'impact sur la santé que sur l'environnement, c'est tout la confiance et l'image des constructeurs automobile qui est sapée dans ce scandale.

Il est indispensable que la Wallonie, en concertation avec les autres entités et dans le contexte européen, prenne, dès à présent, les mesures nécessaires pour que de telles tromperies entraînant des drames environnementaux et sanitaires – on peut oser user de ces mots – ne se produisent à nouveau.

Nous resterons extrêmement attentifs aux mesures que vous allez dès à présent mettre en place, Monsieur le Ministre.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président. - Merci Mme Waroux.

Je rappelle les temps de parole et invite chacun, bien sûr, à les observer ; pour M. Gillot c'est trois minutes et M. Puget, ensuite, ce sera deux minutes. Puis, nous entendrons le ministre pour une quinzaine de minutes.

La parole est à M. Gillot.

M. Gillot (PTB-GO !). - Ce n'est pas un scoop, toutes les voitures polluent.

L'étude de l'Université de Mons et de l'Institut scientifique de service public commandée est, toutefois, très interpellante. Les constructeurs automobiles trichent encore bien plus que ce que le scandale autour de VW ne le laissait penser. Certaines voitures neuves émettent jusqu'à 6,5 fois plus d'émissions que ce que les constructeurs annoncent.

Pire, toutes les voitures testées avaient des émissions d'oxyde de carbone supérieures au seuil autorisé ; les meilleures font quatre fois la norme.

Les tests européens qui conditionnent l'autorisation de ces voitures à la vente ne sont donc pas fiables, peut-être sous pression des constructeurs.

C'est une tromperie envers les consommateurs, mais aussi envers les pouvoirs publics. C'est un grave problème, non seulement pour l'environnement, mais aussi pour la santé.

En 2009 déjà, Bruxelles Environnement estimait que pour villes d'Anvers, Bruxelles et Liège, l'exposition à de trop fortes doses de particules fines était responsable de pas moins de 5,6 % des décès.

Ce énième rapport accablant sur la pollution routière sera-t-il enfin l'occasion de développer de réelles solutions ?

La question mérite d'être posée, dès lors que vous avez annoncé, d'emblée, Monsieur le Ministre, vouloir tenir compte du problème. À ce sujet, votre réponse, dans une interview radio du 2 juin, m'inquiète et nous inquiète particulièrement.

À juste titre, vous parlez d'améliorer les tests, mais sans dire ce que vous comptez entreprendre. Plus fondamentalement, il n'y a pas un mot sur le besoin d'offrir des alternatives à la voiture. Les seules propositions concrètes sont, en réalité, des mesures d'urgence, en intervenant pendant les pics de pollution, ou de pénalisation, en introduisant une taxe sur les véhicules diesel anciens, comme à Bruxelles.

La seule conclusion concrète, c'est donc que tout cela sera pris en compte dans la réforme de la fiscalité préparée par le ministre du Budget. C'est une étonnante déclaration, alors, que l'étude que vous avez commandée précise que toutes les voitures testées dépassent les seuils autorisés. D'autant plus étonnante quand on sait que ce dont nous avons besoin, c'est principalement moins de voitures sur les routes, alors que les budgets des TEC stagnent et que l'on supprime des trajets au lieu d'en créer.

Si l'on veut réellement réduire la pollution – l'enjeu est de taille – il faut donner la possibilité aux gens de se passer de la voiture à travers des parkings de délestage, des transports publics de qualité, avec un soin particulier pour l'intermodalité. La réponse de la Région doit être à la hauteur de la gravité du problème auquel nous devons faire face. Se contenter de sanctionner les conducteurs les plus fragiles à travers une fiscalité soi-disant verte ne l'est pas.

M. le Président. - Merci, Monsieur Gillot.

La parole est à M. Puget.

M. Puget (Indépendant). - Monsieur le Ministre, chers collègues, je me félicite que la Région ait mené des tests de pollution sur 38 véhicules différents.

La révélation que les émissions sur tous les modèles ont été supérieures à celles déclarées par les constructeurs relève du scandale à la consommation – c'est, là, une tromperie – et à l'environnement, à l'heure où nous devons, plus que jamais, défendre notre bien commun. Les résultats sont très inquiétants.

Comme les fraudes à l'environnement sont multiples, les personnes possédant un véhicule plus ancien peuvent aujourd'hui s'avérer lésées, car rien, finalement, ne prouve que le leur est tellement plus polluant. Mais en attendant, ils paient des taxes plus élevées. Qu'en est-il pour ces personnes ? Peut-on

envisager un test sur leur véhicule et ne pas se limiter à la norme Euro 5 ?

Les constats doivent s'inscrire dans deux débats évidemment complémentaires. Le premier est celui des véhicules que nous souhaitons voir arpenter nos routes. À Bruxelles, les véhicules les plus polluants, répondant, par exemple, à la norme Euro 1 pour le diesel, ne pourront plus circuler.

Vous avez déclaré, Monsieur le Ministre, envisager prendre la même mesure. Pouvez-vous nous confirmer ici, en séance plénière, combien de véhicules cela concerne-t-il ? Vous limiterez-vous à prendre une telle disposition lors des alertes smog ou le ferez-vous en tout temps ? Quel sera l'impact chiffré en termes de réductions d'émission d'une telle mesure ?

Les constats s'inscrivent aussi dans un débat qui nous anime depuis de nombreux mois, celui de la révision de la fiscalité automobile. La discussion est importante puisque des décisions qui seront prises, dépendra le comportement des consommateurs et acheteurs potentiels.

Attention, il ne faudra pas non plus handicaper les citoyens aux revenus modestes. Où en est-on dans ce dossier ? Pouvez-vous nous informer ? Je sais que c'est une compétence du ministre Lacroix.

Aujourd'hui plus qu'hier, toutes les études démontrent que l'utilisation de véhicules équipés de moteur diesel a un impact non négligeable sur la santé, certainement dans les centres urbains. L'impact de ce type de motorisation est plus nocif que l'impact de motorisation essence. Sans occulter que les modes d'utilisation essence ont également un impact sur la santé, nous pouvons affirmer, au stade de nos connaissances scientifiques d'aujourd'hui, qu'il est moindre. Afin de préserver dans une moindre mesure les citoyens de ces nuisances des rejets, l'idéal serait tout simplement de les interdire, voire de remplacer tout le parc automobile par des véhicules électriques qui n'émettent pas de rejet à l'utilisation.

Ai-je encore 10 secondes, Monsieur le Président ? Merci.

Cette solution est utopique pour aujourd'hui.

Pour cette phase de transition vers moins de diesel dans nos villes, je déposerai une proposition de texte invitant notre Région à octroyer une déductibilité fiscale sur les voitures de société qu'aux véhicules essence.

En résumé – je n'aime pas ce mot, mais ce sera plus simple et plus clair – interdire la déductibilité fiscale aux voitures de société équipées de moteur diesel.

Cette opération avec un coût zéro pour notre Région, mais également extrêmement minime pour les entreprises, voire nulle suite aux propositions courantes

de réguler les prix des carburants, permettrait d'engager une véritable révolution sur les types de motorisation en Belgique. Par cette action, soit le remplacement des motorisations sur quatre années, durée moyenne de leasing, mais également un remplacement du parc global extrêmement rapide, puisque ces véhicules jeunes se retrouvent sur le marché de l'occasion rapidement.

Voici une proposition qui apporte une solution simple, rapide et qui répond à une demande sociétale.

M. le Président. - La parole est à M le Ministre Di Antonio.

M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal. - Mesdames et Messieurs les députés, je ne vais pas revenir sur l'historique de cette affaire qui débute effectivement en septembre-octobre 2015 suite à une révélation de l'Agence américaine de protection de l'environnement.

En date du 19 novembre 2015, le Gouvernement a décidé de déposer une déclaration de personne lésée auprès du secrétariat du procureur du Roi ; première étape avant un éventuel dépôt de plainte, avec partie civile entre les mains du juge d'instruction.

À la même date, le 19 novembre 2015, le Gouvernement a chargé mon collègue, M. le Ministre Lacroix, et moi-même d'adresser un courrier au groupe Volkswagen dans l'optique d'obtenir un certain nombre de données.

C'est lors de la réunion du 7 juin 2016 que nous avons commencé à avoir les premières informations suite à notre demande de l'époque. Les autres Régions, les autres États sont traités à la même allure. Ce n'est pas un privilège de la Wallonie d'avoir dû attendre aussi longtemps.

Quelles étaient les questions posées à VW ?

Les informer de la configuration institutionnelle belge ; c'est plus une information de notre organisation belge vis-à-vis de VW, car ils ont reçu différents courriers de différentes Régions et du Fédéral. Nous avons pris soin de leur expliquer dans quelles configurations ils étaient. De signifier à VW les aspects fiscaux et non fiscaux régionaux liés aux émissions de CO₂, ainsi que les dommages environnementaux liés à ces émissions. D'obtenir toutes les données indispensables à la détermination des préjudices subis par la Région et d'exiger une proposition d'indemnisation.

Cela, c'est notre courrier de novembre 2015.

Ces actions ont été entreprises pour initier avec le groupe VW une négociation directe en vue d'obtenir réparation des différents dommages subis par la Région.

À ce jour – le texte date d'hier – aucune réponse satisfaisante au courrier n'a été réceptionnée de la part du groupe VW. Les éléments sollicités n'ont pas été transmis, sauf hier des débuts d'éléments. On n'a pas encore pu analyser l'ensemble et voir si cela peut répondre à l'ensemble de nos questions.

En parallèle, le 30 janvier 2016, j'ai lancé le principe de test d'émission de gaz des véhicules légers diesels. Le Centre de technologie avancée à Mons a été choisi, puisqu'il est équipé pour le faire. Seul ce centre était en mesure de faire ces tests.

Dès le 1er octobre 2015, il avait déjà travaillé sur le sujet avec des représentants de l'AWAC, de l'ISSeP et de l'Université de Mons, à la fois pour fixer la méthodologie et les adaptations à apporter au banc d'essai. Tout cela a d'ailleurs encore été corrigé en janvier, puisque nous avons appris que trois États voisins entamaient les mêmes tests. Nous avons donc adapté les tests wallons. Il existe une concertation entre les quatre partenaires pour avoir des résultats qui soient comparables et qui puissent être échangés.

Afin que les résultats soient comparables entre tous les tests, le protocole de test était le suivant : il s'agissait d'un cycle de conduite commun à tous les véhicules testés s'approchant des conditions réelles et moyennes de circulation. Le circuit était enregistré à l'aide d'un GPS sur un trajet domicile-lieu de travail. Sa durée est de 15 minutes et la distance parcourue de 18 kilomètres.

La réalisation des tests en laboratoire dans des conditions normales approchant de conduite et non suivant le cycle d'essai européen, le cycle NEDC. La confection d'un échantillon sur base de véhicules en circulation, pris au hasard et, par conséquent, non optimisés pour passer les tests. À cet effet, un appel a été lancé via une page web et nous avons eu rapidement une centaine d'inscriptions.

En résumé, les véhicules disposaient tous des mêmes caractéristiques, à savoir normes Euro 5, kilométrage inférieur à 100 000 kilomètres, moteur de 1 400 à 2 100 cc. L'état réel de la pollution a été mesuré à travers les quantités des gaz, oxyde d'azote et CO₂. Un débitmètre installé sur les véhicules permet de convertir les concentrations en PPM et en milligramme par kilomètre. Pour rappel, le plafond d'émission pour les constructeurs est de 95 grammes de CO₂ d'ici 2020. Le transport est responsable – Madame Waroux, vous me posiez la question – de 27,8 % des émissions de CO₂ en Wallonie.

Concernant les oxydes d'azote, les émissions en Wallonie sont de 43,5 kilotonnes par an, dont 60 % est lié au transport, avec deux catégories : 46 % pour les véhicules légers, le reste pour les camions.

Aux États-Unis, la norme NO_x, pour que vous puissiez comparer, est de 31 milligrammes par kilomètre

et en Europe, elle est de 80 milligrammes par kilomètre. Concernant le CO₂, le transport est responsable de 27,8 % des émissions de gaz à effet de serre, c'est un chiffre que je vous ai déjà donné.

L'objectif était de vérifier l'information figurant sur l'emballage, donc le certificat de conformité à destination du consommateur, et aussi de confronter les résultats aux normes imposées par l'Europe. Pour l'oxyde d'azote, la norme actuelle pour l'Euro 5 est de 180 milligrammes par kilomètre. Les véhicules, les certificats de conformité annonçaient des chiffres entre 80 et 180, cette norme maximum. Ce que nous avons mesuré est malheureusement très différent.

Finalement, ce sont 38 véhicules qui ont été testés. Pourquoi ? Parce que des tailles d'échantillonnage similaires ont été choisies, en Allemagne avec 53 véhicules, en France avec 52 véhicules et en Grande-Bretagne avec 37 véhicules, avec des tests qui étaient tout à fait les mêmes. Nous avons pu globaliser nos résultats.

Concernant les oxydes d'azote, les véhicules testés ont des émissions largement supérieures aux émissions déclarées. La valeur moyenne mesurée est de 617 milligrammes par kilomètre, alors que le plafond d'émission Euro 5 est de 180 milligrammes par kilomètre.

Les valeurs maximales observées vont jusqu'à 1 183,97 milligrammes par kilomètre, ce qui est énorme. Cela veut dire plus de six fois le plafond d'émission et plus de 10 fois ce qui est inscrit sur le certificat du véhicule. Il s'agit en moyenne d'un dépassement de 3,4 fois la norme et de 4,4 en référence à la moyenne des émissions annoncées par le certificat de conformité des véhicules.

Dix pour cent des véhicules testés sont pires que les autres puisqu'ils émettent cinq fois plus que la limite imposée. Un véhicule seulement respecte la norme et deux autres s'en approchent. Les tests permettent d'estimer à 4 600 tonnes le surplus d'oxyde d'azote émis dans l'atmosphère wallonne dû au dépassement de la norme pour l'année 2015, donc pour une seule année, par les 430 000 véhicules Euro 5 immatriculés en Wallonie.

Concernant le CO₂, tous les véhicules présentent un taux d'émission supérieur à la valeur déclarée par les constructeurs. Les émissions observées sont en moyenne supérieures de 36 % en valeur annoncée. La valeur moyenne mesurée est de 163,26 grammes par kilomètre, alors que le plafond pour les émissions moyennes de CO₂ par constructeur est fixé à 130 grammes par kilomètre. On trouve donc bien ce dépassement de 36 %.

Ces résultats sont tout à fait cohérents avec ceux réalisés par les autorités britanniques, allemandes et

françaises. Quels que soient le protocole de test et la norme euro, les conclusions sont similaires.

Monsieur Henry, j'ai entendu à l'époque vos critiques sur la méthode. J'ai encore entendu aujourd'hui, de manière un peu moins affirmée, quelques doutes sur les tests. On peut dire ce que l'on veut, c'est l'université, c'est l'ISSEP, c'est l'AWAC, ce sont trois pays voisins qui ont fait exactement la même chose, qui obtiennent les mêmes résultats. Que vous continuiez à contester les résultats m'étonne un peu, mais bon.

M. Henry (Ecolo). - Je n'ai pas contesté les résultats, ma question est : à quoi cela sert-il ? Qu'allez-vous en faire, à part faire une communication pour illustrer que cela pollue trop ?

M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal. - Une question avait également été posée sur le coût des tests. Les frais de fonctionnement pour le CTA sont de 274 euros par véhicule, soit pour l'ensemble des véhicules prétestés et testés un coût pour la Région de l'ordre de 12 330 euros. À cela s'ajoutent 25 000 euros d'investissement, un débitmètre et du développement du logiciel.

En ce qui concerne le coût des pollutions, les effets néfastes des pollutions sur la santé, l'environnement et la biodiversité ont un coût pour la société. Des études, sous l'égide de la Commission européenne, ont notamment estimé les coûts environnementaux. Pour les oxydes d'azote, le coût est estimé à 5 200 euros par tonne et, pour le CO₂, à 6,2 euros la tonne. Ce sont les chiffres sur lesquels nous nous sommes basés pour avoir une estimation du préjudice sur l'ensemble des véhicules.

Pour la Belgique, on peut estimer le coût environnemental induit par l'écart entre les émissions réelles et celles selon la certification en multipliant le dépassement moyen par le nombre de véhicules, kilomètres parcourus en Région wallonne, pour les voitures diesel Euro 5 et 6 pour année. C'est juste pour avoir une photographie de ce que cela peut représenter. Cela intéresse notamment les juristes désignés pour le conseil de la région qui va négocier avec VW et, le cas échéant, entamer une procédure en justice.

Le coût total, pour l'ensemble du parc des véhicules, pas uniquement les VW, c'est 107 millions d'euros. C'est la somme des coûts : 96 millions d'euros pour l'oxyde d'azote et de l'ordre d'une dizaine de millions d'euros pour le CO₂.

Le lien avec le scandale VW. La seule information dont on dispose à ce stade, c'est que 316 137 véhicules VW ont été équipés des moteurs frauduleux, des cylindrées comprises entre 1 200 et 2 000 centimètres cubes. Tenant compte du fait qu'en 2014 1 674 092 voitures diesel du type Euro 5 et 6 étaient

immatriculées en Belgique, une première estimation estimait qu'en 2014 les véhicules VW représentent 19 % du parc de véhicules. Selon le chiffre que je viens de vous donner, les émissions oxydes d'azote et CO₂, la fraction correspondante représente un préjudice de l'ordre de 26 millions d'euros : 24 millions d'euros pour l'oxyde d'azote et 2 millions d'euros pour l'oxyde de carbone. Là, on cible uniquement VW.

Pourquoi ne cibler que VW ? Dans le chef des autres, il n'y a pas eu de faute. Chez VW, il y a un préjudice, c'est ce que l'on vient de mesurer. Il y a une faute aussi, puisqu'un logiciel a fait en sorte que l'on ne puisse pas mesurer la réalité des choses, il y a donc eu une faute. Quand il y a une faute et qu'il y a un préjudice, le conseil de la région peut commencer à argumenter pour essayer d'obtenir une indemnisation.

Par contre, pour les autres marques, il n'y a pas de faute, puisqu'ils ont simplement utilisé le test européen tel qu'il existe. Ce test européen ne montre pas la réalité. On pouvait le deviner, mais on ne pouvait pas le deviner avec cette ampleur-là.

J'ai eu l'occasion, en marge d'un conseil européen, de m'en entretenir notamment avec Ségolène Royal et le collègue allemand. Ils ne s'imaginaient pas une telle différence. Le préjudice est beaucoup plus important que l'on ne l'imaginait pour l'environnement et pour la santé. Ici, le préjudice principal est bien l'oxyde d'azote et l'oxyde d'azote n'a que peu d'influence sur l'environnement, c'est vraiment un problème de santé publique.

À ce stade, les autres constructeurs ne peuvent pas être attaqués. D'un point de vue juridique, ils ne causent pas de dommage.

En ce qui concerne vos questions sur les consommateurs, c'est une question importante qui concerne néanmoins les compétences de l'État fédéral, le ministre des consommateurs Kris Peeters.

Il s'agit, par cette indemnisation éventuelle individuelle, de dédommager les consommateurs pour avoir été trompés sur un produit.

Un véhicule a été vendu avec certaines valeurs – émission, puissance – et finalement il ne correspond pas en réalité à ces valeurs.

Les émissions sont plus importantes, les puissances sont sans doute réduites après la mise en conformité.

Élément supplémentaire : cette mise en conformité souvent annoncée n'a jamais été faite jusqu'ici. Donc le groupe VW n'a toujours pas rappelé les véhicules problématiques, cela a été annoncé plusieurs fois, mais jamais mis en œuvre. Cela signifie qu'il continue à polluer via le logiciel frauduleux. C'est assez étonnant et j'ai interpellé mon collègue du Fédéral sur le sujet : nous devrions imposer le rappel des véhicules pour qu'ils

soient conformes à ce qu'ils ont annoncé en vendant le véhicule.

Cet aspect-là, qui est le préjudice des consommateurs, doit être géré au niveau du Fédéral. C'est bien à ce niveau-là que l'on peut tenter nos actions.

En ce qui nous concerne, nous devons évidemment poursuivre les actions entamées contre VW et le processus est en cours. Nous allons analyser les informations reçues hier et je reviendrai au Gouvernement avec des propositions d'actions s'il n'y a pas aussi une proposition de VW d'indemnisation. Donc nous sommes toujours ouverts à la discussion, mais nous verrons vers quoi on peut aller.

En ce qui concerne les mesures à prendre en matière d'environnement et de santé, tout d'abord les résultats qui sont les nôtres et les résultats des trois pays voisins, vont être transmis à la Commission européenne. Ils contribueront à compléter l'information disponible et à alimenter le débat pour un air plus pur pour l'Europe en prenant à bras-le-corps un renforcement des normes d'émissions dans le secteur des transports et une surveillance en toute indépendance.

Les résultats des investigations faites par divers États membres permettent d'atteindre une taille d'échantillons plus importante et représentative de la situation devant, notamment, mettre les constructeurs devant leurs responsabilités.

Ces résultats confortent la position ambitieuse de la Wallonie au travers des négociations européennes pour ce qui concerne la mise en place – dans le meilleur des délais – des tests d'homologation non ambigus d'un certificat de conformité lisible et correct, d'une organisation de contrôle indépendante et des plafonds nationaux d'émission d'avant-garde à l'horizon 2030.

Un des intervenants l'a évoqué, l'aspect un peu particulier c'est de dire que l'on a d'un côté un service de l'Europe qui est en mesure de poursuivre, d'inquiéter la Belgique sur ses taux d'émission d'oxyde d'azote. Nous sommes sous la menace d'une action européenne. Cela concerne plus Bruxelles et la Flandre. Au niveau de la Wallonie, on est revenus dans les normes. Néanmoins, on a un service de l'Europe qui vient nous dire « on va vous pénaliser à hauteur de 5 200 euros la tonne d'oxyde d'azote supplémentaire par rapport aux normes » et d'un autre côté, on a un service – un autre volet de l'Europe – qui, lui, a permis des tests qui nous induisent complètement en erreur puisque nous pensions que le secteur des transports – quand M. Henry, quand le prédécesseur encore, a fait des plans en matière d'Air-Climat – tout le monde imaginait que le secteur des transports représentait de l'ordre de 40 %, 45 % pour les véhicules particuliers, des émissions d'oxyde d'azote. Alors qu'en réalité, si l'on regarde les résultats ici, ce n'est pas 40 ou 45 %, c'est 90 %.

Cela veut dire évidemment que l'orientation des moyens et des mesures à prendre est tout à fait différente. Ces chiffres vont contribuer à complètement modifier la manière dont on aurait pu travailler à l'époque.

M. le Président. - Je vais vous demander de clôturer, Monsieur le Ministre.

M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal. - Tous ces constats renforcent la volonté du Gouvernement et de son ministre, évidemment, de poursuivre, au niveau wallon, le renforcement d'une série de mesures entamées, d'accentuer le développement de la pratique du covoiturage, l'utilisation des transports en commun, le verdissement, aussi, de ces transports en commun – parce que dans les utilisateurs importants de diesel aujourd'hui, il y a les transports en commun.

Donc une politique volontariste engagée à ce niveau-là pour passer du diesel, de l'hybride et du CNG, installer évidemment les infrastructures pour accueillir les nouvelles générations de véhicules CNG – c'est le plan CNG tel qu'approuvé par le Gouvernement. Permettre et promouvoir la création de zones de basse émission ou d'émissions restreintes. C'est quelque chose que nous avons déjà dans les cartons, comme en Flandre, pour Gand et Anvers, nous avons une réflexion en cours pour Charleroi et Liège ; pour faire en sorte qu'effectivement – et particulièrement lors des alertes smog – nous puissions avoir des mesures qui soient prises pour limiter l'accès à certains véhicules les plus polluants.

J'entends bien qu'il faut être prudent par rapport à la fracture sociale que cela peut représenter.

Dernier aspect qui concerne mon collègue, M. Lacroix, intégrer, évidemment, les critères environnementaux dans la fiscalité des véhicules.

Dernier élément, le CP de la FEBIAC d'hier ne conteste nullement les tests, mais évoque simplement le fait qu'ils sont en conformité avec les tests européens tels qu'ils existent aujourd'hui et qu'il faut modifier ceux-ci. Cela veut dire que les constructeurs valident les chiffres qui ont été révélés lors de ce travail.

M. le Président. - Merci Monsieur le Ministre. J'ai été large avec le ministre dans sa réponse. Je le serai tout autant dans les répliques.

La parole est à Mme De Bue.

Mme De Bue (MR). - Merci, Monsieur le Ministre. Nous aurions dû avoir un temps pour le débat sur le contrôle et surtout un temps pour les mesures et l'impact en matière de politique environnementale. Ce débat-là, nous ne l'avons pas encore eu et je pense que nous devons l'avoir, parce que vous avez fait des annonces

fortes dans la presse – des mesures pour les centres-ville, pour une fiscalité verte – qui ne sont pas encore sur la table. C'est là aussi que nous devons travailler.

C'est vrai que nous sommes dans un contexte de fraude, nous avons des défis importants en matière environnementale.

J'ai bien entendu vos explications sur ces tests pratiqués dans plusieurs pays, vraisemblablement selon les mêmes critères et les mêmes protocoles. J'étais un peu étonnée sur le nombre de véhicules, mais je ne demande qu'à vous croire. Je me dis aussi que, sans doute, une organisation doit contrôler, en tout cas vérifier, la validité, la méthodologie de toutes les analyses. Je crois qu'effectivement, il faut être très prudent, il faut éviter de jeter le discrédit sur tout le secteur, mais surtout, pour les citoyens, il faut être très transparent, il faut pouvoir leur donner, de manière objective, toutes les informations importantes. Pour moi, le plus important, c'est bien sûr la transparence.

Nous devons poursuivre ce débat, parce que nous n'avons pas eu beaucoup d'informations, notamment sur tout ce qui se passe au niveau européen et sur les réunions qui ont eu lieu, encore hier, et les débats notamment sur l'évolution des normes et des tests qui doivent être pratiqués. J'espère donc que nous pourrons y revenir de manière sereine et objective à d'autres occasions.

M. le Président. - La parole est à M. Legasse.

M. Legasse (PS). - Je rejoins ma collègue, Mme De Bue, sur l'intérêt de poursuivre le débat en commission pour approfondir le sujet.

Néanmoins, je remercie M. le Ministre pour les renseignements qu'il nous a fournis et pour les actions qui sont menées par le Gouvernement et son ministère, notamment auprès du Fédéral concernant le droit des consommateurs et concernant la santé publique et surtout aussi auprès de l'Union européenne par rapport à l'homologation et toute la problématique de l'homologation des véhicules dont question.

M. le Président. - La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Comme mes collègues, je ne peux que relever les différents éléments qui ont été donnés et constater qu'il y aura encore beaucoup d'éléments de discussion ultérieure.

Je pense que l'Europe est parfois une très grosse machine où les choses sont très lentes et c'est extrêmement déplorable.

Il faut évidemment que toutes les initiatives soient prises lorsque l'on peut prendre des initiatives et forcer des points à l'ordre du jour au niveau ministériel, ou à d'autres niveaux, pour que le débat européen progresse et aboutisse à des décisions et à un rapport de force

suffisant des pouvoirs publics vis-à-vis des entreprises concernées.

On l'a dit, c'est un sujet extrêmement grave, nous y reviendrons et notamment dans l'examen du plan Air-Climat-Énergie, puisqu'il a été présenté par le ministre Furlan, hier. Vous venez de dire qu'il y avait des liens importants. Nous ne manquerons donc pas de revenir sur le sujet très rapidement.

M. le Président. - La parole est à Mme Waroux.

Mme Waroux (cdH). - Merci, Monsieur le Ministre, pour une réponse très complète, mais malheureusement trop rapide ici. Nous avons tous envie de poursuivre l'échange.

C'est important, effectivement, le rappel que vous avez fait sur la part des transports en matière de dégagement de CO₂, c'est quasi 28 %. Les 60 % en matière de NOx qui vont être maintenant certainement augmentés par les résultats des analyses. C'est vrai qu'en matière de santé, c'est tout à fait interpellant.

Concernant le montant pour la Wallonie du préjudice estimé à 107 millions d'euros, on est là avec des chiffres absolument énormes et le ciblage sur VW est de 26 millions d'euros.

Quand vous dites que les autres constructeurs ne sont pas en faute, on est néanmoins dans de la tromperie. Je pense qu'il ne faut pas diminuer leurs responsabilités.

J'espère que cela mènera à une prise de conscience publique par rapport au sacro-saint carburant qu'est le diesel, toujours au prix le plus attractif. On est, ici, avec des démonstrations claires de spécificités de pollution liées à ce carburant, avec une responsabilité pour chaque citoyen, pour chaque conducteur, lors de l'achat des véhicules qui pourrait, là aussi, qui pourrait être stimulée par cette fiscalité verte que nous attendons le plus rapidement possible.

M. le Président. - La parole est à M. Gillot.

M. Gillot (PTB-GO !). - Merci, Monsieur le Ministre, pour vos réponses.

Je dois dire que je reste un peu sur ma faim, parce que sur le développement des transports publics, cela a fait l'objet d'une phrase dans votre réponse. À mon sens, l'enjeu est de taille et d'importance. J'en veux pour preuve les déclarations de M. le Ministre-Président, tout à l'heure, par rapport à l'enjeu et à la responsabilité qui pèse sur les générations futures.

Quant à faire en sorte que, éventuellement, les normes soient plus élevées et que les voitures respectent ces normes, les voitures continueront à polluer, donc, à un moment donné, l'enjeu est de faire en sorte qu'il y ait moins de pollution émise.

Je crois fermement que l'enjeu futur et ce sur quoi vous avez réellement un pouvoir – parce que vous n'avez pas le pouvoir de faire en sorte que les constructeurs fassent des voitures propres – c'est le développement du transport public pour faire en sorte que les citoyens se passent, dès qu'ils le pourront, de leur voiture, en tout cas au maximum.

M. le Président. - La parole est à M. Puget.

M. Puget (Indépendant). - Merci, Monsieur le Ministre, pour vos réponses.

Effectivement, le temps était court pour répondre à toutes nos demandes. Je vous promets qu'il était très court pour moi aussi, parce que j'avais encore d'autres questions, notamment sur le développement, comme l'a dit mon collègue, M. Gillot, du transport en commun.

J'ai entendu que vous aviez confirmé que vous prendriez aussi des mesures pour les voitures au diesel les plus polluantes « norme Euro 1 », par exemple lors d'une alerte smog, et non pas une interdiction perpétuelle.

Je reviens vers Mmes De Bue et Waroux, pour rejoindre tout le monde, si les constructeurs avaient été de bonne foi, ils auraient tous le même coefficient de fraude entre guillemets, puisque ici on part de 1 à 6,57 fois le dépassement de la norme. Je pense qu'ils sont tous dans la fraude et qu'ils savaient très bien comment fonctionnaient les tests européens, qu'ils savaient très bien comment les contourner, autrement ils auraient été tous à deux fois la norme supérieure ou une fois et demie ou cinq fois. Pour moi, ils sont tous à mettre dans le même sac.

(M. Crucke prend place au fauteuil présidentiel)

**PROJET DE DÉCRET ABROGEANT LE
DÉCRET DU 24 AVRIL 2014 ABROGEANT LES
ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184 DU
CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU
PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE, ABROGEANT
LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184
DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'URBANISME, ET DU
PATRIMOINE, ET FORMANT LE CODE DU
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
(DOC. 307 (2015-2016) N° 1, 1BIS À 1QUATER, 2 À
338SEXIES)**

*Discussion générale
(Suite)*

M. le Président. - Votre réplique clôture le débat sur le contrôle des émissions polluantes des voitures diesel. Nous allons donc reprendre nos débats sur le CoDT.

J'ai une communication à vous faire par rapport au projet de décret N° 307 puisque des amendements (Doc. 307 (2015-2016) N° 339 à 351) ont été proposés, après approbation du rapport :

- par MM. Fourny, Dermagne, Stoffels, Mme Waroux, M. Denis et Mme Gérardon (Doc. 307 (2015-2016) N° 339 à 341) ;
- par MM. Fourny, Dermagne, Stoffels, Mme Waroux, M. Sampaoli et Mme Gérardon (Doc. 307 (2015-2016) N° 340, 345 et 346) ;
- par MM. Fourny, Dermagne, Stoffels, Mme Waroux, MM. Sampaoli et Denis (Doc. 307 (2015-2016) N° 342 à 344) ;
- par MM. Dermagne, Sampaoli, Fourny, Denis, Mme Waroux et M. Stoffels (Doc. 307 (2015-2016) N° 347 à 351).

Ils ont été déposés sur le portail des parlementaires.

La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - J'interviendrais en premier lieu dans ce débat, Mme Waroux interviendra dans la suite, pour compléter le propos.

Je souhaiterais simplement, dans les rétroactes de cette réforme, qui est annoncée depuis un certain temps et qui pourra voir le jour et rentrer en application dans le courant de l'année 2017, souligner l'ouverture qui a été celle de M. le Ministre Di Antonio, dès l'entame des travaux, puisque nous venons d'un décret adopté sous la précédente législature et pour lequel il y a eu nombre de discussions en commission, et pour lesquelles il y a eu beaucoup de remises en question de certains éléments ; dossier qui n'a jamais pu être mis en œuvre dans les faits, ni publié.

Ce texte a servi de base de travail pour aboutir aujourd'hui au texte que nous avons à analyser ce jour en séance plénière après neuf mois d'analyse en commission. Des concertations au préalable – chose parfaitement inédite – où le ministre et son cabinet ont ouvert la porte à l'ensemble des parlementaires des discussions en commission informelle pour appréhender le texte dès la première lecture et permettre son évolution, son amendement au fil du temps.

On salue ce geste d'ouverture qui a été profitable puisque le texte a été, sur base de recommandations venant de l'ensemble des bancs, amélioré, peaufiné et complété au gré des discussions et des lectures devant le Gouvernement, mais également ensuite de l'avis rendu par le Conseil d'État.

C'est important de le souligner, puisque ce travail de fond a permis de travailler et de réformer en profondeur certains éléments, mais surtout de faire en sorte que ce texte permette aujourd'hui un grand équilibre, comme d'aucuns l'ont souligné dans les secteurs, le secteur de la construction l'a plusieurs fois répété, l'ordre des architectes, les notaires. Ce grand équilibre permet de

faire avancer les choses et assure, pour l'avenir, une sécurité juridique certaine à ce texte et lui permettre ainsi des avancées dans un cadre beaucoup plus certain que ce qui n'a été fait par le passé.

Au niveau des éléments que je souhaitais mettre en œuvre, puisque nous ne sommes pas partis d'une page blanche, mais d'un texte qui a été amélioré ou complété, je souhaiterais mettre quelques exemples d'évolution qui sont intervenues depuis avril 2014.

Le premier, c'est la rationalisation des différents outils qui est maintenue moyennant des adaptations. Le schéma de développement territorial est, à l'instar du SDER, un document indicatif qui fixe des objectifs régionaux d'aménagement du territoire. Quant au plan de secteur, il conserve sa valeur réglementaire. Par contre, au niveau communal, il est fait table rase des outils, tels que le PCA, le RUE et le schéma de structure communal. Ceux-ci sont remplacés par deux nouveaux schémas à valeur indicative. Ainsi, il n'existe plus de document à valeur réglementaire au niveau communal.

Le projet de décret va plus loin que le décret du 24 avril 2014, en instaurant un système d'abrogation automatique après 18 ans d'existence du schéma, ce qui évitera à l'avenir l'application de documents devenus, par le simple écoulement du temps, obsolètes. Une telle abrogation évite, en outre, l'apparition d'une lasagne de textes à appliquer.

Le mécanisme des guides régionaux et communaux est également conservé. Toutefois, quelques améliorations notables ont été apportées puisque, dorénavant, certaines dispositions du règlement sur les centres anciens protégés retrouvent une valeur réglementaire.

La procédure plan-permis, qui joint la procédure de révision d'un plan de secteur à celle de la délivrance d'un permis, a également été maintenue. Cette procédure répond à un souci de simplification et d'accélération des procédures dont peuvent bénéficier certains projets nécessitant au préalable une révision du plan de secteur.

Le remplacement de la saisine du fonctionnaire délégué par l'instauration de délais de rigueur est conservé, mais largement revu. Alors qu'actuellement, le CWATUPE ne contient que des délais d'ordre non sanctionnés, le CoDT impose dorénavant aux autorités délivrantes des délais de rigueur. Il s'agit là d'une avancée notable saluée par l'ensemble.

Le premier texte permettait à l'autorité compétente de proroger le délai moyennant l'accord du demandeur de permis. De plus, il prévoyait qu'à défaut d'envoi dans le délai légal de la décision, la procédure d'instruction de la demande de permis est clôturée. Dans cette hypothèse, le demandeur avait le choix soit il réactive sa demande par un simple envoi, soit il introduit un recours auprès de la délégation générale au recours ou auprès du

Gouvernement contre l'absence de décision. Dans ce cas, l'avis du collège était réputé favorable. Cette solution présentait l'avantage que le demandeur ne se voyait pas, par le simple écoulement du délai, délivrer un refus tacite. À ce sujet, il ne faut pas perdre de vue que la Cour de justice de l'Union européenne avait déjà eu l'occasion de condamner le mécanisme du permis tacite lorsque l'autorité n'a pas statué dans les délais.

Toutefois, cette solution était plus pragmatique et difficile à mettre en œuvre, c'est pourquoi le mécanisme des délais de rigueur a été revu. Les délais peuvent toujours être prorogés, mais l'autorité ne doit pas obtenir l'accord du demandeur de permis. Si à l'issue du délai, l'autorité n'a pas statué, il est notamment prévu, dans l'hypothèse où le fonctionnaire délégué a rendu un avis, que la décision ou contenu dans cet avis vaut décision. Dans les autres cas, un mécanisme de saisie du fonctionnaire délégué est prévu.

Cette solution est pragmatique et constitue une manière de contraindre les communes à prendre une décision plutôt qu'à laisser s'écouler les délais.

Enfin, la réunion de projet préalable à toute demande de permis ou de certificat d'urbanisme a aussi fait l'objet de quelques adaptations. Cette procédure vise à plus d'efficacité en permettant d'éviter le dépôt de demandes de permis mal conçues.

Depuis le mois d'avril 2014, le texte a fait l'objet de nombreux commentaires, des lacunes et des difficultés d'application ont été ainsi mises en lumière. Le sens du présent texte vise en fait à conserver et à mettre en œuvre l'effort de lisibilité du décret, prône la simplification administrative et l'accélération des prises de décision. Il tente d'améliorer le cadre de vie du citoyen, mais également d'assurer le développement économique en mobilisant l'espace disponible sur les territoires de la Région wallonne.

Dans cette optique, les principales modifications apportées sont les suivantes. La suppression des périmètres U. L'ensemble des députés, qu'ils soient de majorité ou d'opposition, avaient des doutes quant à la praticabilité de ce système. L'objectif de cet instrument était ambitieux, il s'agissait de densifier et de mettre un terme à l'étalement urbain. Les effets l'étaient également puisque le périmètre permettait d'écarter le plan de secteur à la suite de l'adoption d'un schéma couvrant le périmètre. Ce mécanisme n'était pas sans soulever des questions, d'abord d'ordre juridique puisque au final c'est un document à valeur indicative qui modifie le plan de secteur qui a valeur réglementaire. Ce n'est en effet pas l'adoption d'un périmètre U qui abroge le plan de secteur. L'adoption de ce périmètre permet la réalisation d'un schéma et c'est ce document qui modifie le contenu du plan de secteur.

Outre ces questions juridiques, ce mécanisme a soulevé des questions pragmatiques. Les périmètres U

sont en réalité une couche normative supplémentaire. Le plan de secteur est remplacé à l'issue de l'adoption de deux instruments : le périmètre et le schéma. De plus, une des deux procédures d'élaboration n'est simple et ne semble d'ailleurs pas plus simple qu'une révision partielle des plans de secteur. Autrement dit, il est vraisemblable qu'une dizaine d'années aurait été nécessaire pour adopter l'ensemble des périmètres U. Or, le problème de l'étalement urbain nécessite une réponse beaucoup plus rapide, si pas immédiate.

Le défi démographique et les besoins, notamment en matière de logement, sont deux préoccupations auxquelles notre Région doit faire face. À cette fin, le ministre a lancé un appel, souvenez-vous, de quartiers nouveaux. En outre, un nouvel outil voit le jour : la zone d'enjeu communal dont l'objectif est de lutter contre l'étalement urbain, notamment en densifiant de manière raisonnable les centralités urbaines et rurales.

Les affectations proposées pour la zone d'enjeu communal correspondent à ce qui avait été envisagé pour les périmètres U. Les activités qui sont admises en zone d'habitat y sont pour l'essentiel reprises hormis les exploitations agricoles qui ne permettent pas de contribuer à la densification. Toutefois, cette zone présente deux grandes différences avec les périmètres U. Ce sont des différences qui vont permettre à la zone d'atteindre son objectif.

D'une part, l'inscription d'une telle zone au plan de secteur se réalisera par la procédure accélérée prévue à l'article D.II.52. Autrement dit, une seule étape sera nécessaire pour modifier le plan de secteur alors que, dans le cadre des périmètres U, deux étapes étaient nécessaires. D'abord l'adoption du périmètre, ensuite d'un schéma.

D'autre part, aucune critique touchant à la sécurité juridique ne peut être formulée à l'encontre de cette nouvelle zone. En effet, c'est par le biais d'une révision du plan de secteur que le plan de secteur sera modifié et non pas via un document à valeur indicative comme c'était prévu dans le cadre du décret de 2014.

Une autre avancée fondamentale par rapport au décret voté en avril 2014 est l'instauration du schéma de développement pluricommunal qui peut couvrir toute ou partie des territoires de plusieurs communes. Cet instrument permet de favoriser la synergie entre les communes qui pourront dorénavant s'associer en vue d'assurer l'ensemble des objectifs communs. Ce qui permet notamment une rationalisation des ressources et des moyens à mettre en œuvre. Cette avancée est d'autant plus significative que le nombre d'initiatives de stratégie supracommunale augmente. En outre, ce nouvel outil bénéficie d'une certaine souplesse.

À titre d'exemple, il est exclusivement d'initiative communale, il ne peut couvrir qu'une partie du territoire communal. Ensuite, la révision du plan de secteur a

encore été améliorée afin de la rendre plus rapide tout en garantissant les droits des citoyens. Ainsi, le projet de décret met en place une procédure accélérée de 12 mois lorsque la révision du plan de secteur n'implique pas de compensation. Cette procédure permet notamment de gagner du temps, de soutenir la création d'emplois et encore de lutter contre l'étalement urbain.

Le permis d'urbanisation : le projet de décret produit des modifications importantes en ce qui concerne le contenu et le champ d'application du permis d'urbanisation. La volonté est de dynamiser, qui est en pratique peu utilisée. Nulle part, un permis d'urbanisation n'est requis en cas de division d'un bien en trois lots non bâtis destinés à l'habitation, alors que les textes antérieurs prévoyaient deux lots. D'autre part, les dispenses de permis d'urbanisation ont été élargies.

Ensuite, le contenu du permis a, lui-même, été simplifié.

Quant à la déclaration urbanistique, elle est supprimée. Cette simplification administrative répond aux attentes de l'Union wallonne des villes et des communes qui demandait déjà depuis l'évaluation du CWATUPE la suppression de cette déclaration qui constitue une charge administrative diminuée des plus-values réelles pour la politique architecturale wallonne et locale.

Enfin, la mise en œuvre des SAR et des SRPE est à nouveau facilitée. À titre de rappel, la mise en œuvre d'un SAR – ou d'un SRPE, dans le CoDT d'avril 2014 – était plus complexe que le CWATUPE. En effet, le décret subordonnait la délivrance d'un permis d'urbanisme à l'adoption préalable d'un schéma d'urbanisation couvrant tout son périmètre et imposait la réalisation de procédures relevant du Code du droit de l'environnement.

Le projet de décret réaffirme, quant à lui, le caractère opérationnel des SAR et des SRPE. En effet, simplifier et accélérer les procédures d'assainissement des chancres industriels et paysagers dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain relève incontestablement de l'intérêt général.

D'autres modifications moins importantes ont été apportées au texte, mais méritent d'être soulevées. Je pense notamment à la suppression de la délégation générale aux recours, qui a suscité un long débat en commission, ainsi qu'à la suppression de la déclaration urbanistique. Pour le surplus, nous avons déposé une liste d'amendements que nous aborderons ultérieurement.

Enfin – et je laisserai la suite de mon intervention à Mme Waroux – je tiens à souligner l'ouverture du Gouvernement sur deux éléments qui feront l'objet de débats parlementaires et de propositions parlementaires ultérieures, c'est-à-dire pour la rentrée des mois de

septembre et octobre. La première – là, je laisserai le soin à M. Dermagne de l'évoquer, c'est un sujet qu'il affectionne particulièrement – est la proposition de décret qui portera sur l'habitat permanent où des améliorations doivent être apportées et feront l'objet de textes particuliers qui viendront à l'automne devant notre assemblée.

Le deuxième texte sur lequel nous reviendrons, dès l'automne, portera sur la problématique de l'amnistie en matière d'urbanisme ainsi que des infractions. Nous considérons qu'en effet, il y a lieu de pouvoir opérer sur cet élément un travail d'analyse, d'audition de fond, qui permettra de pouvoir, ensemble, évoquer ces questions et faire en sorte que ce volet puisse faire l'objet d'une attention et d'un travail particulier par notre Parlement. Une initiative parlementaire sera déposée par la majorité en ce sens afin de pouvoir évoquer ces questions, n'est-ce pas M. Stoffels.

Je ne serai donc pas plus long. Je remercie les uns et les autres, tous ceux qui ont travaillé en commission, les membres du greffe, du personnel qui ont suivi nos travaux avec beaucoup d'assiduité, mais surtout grande patience. Je remercie ainsi tous ceux qui ont contribué à l'aboutissement de ce dossier.

Enfin – et j'en terminerai – pour vous indiquer que le projet dont il a été fait question tout à l'heure, relatif au DAR, déposé par M. Antoine et moi-même, est un projet de décret qui n'a pas été joint à la proposition. C'était la volonté qui était la nôtre de ne pas, justement, encombrer les débats en cours et faire en sorte que ce projet puisse suivre un cursus particulier, mais il n'avait d'autre objet – ni d'ambition – d'élargir le champ d'application du permis parlementaire et rien d'autre.

Cette question n'a jamais souffert de la moindre contestation, en ce compris sur les bancs de la minorité en ce qui concerne les permis parlementaires. Je ne vois pas le problème qui pourrait se poser quant à celui-ci et quant au fait qu'il aurait pu contribuer à un mauvais développement des travaux de notre commission. Il n'a en rien enfreint celui-ci. Ce n'était pas en tout cas l'intention qui est celle des auteurs que je représente ici.

Enfin et pour le surplus, je m'en référerai aux suites des débats qui vont être développés, d'indiquer que l'ensemble des débats ont permis certains éclaircissements et que nous aurons la suite dans la foulée de pouvoir expliciter les développements qui ont été apportés suite aux centaines d'heures de débat en commission, au travers des amendements que nous avons déposés, que nous entendons développer – nous l'avons dit dans le cadre de la commission dernière – c'était que la volonté de pouvoir les expliciter ici en plénière et de permettre aussi un écho à ceux qui nous liront de leur intérêt.

Ces amendements seront le reflet du fruit des travaux réalisés durant ces mois de commission sous

l'égide d'Edmund Stoffels – le président de la commission. C'est dire que le ministre a été ouvert aux discussions qui ont pu se produire et que les quatre premiers livres qui ont fait l'objet d'une attention extrêmement particulière ont démontré à eux seuls qu'il y avait effectivement un intérêt. C'était le cœur de la matière qui a suscité cet intérêt au niveau du débat et de son contenu.

Les remarques qui ont été apportées par les députés ont été retenues et font l'objet d'amendements qui permettent de conforter, d'appuyer, de sécuriser ce texte de manière complète, totale, globale et permettent ainsi d'assurer demain la viabilité d'un texte qui apportera non seulement des capacités au secteur de pouvoir se développer et de pouvoir continuer à développer leur activité, mais également une sécurité juridique certaine quant au contenu de celui-ci.

(Applaudissements)

(M. Antoine, Président, reprend place au fauteuil présidentiel)

M. le Président. - Je remercie M. Crucke qui m'a remplacé quelques minutes pendant une petite pause technique.

Je n'ai pas eu d'autres inscrits dans la discussion générale. J'imagine que nous pouvons clôturer cette liste.

Il nous reste à entendre M. Sampaoli, Mme Waroux, MM. Dermagne et Hazée.

J'invite M. Sampaoli à venir s'exprimer à la tribune et puis ce sera Mme Waroux.

La parole est à M. Sampaoli.

M. Sampaoli (PS). - Avant de développer cette intervention centrée sur quelques avancées importantes amenées par ce texte et de manière complémentaire à ce que mon collègue Edmund Stoffels a développé il y a quelques heures maintenant, je voudrais revenir sur trois éléments qui me paraissent importants : le premier, concernant notre contrôle de l'action du Gouvernement, le deuxième et le troisième portant quant à eux sur l'implantation même de la réforme.

Le premier concerne le coût de cette réforme. Le choix a été fait de consulter des praticiens en interne et de ne pas mandater un expert juridique issu du secteur privé. Les parlementaires qui ont participé aux travaux en 2014 m'ont informé que le choix tout à fait inverse avait été effectué à l'époque et que le recours massif à ce consultant privé avait eu un coût pour la Wallonie estimé à 1,3 million d'euros.

Monsieur le Ministre, j'aimerais que vous puissiez me confirmer cette information.

Le deuxième élément que je voudrais souligner en préambule est plus pragmatique. Il concerne le logiciel que les administrations, communes, fonctionnaires délégués, administration centrale du SPW, vont devoir utiliser pour gérer les nouvelles procédures. Pouvez-vous faire le point sur l'élaboration du logiciel, sa mise en œuvre et les budgets nécessaires à leur acquisition par les différents services ?

Le troisième et dernier point préliminaire, que je souhaite aborder avec vous est celui des indispensables formations. Je me suis laissé entendre que plusieurs formateurs, comme l'Union des villes et communes wallonnes, sont prêts et n'attendent plus que le vote final du Parlement pour lancer leur module. Qu'en est-il ? Quel est, selon vous, le temps nécessaire à la formation ?

En d'autres termes, quand ferez-vous entrer en vigueur le CoDT ?

Cela a été déjà abordé depuis le début des débats, la nécessité de reformer le texte de 2014 est vite apparue et les principales demandes venaient des praticiens, des gens de terrain qui nous ont mis en garde face à la grande insécurité juridique qui présidait au CoDT 1.

Outre cet élément, il convient de souligner que les éléments suivants furent déterminants :

- l'absence de véritables délais de rigueur pour le permis. Le défaut de décision par rapport au texte du 24 avril conduit à la clôture de l'instruction de la demande du permis avec un double mécanisme, dont les modalités d'exécution ne sont pas précisées ;
- l'instauration des périmètres U et des périmètres d'enjeu régional ou des sites à réaménager en tant qu'outils de planification posait des questions de sécurité juridique et de praticabilité, puisque deux procédures doivent être élaborées : celle du périmètre et celle du schéma ;
- l'absence d'outils de gestion du territoire à l'échelle pluricommunale ;
- la nécessité de protéger la zone agricole ;
- la base décrétable pour la taxe régionale sur les plus-values déclarée insuffisante.

Aujourd'hui, le texte en projet répond à ces interrogations. Néanmoins, nous devons faire preuve de modestie dans l'exercice, car un texte comme celui-ci n'est certainement pas parfait et nécessitera un certain temps d'adaptation.

En tant que mandataire local, j'ai eu l'occasion de pratiquer le CWATUPE. Ce qui m'a particulièrement interpellé, c'est que, dans certains cas, les mécanismes relatifs à la division d'un terrain en lots pouvaient poser problème. Dans ma ville, nous avons eu le cas d'une famille qui, pour sortir d'indivision, avait divisé en 10 lots un terrain qui était repris au plan de secteur en

zone urbanisable. Cependant, ces terrains n'étaient pas viabilisables. Les notaires respectifs ont vendu ces terrains comme terrains à bâtir, alors qu'ils ne l'étaient pas, posant forcément de nombreux problèmes aux acquéreurs qui devaient dépenser une somme phénoménale pour pouvoir viabiliser leur bien.

À titre personnel, et avec la collaboration d'autres collègues, je me suis battu pour tenter de trouver des solutions à ce problème. J'espère que ce CoDT y répondra.

Un autre élément d'interrogation, mais qui était aussi partagé par des membres du MR, plus particulièrement, concernait les aléas d'inondations. Je sais que ce n'est pas à travers le CoDT que l'on va régler la question de la précision de la carte d'aléa, mais il est impératif que le Gouvernement la renvoie et la fasse évoluer. En outre, la question des inondations est de plus en plus prégnante et les pluies diluviennes de ces derniers jours en sont la preuve. Il est nécessaire de se doter, à mon sens, d'un guide régional d'urbanisme qui réglera la question de l'urbanisation dans les zones inondables, et ce en concertation avec les communes concernées.

Qui mieux qu'un mandataire local peut dire quelle zone est en aléa d'inondation grave ou importante ? Personne. Donc, la réponse est toute faite.

Dans un texte comme celui-là, il y a des articles plus importants que d'autres. Je pense par exemple à l'article D.IV.22 qui définit le rôle du fonctionnaire délégué. On sait qu'un débat existe quant aux équipements d'intérêt général dont le permis peut être délivré par le fonctionnaire délégué.

Qu'en est-il des maisons de repos et de soins, des résidences service et des salles omnisports ? Quelle est l'autorité compétente pour délivrer un permis pour de telles infrastructures ? Qu'en est-il lorsqu'un projet est en dérogation au plan de secteur ?

Me confirmez-vous bien, Monsieur le Ministre, que dans le cas d'un régime dérogatoire, c'est bien le fonctionnaire délégué qui est l'autorité compétente ?

On a beaucoup débattu du concept d'étalement urbain et des outils dont les autorités disposent pour enrayer ce phénomène. On aura beau brandir la lutte contre l'étalement urbain comme un étendard, tant que les zones situées en bordure de voirie seront en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural, on aura de l'étalement urbain.

Les dispositifs de la loi de comblement se sont, comme l'ont rappelé certains de mes collègues, bien entendu, invités à ce débat. Fallait-il l'élargir ou pas ?

En commission, les avis évoqués par les uns et par les autres étaient divergents. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, il était difficile d'effectuer une synthèse. Il a donc été décidé de ne pas toucher à ce

dossier, et nous ne reviendrons pas à la charge en la matière.

Un dernier mot sur la zone d'extraction : le CoDT bis permettait le stockage de terres inertes. Vous savez – je me suis suffisamment exprimé à ce sujet – que la problématique des terres excavées me tient particulièrement à cœur. Ce ne sont pas les terres excavées qui me tiennent particulièrement à cœur, c'est le coût pour les pouvoirs locaux et pour le citoyen. Je pense que le dispositif est dangereux en lui-même, tant les règles relatives à ce secteur ne sont pas claires. C'est pourquoi nous proposons un permis à durée limitée pour un tel stockage. Cela me paraît plus pertinent et plus efficace.

Nous pourrions encore discuter pendant plusieurs heures sur tel ou tel concept, mais nous l'avons déjà fait durant de nombreuses heures en commission. Je voudrais vraiment saluer le travail effectué par le président Stoffels, qui a permis à chacun de s'exprimer.

Je me permettrais simplement de rappeler les éléments contenus dans un communiqué de l'Union wallonne des architectes et de la confédération Construction wallonne, reçu hier, qui disait : « Pour autant, l'UWA, l'Union wallonne des architectes, et la CCW, confédération Construction wallonne, incitent toutes les parties à faire des efforts afin de veiller au traitement rapide à chacune des étapes de la procédure administrative. Chaque journée gagnée réduira les coûts des projets et accélérera les créations d'emploi. Pour gagner encore plus de temps, la CCW et l'UWA invitent les responsables à programmer dès à présent les formations adéquates à dispenser pour que les autorités administratives et communales s'approprient et maîtrisent au plus vite le nouveau CoDT, notamment à travers l'indispensable informatisation des procédures ».

Nous devons, nous aussi, faire cet effort de responsabilité et adopter ce texte sans trop traîner, afin qu'il entre en vigueur rapidement, permettant ainsi de libérer le territoire wallon, même si l'on sait que certaines imperfections conduiront inévitablement, à terme, à des adaptations.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à Mme Waroux.

Mme Waroux (cdH). - Monsieur le Ministre, je voulais, tout d'abord, dire un immense merci au ministre Di Antonio pour sa disponibilité, sa connaissance pointue du dossier énorme que constitue le CoDT et pour son immense patience pour aboutir en état à l'écoute de tous.

Ensuite, je remercie les collaborateurs de cabinet et des groupes pour le travail colossal de rédaction et de réaction.

Je remercie, en outre, le président de la commission, très actif, et à mes collègues de la désormais célèbre Commission de l'environnement, pour la pertinence de leurs interventions et leur égale patience, qui me faisait défaut à l'occasion.

Je remercie, bien sûr, le personnel du Parlement de Wallonie d'avoir supporté les longues heures de commission.

Ce moment du vote du CoDT est crucial dans cette législature, non seulement parce qu'il est l'apogée d'un long processus gouvernemental et parlementaire, mais surtout parce qu'il pourra enfin être confronté aux attentes impatientes de nombreux secteurs.

Le CoDT, on l'attend et on le craint. Ce CoDT est issu d'un long cheminement, d'un long enrichissement avec les acteurs de terrain qui ont évalué le CoDT 1 et qui ont fait part de leurs critiques, de leurs attentes, des besoins ou des dysfonctionnements passés, subis avec le CWATUPE.

On l'attend pour l'accélération et la simplification des procédures, des délais de traitement administratif sécurisé, une facilitation de permis, quartiers nouveaux ou énergie non fossile, entre autres.

On le craint pour les changements qu'il générera, notamment passer dans certains contextes, de références réglementaires indicatives.

La mise en œuvre sur le terrain nécessitera de convaincre architectes et demandeurs. Les craintes que je nourrissais ont finalement été balayées par des entretiens nombreux que j'ai eus avec des spécialistes des administrations qui m'ont garanti la même rigueur de traitement des dossiers, avec néanmoins des ouvertures possibles à des architectures nouvelles – nécessaires notamment aussi en matière d'économie d'énergie.

Mes craintes de ne pas disposer d'assez de terrains accessibles à l'éolien ont aussi été balayées par des entretiens spécifiques, dont une audition clé de Greenpeace en Commission « climat » qui a rappelé l'importance de protéger les terres agricoles des opérations de spéculation.

Je reviens à l'intérêt de ce texte. Intérêt que les secteurs de la construction et des entreprises ont marqué en venant se rendre compte de l'avancement des débats en commission.

Le secteur de la construction, les carriers, les citoyens, les entreprises, les administrations, les architectes, l'attendent dans l'espoir, je l'ai dit, d'un raccourcissement des délais, d'une simplification administrative, d'avancées positives pour la création de nouveaux logements dont on a bien besoin, de nouveaux quartiers et le développement des énergies renouvelables.

Ce CoDT est littéralement la concrétisation d'une vision stratégique de notre territoire wallon dont il a terriblement besoin.

Renforcer l'attractivité socio-économique de la Wallonie et sa compétitivité territoriale ; limiter l'étalement urbain ; favoriser des quartiers d'habitat basé sur la gestion qualitative du cadre de vie, tout en dynamisant les cœurs de villes et de villages pour répondre aux défis démographiques ; encourager et développer des projets exemplaires, tant en construction qu'en rénovation ; soutenir les grands projets de développement économique et d'infrastructures ; veiller à assurer le développement économique de nos entreprises, tout en visant un usage raisonné du territoire et de ses ressources, sont autant d'objectifs que nous avons, non pas l'ambition, mais le devoir d'atteindre.

Pour toutes ces raisons, il est urgent de voter ce CoDT avec amendements, de lui donner réellement vie pour le faire pratiquer par ceux qui en auront l'usage. Nous avons concerté tous ces acteurs et tenu compte, autant que possible, de leurs attentes, parfois contradictoires, selon les sources.

Le texte a été remanié, et pas bâclé, croyez-le bien. Il est un consensus qui passera, bien évidemment, l'épreuve du feu.

Une évaluation est programmée, intégrée au processus. Nous sommes conscients que nous constaterons des imperfections. Les améliorations nécessaires finaliseront ce code pour aboutir à un outil efficace et intelligent à long terme, un réel outil de développement spécifique de notre Wallonie.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Dermagne.

M. Dermagne (PS). - J'ai le privilège ou la difficulté, c'est selon, d'intervenir en bout de course, et en tout cas pour la majorité, ce qui m'oblige ou en tout cas m'invite à raccourcir mon intervention et mon propos, tant beaucoup de choses ont déjà été dites à propos de ce texte important, rappelons-le, aujourd'hui, bien entendu, mais surtout tout au long de nos nombreuses séances de travail, à la fois avant le travail parlementaire classique, dans le groupe de travail préalable à l'examen et au dépôt devant le Parlement de l'avant-projet de décret, que tout au long de nos nombreuses séances de travail présidées.

Je tiens à le saluer et à m'associer aux remerciements qui ont été formulés par l'ensemble des groupes de ce Parlement, à l'égard de M. Edmund Stoffels qui a présidé, de main de maître, nos travaux, avec rigueur et, surtout, avec patience, tant nos travaux ont été intenses et longs. Toujours avec rigueur et aussi avec impartialité, je pense, et cela a été salué par les groupes

de l'opposition et je tiens à m'associer, une fois de plus, à leurs remerciements.

Je voudrais remercier également l'ensemble du personnel du greffe qui, à de nombreuses reprises, a été contraint de travailler de manière nocturne, ou matinale, c'est selon.

Nos travaux ont été denses, fournis et longs et je tiens sincèrement et à nouveau – je l'ai déjà fait en commission – à les remercier pour leur travail ainsi que les collaborateurs des groupes parlementaires.

Je ne reviendrai pas sur les différentes avancées qui ont été pointées par mes collègues des différents groupes, les délais de rigueur, les périmètres de remembrement urbain, les permis d'urbanisation, les SAR, la délégation générale aux recours, les déclarations urbanistiques. J'ajouterai peut-être un point qui a été évoqué par Mme Waroux, la possibilité d'accueillir de l'éolien dans des zones moins sujettes au phénomène NIMBY et aux recours, à savoir le long des autoroutes, au sein de nos forêts, à proximité de ces axes de communication ou encore au sein des zones d'activités économiques.

Je souhaiterais revenir sur deux points qui sont moins présents – bien qu'ils aient été évoqués lors de nos débats en commission – dans le texte qui sera soumis au vote aujourd'hui ou tel qu'il sera amendé suite aux amendements de la majorité, à savoir l'habitat permanent, tout d'abord. L'habitat permanent est une question qui me préoccupe particulièrement et je ne suis pas le seul bien entendu, vous le savez, je ne suis pas le premier à avoir évoqué cette question ici à de nombreuses reprises dans différentes commissions, sous différents aspects.

Je tiens d'ailleurs à saluer le travail qui a été, qui est et qui sera encore fait par notre collègue, M. Dodrimont. Je tiens sincèrement à le saluer et à remercier son engagement pour cette question. Je ne suis pas de ceux qui passent la pommade, je peux parfois être dur, je peux parfois être sec, je suis souvent déterminé, mais je tiens en tout cas, sur cette question, à le saluer au sein de cette assemblée pour le travail qui a été le sien, qui a été le nôtre aussi tout au long de cette année, suite à la mission qui nous a été confiée par le Gouvernement wallon et en particulier par le Ministre Prévot et je tiens à associer à ces remerciements et à ce salut, notre ancienne collègue Mme Moucheron avec qui nous avons travaillé et avec qui nous avons parcouru la Wallonie....

(Applaudissements)

... ces derniers mois et je dirais presque cette dernière année.

Nous aboutissons tout doucement à un rapport sur la question de l'habitat permanent. Question transversale, s'il en est, qui touche à la fois aux aspects sociaux, mais

qui touche également et, je ne vais pas dire principalement, mais en tout cas de manière importante et substantielle, qui touche à la question de l'aménagement du territoire.

Je tiens, sur cette question, à remercier également le ministre de l'Aménagement du territoire, M. Di Antonio et le Gouvernement wallon et en particulier le ministre-président sur ces questions pour leur engagement. Aujourd'hui, c'est un engagement officieux, interpersonnel, mais qui a déjà pu être formulé, exprimé en commission sur la possibilité et sur l'ouverture du Gouvernement d'accueillir une proposition de décret qui serait jointe au rapport que nous déposerons dans quelques semaines, mais je pense que ce sera à la rentrée parlementaire pour avoir quelque chose de concret, d'abouti et d'affiné tant la question est complexe et qu'elle demande beaucoup de travail et de réflexion, ce qui a déjà été notre cas ces derniers mois.

Je tiens sincèrement à remercier le Gouvernement et le ministre de l'Aménagement du territoire et le ministre-président pour leur engagement sur cette question à accueillir de manière favorable ce que nous avons déjà pu détailler ou leur présenter en tout cas à la fois en commission lors des débats sur le CoDT, mais également lors de réunions informelles sur l'état d'avancement de nos travaux et sur les pistes de solution que nous envisageons, mais qui ne sont pas que les nôtres, qui viennent bien entendu du terrain, des nombreuses rencontres que nous avons pu faire, des nombreuses réunions de travail que nous avons menées.

Je pense que, pour toute une série de nos concitoyens wallons, et ils sont nombreux, plus de 12 000, les textes que nous pourrions déposer à la rentrée seront d'une extrême importance et seront de nature à clarifier leur situation et à faire en sorte que ces habitants, que ces citoyennes et ces citoyens wallons ne soient plus, demain, des citoyens de seconde zone. Je pense que c'est quelque chose de particulièrement important et une fois de plus, je tiens à remercier et à saluer le travail de mes deux collègues parlementaires, Mme Moucheron et M. Dodrimont sur ce travail.

Je pense que c'était le moment et l'instant pour le dire malgré les différentes tensions, les moments les plus difficiles que nous avons pu, majorité contre opposition, rencontrés dans l'examen de ces textes relatifs au CoDT.

Deuxième élément sur lequel je souhaiterais intervenir et qui a été évoqué tout à l'heure de manière – même si par la suite il a fait une courbe rentrante – peu élégante par mon collègue et ami, M. Dodrimont, celui de l'habitat léger de loisir, l'habitat touristique, que l'on appelle plus communément les cabanes dans les arbres.

Vous savez que c'est une question qui me préoccupe depuis longtemps. Elle n'est pas centrale bien entendu dans la question de l'aménagement du territoire et du

développement territorial en Wallonie, mais elle est importante pour toute une série d'acteurs, d'opérateurs touristiques, d'entreprises wallonnes. Il s'agit de débouchés énormes, à la fois pour nos opérateurs touristiques, à la fois pour nos entreprises. Je ne veux pas les citer aujourd'hui ici à cette tribune, mais nous avons en Wallonie et en particulier en province de Namur, toute une série d'opérateurs, d'entrepreneurs, qui sont reconnus en Europe et qui, aujourd'hui, ne peuvent pas développer leurs produits dans la forêt wallonne. Vous l'avez vu, vous l'avez lu pour certains, la proposition d'amendement déposée n'ouvre pas la porte à un peuplement de la forêt wallonne par des ermites, non. Il s'agit de développer une activité touristique qui se développe par ailleurs chez nos voisins français principalement.

Nous avons, aujourd'hui, toute une série de demandes, de sollicitations, tout un public qui souhaite être hébergé dans des zones touristiques de manière un peu alternative, hétéroclite, originale. Cela correspond à une demande, un souhait, un besoin économique. Cette question qui a été abordée tout à l'heure sous l'angle un peu anecdotique et avec le sourire, répond réellement à une possibilité de débouchés économiques importants, à la fois pour nos opérateurs touristiques et pour nos entreprises actives dans le secteur du bois. Étant issu d'un arrondissement rural, je peux vous dire qu'elles sont nombreuses. Je vous invite puisque, chaque année, le domaine provincial de Chevetogne accueille un festival annuel de l'hébergement insolite, le Festival des cabanes, le Festival Robinson, qui est devenu une sorte de Batibouw de ce genre d'occupations et d'hébergements touristiques. Je vous y invite lors de la prochaine séance.

Je ne serai pas beaucoup plus long. Comme je l'ai dit, l'ensemble des points a été abordé. Simplement pour redire, comme MM. Fourny et Stoffels l'ont dit tout à l'heure, une série de points devront être encore abordés. Ce texte n'est pas la huitième merveille du monde. Il apporte toute une série de modifications, d'avancées sensibles, certaines, importantes, qu'il est bien sûr perfectible et vous l'avez dit, Monsieur Dodrimont, tout à l'heure, en présentant cela comme quelque chose d'incohérent.

Effectivement, en commission, nous avons eu des positions parfois, au sein de la majorité, divergentes en fonction de nos sensibilités, en fonction de nos origines, du contexte que nous rencontrons chacun et chacune au jour le jour. Je pense, et vous avez évoqué la règle du comblement, que, effectivement, nous avons des positions différentes. Nous envisageons les choses de manière plus fine en fonction des communes dont nous sommes issus et des réalités qui sont celles que nous rencontrons au quotidien. La différence peut-être entre vous et nous, c'est la différence entre la ténacité et l'obstination. Nous avons compris que, au sein de ce Parlement, nous n'avions pas de majorité pour obtenir telle ou telle avancée sur tel ou tel point du texte. Je

pense que, à un certain moment, nous devons atterrir parce que les attentes du secteur sont importantes, les acteurs, les citoyens sont importants et nous devons y apporter une solution. Voilà la différence entre la ténacité et l'obstination.

Je vous remercie.

M. le Président. - La parole est à M. Hazée.

M. le Ministre, si vous voulez bien vous préparer puisqu'il y a eu de très nombreuses questions, remarques, doléances, encouragements, j'imagine que vous nous répondrez.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Monsieur le Président, chers collègues, mon collègue, M. Henry, est intervenu, ce matin, sur le fond du dossier, sur le gâchis que représente ce Code de développement territorial, sur l'échec surtout de la ligne qu'il constitue par rapport même aux propres objectifs du gouvernement.

Je souhaitais pour ma part, et je le fais avec un sentiment très particulier, intervenir sur la procédure, sur le cadre dans lequel nous sommes contraints de travailler.

Je disais tout à l'heure, Monsieur le Président, que la situation est inédite. Je peux admettre que vous ayez un point de vue différent, mais pour moi la situation est inédite.

Oui, la situation est inédite compte tenu des travaux intervenus en commission, compte tenu du coup de force qui a été réalisé, lorsque nous avons l'examen de plusieurs livres de ce projet important qui se passe sans discussion parlementaire contradictoire.

Oui, la situation est inédite, elle est même proprement hallucinante lorsque la discussion des articles est renvoyée pour une large partie en séance plénière ou lorsqu'un groupe de l'opposition – à ce stade en tout cas – vous a indiqué qu'il ne participait pas au débat.

Considérer qu'elle n'est pas inédite, ce serait en fait accepter que cette procédure, cette manière de faire serait satisfaisante, voire même habituelle. J'ose espérer que nous sommes plus d'un à penser que tel n'est pas le cas, au-delà même de l'opposition.

Bien sûr, nous ne sommes pas plus heureux que M. Dodrimont de cette situation et nous n'entendons pas plus que lui cautionner ce coup de force.

Cette situation pose des questions sur le plan de la démocratie. Cette situation soulève aussi des inquiétudes, notamment sur le plan de la sécurité juridique, car une série de questions ont été réservées au fil des travaux en commission avant d'être, en un soir,

évacuées sans réponse. Ces questions restent aujourd'hui en attente d'une réponse de la part du gouvernement.

Plusieurs acteurs du secteur se sont d'ailleurs inquiétés hier de cette insécurité. M. Sampaoli a relayé une part de leurs propos. Une autre part de leurs propos demandait un renvoi en commission du texte, rien de moins.

À cette heure, nous ne savons pas encore s'il est possible, dans ces conditions, d'être à la hauteur des enjeux. Certainement pas sur le fond, vu les reculs que vous entendez porter. Au bout du compte, qu'une majorité parlementaire entende avoir gain de cause en fin de parcours, c'est encore quelque chose avec lequel on peut vivre. Mais également sur le simple cadre dans lequel nous travaillons.

Si l'on ne peut pas atterrir sur le fond, soyons au moins capables d'être à la hauteur des enjeux sur le plan de la sécurité juridique, sur le plan du débat parlementaire, pour limiter les dégâts, limiter la casse.

Nous pensons dès lors qu'il faut se donner un cadre pour le travail qui reste à accomplir au sein de cette séance plénière.

Nous sommes à ce stade de la discussion générale et par rapport à celle-ci, je voudrais réitérer la demande au gouvernement, dans le cadre de l'examen du projet de décret, de répondre à l'ensemble des questions qui ont été réservées lors de l'examen du texte en commission. Ces questions qui n'ont, à ce jour, pas reçu réponse. Qu'il nous transmette également les analyses juridiques auxquelles il s'est engagé, qu'il nous fournisse également le lexique visant à définir un certain nombre de notions contenues dans le projet qu'il a annoncé à plusieurs reprises.

Mon collègue, M. Henry, a énuméré un certain nombre de questions et nous écouterons avec une très grande attention les réponses que le ministre donnera à l'ensemble de ces éléments. Nous attendons également ces analyses juridiques, je l'ai dit.

Viendra ensuite le temps de la discussion par article. À cet égard, un peu avant 15 heures, en parallèle de notre discussion – c'étaient les questions d'actualité, c'était le débat d'actualité, c'était le débat relatif aux normes de pollution des véhicules – plus de 150 amendements ont été déposés par la coalition majoritaire dans ce Parlement, dans 12 documents, dont aucun n'a été déposé en commission.

Nous voudrions demander, Monsieur le Président, un calendrier permettant un examen sérieux de ces amendements.

La coalition a, en tout cas, amendé son texte sur plus d'une centaine d'articles qu'elle a elle-même adoptés en urgence en commission il y a 10 jours. C'est proprement hallucinant, c'est du jamais vu dans la courte histoire

parlementaire que je puisse connaître, mais sans doute au-delà pour ce qui concerne notre assemblée parlementaire.

Nous demandons, Monsieur le Président, un calendrier permettant simplement un examen sérieux de ces amendements.

Enfin, nous demandons également à la majorité parlementaire d'être réceptive aux demandes d'avis au Conseil d'État qui seront formulées, plus dans des délais trop serrés, en tout cas pour les amendements de fond qui requièrent un éclairage juridique. A fortiori pour les amendements susceptibles de recevoir, ici, une majorité. Il ne s'agit pas de faire de l'obstruction – cela n'a jamais été notre point de vue – il s'agit réunir les conditions d'un travail sérieux.

Il y a trois demandes élémentaires :

- des réponses au Gouvernement pour éclaircir toutes les questions restées, à ce stade, sans réponse ;
- un calendrier pour un examen sérieux d'éléments déposés il y a deux heures sur nos bancs ;
- un éclairage du Conseil d'État pour les amendements de fond.

Il ne s'agit pas ici de demander la lune, de demander l'application d'un programme, il s'agit de réunir le minimum pour respecter notre Parlement. Notre Parlement ne peut pas poursuivre ou encore plus amplifier la fuite en avant qui est intervenue en commission il y a 10 jours. C'est le sens, dès lors, de cette intervention, de cet appel que je veux lancer aux groupes PS et cdH, ainsi qu'au président pour tenter, si c'est encore possible, d'éviter d'ajouter au gâchis sur le fond un naufrage parlementaire.

M. le Président. - J'invite M. le Ministre à réagir au dernier orateur et à l'ensemble de ceux qui, depuis ce matin, se sont exprimés.

La parole est à M. le Ministre Di Antonio.

M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal. - Monsieur le Président, sous la précédente législature a été adopté le décret du 24 avril 2014 formant le CoDT au terme d'une évaluation du CWATUPE qui a abouti à des constats et des recommandations qui ont éclairé tant le Gouvernement que le Parlement dans leur réflexion de mener une refonte en profondeur du CWATUPE.

De réelles avancées par rapport au CWATUPE sont contenues dans ce texte d'avril 2014. Parmi ces avancées, viennent de manière récurrente la volonté de simplifier, d'accélérer les procédures, une meilleure structure et lisibilité plus aisée du texte, le renforcement du dialogue par la réunion de projets, la nouvelle zone de dépendance d'extraction qui vient compléter la zone

d'extraction, la procédure conjointe plan-permis, ainsi que les permis parlementaires.

Ces aspects formels viennent en support d'une vision plus actuelle, plus participative de la gestion du territoire et aboutir notamment à changer de patronyme, le concept d'aménagement du territoire et de l'urbanisme évoluant vers celui de développement territorial.

La démarche d'affectation du territoire est désormais précédée d'une réflexion sur les orientations du territoire : la stratégie territoriale. Cette évolution se traduit également par l'abandon progressif des outils à valeur réglementaire : plans et règlements ; au bénéfice des outils à valeur indicative : schémas d'orientation et guides.

L'organisation spatiale ne se fonde plus sur le respect de la règle, mais plutôt sur un projet de territoire. La réforme du CoDT s'est ainsi attelée à offrir un cadre plus propice au développement des projets des acteurs publics et privés en vue de rencontrer les besoins de la collectivité.

Au terme de la Déclaration de politique régionale du 18 juillet 2014, le Gouvernement a insisté sur la nécessité de mener à son terme cette réforme ; cela dans un objectif de simplification et d'accélération des procédures au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics.

Les six premiers mois de la législature 2014-2019 ont permis aux acteurs de l'aménagement du territoire de mener une lecture approfondie du texte adopté le 24 avril 2014. Plusieurs organisations ont ainsi pris contact avec moi, avec d'autres membres du Gouvernement pour faire part de leur volonté de voir aboutir rapidement le CoDT compte tenu des avancées de fond qu'il contenait.

Toutefois, les acteurs ont également mis en évidence une série de difficultés techniques, voire des dysfonctionnements importants qui ont amené le Gouvernement à réviser en profondeur le texte décretal en vue de proposer un CoDT optimisé et praticable garantissant la sécurité juridique des projets et des investissements en Wallonie.

S'en sont suivies six semaines de réunions intensives de groupe de travail thématique qui ont identifié les difficultés, mais aussi formulé des propositions pour faire évoluer ce texte sans le dénaturer. Plus de 30 acteurs se sont ainsi réunis durant 23 semaines de brainstormings intensifs.

La réécriture du nouveau texte a été opérée par mon cabinet en étroite collaboration avec l'administration régionale. Je n'ai pas fait appel à un consultant extérieur. Le projet de décret se veut le fruit d'un travail collectif, largement concerté et réfléchi, notamment avec ceux qui seront plus tard en charge de la mise en œuvre de ce texte.

Monsieur Sampaoli, je confirme donc qu'effectivement nous n'avons pas fait appel à des consultants extérieurs et que l'intégralité a été faite en interne : administration, cabinet, collaborateurs.

Le projet de décret intègre également des propositions formulées par le groupe de travail pluraliste mis en place au sein de la commission parlementaire. C'est vrai que c'était assez novateur, entre la première et la seconde lecture, et je suis persuadé que cela a permis de dégager des pistes constructives et innovantes. Je cite pour exemple l'avis des communes limitrophes à solliciter dans le cadre de l'élaboration du schéma de développement pluricommunal, l'application de ce schéma au permis, les dispositions transitoires adaptées en vue de faciliter la mise en œuvre du Plan relatif à l'habitat permanent en zone de loisirs, la prolongation du délai de 30 jours dans le mécanisme du délai de rigueur... Il y a beaucoup d'autres exemples, mais il y a énormément de choses qui sont sorties de ce groupe de travail parlementaire.

En ce qui concerne les objectifs de la réforme du CoDT : utiliser notre territoire en bonne intelligence nécessite une vision stratégique du développement de nos espaces. Cette vision figure dans les schémas de développement déclinés aux échelles régionales, pluricommunales et communales. La vision dans les schémas.

Quant au déplacement du balancier décisionnel de la Région vers les communes, il est voulu et assumé. Dans le nouveau CoDT, le Gouvernement s'est montré plus confiant vis-à-vis des autorités communales. Le nouveau texte assure une plus juste répartition entre les autorités régionales et les autorités communales. Un seul exemple, les périmètres U, c'était la Région qui décidait ; les zones d'enjeu communal qui le remplacent, ce sont des procédures qui sont à l'initiative des communes. Il se base sur le principe de concertation et de complémentarité au lieu d'imposer une vision régionale imaginée par certains qui l'imposent avec peu de marge de manœuvre finalement et imposé aux autorités communales.

Le Code qui est ici proposé se veut avant tout une boîte à outils efficace et pratique pour mettre en œuvre cette vision stratégique et développer des projets d'urbanisme sur le terrain. À ce sujet, Monsieur Henry, je tiens à rappeler que le CoDT est un code de procédures. Ce n'est pas une Déclaration de politique régionale, il ne peut traduire une vision du territoire, cela c'est le rôle des outils d'aménagement de traduire la stratégie territoriale, et spécialement au niveau régional, le rôle du SDER ou du schéma de développement du territoire et des plans de secteur, afin que ces opérations – ces orientations – régionales puissent être déclinées tant au niveau supracommunal que communal.

Deux axes majeurs ont ainsi guidé notre réflexion et la confection de cette boîte à outils : la lutte contre

l'étalement urbain et le soutien au développement économique de la Wallonie. Ces deux axes doivent en effet permettre tout d'abord de répondre au défi démographique par des opérations de renouvellement urbain, mais aussi par la création de quartiers nouveaux, voire de villes nouvelles, de faciliter les projets qui freinent l'incursion en zone non urbanisable, de renforcer la politique de reconversion des sites désaffectés – les SAR – de créer de l'emploi et de poursuivre le développement d'une économie circulaire, de simplifier et d'accélérer les procédures au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics, de mettre à jour et de développer une stratégie de développement de l'ensemble de notre territoire wallon en l'inscrivant dans le contexte territorial européen, de développer une politique de la ville porteuse de développement régional – notamment via les futures zones d'enjeu communal – et la création de quartiers nouveaux exemplaires, de valoriser le potentiel de développement économique des zones rurales et d'assurer la qualité de vie de leurs habitants.

Quelles sont les mesures phares de la réforme ? Il n'est évidemment pas possible de lister ici exhaustivement les nombreuses modifications apportées par le projet. Je souhaite toutefois présenter les mesures les plus importantes qui témoignent de la volonté du Gouvernement de soutenir le développement économique et l'initiative privée en créant les outils et les conditions optimales pour ce faire.

Tout d'abord, l'introduction d'un nouvel outil de planification intermédiaire entre la Région et la commune, c'est le schéma de développement pluricommunal. C'est, je le pense, le niveau d'intervention pertinent pour favoriser les synergies entre les communes. L'outil se veut souple, les communes fixant elles-mêmes les modalités de fonctionnement. Un comité d'accompagnement est chargé du suivi de l'élaboration du schéma, mais son rôle est uniquement technicoadministratif. Le schéma s'applique au permis et s'il couvre l'entièreté d'une commune, il entraîne la décentralisation de la commune concernée, pour autant que celle-ci ait une CCATM.

Deuxième réforme, celle qui remplace finalement les périmètres U.

En lieu et place du périmètre U et du périmètre d'enjeu régional et de la technique sophistiquée – donc risquée – du périmètre schéma prévu par le décret du 24 avril 2014, la réforme propose la création de deux nouvelles zones au plan de secteur, favorisant ainsi la sécurité juridique des décisions liées aux garanties procédurales des procédures de révision et à la valeur réglementaire des prescriptions du plan de secteur.

Ces deux zones comprennent également une carte d'affectation des sols à valeur indicative permettant au Gouvernement et aux communes de traduire

schématiquement leur intention et de préciser dans les grandes lignes l'aménagement de la zone.

La zone d'enjeu régional est une zone multifonctionnelle, activités économiques, équipement de service public, récréatif, touristique, logement à titre accessoire, dont l'inscription vise à mener des actions prioritaires du Gouvernement en matière de développement économique.

La zone d'enjeu communal est une zone mixte également, dont l'inscription vise à dynamiser le développement des centres urbains et ruraux et inciter à reconstruire la ville sur la ville, avec une densification appropriée.

Des dérogations au principe de compensation sont également prévues et justifiées par les motifs d'intérêt général qui sous-tendent l'inscription de ces deux zones.

Troisième élément, des procédures accélérées de révision du plan de secteur de 12 mois sont instaurées pour inscrire une zone d'enjeu communal ou d'enjeu régional lorsqu'il n'y a pas de compensation ou pour inscrire une zone urbanisable sur une autre zone urbanisable.

Quatrième élément, le régime des compensations alternatives et des charges d'urbanisme est encadré en termes de nature des compensations alternatives et des charges et des définitions du principe de proportionnalité, et cela, en vue de garantir une meilleure prévisibilité des décisions.

Cinquième élément, le projet de décret renforce le mécanisme d'abrogation des outils d'aménagement du territoire ou d'urbanisme et instaure un régime d'abrogation de plein droit, à l'expiration d'un délai de 18 ans prorogeable de six ans. Cette abrogation vise tant les outils mis en place par le CoDT que ceux adoptés en application des législations antérieures, notamment les schémas de structure communaux, les rapports urbanistiques et environnementaux, les plans communaux d'aménagement, les plans particuliers d'aménagement, les plans directeurs et les schémas directeurs. Cela contribue à l'objectif de simplification de la réforme dans le but d'éviter la superposition d'outils d'aménagement applicables à un même projet et de permettre ainsi de concrétiser plus rapidement des projets sur le terrain.

Sixième élément, le mécanisme des délais de rigueur, ce délai de rigueur des décisions de permis a été modifié en vue de garantir une meilleure prévisibilité de la décision avec des délais praticables. Il se base sur la complémentarité des autorités compétentes, collègue communal, fonctionnaire délégué, Gouvernement wallon, par la saisine automatique en l'absence d'une décision d'une autorité. Le demandeur de permis et son auteur de projet seront désormais systématiquement informés des étapes en vue de leur permettre d'impulser

le dossier. Une prorogation du délai de 30 jours est prévue en vue de prendre en compte d'éventuels avis tardifs, tels que le service d'incendie, par exemple.

Septième élément, le régime des permis et certificats est modifié en vue d'une meilleure lisibilité et efficacité du droit de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. La déclaration urbanistique est supprimée. Les dispenses d'urbanisation sont élargies. La répartition des compétences entre autorités compétentes, collèges, fonctionnaires délégués, Gouvernement wallon et Parlement, est clarifiée. Le contenu du permis d'urbanisation est simplifié : lorsqu'il n'y a pas de création de voiries, la notion de modification du permis d'urbanisation est précisée et les conditions des cadres et dérogations aux outils sont rationalisées.

Huitième élément, le rôle opérationnel des périmètres des sites à réaménager, les SAR et de remembrement urbain, PRU, est renforcé et une procédure conjointe périmètre-permis est instaurée en vue d'accélérer les procédures et de concrétiser ainsi la politique de recyclage des friches et l'objectif de reconstruction de la ville sur la ville.

Neuvième élément, le renvoi des mesures particulières de publicité et d'évaluation environnementale des outils de planification dans le Code de l'environnement a soulevé une série de questions de praticabilité et d'interprétation qui a abouti à proposer de réintégrer ces dispositions sous la forme d'un Livre VIII, tout en simplifiant certaines formalités, ou allégeant certains contenus. Un système plus léger de publicité remplace ainsi la consultation de voisinage prévu par le décret du 24 avril 2014, à savoir l'annonce de projets.

Le projet de CoDT apporte également plusieurs avancées significatives favorisant le développement de l'éolien en Wallonie. Il entend privilégier les éoliennes aux endroits susceptibles d'occasionner un minimum de nuisances pour les riverains. Les éoliennes sont désormais conformes aux prescriptions du plan de secteur en zone d'activité économique au plan de secteur, en zone agricole pour le grand éolien à proximité des principales infrastructures de communication, moyennant le respect de condition ; en zone agricole pour le petit éolien en autoconsommation, moyennant le respect de conditions.

Afin de poursuivre le développement raisonné des éoliennes dans les autres zones, la finalité d'intérêt général est reconnue expressément pour la production exclusivement destinée à la collectivité. Le mécanisme dérogatoire aux prescriptions du plan de secteur, applicable aux activités d'intérêt général, est moins contraignant.

Il prévoit désormais un mécanisme dérogatoire aux prescriptions du plan de secteur, permettant d'autoriser une éolienne dont la production est partiellement rejetée

dans le réseau électrique – une éolienne mixte, par exemple, en autoconsommation.

Onzième élément, c'est la généralisation de la valeur indicative en ce qui concerne les outils d'aménagement du territoire. C'est un point cardinal de la réforme du CoDT. Toutefois, en vue de protéger le patrimoine de nos centres de villes et villages soumis à une plus forte pression foncière, le projet de CoDT propose de conférer une valeur réglementaire à une partie des dispositions de l'actuel règlement général relatif aux centres anciens protégés de certaines communes. Les prescriptions relatives à la largeur des voiries, aux espaces publics, au traitement du sol et aux rez-de-chaussée commerciaux garderont valeur normative, car elles permettent aux villes et villages wallons de conserver leur qualité et leurs identités propres.

Il s'agit en effet de se doter d'un outil plus contraignant pour préserver la structure viaire et la structure bâtie afin de ne pas dénaturer les espaces publics, la taille des îlots et l'aspect des espaces publics.

Les autres dispositions telles que celles relatives aux façades des immeubles, aux toitures, aux zones de cours et jardins conservent la valeur indicative. Cette valeur indicative permet de faciliter la requalification des centres de villes et villages et le développement de projets architecturaux contemporains de qualité et respectueux des caractéristiques patrimoniales de ces centres.

Les dispositions du guide communal d'urbanisme restent à valeur indicative afin d'éviter une complexification de l'instruction des demandes de permis. Il convient d'uniformiser les procédures sur l'ensemble des communes.

Je terminerai sur ces indications principales avec l'ajout de deux propositions pour lesquelles le travail continue. Un groupe de travail est déjà en cours sur l'habitat permanent et pourra aboutir d'ici la rentrée à une proposition de décret. Messieurs Dermagne et Dodrimont y ont beaucoup contribué, M. Dermagne l'a rappelé, avec Mme Moucheron. Le deuxième aspect est lié aux infractions et à tout le débat sur les amnisties pour lequel il y a déjà des avancées dans ce texte, mais où le travail mérite d'être approfondi, notamment sur le volet d'anciennes infractions qui sont là depuis très longtemps et dont on sait, sur le terrain, que l'on ne parvient pas toujours à trouver des solutions. Il y aura des propositions parlementaires dans les deux cas sur l'habitat permanent et sur les infractions.

Sur cette réforme, je pense qu'elle est mûre et sereine. On a pris le temps d'y travailler, les délais ont été rappelés : 18 mois dont neuf mois ici au Parlement – M. Dodrimont l'a signalé tout à l'heure – avec, M. Dodrimont aussi, non seulement des prises en compte que j'ai rappelées sur le groupe de travail parlementaire, mais aussi dans les amendements.

J'imagine qu'à la lecture des amendements qui viennent d'être distribués, vous avez pu remarquer qu'une bonne partie sont les amendements qui ont été suggérés, proposés, débattus largement en commission et qui avaient été déposés à l'initiative du MR.

Dès que la partie décrétable du CoDT aura été adoptée par le Parlement, la rédaction de la partie réglementaire pourra se poursuivre. Cette dernière sera adaptée en fonction de la consultation opérée sur la version adoptée en première lecture et des orientations prises dans le cadre des travaux parlementaires. La finalisation de la partie réglementaire du CoDT dépend du vote de la partie décrétable, car à défaut, le Conseil d'État ne sera pas en mesure de remettre un avis sur cette partie réglementaire.

L'entrée en vigueur effective du CoDT n'interviendra qu'avec l'assurance que, d'une part, les acteurs soient suffisamment formés dans de bonnes conditions et que, d'autre part, l'outil informatique de gestion administrative des permis a été adapté, mais je vais y revenir.

Concernant cet outil informatique, il est en voie de finalisation et la période test va pouvoir débuter dès cet été. Cet outil informatique est sur le point d'être terminé, il le sera d'ici 15 jours. Le programme de formation est conçu de manière à ce que chaque type d'acteur reçoive une formation personnalisée en support des formations présentielles, viendra l'outil d'e-learning dont l'élaboration est en cours.

Par rapport aux questions plus précises de M. Henry, le lexique, il est fait. C'est un des amendements et il reprend l'ensemble des définitions qui ont été évoquées lors des débats en commission.

En ce qui concerne les délais de rigueur, le décret du 24 avril 2014 ne fonctionnait pas, les juristes spécialistes en aménagement du territoire l'ont dénoncé dès 2014. En cas de réactivation de la demande, il y avait une impossibilité de refixer un nouveau délai et, en l'absence de décision communale, si le recours n'était pas statué dans le délai, on se retrouvait sans aucune décision. Il était donc indispensable de réviser cela – c'est ce que nous avons fait en concertation avec tous les acteurs – sachant que les communes voulaient un délai plus long et le secteur de la construction un délai plus court. Le nouveau texte est le juste équilibre entre ces demandes opposées.

Il n'est pas démontré, Monsieur Henry, que les fonctionnaires délégués auront beaucoup de travail, car ils n'ont pas de rôle supplémentaire et plus de communes seront en décentralisation. Dans les autres cas, c'est-à-dire pour les communes non décentralisées, l'avis du fonctionnaire délégué qui vaut proposition de décision est un mécanisme existant dans le décret du 11 mars 1999 sur le Code de l'environnement et qui a fait ses preuves. Sur le plan administratif, cela ne génère

pas un travail supplémentaire conséquent, car l'outil informatique prévoit une assistance dans la rédaction administrative. Donc, ce qui était un avis sera directement formulé sous forme d'une proposition de décision.

Par conséquent, il n'y a pas de moyens supplémentaires prévus dans les directions ultérieures, mais la direction générale travaille sur une réorganisation du travail au sein de la DGO4 pour optimiser les processus en fonction des nouvelles procédures du CoDT.

En ce qui concerne le schéma pluricommunal, votre troisième question, le nouveau texte n'a rien à voir avec celui du décret du 24 avril 2014 qui prévoyait la juxtaposition de plusieurs schémas communaux où la commune faisait son projet, chacune pour ce qui la concernait. La nouvelle proposition prévoit un outil unique mené conjointement par plusieurs communes. Des adaptations ont été apportées suite au travail parlementaire dans un souci de clarification et sans remise en cause des principes de base.

En ce qui concerne la biodiversité, je souhaite redire encore une fois et réaffirmer : « Non, Madame Ryckmans, nous n'allons pas cesser de préserver les haies ». Je ne sais pas très bien où vous allez chercher cela, mais je le redis encore une fois.

Le nouveau CoDT intègre cette préoccupation de la biodiversité, mais ne reprend pas la terminologie de la « trame verte et bleue ». Pour rappel, le Conseil d'État avait relevé le caractère trop flou de cette notion, comme l'a rappelé Natagora en audition. Il convient de tenir compte des liaisons écologiques de façon à mettre en réseau les noyaux que sont les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature et d'assurer ainsi un maillage écologique.

Dans un souci de sécurité juridique, ces dernières doivent pouvoir être identifiées sans ambiguïté, c'est pourquoi il est proposé qu'elles soient déterminées par le Gouvernement, et ce indépendamment de l'élaboration du schéma du développement du territoire. Une habilitation est donc prévue et il y aura un travail spécifique par rapport à cela.

Toutes les protections existantes concernant les haies, les arbres isolés, et cetera, sont toujours présentes. Elles sont dans les arrêtés, comme elles l'étaient précédemment. Les arrêtés en seconde lecture ont été concertés. Tout est prévu pour qu'il n'y ait aucune inquiétude sur le sujet.

Votre cinquième question, Monsieur Henry, concernait l'habitat permanent. On se conforme à ce qui a été évoqué en commission. Le texte sera revu – je l'ai évoqué tout à l'heure – en fonction des résultats du groupe de travail parlementaire. C'est un sujet qui ne concerne pas que l'aménagement du territoire et qui

mérite un décret à part entière, vu les enjeux dont il est question. Le groupe de travail a d'ailleurs été installé à l'initiative des parlementaires de la commission de mon collègue, le ministre Prévot. C'est une démonstration supplémentaire sur le fait que cela dépasse le seul aspect aménagement du territoire.

Votre sixième question portait sur la notion de service public et d'équipement communautaire. Cela répond aussi à une question de M. Sampaoli. L'article D.IV.22 n'ambitionne pas de lister tous les équipements de ce type. Il fixe la liste de ceux qui sont délivrés par le fonctionnaire délégué, sans préjudice des autres équipements qui relèveront, eux, des compétences du collège communal.

En ce qui concerne votre question sur les périmètres de remembrement urbain et les SAR, ce sont des outils opérationnels. Le rôle d'un périmètre SAR est de fixer une aire, une surface au sein de laquelle des actes et travaux peuvent être subventionnés. Ce n'est pas un schéma d'aménagement que l'on peut néanmoins toujours faire si nécessaire.

Le décret du 24 avril 2016 faisait perdre le caractère opérationnel de cet outil en imposant deux étapes administratives supplémentaires par rapport au CWATUPE – M. Fourny l'a rappelé tout à l'heure. Tout d'abord, l'obligation de réaliser un programme de réaménagement, d'une part, et, d'autre part, l'obligation de réaliser l'équivalent en un schéma d'orientation local avant de pouvoir déposer toute demande de permis.

Les praticiens ont dénoncé les problèmes que cela pouvait occasionner pour le futur. Notamment pour les projets qui bénéficient de fonds européens, on était tout à fait incapables de mener un projet SAR ; dans le cadre d'un financement européen, le délai ne l'aurait pas permis.

Ce que le nouveau texte prévoit, c'est que, pour les projets repris dans un périmètre SAR, il est possible d'octroyer un permis en dérogation au plan de secteur, en application de l'article D.IV.22. Si les conditions de dérogation ne sont pas respectées, il existe une procédure accélérée pour réviser le plan de secteur afin d'inscrire la zone ad hoc pour permettre le programme de réaménagement tel qu'envisagé.

En ce qui concerne le permis parlementaire, pour rappel, le Conseil d'État a validé le texte et a écrit qu'il était bien compatible avec les directives européennes. Je ne vais pas vous relire l'extrait de l'avis du 30 juin 2015, mais je vous invite à aller le consulter.

Indépendamment de l'avis du Conseil d'État, il ressort d'une première analyse juridique que c'est le fait que le recours contre un permis parlementaire se fasse devant la Cour constitutionnelle et non devant le Conseil d'État qui n'apporte pas les garanties exigées par la nouvelle directive de 2014. Cette directive prévoit,

néanmoins, des exemptions, moyennant le respect de conditions. C'est une piste qui est à explorer. Nous profiterons du délai qui reste pour la transcription de cette directive pour faire cela, sachant que cette transcription dans le droit wallon doit être réalisée pour le 16 mai 2017.

Neuvième interrogation, Monsieur Henry, qui était la vôtre : l'abrogation automatique des schémas et des guides. Concernant le risque d'absence d'une évaluation environnementale, la Cour de justice européenne a jugé, dans son arrêt du 22 mars 2012, que l'abrogation d'un plan d'affectation du sol pourrait ne pas être susceptible d'avoir des effets non négligeables sur l'environnement si l'acte abrogé s'insère dans une hiérarchie d'actes d'aménagement du territoire, dès lors que ces actes prévoient des règles d'occupation de sol suffisamment précises, qu'ils ont eux-mêmes fait l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur l'environnement, et qu'il ne peut être raisonnablement considéré que les intérêts que la directive 2001/42/CE vise à protéger ont été suffisamment pris en compte dans ce cadre.

En l'espèce, l'abrogation d'outils vieux de plus de 18 ans, avec la faculté de les prolonger de six ans, ne laisse pas les actes et travaux sans prescription, puisque subsistent les prescriptions des plans de secteur et du Schéma de développement du territoire. De cette jurisprudence, il pourrait donc être déduit que l'abrogation de plein droit des outils d'aménagement du territoire est dispensé de l'obligation de l'évaluation environnementale, en ce que ces outils s'insèrent dans un cadre juridique hiérarchisé.

Votre dernière question portait sur l'entrée en vigueur. J'ai dit, tout à l'heure, que pour qu'il puisse entrer en vigueur, il faut encore finaliser la partie réglementaire – cela, c'est pour la rentrée – réaliser les formations des acteurs de terrain et disposer de l'outil informatique – c'est fait. L'administration nous confirme, en effet, que l'outil informatique pourra rentrer en phase de test dès cet été.

Pour les formations, il faut compter – c'est la demande des opérateurs – entre trois et cinq mois à partir de l'adoption de l'AGW en dernière lecture. C'est donc pour le début 2017 que l'on pourra faire entrer en vigueur ce CoDT.

En ce qui concerne le timing pour le SDER, pour le Schéma de développement du territoire, cela est bien prévu sous cette législature, cela est entamé, et cela nécessitera une nouvelle enquête publique.

Monsieur Sampaoli, le coût du CoDT, je l'ai évoqué avec vous, le premier tout au moins.

En ce qui concerne votre question sur la sortie d'indivision et la dispense de permis d'urbanisation entraînant des frais d'équipements très lourds pour les acquéreurs, un amendement a été déposé pour que les

notaires renforcent l'information des futurs acquéreurs dans les actes de vente.

En ce qui concerne les zones inondables, le Guide régional d'urbanisme prévoit des prescriptions en vue de fixer des normes techniques afin de permettre les constructions moyennant respect des normes.

Je vous ai répondu sur les équipements communautaires et pour les aspects liés à la formation.

En guise de conclusion, si le projet de CoDT reprend certains mécanismes du CWATUPE qui fonctionnent bien et qui ont fait leurs preuves, et auxquels les acteurs adhèrent, le texte en projet comporte aussi un nombre important de mécanismes nouveaux ou de modifications de mécanismes existants.

De plus, le projet de CoDT apporte une série d'éclaircissements sur de nombreuses questions controversées, ce qui permettra à tous les acteurs de gagner du temps et de la sécurité juridique.

Cela étant, il faudra, évidemment, lire le CoDT, l'assimiler et se familiariser avec le nouveau texte pour apprécier son apport simplificateur par rapport au CWATUPE.

De plus, s'agissant d'une réforme en profondeur, il est important de suivre, avec la plus grande attention, son application sur le terrain et d'apporter le support nécessaire. Je pense essentiellement aux agents communaux et régionaux chargés de l'instruction des dossiers.

À ce propos, le Gouvernement a confirmé, dans le cadre de l'adoption en troisième lecture du projet de décret, la mise en place d'une *task force* chargée d'assurer le monitoring de la réforme ; elle aura pour mission d'identifier les améliorations apportées par rapport au CWATUPE et les facteurs de ralentissement ou de blocage par rapport aux objectifs poursuivis par la réforme.

Elle se réunira pendant deux ans à raison d'une réunion tous les quatre mois et un *reporting* sera présenté à mi-parcours au Gouvernement.

Cette réforme du Code du développement territorial est essentielle tant pour le développement économique de la Wallonie que pour fixer les balises d'un développement harmonieux et dynamique de notre cadre de vie ; c'est la boîte à outils qui permet à tout un chacun de concrétiser son projet, qu'il s'agisse d'un logement, d'une entreprise, d'un équipement de service public ou communautaire.

Cette réforme a été menée en étant perpétuellement à l'écoute des besoins formulés, afin d'y apporter des réponses adaptées et circonstanciées dans un souci de cohérence. Comme le soulignent notamment la

Confédération de la construction wallonne et l'Union professionnelle du secteur immobilier.

Ce nouveau code est particulièrement important pour la création de nouveaux logements en Wallonie ainsi que pour l'emploi sur le territoire.

Je ne doute pas que vous soutiendrez ce projet par votre vote, au terme de fructueux débats dont il a fait l'objet depuis 18 mois. Monsieur Dodrimont, je vous rappelle aussi les nombreux amendements que vous avez déposés, votre travail et celui de l'ensemble des députés, le travail du président de la commission que je remercie pour sa patience, sa très grande patience, à certains moments, mes collaborateurs – il ne faut pas les oublier, ils ont été très présents – de tous les groupes politiques, de mon cabinet bien sûr, de l'administration et du Parlement.

Soyons aussi modestes, c'est un bon texte, c'est issu de longues concertations. Il faut, aujourd'hui, préparer minutieusement son entrée en vigueur, l'évaluer très rapidement et, évidemment, il faudra à un moment donné mettre de l'huile dans les rouages pour qu'il puisse s'appliquer le plus efficacement possible sur le terrain.

(Applaudissements)

M. le Président. - Comme il se doit, je vais donc inviter les différents orateurs qui, depuis ce matin, se sont succédé à la tribune à se manifester s'ils souhaitent exercer un droit de réplique.

Je vais brièvement les citer : Monsieur Dodrimont, pas de réplique ? Non.

Monsieur Stoffels ? Non.

La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Nous travaillons évidemment dans des conditions vraiment détestables qui ont été rappelées à plusieurs moments. Je voudrais d'abord intervenir par rapport au contenu de la réponse de M. le Ministre. Nous n'avons pas appris grand-chose de neuf dans cette réponse. Je le remercie d'avoir repris scolairement les dix points sur lesquels je l'avais interrogé parce que, effectivement, je l'aurais assez mal pris de ne pas avoir de réponse. Je dois dire que, dans les réponses qui ont été données, il n'y a pas vraiment d'éléments neufs. Nous savons désormais que l'intention du Gouvernement est donc de reporter à plus tard certaines modifications décrétales. On a donc, aujourd'hui, la connaissance qu'il y aura soit un décret *ter* soit d'autres décrets complémentaires pour des objets qui étaient annoncés...

(Réaction de M. le Ministre Di Antonio)

Mais si, vous venez de confirmer à l'instant qu'il y aurait un décret Habitat permanent. Vous dites que c'est

en conformité avec ce qui a été discuté dans la commission. Dans la commission, il était prévu que le rapport des parlementaires soit discuté, dans le cadre du travail sur le CoDT, aux alentours de la mi-juin. Puisque à ce moment-là, on prévoyait d'aboutir pour le 21 juillet. Il n'a jamais été question, bien entendu, d'avoir d'autres décrets qui viennent à l'initiative de la majorité ultérieurement. Donc la partie plan HP...

(Réaction de M. le Ministre Di Antonio)

C'est bien possible, mais pour ce qui concerne l'aménagement du territoire, le cas échéant, pour lequel vous avez fait référence... Je ne sais pas combien d'heures, nous avons passé sur l'Habitat permanent dans la discussion de ce CoDT-ci, depuis huit mois, y compris dans les interventions de la majorité. Jamais il n'a été dit – en fait, cela ne concernait pas le CoDT, ce serait après – jamais, il a été dit qu'il y aurait un débat à partir de la mi-juin sur les articles concernés. Donc, aujourd'hui, c'est changé, il y aura donc un autre décret.

Deuxièmement, je vous interrogeais effectivement parce que c'est vous-même qui avez amené cette idée et qui l'avez évoquée, à de très nombreuses reprises, au fil des travaux, sur la présence d'un lexique. Vous nous dites que c'est dans les amendements. Écoutez, c'est bien, on vient de recevoir, il y a plus ou moins deux heures, 160 amendements de la majorité. Comment voulez-vous que l'on travaille comme cela ? D'accord, s'il y a un lexique dedans, on va regarder. En ce qui me concerne, je ne sais pas en même temps regarder des amendements et participer au débat ici et, surtout, sur des amendements juridiques et techniques de l'ampleur et de la complexité d'un décret comme celui-ci.

Vous déposez, aujourd'hui, en séance plénière, le fameux lexique. Bien. On va alors regarder ce qu'il y a dans ce lexique, mais alors je ne comprends pas pourquoi vous avez voté en urgence en commission. Comment se fait-il que vous ayez fait le forcing sur ce point comme sur d'autres pour voter à l'arraché en quelques heures un texte totalement inabouti puisque vous l'amendez 160 fois aujourd'hui ?

Sur les autres points que j'avais évoqués sur lesquels vous avez répondu, pour la plupart, vous n'apportez pas de nouvelles réponses. Vos réponses ne sont pas du tout rassurantes. Mais je ne m'attarderai pas très longtemps sur ces points. Je vais les réévoquer, mais sans plus, dans la mesure où je ne partage absolument pas vos conclusions et je pense que l'on va aux devants de grands problèmes. Vous nous dites que pour ce qui concerne l'équipement communautaire, il n'y a pas de souci, puisque l'on parle ici de ce qu'est de la compétence du fonctionnaire délégué et que, par ailleurs, il restera la compétence des communes. Qu'en est-il des dérogations ? Vous n'avez pas fait le lien entre les articles correspondants dans le décret, vous allez aux devants de grands problèmes concernant cet article et, visiblement, vous ne semblez pas vouloir l'entendre. Je

ne sais pas s'il y a des amendements là-dessus, je ne sais pas, vous ne l'avez pas dit. Mais en tout cas, en commission, vous aviez compris qu'il y avait en tout cas un souci qui devait être examiné.

Sur le schéma pluricommunal, je maintiens mon analyse, je ne le ferai pas plus longtemps. Vous faites semblant que l'on crée un nouvel intermédiaire, qui, entre parenthèses, n'est pas du tout intermédiaire puisqu'il y a une confusion complète dans votre texte entre ce qui prime sur l'autre, entre le communal et le pluricommunal, parce que l'on pourrait très bien avoir un pluricommunal beaucoup plus petit qu'un schéma communal puisque vous pouvez faire des portions de territoire qui peuvent être très petites donc on n'est pas du tout dans une logique de supériorité, de niveau, mais en tout cas, que l'on a surtout de gros problèmes juridiques avec ce montage. Je ne vais pas refaire l'argumentation, nous l'avons eue. Vous n'avez donc rien changé sur ce point suite à la discussion en commission.

Concernant la biodiversité, la trame verte et bleue, j'ai entendu votre réponse. Cela ne répond qu'extrêmement partiellement au problème. Nous déposerons des amendements à ce sujet puisque cela concerne plusieurs articles. On n'est pas du tout avec la réponse que vous avez donnée ici dans les articles que nous connaissons. De nouveau, je ne sais pas si vous avez déposé des amendements supplémentaires à ce sujet ou pas, mais on est en tout cas très loin de l'ambition concernant la trame verte et bleue et la garantie d'une prise en compte de la biodiversité, d'un maillage que vous avez cité, sauf que l'on ne sait pas comment vous le faites. Il n'y a pas de maillage dans la construction que vous élaboriez.

Concernant les PRU et les SAR, je n'y reviens pas. Je ne partage pas du tout votre analyse. Je pense que l'on est dans des outils qui sont extrêmement fragilisés juridiquement déjà aujourd'hui et qu'ils le sont encore bien plus avec les modifications que vous faites dans ce CoDT.

Vous ne répondez pas non plus aux réserves du Conseil d'État concernant l'obsolescence des outils. Je ne m'y attarde pas non plus.

Concernant les permis parlementaires, je vous avoue que je n'y vois pas très clair. J'ai entendu une intervention de M. Fourny disant qu'il n'y avait aucune volonté de nuire ou de ralentir les travaux concernant le CoDT en déposant une autre proposition sur le même sujet qui élargissait le champ et d'ailleurs, tout le monde était d'accord. C'est déjà assez surprenant. Je serais très étonné de voir que l'ensemble des parlementaires de ce Parlement serait d'accord avec votre proposition d'élargissement tout à fait discutable du champ d'action du permis parlementaire. Mais surtout, je ne partage pas du tout l'analyse du Gouvernement concernant la prise en compte de la directive européenne. Enfin, je ne partage pas du tout, en partie, c'est-à-dire que vous

reconnaissez vous-mêmes que l'on va devoir examiner les pistes. Vous reconnaissez vous-mêmes, aujourd'hui, que le texte que vous proposez à ajouter dans le droit wallon – parce que, aujourd'hui, il n'y a pas de permis parlementaire, il n'y a plus de DAR, il n'y a rien – de permis parlementaires, vous reconnaissez vous-mêmes qu'il est non conforme ou probablement pas totalement conforme à la directive européenne et que l'on va voir selon quelle piste on pourrait l'amender. Vous nous annoncez sur ce point aussi une nouvelle modification décrétable.

Alors, que n'ai-je pas bien compris, Monsieur le Ministre ? J'ai compris que vous nous annoncez une initiative décrétable sur le permis parlementaire dans l'année qui vient pour se mettre en conformité avec la directive européenne puisque vous reconnaissez vous-mêmes, alors, précisez votre pensée parce que l'on est ici dans un moment important de discussion de travaux parlementaires sur un texte central et le permis parlementaire, ce n'est pas une petite mesure donc si j'ai mal compris, s'il vous plaît, précisez-le pour les travaux parlementaires, éventuellement, après mon intervention. En tous les cas, c'est ce que j'ai compris.

Par conséquent, vous n'avez pas du tout répondu aux questions. Vous ne fournissez pas du tout une analyse juridique approfondie. Simplement, vous nous dites : « Il y a un problème et on le fera plus tard », comme pour le HP.

Dans ce cas, Monsieur le Ministre – et nous avons déposé un amendement à ce sujet – retirez cette procédure du décret actuel. Cela ne sert à rien de rajouter du brouillard sur du brouillard ou des insécurités juridiques sur des insécurités juridiques. Vous n'avez pas aujourd'hui une procédure qui tourne dans le vide si l'on retire le permis parlementaire de votre décret. Il n'y a pas de permis parlementaire aujourd'hui. Vous proposez à cette assemblée de mettre en place une procédure parlementaire sur des objets que vous estimez très importants pour la Wallonie, des gros développements économiques sur base d'une directive qui n'est pas respectée. Ne le faites pas alors au minimum, examinez les choses calmement et reportez cela à plus tard parce que l'on va au-devant de grosses insécurités juridiques et de toute façon de nouvelles modifications décrétables. Cela, c'est sur la question du permis parlementaire.

Enfin, pour ce qui concerne l'entrée en vigueur, vous n'avez pas répondu très clairement. J'entends que cela pourrait entrer en vigueur début 2017. C'est quoi début 2017 ? C'est mars, c'est juin, c'est janvier ? On est en juin, mesurez-vous le nombre d'acteurs qui doivent appliquer ces articles, à partir de quand ils seront votés, à partir de quand ils auront les arrêtés qui vont changer les procédures pour des permis, pour d'énormes développements économiques de toutes natures et qui ne savent pas aujourd'hui, selon vos mots, quand ils devront basculer d'une procédure sur l'autre ? Ils ne

savent pas s'ils ont un projet qui doit être déposé par exemple pour début janvier s'ils doivent utiliser les procédures du CWATUPE ou les procédures du CoDT. Si c'est pour mars, pareil.

Donc s'il vous plaît, soyez plus précis ou bien donnez une date minimale ou que sais-je, mais à tout le moins, sortons de cette insécurité sur le calendrier qui est inacceptable et par ailleurs totalement incohérente avec ce que vous avez vous-même dit en commission puisque vous aviez annoncé, sans aucun problème, une entrée en vigueur au 1er janvier si l'on votait pour le 21 juillet. Aujourd'hui, on est le je-ne-sais-plus-combien juin, donc je suppose qu'il ne devrait pas y avoir de problème pour le 1er janvier ou alors ce n'était pas correct ce que vous avez dit à ce moment-là.

Voilà, Monsieur le Président, les répliques que je souhaitais faire par rapport aux différentes questions que j'avais posées. Les réponses, bien entendu, ne me convainquent pas du tout.

Nous avons une série d'amendements qui sont assez limités, nous en avons déposé 16. C'est moins d'un dixième de ce que la majorité a déposé sur son propre texte. Je les défendrai dans la discussion des articles ultérieurement sur des points que nous considérons comme problématiques. Ce n'est pas du tout exhaustif, nous n'avons pas voulu déposer des centaines d'amendements pour le plaisir, mais mettre l'accent sur certains points totalement non résolus à ce stade.

(Applaudissements)

M. le Président. - La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Je n'ai rien de bien particulier à ajouter, si ce n'est que tout a été dit dans le débat général. Nous allons pouvoir procéder à l'explicitation des amendements qui ont été déposés, qui sont le fruit du travail développé en commission, qui ont fait l'objet de discussions et d'échanges nourris et qui ont permis de faire avancer le texte à quelque niveau particulier – nous aurons l'occasion d'explicitier dans très peu de temps – ainsi que des amendements d'ordre technique de correction du texte. Je réserve mes propos pour la suite.

M. le Président. - La parole est à M. Dermagne.

M. Dermagne (PS). - Juste un petit mot, Monsieur le Président, simplement pour vous dire que nous allons dans les minutes qui viennent ou les heures qui viennent détailler l'ensemble des amendements qui ont été déposés par la majorité et dont je suis l'un des humbles cosignataires. Ces amendements ont fait l'objet, pour la plupart, de nombreux débats en commission, ils ne sont donc pas surprenants dans leur essence et dans leur formulation.

Deuxièmement, en ce qui concerne le lexique, vous verrez – pour les lecteurs attentifs – qu'il fait l'objet d'un amendement détaillé. Il me revient de la part d'un

éminent membre de notre commission – qui fut un éminent membre de la Commission de l'aménagement du territoire lors de la précédente législature – que ce lexique avait été demandé par cet éminent membre à de nombreuses reprises et que le Gouvernement à l'époque et le ministre de l'Aménagement du territoire ne l'avaient pas déposé. Aujourd'hui, il est là, dont acte.

En ce qui concerne l'habitat permanent, je pense que je me suis exprimé de manière relativement détaillée et complète à ce propos. J'entends que l'on est surpris qu'aujourd'hui la question de l'habitat permanent fasse l'objet d'une proposition sui generis à la rentrée.

Ce qui m'étonne, c'est que le parlementaire qui s'étonne de cet état de fait était celui qui, à chaque fois que l'on a eu nos débats sur les articles qui pouvaient être concernés par l'habitat permanent, nous disait : « Faites attention, il faut absolument que ce soit quelque chose qui soit circonscrit à l'habitat permanent et n'ouvrez pas la boîte de Pandore. Ne faites pas en sorte que ce qui est valable pour l'habitat permanent, je pense, notamment à la question de la contiguïté de la zone pour ne citer que cet élément ne soit pas de nature à être utilisé par les autres pour créer de l'étalement urbain. Faites en sorte d'avoir quelque chose de spécifique à l'habitat permanent, ce sera le cas avec la proposition de décret qui sera déposée de manière conjointe par la majorité et par l'opposition à la rentrée ». Une fois de plus dont acte.

En ce qui concerne l'entrée en vigueur, je pense que le précédent ministre de l'Aménagement du territoire ne s'était pas non plus engagé sur l'entrée en vigueur du CoDT version une.

M. le Président. - La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Je ne vais pas commenter davantage les conditions désastreuses de la discussion, pas davantage non plus les réponses du ministre d'ailleurs, sauf à constater que lorsque mon collègue, M. Henry, le questionne ou interprète certains éléments, il fait des mimiques de la figure, mais il ne dit rien. C'est un choix.

(Réaction de M. le Ministre Di Antonio)

Tout le monde aura constaté, je pense que cela n'aura étonné personne, qu'il y a une erreur dans le tableau. Cela ne me paraît pas central.

J'en reste alors, Monsieur le Président, avec cet enjeu du calendrier. J'évoquais tout à l'heure la demande d'avis au Conseil d'État, j'y reviendrai dans la discussion par article.

Pour ce qui concerne cette discussion par article, quelle est votre proposition de calendrier pour un examen sérieux des 160 amendements que l'on a reçus il y a quelques heures ?

M. le Président. - Voilà, petite parenthèse, vous aurez bien sûr reconnu M. Hazée, non pas Mme Ryckmans. Le nom ne correspondait pas évidemment à l'image, même si nous avons voulu, avec Monsieur le Greffier, permettre une meilleure identification, notamment, pour les télévisions des orateurs. Vous l'aurez remarqué puisque dorénavant outre la caméra qui filme l'orateur, apparaît en bas de l'écran le nom de celui ou de celle qui intervient.

Des amendements ont été proposés, après approbation du rapport, par MM. Henry et Hazée - justement cela tombe bien - (Doc. 307 (2015-2016) N° 352) et d'autres amendements déposés cette fois par MM. Fourny, Dermagne, Mme Waroux, MM. Sampaoli, Denis et Stoffels (Doc. 307 (2015-2016) N° 353).

Ils ont été déposés sur le portail des parlementaires.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Je relance donc la question que j'ai soulevée lors de mon intervention, que j'ai révoquée dans ma réplique. J'ai demandé, Monsieur le Président, un temps pour pouvoir faire un travail sérieux par rapport aux amendements. Je voulais donc savoir quelle était votre proposition pour que ce Parlement, dans le respect des ses prérogatives en séance plénière, puisse sérieusement examiner les textes que l'on a reçus il y a quelques heures.

M. le Président. - Je vous réponds, Monsieur le Député, je n'ai pas...

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Simplement, Monsieur le Président, nous avons fait un choix ce matin de ne pas participer à cette mascarade que nous sommes en train de vivre aujourd'hui : 161 amendements déposés par rapport à un projet adopté il y a à peine 10 jours.

Pour relayer M. Hazée, parce que c'est vrai vous pourrez dire que le MR c'est 25 parlementaires, on ne compte pas. Que devez-vous penser du groupe Écolo qui compte quatre personnes ?

À un moment donné, Ecolo vous fait une demande très claire par rapport à votre façon dont vous allez organiser les travaux, parce que ce groupe souhaite examiner et prendre le temps d'examiner les amendements.

Simplement, par rapport à cette mascarade, je souhaiterais avoir votre position, Monsieur le Président du Parlement de Wallonie, par rapport à la demande d'écolo. J'appuie la demande de M. Hazée, simplement par respect pour l'institution, simplement par respect pour les parlementaires, parce qu'aujourd'hui, l'image que la majorité a souhaité donner de notre institution est lamentable, elle est scandaleuse, elle est honteuse...

M. le Président. - Monsieur Jeholet, je ne sais pas où vous avez trouvé des propos dans ma bouche considérant ou déconsidérant votre groupe, bien loin de moi. Vous êtes le premier groupe d'opposition et le deuxième plus importants de cette assemblée, et je m'efforce toujours - la preuve en est, lorsque vous avez sollicité la parole - de vous la donner.

Très clairement, je vous ai communiqué le nombre d'amendements que j'ai reçus. Si j'ai bien compris la demande de M. Hazée, c'est de disposer de temps pour les analyser. Est-ce bien de cela qu'il s'agit ?

M. Hazée (Ecolo). - En prendre connaissance, les examiner, les analyser, éventuellement consulter s'il est nécessaire, puisqu'il y a là toute une masse, il y a 140 pages. Vous pensez bien que si un travail sérieux reste souhaité, une question, beaucoup de signaux ont été donnés dans le sens contraire ; un temps est nécessaire pour ce travail sérieux.

Je propose concrètement d'ajourner le débat, et les votes, pour que l'on fasse ce travail sérieusement.

M. le Président. - J'essaie de bien comprendre, ne fût-ce que pour être parfaitement respectueux du souci qu'a exprimé M. Jeholet. Vous demandez soit une suspension de séance, soit surseoir aux travaux. Cela n'est pas tout à fait la même chose, reconnaissons-le.

M. Hazée (Ecolo). - Je le mesure bien. Comptez 10 minutes par amendement, en dormant un peu, cela nous conduit à vendredi matin. Nous pouvons ajourner le débat et les votes pour faire ce travail sérieux.

M. le Président. - Attendez, Monsieur Hazée. Je ne me prononce pas sur le fond et je ne livre pas mes convictions. J'essaie de comprendre quelle est la portée de votre suggestion, rien d'autre ; je peux la faire partager par d'autres.

Ce que je vous propose, pour que nous n'ayons pas ce débat, à moins que d'autres chefs de groupe veuillent s'exprimer, mais, face à la demande que vous exprimez dans le plein respect du Parlement et malgré le fait - si j'ai bien entendu plusieurs orateurs - que ces amendements ont été débattus, discutés en commission, pour une large partie de ceux-ci sinon leur totalité, c'est la concrétisation de travaux non aboutis en commission puisqu'ils n'avaient pas été retenus comme tels.

Ce n'est pas juste pour vous rassurer, Monsieur Hazée, ce ne sont pas des amendements totalement inédits, qui n'ont jamais été abordés ni discutés ; je tiens à le porter à votre connaissance.

M. Hazée (Ecolo). - À ce stade de la discussion, je n'en sais rien. J'ai entendu certains dire cela, mais en même temps, on constate qu'il y a un lexique qui est une pièce tout à fait nouvelle. On modifie a posteriori des définitions qui se trouvent dans l'ensemble du code à

partir d'une modification dans une disposition que l'on ajoute en début de code.

J'ai vu aussi, très vite, en regardant en diagonale, qu'il y avait un amendement, ou plutôt plusieurs dizaines d'amendements, portant sur la réforme de la fonction consultative à partir d'orientations du Gouvernement et alors même que le document parlementaire n'a jamais été transmis à cette assemblée pour réfléchir, examiner cette réforme de la fonction consultative. On est en train de franchir toutes les frontières du jamais-vu parlementaire. C'est cela l'enjeu aujourd'hui, Monsieur le Président.

Ce que j'essaie ici, sans qu'à aucun moment nous n'ayons cherché à faire de l'obstruction ou à pouvoir être attaqués sur ce terrain – je laisse à ceux qui ont formulé ces attaques la responsabilité de leurs propos, sans les endosser – nous cherchons à ce que ce Parlement garde sa dignité et fasse un travail sérieux. Nous avons une brouette d'amendements. Vous nous indiquez, ou d'autres ont indiqué, que c'était sans doute assez proche de ce qui a été discuté en commission. Matériellement, nous ne sommes pas en capacité, à ce moment précis, de vous répondre par rapport à cela.

Il y a eu un coup de force en commission. Aujourd'hui, ce qui se passe, c'est qu'il y a un coup de force, non seulement qui continue, mais qui s'amplifie. Qui imposait que les amendements dont on parle soient déposés aujourd'hui séance tenante ? Pourquoi pas hier ? Pourquoi pas avant-hier ? Pourquoi pas avant le week-end ?

Qui a créé les conditions de cela ?

Ce n'est certainement pas l'opposition, et encore moins le groupe Ecolo.

(Applaudissements)

M. le Président. - Monsieur Hazée, sans me prononcer sur le fond, puis-je vous rappeler que notre règlement prévoit que des amendements peuvent être déposés pendant la discussion générale et encore après la clôture de celle-ci, moyennant des dispositions particulières de soutien de ces amendements.

Vous ne pouvez pas me reprocher – mais ce n'était pas votre propos, que les choses soient très claires – d'avoir accueilli les amendements ; les services se sont efforcés de les reproduire au plus vite pour que chacun puisse en prendre connaissance.

M. Hazée (Ecolo). - Je veux effectivement préciser qu'il n'y a aucun reproche à l'égard de la présidence quant à la transmission et à l'impression des amendements. C'est dans le cadre du même règlement que j'ai proposé l'ajournement du débat et des votes.

M. le Président. - J'essaie de m'en tenir au règlement. Ce n'est pas toujours simple parce que chacun le lit parfois au gré de ses propres désirs.

Je vais donc très rapidement donner la parole aux autres chefs de groupe et puis, si besoin, je vous ferai une suggestion.

La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - Je peux entendre les propos de M. Hazée, pour cette partie de l'opposition. Par contre, il me paraît actuellement difficile à comprendre que quand on quitte une séance, quand on refuse de poursuivre le débat, de s'étonner que le débat se poursuive sans vous. C'est quand même quelque chose qui m'échappe intellectuellement. À partir du moment où vous faites un choix, il faut l'assumer.

Vous avez annoncé ce matin ne pas vouloir continuer le débat. Vous êtes dans la même logique. C'est votre choix. Ne reprochez pas aux autres de vouloir faire avancer un texte qui attendu.

Par contre, je peux comprendre l'attitude d'Ecolo qui est beaucoup plus correcte et beaucoup plus cohérente, qu'ils souhaitent eux examiner les amendements qui sont déposés, qui sont de facto des amendements qui ont été discutés. Là, je ne m'opposerai pas à une suspension de séance à ce niveau-là pour qu'ils puissent avoir le temps matériel. J'entends la réflexion.

Par contre, d'un autre groupe qui se refuse à tout débat, dont le but est simplement bien souvent de jeter l'obstruction ou l'opprobre sur la façon dont la Wallonie fonctionne, là, je ne m'attends à plus rien du tout. Il ne faut pas vous attendre que l'on regarde et qu'on laisse faire l'obstruction. La Wallonie doit avancer. Ce texte doit avancer. La demande de l'autre parti de l'opposition me paraît légitime.

M. le Président. - Je donne la parole...

(Réactions dans l'assemblée)

À nouveau pour que chacune des sensibilités politiques soit exprimée, et je remercie les trois premiers...

(Réactions dans l'assemblée)

M. Collignon (PS). - Il n'y a pas que vous qui pouvez vous exprimer dans ce Parlement. C'est fini la dictature de la minorité. C'est terminé. Il n'y a pas que vous qui avez la parole dans ce Parlement.

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - J'essaie de respecter scrupuleusement le règlement et de valider les sensibilités politiques des uns et des autres.

Trois groupes se sont déjà exprimés. Je me tourne vers le quatrième pour voir s'ils ont un souhait et puis je n'omettrai pas – rassurez-vous – d'autres sensibilités pour que chacun puisse s'exprimer.

La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Je partage évidemment ce qui vient d'être dit par M. Christophe Collignon.

Je ne veux pas entrer dans cette polémique et rappeler ce qui s'est passé en commission en termes d'obstruction parlementaire. Je ferai à nouveau l'impasse sur les commentaires que j'ai déjà formulés à ce propos.

Je prends bonne note de la remarque qui est formulée par M. Hazée. Je ne suis pas non plus opposé à ce que nous puissions interrompre nos travaux quelques instants ou un temps déterminé pour vous permettre effectivement d'analyser les propositions d'amendement qui ont été déposées – qui, je le rappelle, pour la plupart, sauf erreur de ma part, sont au nombre de 92 pour la majorité – ont été discutés principalement dans les quatre premiers livres, travaux auxquels vous avez participé en long et de manière constructive et positive, je tiens à le souligner. C'est vrai qu'il faut pouvoir l'indiquer. Ces amendements relèvent de ces livres principalement, puisque c'est le cœur de la réforme qui se trouve à cet endroit. Pour le dernier livre, les amendements sont plutôt d'ordre technique et rectificatif.

Monsieur le Président, je ne m'oppose évidemment pas à ce que l'on puisse laisser quelques disponibilités au groupe Ecolo pour analyser et poursuivre ensemble, de manière constructive, le travail que nous avons entamé, puisque d'autres ont déjà signalé qu'ils ne participeraient pas de manière active à nos travaux, ce qui ne nous réjouit pas, mais on en a pris acte. Nous n'en sommes pas étonnés puisque c'est la continuité de la politique de la chaise vide.

M. le Président. - J'ai une demande de report de travaux, mais qui n'est pas mesurée dans le temps, et pour que nous puissions avoir ce débat, je propose ceci, chers collègues, c'est que nous suspendions la séance pendant un quart d'heure...

(Réactions dans l'assemblée)

Laissez-moi terminer avant de rire. Vous pouvez rire, cela ne me gêne pas.

Un quart d'heure pour permettre la tenue d'un Bureau élargi. Avant de rire, il faut parfois attendre la chute de la suggestion. Cette réunion, Bureau élargi, c'est-à-dire les membres du Bureau et les chefs de groupe à la salle du Bureau au premier étage.

On se retrouve, pour les autres, dans un quart d'heure.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 19 heures 11 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 19 heures 57 minutes.

M. le Président. - La séance est reprise.

PROJET DE DÉCRET ABROGEANT LE DÉCRET DU 24 AVRIL 2014 ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE, ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129QUATER À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, ET DU PATRIMOINE, ET FORMANT LE CODE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (DOC. 307 (2015-2016) N° 1, 1BIS À 1QUATER, 2 À 338SEXIES)

*Discussion générale
(Suite)*

M. le Président. - Nous reprenons la séance là où nous l'avons laissée.

La parole est à M. Dermagne.

M. Dermagne (PS). - Si vous me permettez, très brièvement, pour corriger une partie des propos que j'ai tenus tout à l'heure et qui n'étaient pas corrects. Je tiens donc à les corriger et à revenir sur ce que j'ai dit tout à l'heure par rapport à la date d'entrée en vigueur du premier CoDT qui était bel et bien fixé dans le décret. Je tiens à rendre à César ce qui appartient à César et à Brutus ce qui appartient à Brutus, et à revenir par correction sur les propos qui ont été les miens tout à l'heure.

M. le Président. - Oserai-je dire que vous faites plaisir non seulement à M. Henry, mais à ses collègues de l'époque ? Nous ne pouvons qu'apprécier la précision que vous avez introduite.

Le Bureau élargi s'est donc réuni et nous n'avons pas pu dégager par consensus une situation qui coïncidait à l'attente de tous les groupes présents. Je me vois dans l'obligation de reprendre la séance là où nous l'avons laissée, c'est-à-dire après la communication des amendements déposés – je les avais mentionnés – par MM. Henry et Hazée (Doc. 307 (2015-2016) N° 352), par MM. Fourny, Dermagne, Mme Waroux, MM. Sampaoli, Denis et Stoffels (Doc. 307 (2015-2016) N° 353).

Tous ces documents sont disponibles pour la plupart depuis environ 14 heures 30 sur le portail. Un peu plus tard – je le concède, Monsieur Hazée – pour les amendements Ecolo, qui nous parvenus dans le courant de l'après-midi.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et vous propose de passer à l'examen des articles du projet de décret.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - J'entends votre cours résumé d'une absence de consensus par rapport à la demande que nous avons formulée, je peux en témoigner. Nous avons demandé 10 minutes par amendement. En tenant compte d'une petite nuit, cela nous conduisait à vendredi matin : vendredi matin pour l'enjeu des conditions de travail de ce Parlement, de la dignité du Parlement. Parce qu'au coup de force qui est intervenu en commission, les auteurs des amendements ont ajouté aujourd'hui un coup de force avec ces amendements qui arrivent en plein pendant la séance plénière. Non pas 90, mais 165. J'enlève ceux du groupe Ecolo puisqu'ils ont été déposés très tardivement, vous avez bien fait de le souligner.

Je n'ai pas compris ce que cherchaient ceux qui ont déposé ces amendements à ce moment-là. Pourquoi pas hier, pourquoi pas avant-hier, pourquoi pas avant le week-end, pour simplement permettre au travail d'avoir lieu ?

Je maintiens donc ma demande d'ajourner les débats, puisqu'il n'y a pas de consensus, je vous demande de la passer au vote. Il y a une difficulté à pouvoir simplement travailler. Ce n'est pas sérieux.

M. le Président. - Puisque vous faites part d'un des éléments évoqués au Bureau élargi, puis-je rappeler simplement, avant de donner la parole à M. Collignon, que pour près de 90 % – sinon davantage – des amendements, ils ont été discutés en commission. Je l'ai entendu pendant la discussion générale. Chacun apprécie la portée de ceux-ci, mais ce ne sont pas des amendements inédits, jamais débattus. Je tiens à la dire pour la correction des uns et des autres.

Monsieur Henry, vous ne m'en voudrez pas, M. Collignon avait demandé la parole juste avant vous et je n'ai plus d'autre demande de prise de parole pour le moment.

La parole est à M. Collignon.

M. Collignon (PS). - J'ai juste une difficulté avec la demande de M. Hazée relativement au fait qu'elle n'est pas complète. Vous avez évoqué le fait que vous souhaitiez soumettre cinq à six amendements à l'avis du Conseil d'État. Je pense que la plupart ont été présentés et qu'il vous faut le temps nécessaire. Ceci étant, vous savez déjà qu'il y a cinq ou six amendements pour

lesquels, de toutes les façons, vous demanderez l'avis du Conseil d'État.

Je pense que l'on a déjà fait un feuilleton suffisamment long et c'est vrai qu'il n'est peut-être pas nécessairement glorieux, mais peut-être de part et d'autre, faudrait-il un petit peu se le dire aussi de temps en temps. Pourquoi n'identifiez-vous pas et ne procéderions-nous pas de manière pragmatique par rapport à cette demande. Vous avez évoqué votre première demande, mais ici vous n'avez pas été complet, me semble-t-il, par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure, et par Belga interposée aussi.

M. le Président. - J'ai une petite difficulté, Monsieur Hazée, c'est parce que M. Henry a demandé la parole avant vous. Puis-je demander à M. Henry s'il laisse à M. Hazée ?

M. Henry (Ecolo). - C'est mieux pour répondre à M. Collignon et puis je compléterai...

M. le Président. - Plus que jamais, c'est le règlement dans mon chef.

La parole est à M. Hazée.

M. Hazée (Ecolo). - Tout à l'heure, lors de mon intervention dans la discussion générale, j'ai évoqué trois points, trois demandes minimales.

Premier élément, que le Gouvernement puisse répondre aux questions que nous lui avons adressées. Nous avons vu tout à l'heure ce qu'il en était, le ministre a exposé un certain nombre d'éléments, mais aux répliques que mon collègue lui adressait – avec de nouvelles questions – il était incapable de répondre.

Je ne lui en veux pas, les conditions du débat ne sont pas évidentes et donc, il était incapable de répondre, c'est un fait.

Deuxième élément, j'ai évoqué une demande de temps pour simplement prendre connaissance des amendements, les examiner, les analyser. J'ai entendu les uns et les autres dire que 90 % étaient conformes à des éléments discutés en commission. Peut-être même est-ce vrai, je n'en sais rien, mais ceux qui sont à la plume ont une conscience très précise de ce qui a été discuté en commission et de ce qui ne l'a pas été. Pour ceux qui ne sont pas à la plume et qui ont eu ces amendements dans l'après-midi, aujourd'hui, cela demande un examen minutieux : « N'y a-t-il pas une virgule qui a changé de place, qui donne un sens différent au mot ? » On est en train de faire du droit, on n'est pas en train d'écrire un roman ou une chronique, nous faisons du droit, dans ce Parlement, et ce Parlement doit garder son rang.

J'ai donc effectivement demandé du temps et M. Collignon m'a bien compris en la matière.

Troisième élément, j'ai évoqué tout à l'heure – non pas seulement Belga – à la tribune, Monsieur Collignon, le fait que j'ai appelé la majorité à être réceptive à d'éventuelles demandes d'avis au Conseil d'État, non pas de 165 amendements, parce que le but n'a jamais été et ne sera pas une obstruction quelconque, mais pour éclairer, sur le plan du droit, les amendements de fond qui le requéraient.

Alors effectivement, tout à l'heure, au Bureau élargi, j'ai par exemple évoqué le lexique. Le lexique est un élément clair. On a là effectivement quelque chose de tout à fait nouveau, qui n'a pas du tout été discuté en commission, qui modifie le code sur un ensemble de dispositions très important.

Avancer sans avoir un éclairage du Conseil d'État par rapport à cet élément me paraît extrêmement périlleux. C'est un exemple. Y en a-t-il cinq ou six, je ne le sais pas, j'ai donné l'un ou l'autre exemple complémentaire comme le permis parlementaire – parce que Philippe Henry y a fait déjà allusion. C'est à partir de l'examen des amendements que nous pourrions voir quels sont les amendements de fond. Ce à quoi je peux m'engager, c'est qu'il y en aura un petit nombre, parce que ce sont les éléments les plus saillants. Et je peux, si vous le souhaitez encore, vous dire qu'il y aura un courrier qui sera adressé à qui vous le souhaitez – au Président en tout cas – par rapport à cette demande, dès que nous le pourrions.

Mais là, maintenant, me dire : « Quels sont les amendements qui seront soumis au Conseil d'État ? » ; c'est intellectuellement impossible, puisque nous n'avons pas connaissance de façon précise, des amendements qui ont été déposés.

De la sorte, j'éclaire votre jugement par rapport à la demande que nous avons formulée. Je ne pensais pas, en ne la révoquant pas ici, trahir une complétude de l'information par rapport à l'adduction du Bureau élargi, puisqu'elle portait précisément et principalement sur la demande du temps, mais je reconnais tout à fait, puisque je l'ai annoncé tout à l'heure et qu'il n'y a rien de caché en la matière, qu'il nous paraît nécessaire, effectivement, que sur certains points précis, une demande d'avis au Conseil d'État soit sollicitée. Mais avant cela, il faut faire l'examen de ces amendements reçus à 14 heures 30 et quelques – M. le Président a indiqué les heures tout à l'heure et les heures ne sont pas querellées.

Cette brouette d'amendements, on ne voit pas, aujourd'hui, le but recherché en les amenant en séance et pas dans un temps raisonnable qui permet simplement à chacun, dans les droits minimaux – on ne demande même pas plus – d'un parlementaire, de faire son travail.

M. le Président. - Avant que chacun ou d'autres ne réagissent avant la clôture de la discussion générale, puis-je, pour bien mesurer votre demande, Monsieur Hazée – et quand je dis « moi », c'est aussi tous les

collègues présents – vous souhaitez un temps raisonnable – si j'ai bien compris – et ensuite pour que chacun réfléchisse à votre demande, c'est une consultation du Conseil d'État. Sur quel type d'amendements, les vôtres ?

M. Hazée (Ecolo). - Pour répondre à votre question, Monsieur le Président, pour ce qui concerne les nôtres, nous l'avons mentionné dans la justification. De mémoire – je regarde M. Henry – je pense qu'il y en a deux ou trois. Pour ce qui est des nôtres, le travail est fait. Forcément, puisque l'on a eu le temps de la préparation.

Pour ce qui concerne ceux qui ont été déposés par la coalition gouvernementale, j'ai évoqué le lexique, c'est un élément clair, puisqu'il est tout à fait nouveau et qu'il a été présenté par les auteurs. Pour le reste, je peux en tout cas m'engager à ne pas demander l'avis du Conseil d'État sur tous les éléments.

Du reste, c'est de toute façon cette assemblée qui jugera de l'opportunité. Quand bien même je demanderais un champ plus large que celui que vous souhaitez juger comme opportun, vous avez le loisir de vous y opposer.

M. le Président. - Chers collègues, je pense que l'on a mieux compris encore – merci à M. Hazée – je vais, avant de faire une suggestion, peut-être donner la parole à M. Henry, car il l'avait demandée.

La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Oui, Monsieur le Président, j'interviendrais très brièvement.

Vous avez évoqué le fait que de très nombreux amendements ont été présentés en commission, ce qui, effectivement, simplifierait potentiellement le travail, sauf que nous ne savons pas lesquels.

Je souhaiterais donc que vous puissiez alors nous dire ou que les auteurs puissent nous dire : « Voici quels sont les amendements qui ont été discutés en commission », parce que les articles ont parfois changé, en tout cas dans leur numérotation. Il ne nous est pas possible, en quelques minutes, de retrouver toute la discussion de la commission, avec tous les amendements, et cetera.

Si c'est vrai qu'il y a une grosse partie des amendements déposés en commission, ce sera déjà un élément de facilitation.

M. le Président. - Je n'ai pas pu, tout à l'heure, clôturer la discussion générale, puisque M. Hazée a réagi promptement en demandant la parole.

Nous pouvons encore – et je demande à chacun et chacune d'y réfléchir – dans le cadre de la discussion générale, avoir une présentation des amendements, ce

qui peut vous permettre – je le dis aux uns et aux autres et, singulièrement, au groupe Ecolo – de mesurer si cet amendement fait écho au travail de commission et s'il justifie ou non un renvoi au Conseil d'État.

J'ai le sentiment qu'agissant de la sorte, Monsieur Henry et Monsieur Hazée – je me tourne vers les autres – nous y verrons beaucoup plus clair, puisque l'on n'aura pu présenter les amendements. Et là, chacun peut comprendre, poser des questions et voir, in fine, ce qu'il serait nécessaire, moyennant les conditions fixées par le règlement, de renvoyer au Conseil d'État.

Ne pourrions-nous pas procéder de la sorte, c'est-à-dire présenter les amendements dans la discussion générale ?

J'essaie de coller à votre demande, Monsieur Henry.

La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Oui, notre demande n'est pas celle-là, vous le savez bien, mais vous essayez d'en faire une autre. Il est difficile de savoir quand c'est mieux de présenter les amendements. Cela dépend de la manière dont ils sont présentés.

Si l'on a eu le temps – c'est-à-dire un certain nombre d'heures – d'examiner les amendements, on profitera au mieux de l'exposé qui en sera fait, et cela complètera notre compréhension. On pourra, alors, poser les questions opportunes, et le débat sera facilité.

Si cette présentation vient au début, cela nous aidera pour notre travail d'analyse, mais on ne pourra pas nécessairement percevoir tout ce qui sera dit, vu que l'on n'aura pas encore lu et compris les amendements, leur ordre et la manière dont ils s'articulent dans le décret.

Donc, s'il y a une présentation synthétique et pédagogique des amendements, cela peut aider, mais évidemment, cela n'empêchera pas qu'il y ait un travail d'analyse nécessaire ultérieurement.

M. le Président. - Je comprends que votre demande se cumule à celle de M. Hazée, pour qu'à nouveau, je cerne bien la demande Ecolo.

Y a-t-il d'autres prises de parole ?

La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Monsieur le Président, ayant clairement fait le tour des positions des uns et des autres en la matière, pourrions-nous encore suspendre cinq minutes afin que nous puissions avoir un petit conciliabule au niveau de la majorité ?

M. le Président. - Je rappelle – tout à l'heure, M. Jeholet le soulignait – qu'une suspension est de plein droit.

(Réaction de M. Jeholet)

On est là pour cela, Monsieur Jeholet.

Monsieur Fourny, dix minutes vous suffisent-elles ou en faut-il davantage ?

On reprend à 20 heures 30 minutes.

La séance est suspendue.

-La séance est suspendue à 20 heures 10 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 20 heures 35 minutes.

M. le Président. - La séance est reprise.

PROJET DE DÉCRET ABROGEANT LE DÉCRET DU 24 AVRIL 2014 ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129^{QUATER} À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE, ABROGEANT LES ARTICLES 1ER À 128 ET 129^{QUATER} À 184 DU CODE WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, ET DU PATRIMOINE, ET FORMANT LE CODE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (DOC. 307 (2015-2016) N° 1, 1^{BIS} À 1^{QUATER}, 2 À 338^{SEXIES})

*Discussion générale
(Suite)*

M. le Président. - Je me suis efforcé, cette fois, de scrupuleusement respecter le quart d'heure de suspension de séance et celle-ci a permis aux uns et aux autres de pouvoir mieux se comprendre et s'entendre.

Je crois pouvoir dire, Monsieur Hazée, qu'à votre demande, les groupes PS et cdH m'ont fait savoir qu'ils pouvaient rencontrer vos deux demandes, à savoir de disposer d'environ une heure et demie, un temps raisonnable, pour que vous puissiez examiner les différents amendements et détecter parmi ceux-là – les vôtres et ceux de la majorité – ceux que je serais amené à soumettre au Conseil d'État.

M. Hazée (Ecolo). - Monsieur le Président, je vous remercie pour votre prise de parole. Nous avons demandé un temps pour un examen sérieux. Nous avons demandé une ouverture pour saisir le Conseil d'État sur des amendements de fond significatifs. Donc, nous voulons, ici, accueillir positivement les efforts faits, par les uns et par les autres, sur les différents bancs de cette assemblée et nous pouvons effectivement travailler dans cette perspective.

M. le Président. - J'en profite, dès lors, suite à ces différents contacts, d'une part, très solennellement, pour clôturer définitivement la discussion générale, c'est là où nous l'avions laissée. Nous clôturons la discussion générale.

Je le répète pour la troisième fois, chacun l'ayant bien entendu.

La discussion générale étant close, je vous propose ceci : il est maintenant 20 heures 35 minutes, nous pourrions nous retrouver vers 22 heures 10 minutes, si cela vous agréé.

(Réactions dans l'assemblée)

22 heures 15 minutes, cela vous va ?

(Réactions dans l'assemblée)

Très bien, 22 heures 15 minutes.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 20 heures 35 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 22 heures 23 minutes.

M. le Président. - La séance est reprise.

Chers collègues, comme convenu, la séance reprend. Chacun peut retrouver ses bancs.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le Président. - Nous nous étions quittés sur une double demande des écologistes que je crois pouvoir dire au nom du groupe PS-cdH qui me l'avait signifié, qu'il y avait une ouverture pour leur permettre d'examiner l'ensemble des amendements et voir parmi ceux-ci ceux qui, à leurs yeux, méritaient d'être renvoyés au Conseil d'État.

J'ai reçu – et c'est ce que je vous propose chers collègues – la liste Ecolo. Dans un instant, nous aurons, j'imagine, la liste du PS et du cdH.

Ce que vous propose, pour la clarté de nos débats, c'est de manière très succincte, j'inviterai soit M. Hazée, soit M. Henry à venir présenter – parce que je l'ai devant moi – la liste qu'ils souhaitent que je renvoie au Conseil d'État. Puis nous entendrons la majorité.

Monsieur Henry, puis-je vous donner la parole ? Je vous la donne pour la présentation sommaire pour les différents amendements pour lesquels vous souhaitez un avis du Conseil d'État.

La parole est à M. Henry.

M. Henry (Ecolo). - Monsieur le Président, nous avons mis à profit le temps que nous avons pendant la suspension des travaux pour faire un examen rapide des amendements déposés cet après-midi. Nous avons déjà identifié l'une ou l'autre demande dans nos propres amendements. C'est un examen qui n'a pas pu être totalement exhaustif, mais nous avons voulu identifier les points sur lesquels le Conseil d'État n'avait pas pu se prononcer – ou en tout cas, ne s'était pas prononcé – dans la version du projet de Décret du Gouvernement, voire dans le premier projet du CoDT, parce qu'il s'agit de choses nouvelles ou pour lesquelles il y a des événements particuliers nouveaux et pour lesquels l'avis du Conseil d'État est particulièrement utile pour la suite de nos travaux.

Nous avons identifié neuf points. Je vais les évoquer rapidement.

Ils sont dans l'ordre des amendements, puisque l'on doit chaque fois identifier les numéros des amendements.

Le premier point concerne l'amendement n° 340-1, de M. Fourny et consorts, concernant les liaisons écologiques. Nous avons eu le débat à plusieurs reprises, vous connaissez l'option prise dans le premier CoDT sur la trame verte et bleue. Une nouvelle formulation est proposée par le Gouvernement par amendement aujourd'hui concernant les liaisons écologiques, qui donnent une habilitation importante au Gouvernement sans critère particulier. Cela nous paraît important d'avoir l'avis du Conseil d'État sur ce point.

Deuxième point, l'amendement n° 340-12 de M. Fourny et consorts, concernant les réseaux d'infrastructures. Là, il s'agit de déployer dans cette nouvelle proposition également du Gouvernement, dans toutes les zones du plan de secteur, sans dérogation nécessaire les différents réseaux de l'infrastructure, donc, également sans enquête publique. Cela nous paraît un élément important sur lequel le Conseil d'État ne s'est pas prononcé.

Troisième point, l'amendement n° 340-18, également de M. Fourny et consorts, concernant les nouvelles activités en zone forestière, puisque cet amendement prévoit différentes activités qui n'étaient pas prévues jusqu'aujourd'hui en zone forestière ; ce n'est pas un élément anodin pour ce qui concerne la préservation de la zone forestière. Il prévoit également, comme d'ailleurs le Gouvernement l'a prévu notamment dans la zone agricole, une sous-zone capable pour le développement de l'éolien. Comme j'ai déjà évoqué à plusieurs reprises, nous avons une crainte que le fait de développer, d'identifier une sous-zone capable rend les dérogations potentiellement plus difficiles aux autres endroits, là où il faut une dérogation.

Quatrième point, l'amendement n° 340-29 de M. Fourny et consorts, concernant l'obsolescence programmée, différents amendements sont liés à ce sujet. Il a été évoqué aussi, mais vous rappellerez que le Conseil d'État, dans son avis sur le projet de décret, avait été très sévère sur la proposition du Gouvernement. Dès lors, vous avez fait des modifications par amendement. Il nous paraît intéressant que le Conseil d'État se prononce. On a choisi un des amendements pour ne pas identifier trop d'amendements à soumettre au Conseil d'État.

Cinquième point, concernant le lexique, il a été évoqué tout à l'heure. Je pense qu'il n'y a pas besoin de s'en justifier, l'amendement n° 347-3.

L'amendement n° 348-2 de M. Dermagne et consorts, concernant la fonction consultative puisque là, des éléments importants concernent des éléments de réforme dans d'autres secteurs que le seul CoDT et font référence à des orientations du Gouvernement qui ne sont pas encore traduites dans la législation. Cela nous paraît également important que le Conseil d'État se prononce.

Le septième point concerne l'amendement n° 352-13, déposé par notre groupe, concernant les équipements communautaires. Nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises puisqu'il s'agit, au départ de la liste proposée dans le projet de décret, alors qu'elle n'était pas présente dans l'avant-projet, pour définir la liste des équipements concernés et nous avons proposé un amendement alternatif. Le Conseil d'État n'a pas pu se prononcer ni sur la liste, ni sur notre amendement. Nous suggérons que soit joint, pour l'examen de cet amendement, un autre amendement de M. Fourny et Consorts, les amendements n° 342-8, puisqu'il porte également sur le même sujet, d'une autre façon.

Il y a l'amendement n° 352-14, déposé par notre groupe, concernant les permis parlementaires. Pour les raisons évoquées plusieurs fois, notamment principalement l'absence d'une correspondance de respect de la nouvelle directive européenne en la matière. Il y a également deux autres amendements que nous suggérons de joindre puisqu'ils portent sur les permis parlementaires, les amendements n° 342-14 et 24 de M. Fourny et consorts.

Enfin, pour terminer, nous proposons de joindre à la liste des amendements envoyés au Conseil d'État l'amendement n° 353 de M. Fourny et consorts concernant des modifications de la règle du comblement.

Voilà, Monsieur le Président, chers collègues, une série de points qui nous paraissent très importants, sur lesquels il n'y a pas eu en tant que tel d'avis du Conseil d'État ou pour lequel il y a eu des éléments neufs importants.

Je le répète, nous n'avons certainement pas identifié tout ce qu'il aurait été nécessaire d'envoyer au Conseil d'État, mais je pense que nous avons relevé une série de points importants. Nous vous suggérons donc de les envoyer pour demander cet avis dans un délai raisonnable.

M. le Président. - J'imagine que suite aux contacts intervenus, les groupes PS et cdH ont, à leur tour, une demande de consultation du Conseil d'État.

La parole est à M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Complémentaire aux avis qui viennent d'être sollicités, nous souhaitons en ajouter trois qui concernent l'amendement 340-21, l'amendement 342-15 et l'amendement 345-1. Voilà les trois amendements complémentaires que nous souhaitons également voir confronter à l'avis du Conseil d'État. Je vous remercie.

M. le Président. - Conformément à l'article 109.1, je vais donc transmettre dans un délai de 30 jours au Conseil d'État la consultation sollicitée sur l'ensemble de ces amendements. J'en ai dénombré neuf, même s'il y a des amendements jumelés chez Ecolo et trois PS-cdH.

Dès lors, très chers collègues, je vous propose que, conformément à l'article 109.3, nous suspendions les travaux de débat sur le CoDT puisque le Conseil d'État sera consulté dès demain. Y a-t-il des demandes de prises de parole ?

La parole est à M. Dermagne.

M. Dermagne (PS). - Simplement pour demander si d'autres groupes n'ont pas de demandes supplémentaires par rapport aux amendements qui ont été déposés, puisque nous sommes dans une série d'envois au Conseil d'État.

M. le Président. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Je voudrais dire, Monsieur le Président, que cela restera un jour noir pour le Parlement de Wallonie. La manière dont les travaux ont été organisés, menés, la manière dont la majorité a voulu forcer des travaux au sein de ce Parlement aujourd'hui, nous le regrettons. M. Dodrimont s'est exprimé très clairement. J'ai envie de dire : « Tout cela pour cela ».

Quand on voit le cirque depuis ce matin, le roulement de mécaniques de certains dans l'expression et, finalement, le résultat auquel on arrive, avec un report de 30 jours du débat, je pense, et je m'adresse aussi à M. le Ministre et au Gouvernement, que vous avez manqué, raté une occasion de travailler sur un texte, comme le MR l'a toujours souhaité. Vos procès individuels d'intention, et cetera, je n'entre pas dans cette polémique, Monsieur Di Antonio, je dis simplement que c'est pour vous d'abord un échec. Ce

sera de toute façon ce texte cochonné, une procédure cochonnée, des démarches cochonnées et un débat aujourd'hui que vous avez cochonné, Monsieur Fourny, depuis le début en commission quand vous vous êtes un peu inquiété du CoDT. Vous avez une lourde part et je pense que le cdH a une lourde part de responsabilité dans ce qui s'est passé aujourd'hui.

Je ne serai pas plus long. Je dis simplement, et je le regrette, que c'est un jour noir, surtout pour le Gouvernement, pour le CoDT, mais cela passera au fil des années. C'est un jour noir pour notre Parlement, pour notre institution.

FAIT PERSONNEL

M. le Président. - La parole est à M. Fourny pour fait personnel.

M. Fourny (cdH). - C'est un peu dommage de « cochonner » une telle après-midi constructive de travail pour des gens qui ont voulu avancer de manière positive.

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - S'il vous plaît, on écoute l'orateur. Seul M. Fourny a la parole.

M. Fourny (cdH). - C'est fou quand les muets se mettent à parler. C'est un peu dommage de voir de tels propos clôturer l'ambiance constructive de nos travaux de cette journée pour ceux qui ont voulu faire avancer de manière positive et constructive. Je salue encore... les muets veulent parler, donc je les laisse peut-être parler, hurler puis je peux peut-être poursuivre.

(Réaction de M. Wahl)

M. le Président. - Monsieur Wahl, vous n'avez pas la parole. Seul M. Fourny a la parole.

(Réaction de M. Crucke)

Monsieur Crucke, vous ne vous appelez pas M. Fourny.

M. Fourny (cdH). - Je trouve, Monsieur le Président, qu'il est malheureux pour notre institution de voir les propos qui sont tenus par une assemblée qui a été très courtoise et constructive cet après-midi, surtout par les silences répétés d'aucuns.

Je tiens vraiment à souligner l'attitude extrêmement positive du groupe Écolo qui a fait œuvre d'une volonté constructive...

(Réactions dans l'assemblée)

M. le Président. - Vous n'avez pas la parole, M. Fourny seul a la parole. Monsieur Fourny, je vous invite à conclure.

M. Fourny (cdH). - La hauteur des réactions d'aucuns est à la hauteur de leur niveau.

(Réactions dans l'assemblée)

Je tiens à poursuivre mon propos en indiquant que je remercie une nouvelle fois le groupe Ecolo qui aurait pu être animé de rancœur ou d'adversité par rapport à l'évolution du dossier. Je tiens également à souligner que la qualité des propos développés en commission a toujours été constructive en ce sens qu'ils ont toujours réaffirmé leur position avec la même conviction – on ne les partage pas, c'est vrai – à tout le moins on a pu échanger et il y a eu un véritable esprit de confrontation constructif. C'est la raison pour laquelle on a voulu se montrer ouvert à votre égard et faire en sorte que l'on puisse poursuivre ce débat constructif avec ceux qui veulent le faire de manière positive pour les Wallonnes, les Wallons et l'avenir demain du développement économique de nos entreprises, de la construction et autres.

M. le Président. - Monsieur Puget, puis-je vous demander à quel titre vous sollicitez la parole ?

M. Puget (Indépendant). - À un titre tout à fait personnel, Monsieur le Président.

M. le Président. - Je ne crois pas que vous avez été mis en cause.

M. Puget (Indépendant). - Non, mais je vais peut-être l'être, c'est pour cela.

(Rires)

Ce que je trouve tout à fait incroyable, voilà un texte voté il y a un an et demi et, aujourd'hui, le PS-cdH apporte 166 amendements sur un texte qu'ils ont voté il y a un an et demi et qu'ils devaient mettre en application cette année. Je trouve cela totalement incroyable. On vient de perdre une journée, en tout cas aujourd'hui. Ce n'est pas donner une bonne image de la politique.

M. le Président. - Monsieur Puget, je dois vous interrompre parce que vous n'êtes ni l'auteur d'un amendement, ni le demandeur d'un renvoi au Conseil d'État et il n'y a pas eu de fait personnel à votre égard.

M. Hazée (Ecolo). - Si je peux me permettre, Monsieur le Président, M. Fourny a fait référence aux muets et, à ce titre-là, M. Puget, n'avait pas encore pris la parole dans le débat, a certainement le droit de dire un mot.

(Rires)

(Applaudissements)

M. Dermagne (PS). - Un miracle, Monsieur le Président.

M. Puget (Indépendant). - Si je suis le muet, je ne suis pas le seul ici.

M. le Président. - Très sérieusement, le seul qui a la parole, c'est M. Collignon, puisqu'il est l'auteur d'amendements et de renvoi au Conseil d'État.

M. Collignon (PS). - C'est juste pour dire que je ne veux pas être plus long pour ne pas rompre la bonne humeur ici en fin de séance et qui nous permettra à tous de prendre un peu de recul sur les propos des uns et des autres échangés au cours de cette journée.

M. le Président. - Comme il n'y a plus de demande de parole, je vais demander à M. le Greffier de sonner pour inviter les derniers membres qui ne nous auraient pas encore rejoints à participer au prochain scrutin, puisque nous avons un certain nombre de décrets de ratification de traités et une résolution à délibérer.

Puis-je inviter le secrétaire, M. Wahl, à nous rejoindre ?

M. Wahl (MR). - Je voterai de mon banc, Monsieur le Président.

M. le Président. - C'est embêtant parce que vous êtes secrétaire.

M. Wahl (MR). - Monsieur le Président, au terme d'une telle journée, je ne suis pas honoré d'être présent à votre tribune, je resterai donc à mon banc.

(Applaudissements)

(Rumeurs)

ÉLOGE FUNÈBRE

M. le Président. - Chers collègues, puis-je vous inviter à vous lever ?

Nous avons appris avec tristesse le décès, ce 3 juin 2016, de notre ancien collègue Joseph Michel, qui nous a quittés à l'âge de 90 ans.

D'origine modeste, Joseph Michel décroche brillamment un doctorat en droit, un baccalauréat en philosophie thomiste et deux licences universitaires – l'une en sciences économiques et l'autre en notariat.

Authentique Gaumais, Luxembourgeois convaincu, belge et fier de l'être, Joseph Michel est un homme aux multiples talents. Brillant intellectuel, écrivain remarqué, bretteur hors pair, avocat engagé, ambassadeur de ruralité, il n'en était pas moins un citoyen parfaitement altruiste, fidèle à ses convictions chrétiennes.

Bien que devenu un ténor du Barreau luxembourgeois, Joseph Michel choisit de consacrer l'essentiel de sa vie à ses concitoyens, en s'impliquant dans la vie locale, régionale et nationale.

Son nom est, du reste, à jamais lié à celui de Virton, où il obtient en 1958 son premier mandat de conseiller communal. À partir de 1959, il est échevin pendant 11 ans avant de ceindre l'écharpe maïorale durant deux mandats.

Sur le plan national, Joseph Michel est membre du Parlement fédéral pendant 30 ans et en assure la présidence de 1979 à 1981.

Comme chef de file du groupe PSC à la Chambre, il est un acteur majeur de la deuxième réforme de l'État qui débouche – rappelez-vous – sur la création de notre Conseil régional wallon.

Il siège, d'ailleurs, pendant 10 années dans notre assemblée, tout en manifestant son attachement aux structures unitaires de la Belgique, signe de sa réelle indépendance intellectuelle.

Au niveau exécutif, il est tour à tour responsable de l'éducation, de la décentralisation, de la fonction publique et des affaires intérieures devant, notamment, gérer la délicate question fouronnaise.

Le dossier le plus emblématique de sa carrière est incontestablement la fusion des communes réalisée malgré les nombreuses résistances et menaces de grève, même des bourgmestres.

Ce drôle de zigomar, amateur d'Orval et de bons mots, dit d'ailleurs dans un de ses ouvrages que le fameux breuvage trappiste n'avait pas son pareil pour apaiser les ardeurs inutiles.

Il lui attribue ainsi une place de choix dans le succès de cette réforme extraordinaire – et à ce jour unique – dont nous fêtons cette année le quarantième anniversaire.

Après sa carrière politique, il se consacre pleinement à sa région d'origine, que ce soit en assumant la présidence du musée gaumais, en prenant la défense de ses concitoyens devant la justice ou en rédigeant des romans, des essais historiques dont une œuvre remarquée sur l'histoire de la fusion des communes.

En 2013, Joseph Michel est élevé au rang d'officier du Mérite wallon.

Nous saluons aujourd'hui la mémoire d'un sage, homme de terroir et de conviction, artisan de notre paysage institutionnel et père fondateur de notre Parlement.

Nous présentons à la famille de Joseph Michel et à ses proches nos condoléances les plus émues.

Je vous invite, Mesdames, Messieurs, chers collègues, à observer une minute de silence à sa mémoire.

(L'assemblée observe un moment de silence)

**PROJETS DE MOTION DÉPOSÉS EN
CONCLUSION DE L'INTERPELLATION DE
M. DODRIMONT À M. DI ANTONIO, MINISTRE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA
MOBILITÉ ET DES TRANSPORTS ET DU BIEN-
ÊTRE ANIMAL, SUR « LA RÉFORME DU CODE
WALLON DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU
PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE (CWATUP) »,
PAR MM. DODRIMONT, LECERF, MAROY ET
MME BALTUS-MÖRES
(DOC. 499 (2015-2016) N° 1)
ET PAR MM. DENIS ET FOURNY
(DOC. 500 (2015-2016) N° 1)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur les projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Dodrिमont à M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, sur « la réforme du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie (CWATUP) ».

La première motion motivée de MM. Dodrिमont, Lecerf, Maroy et Mme Baltus-Möres a été imprimée et distribuée sous le numéro 499 (2015-2016) N° 1.

La seconde motion pure et simple de MM. Denis et Fourny a été imprimée et distribuée sous le numéro 500 (2015-2016) N° 1.

Conformément aux dispositions de l'article 142.4 du règlement, priorité est donnée au vote sur la motion pure et simple déposée par MM. Denis et Fourny.

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.

41 membres répondent oui.

29 membres répondent non.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baurain, Bonni, Collignon, Courard, Denis, Dermagne, Desquesnes, Devillers, Drèze, Dufrane, Dupont, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Kapompole, Lambelin, Leal Lopez, Lefebvre, Legasse, Luperto, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Onkelinx, Pécriaux, Poulin, Prévot, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Vandorpe, Vienne, Waroux, Zrihen.

- Ont répondu non :

Mmes et MM. Baltus-Möres, Brogniez, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Destrebecq, Dister, Dock, Dodrिमont, Durenne, Evrard, Gillot, Hazée, Henry, Jeholet, Knaepen, Lecerf, Lecomte, Maroy, Mouyard, Nicaise, Potigny, Puget, Ryckmans, Tzanetatos, Wahl, Warnier, Warzée-Caverenne.

En conséquence, le projet de motion est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À
PÉRENNISER LA CELLULE D'AUDIT DES
ORGANISMES COMPÉTENTS EN MATIÈRE DE
LOGEMENT, DÉPOSÉE PAR
MM. DESTREBECQ, JEHOLET, KNAEPEN,
MME DE BUE, MM. DISTER ET TZANETATOS
(DOC. 386 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur la proposition de résolution visant à pérenniser la cellule d'audit des organismes compétents en matière de logement, déposée par MM. Destrebecq, Jeholet, Knaepen, Mme De Bue, MM. Dister et Tzanetatos (Doc. 386 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.

29 membres répondent oui.

41 membres répondent non.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Baltus-Möres, Brogniez, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Destrebecq, Dister, Dock, Dodrिमont, Durenne, Evrard, Gillot, Hazée, Henry, Jeholet, Knaepen, Lecerf, Lecomte, Maroy, Mouyard, Nicaise, Potigny, Puget, Ryckmans, Tzanetatos, Wahl, Warnier, Warzée-Caverenne.

- Ont répondu non :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baurain, Bonni, Collignon, Courard, Denis, Dermagne, Desquesnes, Devillers, Drèze, Dufrane, Dupont, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Kapompole, Lambelin, Leal Lopez, Lefebvre, Legasse, Luperto, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Onkelinx, Pécriaux, Poulin, Prévot, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Vandorpe, Vienne, Waroux, Zrihen.

En conséquence, la proposition de résolution est rejetée.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD EURO-MÉDITERRANÉEN
RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS ENTRE
L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS
MEMBRES, D'UNE PART, ET LE ROYAUME
HACHÉMITE DE JORDANIE, D'AUTRE PART,
FAIT À BRUXELLES LE 15 DÉCEMBRE 2010
(DOC. 472 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010 (Doc. 472 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.
67 membres répondent oui.
3 membres s'abstiennent.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

- Se sont abstenus :

MM. Gillot, Puget, Warnier.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE
BELGIQUE ET BIOVERSITY INTERNATIONAL,
FAIT À BRUXELLES LE 3 DÉCEMBRE 2012,
MODIFIANT L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE
ROYAUME DE BELGIQUE ET
L'INTERNATIONAL PLANT GENETIC
RESOURCES INSTITUTE, SIGNÉ À
BRUXELLES LE 15 OCTOBRE 2003
(DOC. 473 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, fait à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003 (Doc. 473 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.
69 membres répondent oui.
1 membre s'abstient.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gillot, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Warnier, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

- S'est abstenu :

M. Puget.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME
DE BELGIQUE ET L'OFFICE INTERNATIONAL
DES ÉPIZOOTIES, SIGNÉ À BRUXELLES LE
14 MARS 2013
(DOC. 474 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office

international des épizooties, signé à Bruxelles le 14 mars 2013 (Doc. 474 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.

70 membres répondent oui.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gillot, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Puget, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Warnier, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD DE TRANSPORT AÉRIEN ENTRE
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
PREMIÈREMENT, L'UNION EUROPÉENNE ET
SES ÉTATS MEMBRES, DEUXIÈMEMENT,
L'ISLANDE, TROISIÈMEMENT, ET LE
ROYAUME DE NORVÈGE, QUATRIÈMEMENT,
FAIT À LUXEMBOURG ET OSLO LES 16 ET
21 JUIN 2011, AINSI QU'À L'ACCORD ANNEXE
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS
MEMBRES, PREMIÈREMENT, L'ISLANDE,
DEUXIÈMEMENT, ET LE ROYAUME DE
NORVÈGE, TROISIÈMEMENT, CONCERNANT
L'APPLICATION DE L'ACCORD DE
TRANSPORT AÉRIEN ENTRE LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE, PREMIÈREMENT, L'UNION
EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES,
DEUXIÈMEMENT, L'ISLANDE,
TROISIÈMEMENT, ET LE ROYAUME DE
NORVÈGE, QUATRIÈMEMENT, FAIT À
LUXEMBOURG ET OSLO LES 16 ET
21 JUIN 2011
(DOC. 475 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011, ainsi qu'à

l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, fait à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011 (Doc. 475 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.

63 membres répondent oui.

4 membres répondent non.

3 membres s'abstiennent.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

- Ont répondu non :

Mme et MM. Daele, Hazée, Henry, Ryckmans.

- Se sont abstenus :

MM. Gillot, Puget, Warnier.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE
BELGIQUE ET L'INSTITUT EUROPÉEN DE LA
FORÊT SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DU BUREAU DE LIAISON DE L'INSTITUT
EUROPÉEN DE LA FORÊT, FAIT À BRUXELLES
LE 9 OCTOBRE 2013
(DOC. 476 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la forêt, fait à Bruxelles le 9 octobre 2013 (Doc. 476 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.
70 membres répondent oui.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gillot, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Puget, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Warnier, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD RELATIF À LA PARTICIPATION
DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE À L'ESPACE
ÉCONOMIQUE EUROPÉEN, À L'ACTE FINAL
ET AUX TROIS ACCORDS Y AFFÉRENTS, FAITS
À BRUXELLES LE 11 AVRIL 2014 ET LE
5 NOVEMBRE 2014
(DOC. 477 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014 (Doc. 477 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.
68 membres répondent oui.
2 membres s'abstiennent.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Puget, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

- Se sont abstenus :
MM. Gillot, Warnier.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD MODIFICATIF ET
COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD SIGNÉ À
BRUXELLES LE 12 MAI 1967 ENTRE LE
ROYAUME DE BELGIQUE ET LE QUARTIER
GÉNÉRAL SUPRÊME DES FORCES ALLIÉES
EN EUROPE CONCERNANT LES CONDITIONS
PARTICULIÈRES D'INSTALLATION ET DE
FONCTIONNEMENT DE CE QUARTIER
GÉNÉRAL SUR LE TERRITOIRE DU ROYAUME
DE BELGIQUE, FAIT À BRUXELLES LE
10 SEPTEMBRE 2013
(DOC. 478 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord signé à Bruxelles le 12 mai 1967 entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013 (Doc. 478 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.
68 membres répondent oui.
2 membres s'abstiennent.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Môres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke, Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Pécriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Puget, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

- Se sont abstenus :
MM. Gillot, Warnier.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

**PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT
À L'ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME
DE BELGIQUE ET LE CENTRE
INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT
DES POLITIQUES MIGRATOIRES, SIGNÉ À
BRUXELLES LE 21 MAI 2008
(DOC. 479 (2015-2016) N° 1 ET 2)**

Vote nominatif

M. le Président. - Nous allons voter sur l'ensemble du projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (Doc. 479 (2015-2016) N° 1 et 2).

- Il est procédé au vote nominatif.

70 membres prennent part au vote.

70 membres répondent oui.

- Ont répondu oui :

Mmes et MM. Antoine, Arens, Baltus-Möres, Baurain, Bonni, Brogniez, Collignon, Courard, Crucke,

Daele, De Bue, Defrang-Firket, Denis, Dermagne, Desquesnes, Destrebecq, Devillers, Dister, Dock, Dodrimont, Drèze, Dufrane, Dupont, Durenne, Evrard, Fourny, Gahouchi, Gérardon, Gillot, Gonzalez Moyano, Hazée, Henry, Jeholet, Kapompole, Knaepen, Lambelin, Leal Lopez, Lecerf, Lecomte, Lefebvre, Legasse, Luperto, Maroy, Martin, Moinnet, Morreale, Mottard, Mouyard, Nicaise, Onkelinx, Péceriaux, Potigny, Poulin, Prévot, Puget, Ryckmans, Salvi, Sampaoli, Simonet, Stoffels, Stommen, Trotta, Tzanetatos, Vandorpe, Vienne, Wahl, Warnier, Waroux, Warzée-Caverenne, Zrihen.

En conséquence, le projet de décret est adopté. Il en sera donné connaissance au Gouvernement wallon.

La séance est levée.

Le Parlement s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

- La séance est levée à 22 heures 52 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

M. André Antoine, Président
M. Josy Arens, cdH
M. Christophe Collignon, PS
M. Philippe Courard, PS
M. Jean-Luc Crucke, MR
Mme Valérie De Bue, MR
Mme Christine Defraigne, MR
Mme Virginie Defrang-Firket, MR
M. Jean-Pierre Denis, PS
M. Pierre-Yves Dermagne, PS
M. Carlo Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal
M. Philippe Dodrimont, MR
Mme Véronique Durenne, MR
M. Yves Evrard, MR
M. Dimitri Fourny, cdH
M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie
Mme Déborah Gérardon, PS
M. Frédéric Gillot, PTB-GO !
Mme Virginie Gonzalez Moyano, PS
M. Stéphane Hazée, Ecolo
M. Philippe Henry, Ecolo
M. Pierre-Yves Jeholet, MR
Mme Joëlle Kapompole, PS
M. Christophe Lacroix, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
M. Dimitri Legasse, PS
M. Paul Magnette, Ministre-Président du Gouvernement wallon
M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique
Mme Christie Morreale, PS
M. Alain Onkelinx, PS
M. Maxime Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine
M. André-Pierre Puget, Indépendant
Mme Hélène Ryckmans, Ecolo
M. Vincent Sampaoli, PS
M. Edmund Stoffels, PS
Mme Isabelle Stommen, cdH
Mme Graziana Trotta, PS
M. Nicolas Tzanetatos, MR
M. Jean-Paul Wahl, MR
Mme Véronique Waroux, cdH
Mme Olga Zrihen, PS

INDEX DES MATIÈRES

- Aide aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales
- Animaux de laboratoire
- Arrêté ministériel de reventilation des crédits budgétaires
- Autisme
- Bioversity international
- Catastrophe ferroviaire de Saint-Georges sur Meuse
- Centre international pour le Développement des Politiques migratoires
- Code du développement territorial
- Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine
- Commission de l'emploi et de la formation
- Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des transports
- Commission du budget et de la fonction publique
- Commission pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
- Consommation abusive de « Ritaline »
- Cour constitutionnelle
- Cour des comptes
- Création de BioTurnkey
- Déclarations d'intérêt régional
- Éloge funèbre de M. Joseph Michel
- Émissions polluantes des voitures diesel
- Entreprise Magotteaux
- Espace économique européen
- Familles pauvres
- Fonds Impulseo
- Fraude sociale
- Grille des loyers
- Inondations
- Institut européen de la forêt
- Institutions européennes
- International Plant Genetic Resources Institute
- Liste des projets de décret adressés au Parlement par le Gouvernement
- Liste des rapports de commission
- Lutte contre les discriminations
- Lutte contre les marchands de sommeil
- Marché à La Louvière de créateurs autour de l'image imprimée
- Marché régional de l'électricité
- Office international des Épizooties
- Organismes compétents en matière de logement
- Pénurie de médecins en zone rurale
- Photovoltaïque
- Plan « Ensemble simplifions »
- Plan national de sécurité
- Précompte immobilier
- Présence de la Wallonie dans les grands événements sportifs
- Quartier général suprême des Forces alliées en Europe
- Question urgentes
- Rapports de commission
- Royaume hachémite de Jordanie

- Services aériens
- Soutien aux pompiers
- Taxe de la force motrice
- Taxe sur les mâts, pylônes et antennes
- Transport aérien

ABRÉVIATIONS COURANTES

AGW	Arrêté du Gouvernement wallon
AViQ	Agence pour une Vie de Qualité
AWAC	Agence wallonne de l'air et du climat
AWEx	Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
CATU	Commission d'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme
CCATM	commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité
CCW	Confédération Construction Wallonne
CGSP	FGTB Centrale Générale des Services Publics
CGT	Commissariat général au tourisme
CNG	Compressed Natural Gas
CO ₂	dioxyde de carbone
CoDT	Code du développement territorial
CPAS	centre(s) public(s) d'action sociale
CTA	Centres de technologies avancées
CWATUPE	Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie
DAR	décret relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général (décret d'autorisation régionale)
DG	direction générale
DGO4	Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie
DPR	Déclaration de politique régionale
eWBS	e-Wallonie-Bruxelles Simplification
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FEBIAC	Fédération Belge de l'Automobile et du Cycle
GISER	Gestion Intégrée Sol Érosion Ruissellement
GPS	Global Positioning System
HP	habitat permanent
IRM	Institut Royal Météorologique
ISSeP	Institut scientifique de service public en Région wallonne
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
KBA	Kraftfahrt-Bundesamt (Office fédéral des véhicules automobiles)
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
NEDC	New European Driving Cycle (nouveau cycle européen de conduite)
NIMBY	Not in my backyard
NO _x	oxyde d'azote
ONE	Office de la naissance et de l'enfance
PME	Petites et moyennes entreprises
PPM	part par million
PRU	périmètre de remembrement urbain
PWDR	Programme wallon de Développement Rural
RGBSR	Règlement général sur les bâtisses en site rural
RTBF	Radio-Télévision belge de la Communauté française
SA	société anonyme
SDER	schéma de développement de l'espace régional
SPF	services publics fédéraux
SPW	Service public de Wallonie
SRPE	sites de réhabilitation paysagère et environnementale
SWL	Société wallonne du Logement
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
UWA	Union Wallonne des Architectes ASBL
VW	Volkswagen